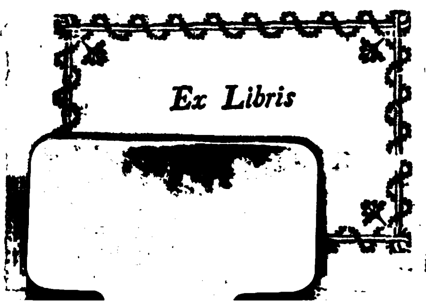

Ex Libris

AFFAIRES

DE L'INDE.

AFFAIRES

DE L'INDE,

DEPUIS le commencement de la Guerre avec la France en 1756, jusqu'à la conclusion de la Paix en 1783;

CONTENANT l'Histoire des Intérêts de l'Angleterre dans l'Indostan, les détails de deux Guerres avec la France, de plusieurs Révolutions & Traités d'alliance, & l'Administration de M. Hastings, &c. &c.

TRADUIT DE L'ANGLAIS,

Avec une Carte. par Soulès

TOME PREMIER.



A LONDRES,

Et se trouve à PARIS,

Chez BUISSON, Libraire, Hôtel de Mesgrigny, rue des Poitevins, N°. 13.

1788.



DISCOURS

PRÉLIMINAIRE

Du Traducteur.

L'INDOSTAN a été de tout tems le théâtre des plus grandes & des plus étonnantes révolutions. Ses Habitans, naturellement doux & humains, aimant la paix par le ſentiment des biens qu'elle procure, & par inclination, attachés au ſol qui les a vu naître, & qui leur prodigue libéralement & ſans beaucoup de travail tout ce qui eſt néceſſaire à leur ſubſiſtance, n'ont jamais oppoſé aux ambitieux qui ont voulu les commander ou les conquérir, qu'une foible & inutile réſiſtance. Tantôt c'eſt un homme de condition obſcure, qui, de ſimple ſoldat, parvient ſucceſſivement à la couronne à travers des flots de ſang, ou enveloppe dans ſa chûte pluſieurs milliers de malheureux, que la misère avoit attachés à ſon ſort; tantôt c'eſt un Roi qui ruine lui-même ſa puiſſance par le deſir de l'accroître, en écrâſant les peuples qu'il tyranniſe.

Ouvert au premier ambitieux qui a du fer & des ſoldats, ce beau & fertile pays paſſe des mains d'un tyran dans celles d'un autre, ſans que le peuple murmure, parce qu'accoutumé au joug du deſpotiſme & aux révolutions fréquentes qui en ſont la ſuite, preſqu'abruti par les vexations continuelles qu'il éprouve, il a perdu le ſentiment de la liberté, ce précieux ſentiment qui peut opérer tant de prodiges, & donner à l'homme une ſi grande énergie.

Mânes des paiſibles Indiens qui habitiez jadis ces belles contrées! & vous leurs triſtes & malheureux deſcendans qui gémiſſez encore aujourd'hui ſous la verge des tyrans, dites-nous par quelle fatalité cette terre jadis ſi peuplée, ſi riche & habitée par des hommes libres & heureux, n'offre preſque plus aujourd'hui qu'une vaſte ſolitude & l'aſpect de la miſère & de l'eſclavage ? Dites-nous comment, conquiſe & ravagée ſucceſſivement par Alexandre, par Genghiskan, par Timour, par Nadir Chah, ces fous & féroces ſoldats qui n'ont exiſté que pout le malheur du monde, votre patrie eſt devenue encore le théâtre des déprédations des Européens, qui ſont venus ſe diſputer vos dépouilles

& vous enlever vos trésors, au lieu de vous communiquer leurs connoissances dans les arts & les sciences, & vous apporter les productions de leurs climats, pour recevoir en échange le produit de votre industrie ?

Depuis que l'Inde est connue des Européens, elle n'a cessé d'exciter leur cupidité, & a presque toujours été la cause de leurs guerres : vainqueurs & vaincus tour-à-tour, ils n'ont cherché qu'à s'y nuire mutuellement, & à profiter seuls des avantages qu'elle leur offre. Chaque Nation a voulu se fixer d'une manière exclusive sur les bords du Gange. Les Portugais y réussirent les premiers; mais bientôt ils en furent chassés par les Hollandais, qui s'emparèrent de leurs établissemens, & s'élevèrent sur leurs ruines. Les Français prodiguèrent le sang & les richesses pour s'y établir solidement, & peut-être y seroient-ils parvenus, si les divisions qui survinrent entre Dupleix & la Bourdonnaye n'avoient ruiné leur commerce & détruit leurs espérances. Les Anglais, leurs successeurs, firent regretter le joug moins tyrannique des autres Nations. Sans paroître Souverains, à l'ombre d'un fantôme de Monarque sous le titre

de *Nabab*, ils exercèrent le despotisme le plus dur, & commirent des concussions abominables. Leurs propres Ecrivains en font foi, & ce témoignage suffit pour nous mettre à l'abri du soupçon de prévention nationale.

Plus les Anglais ont fait de dépenses au Bengale & à la côte de Coromandel, plus ils se sont enrichis en multipliant les exactions en proportion de leurs avances. Quand ils exécutèrent à *Madras* tout ce qu'il étoit possible d'inventer pour fortifier cette ville, ils se contentèrent de montrer au *Nabab* la nécessité d'avoir une place qui les mît à même de le soutenir & de l'affermir sur son trône. Pour reconnoître ce prétendu service, celui-ci doubloit les impôts, & si les dépenses alloient à deux millions, il étoit obligé d'en payer quatre. Ce tyran subalterne causa la ruine de son gouvernement; mais il ne le fit pas impunément, car il devint lui-même la victime de ses injustices & l'esclave de la Nation qu il avoit protégée.

Mais afin de mettre le Lecteur au fait d'un pays peu connu des Européens, il convient de l'instruire de certaines particularités qui serviront à lui faciliter l'intelligence des évènemens rapportés

dans cet Ouvrage; ce que l'Auteur a négligé de faire, sans doute, parce que les Anglais sont en général plus instruits que nous à cet égard.

L'Empire du Mogol qui comprenoit jadis presque toute la Peninsule en deçà du Gange, n'est plus aujourd'hui qu'un Etat borné à quelques Provinces, dont les principales sont le Décan & le Bengale. Depuis la mort d'Aurengzeb, cette vaste Peninsule a été envahie par les Vice-Rois à qui ces foibles successeurs en avoient confié le gouvernement, & depuis que l'Indostan a été ruiné par Nadir Chah, la foiblesse de l'Empereur, jointe à la politique & à l'indépendance des Vice-Rois, a restraint, pour ainsi dire, ce gouvernement dans l'intérieur du pays.

L'Empereur ne possède donc que la troisième & la moins importante partie de ce vaste Empire. Les Provinces qui le composent sont gouvernées par des Vice-Rois, appelés *Soubahs*, dont le pouvoir est très-étendu, & qui ont sous leur juridiction plusieurs districts gouvernés par des *Nababs*. Il y a encore dans toutes les parties de l'Inde de grands districts habités par des idolâtres, qui ont conservé leur ancienne forme de gou-

vernement, & qui ſont ſoumis à des Rois nommés *Rajahs*. De ce nombre eſt Mayſſour, dont le fameux *Hyder-Ally* étoit Souverain, & Tanjaour, dont la Capitale porte le même nom. Il y a auſſi pluſieurs petits Princes ou Chefs de Tribus, auxquels on donne le nom de *Polygars*. Ils ſont tous tributaires des *Nababs*, qui le ſont eux-mêmes des *Soubahs* ou Vice-Rois.

L'Empereur eſt l'arbitre unique & abſolu de toutes choſes, ſans être contraint ni ſurveillé par aucune loi. La vie & les propriétés des plus grands *Omrahs*, ou Nobles, ſont autant à ſa diſpoſition que celles de ſes moindres ſujets. Toutes les terres de l'Inde ſont conſidérées comme ſa propriété, à l'exception de quelques diſtricts héréditaires poſſédés par des *Rajahs*, comme nous l'avons déjà dit. Il a le pouvoir de ſe nommer lui-même un ſucceſſeur.

En général, le *Viſir* eſt le premier Miniſtre d'Etat : tous les Edits, tous les Actes publics, après avoir été ſignés du Roi, doivent paſſer à ſon ſceau. L'office du *Viſir* comprend différens départemens, dans chacun deſquels on tient regiſtre exact de toutes les commiſſions, patentes, titres d'honneur &

priviléges. Il a auſſi la ſurintendance du tréſor royal ; & en cette qualité, il a inſpection ſur les *Dewanees* ou *Divanys* des provinces, en tout ce qui a rapport aux finances.

Le Roi crée quelquefois un *Vakiel Mutuluck*. Le pouvoir de cet Officier eſt ſupérieur à celui du *Viſir* ; car il a l'adminiſtration non-ſeulement des affaires civiles, mais encore des affaires militaires, & cette dernière partie n'eſt jamais compriſe dans la charge de *Viſir*. L'*Emir-ul-Omrah* ou *Buxchi*, en qualité de Capitaine-Général & de Tréſorier des troupes, eſt indépendant. Il n'eſt pas facile de faire comprendre à des Européens toute l'étendue de l'autorité du *Vakiel Mutuluck* ; c'eſt un Officier entre les mains duquel le Roi dépoſe pour un tems toute ſa puiſſance, ne ſe réſervant que le titre impérial & les marques extérieures de la royauté.

Nadir Chah, autrement nommé Thamas-Kouli-Kan, avant de quitter Dehly, ſiége de l'Empire Mogol, pour retourner dans ſes Etats, fit un traité avec l'Empereur Mehemet Chah, dans lequel il fut ſtatué que la charge de Grand-Viſir & toutes les *Soubabies* ou Vice-Royautés, qui pour lors étoient au nombre de neuf,

ſeroient héréditaires dans les familles qui les poſſédoient Depuis lors, les *Soubahs* ont prétendu avoir le droit de nommer irrévocablement les Gouverneurs ou *Nababs*, ſans qu'il fût néceſſaire d'aucune confirmation ou ratification de la Cour de Dehly.

On ne peut mieux définir le titre, le pouvoir & les prérogatives du *Soubah*, qu'en traduiſant ce mot par celui de Vicaire-Général de l'Empire ; cette charge étant une ſuprématie ſur les Rois & vaſſaux quelconques de l'Empire, que le *Soubah* exerce comme l'Empereur même, ainſi que feroit le Vicaire-Général de l'Empire en Italie, ſi cette dignité étoit encore en activité. Le pouvoir des *Nababs* eſt auſſi fort étendu ; car ils ont chacun dans leurs Juridictions reſpectives, le droit de vie & de mort, & ſont revêtus en tout point de l'autorité royale.

Dans la décadence de l'Empire, les Provinces furent livrées à l'adminiſtration de ces *Soubahs*, qui affermoient pour un certain prix les revenus de la Couronne, & faiſoient leur profit du ſurplus. Dans l'origine, les *Soubahs* n'étoient que les Commandans des troupes ; ils recevoient leurs ordres de la Cour

par l'interpoſition du *Divan*, Officier-Civil, chargé du recouvrement de tous les revenus pour le compte du Roi, qui payoit les dépenſes néceſſaires pour le gouvernement de la Province, & faiſoit paſſer le reſte au tréſor royal. Les *Soubahs* ayant les forces militaires à leur diſpoſition, mépriſèrent l'autorité des *Divans*, fomentèrent à deſſein des diviſions, des factions, des révoltes, afin d'avoir des prétextes pour tenir ſur pied des armées nombreuſes, avoir le maniment de ſommes conſidérables, & maintenir par-là leur indépendance.

La foibleſſe du gouvernement augmentant de jour en jour, l'autorité des *Divans*, qui n'étoit plus qu'un vain titre, ne put tenir contre les forces réelles qu'avoient en main les *Soubahs*. Ce n'étoit, dans les Provinces, qu'altercations entre les Officiers; & la Cour étoit fatiguée des plaintes qui lui étoient portées de toutes parts. Des Miniſtres qui préféroient leur tranquillité actuelle à l'intérêt éloigné de l'Empire, diminuèrent le pouvoir du *Divan*; & de Commandant en Chef qu'il étoit en grande partie dans la Province, il fut réduit à la ſimple ſurintendance des perceptions; ſeulement il conſerva le droit de s'oppoſer aux nou-

velles impositions & aux innovations dans les loix. Enfin, les *Nababs* du Bengale, profitant des derniers troubles de l'Empire, se sont approprié cet emploi.

Ainsi l'office de *Divany*, qui dans l'origine étoit un des plus importans de l'Empire, n'existoit plus lorsque la Compagnie Angloise l'obtint en 1765; (voyez pag. 68, T. I de cet Ouvrage). Le Prince de qui elle prétendoit l'avoir reçu ne pouvoit pas en disposer, puisqu'elle-même, dans plusieurs occasions, désavoua son autorité, & toute cette manœuvre n'étoit qu'une fixion inventée pour favoriser les vues particulières de la Compagnie, ou des Directeurs, des Employés ou de leurs amis, & cacher aux yeux de l'Angleterre, de l'Europe & de l'Asie, la souveraineté dont elle venoit de s'emparer.

Depuis l'anarchie de l'Empire, les *Soubahs*, ainsi que les *Nababs*, sont devenus si indépendans de la Cour de Dehly, qu'ils ne lui sont plus soumis que de nom. On garde toujours les anciennes formes; mais elles servent seulement à montrer ce qu'étoit originairement ce gouvernement dans sa constitution primitive. Lorsqu'un *Soubah* ou

un *Nabab* meurt, ſon ſucceſſeur, ſoit qu'il ſoit étranger ou deſcendant de ſa famille, n'eſt pas réputé légitime avant d'avoir été confirmé par une patente impériale, qu'il eſt très-facile d'obtenir. Car les Mogols, n'ayant depuis long-tems ni autorité ni pouvoir, accordent tout ce qu'on leur demande, moyennant une certaine ſomme, qu'ils ſont bien aiſes de ſe procurer. Ils font un profit clair, en donnant contre de l'argent des titres qui ne ſont pas en leur poſſeſſion, & qui ne leur font rien perdre de ce qui leur reſte. On a vu même des valets noirs de quelques Employés de la Compagnie Angloiſe, créés par eux *Rajahs* ou Princes.

Mais ces *Soubahs* & *Nababs*, ainſi que l'Empereur lui-même, ne ſont rien moins qu'indépendans, depuis pluſieurs années que les Anglois ont acquis une ſi grande puiſſance dans ces contrées, & on en prendroit une fauſſe idée, ſi l'on ſe figuroit qu'ils gouvernent leurs ſujets ſelon leurs volontés ou d'après les loix du pays. L'Empereur dépend des Anglais pour ſa ſubſiſtance : les *Nababs* du Bengale ne ſont que les inſtrumens de la Compagnie, & ſes repréſentans en Aſie. Enfin l'on peut dire

qu'il n'y a plus de véritable Empereur ſur le trône de Dehly, & que les Anglais ſont les vrais Souverains.

Cependant comment arrive-t-il qu'une poignée d'Européens puiſſe réſiſter à une multitude d'Aſiatiques, ſous un ciel brûlant, auquel ils ne ſont point accoutumés, & où ils devroient naturellement ſuccomber ? Cette queſtion tient à certaines circonſtances que nous allons développer, & nous donnera lieu à expoſer quelques uſages des Indiens, dont la connoiſſance n'eſt point étrangère à cet Ouvrage.

Une choſe qui doit paroître bien étonnante à un Européen, c'eſt comment il eſt poſſible de fournir de vivres & de fourrages, pendant leurs marches & leurs campemens, ces grandes armées orientales dans leſquelles ſe trouvent une nombreuſe cavalerie, une ſuite prodigieuſe de valets, de femmes, d'enfans, d'éléphans & de bagages. Pour le concevoir, il faut remarquer que chaque *Nabab*, en entrant en campagne, a un Officier qu'on appelle *Cutwal*, chargé de la direction des *Bazars* ou marchés, qui avoiſinent le camp. Chaque Commandant d'un corps de troupes a la permiſſion de lever pavillon pour un *Bazar*,

&

& de prendre un *Cutwal* particulier pour lui, sous la direction du *Cutwal* général. Les pourvoyeurs, vivandiers & marchands de bled, payent volontiers une certaine taxe à ces *Cutwals*, pour avoir la permission de vendre leurs denrées sous la protection de leurs pavillons.

Les Vivandiers ont un nombre suffisant de bœufs & de chameaux avec lesquels ils vont faire des levées de toutes sortes de provisions de bouche dans le pays, & les apportent au camp; de manière que souvent les villes se trouvent dans la disette, tandis que le camp est dans la plus grande abondance.

Voici la manière dont on fait le fourrage. Chaque Cavalier mene avec lui un homme, qui n'a d'autre occupation que d'arracher le gazon qui est très-abondant, & d'en couper & nétoyer les racines, en les lavant dans l'eau, & cette nourriture fait infiniment plus de bien aux chevaux que le gazon même. Une ondée de pluie le reproduit en peu de jours; & au cas qu'il règne une grande sécheresse, le camp est transporté dans un autre endroit.

La paye des Soldats est très-forte; celle d'un Cavalier est depuis soixante jusqu'à deux cens roupies par mois, ce qui les

mer en état d'acheter les vivres à un si haut prix, que tous le pays d'alentour braveroit tous les hasards par l'appas d'un gain aussi considérable. D'ailleurs la fertilité du sol de l'Indostan est la grande cause de l'abondance & de la promptitude de l'approvisionnement des armées : la plus grande partie des terres produit annuellement deux & quelquefois trois récoltes.

Le cheval appartient toujours au Cavalier, ce qui fait qu'il est soigné avec la plus grande attention, & la paye dépend entièrement de la bonté du cheval. Mais cet usage a un grand inconvénient ; c'est qu'un Soldat de fortune qui n'a que son cheval pour tout bien, craint souvent de l'exposer dans des occasions où peut-être il n'hésiteroit pas d'exposer sa propre vie.

Mais ces grandes armées campent rarement pendant quelque temps sans que la famine ne s'y mette, & ne fasse périr une infinité de monde. Cependant ses ravages, quelque considérables qu'ils soient, ne font pas impression sur ces peuples, qui ne regardent point une famine comme une chose fort extraordinaire, & que le souvenir de ce qu'ils ont souffert n'empêche pas de mettre en campagne d'au-

tres armées aussi nombreuses, dont le sort dépend de mille accidens imprévus.

A ce premier désavantage il faut ajouter les pertes qu'ils font en hommes, bêtes de somme & munitions de guerre & de bouche, toutes les fois qu'ils rencontrent des chemins difficiles & des défilés, & sur-tout lorsqu'ils sont obligés de passer de grandes rivières. Ces rivières, à l'exception de celles qui sont guéables, s'enflent si prodigieusement dans les temps pluvieux, qu'on ne peut les traverser que de biais ; & souvent comme l'endroit du débarquement se trouve plus d'un mille au-dessous, les bateaux ne peuvent plus les remonter & deviennent inutiles.

Leur inexpérience dans l'art de la guerre leur nuit aussi beaucoup. Ce n'est pas qu'ils manquent de talens, & qu'on ne pût en faire de bons Soldats; mais la faute vient de leurs Généraux qui ne connoissent point les avantages de la discipline, & du mépris qu'ils ont pour l'infanterie. Il n'en est pas de même de la cavalerie : elle est très-bien payée & très-respectée chez eux, & ne recule jamais dans les combats qui se donnent avec l'arme blanche; & si elle craint de s'exposer au canon, c'est bien moins par crainte de hasarder leur vie, que pour ne point perdre leurs

chevaux, d'où dépend toute leur fortune. Leur attachement pour ces animaux est tel, qu'on a vu un Général des Marattes porter pendant trois jours le deuil de son cheval tué sous lui. Cependant l'infanterie leur seroit infiniment utile s'ils pouvoient surmonter à cet égard leurs préjugés. Les Soldats Indiens appelés Cipayes, que les Européens ont disciplinés, & dont ils ont formé des régimens d'infanterie, commandés par leurs propres Officiers; se sont familiarisés avec les armes à feu, & ont toujours défendu les postes qu'on leur a confiés avec beaucoup de bravoure; & lorsqu'on mèt un Sergent à leur tête, ils ne sont point à mépriser dans les batailles rangées.

Une chose très-nuisible encore à leurs affaires, c'est la fausse idée qu'ils se sont faite de l'artillerie, sans que leurs Généraux aient songé jusqu'ici à les en désabuser. Ils redoutent celle des Européens; ont une confiance aveugle dans la leur, & font consister tout son mérite dans les grosses pièces, dont quelques-unes portent des boulets de soixante & dix livres, quoiqu'ils ignorent, & la manière de les conduire, & celle de s'en servir. Lorsqu'on marche contre eux avec des pièces de campagne, & qu'ils sont obligés de

remuer les leurs, les jeunes bœufs qui les conduisent, prennent l'épouvante au premier coup de canon qu'ils entendent; & d'ailleurs ils sont si mal enharnachés, que si l'un vient à être tué ou à s'emporter, il faut un temps considérable pour débarrasser les autres.

Une coutume qui est fort ancienne, & à laquelle ils sont opiniâtrement attachés, ainsi qu'à toutes celles qui sont reçues parmi eux, est encore une cause des plus grands désastres dans leurs armées. Non-seulement l'Empereur, mais même chaque *Raja*, *Nababs* ou autre chef, qui commande les forces qu'il met sur pied, est toujours monté sur un éléphant, & est tout à la fois le Général & l'enseigne ou l'étendard de son armée, qui a toujours les yeux sur lui, de sorte que si elle vient à le perdre de vue un moment, elle est aussi-tôt en déroute. C'est ainsi qu'Aurengzeb gagna deux batailles par le secours de deux traîtres qui conseillèrent à ses deux frères de descendre de leurs éléphans, de monter à cheval, & de poursuivre les fuyards: leurs troupes ne les eurent pas plutôt perdu de vue, qu'elles furent mises en déroute. Cette coutume fournit aux Ingénieurs Européens un moyen fort aisé de déci-

der du fort de tout un détachement, par un coup de canon de six livres de balles, ces bêtes énormes ne paroissant être amenées en campagne que pour servir de but à l'artillerie. On prétend qu'ils commencent à s'appercevoir du danger de cette pratique, & il est vraisemblable qu'ils l'abandonneront tôt ou tard.

Un autre obstacle qui s'oppose à leurs succès militaires, est leur superstition, & sur-tout l'observation des jours heureux & malheureux, qui les empêche sur-tout de profiter de l'avantage qu'ils ont sur leur ennemi. Comme ils aiment beaucoup les bêtes de proie, ils en ont toujours un grand nombre, qu'ils ont soin de visiter avant que de donner bataille. Les trouvent-ils pesantes & engourdies? c'est pour eux un mauvais augure, & une raison suffisante pour ne point la donner; comme au contraire c'en est un bon lorsque ces animaux sont furieux & emportés.

Mais ce qui retarde plus que toute autre chose leurs progrès dans l'art militaire, c'est que ceux qui ont eu assez de succès dans les combats pour obtenir le titre de fortunés & d'invincibles, sont dispensés pendant quelque temps du service, & ne se mettent plus en peine de suivre

l'armée. C'eſt ce qui fait qu'il y a chez eux très-peu de vétérans, & que leurs armées ne ſont qu'un aſſemblage de Soldats levés à la hâte dans différentes provinces de l'Empire, & qui manquant de diſcipline, deviennent à charge par leur nombre. Quoique les Européens les aient ſouvent ſurpris pendant la nuit; & que ces ſurpriſes leur aient coûté cher, ils n'ont jamais pû gagner ſur eux d'être plus vigilans, & d'établir dans leur camp une meilleure diſcipline : & lorſqu'ils ſe ſont joints aux Européens comme alliés, on n'a jamais pu les obliger à ſe tenir ſur leur garde, lorſqu'on étoit dans le voiſinage de l'ennemi, ni les engager à ſe lever matin, pour faire quelque coup de main.

Ils mangent à leur ſouper une grande quantité de riz, qui eſt leur nourriture ordinaire, & prennent après quelque drogue ſoporifique, telle que l'opium; de ſorte que vers minuit toute l'armée ſe trouve enſevelie dans un profond ſommeil. On comprend aſſez quelles doivent être les ſuites d'une pareille conduite, & cependant ce ſeroit en vain qu'on s'efforceroit de perſuader à un Potentat d'orient que la ſûreté de ſon trône dépend

de la manière de vivre du Soldat, & qu'on voudroit les engager à s'abstenir de l'usage de l'opium, auquel ils attribuent la vertu d'échauffer le sang, & de porter l'ame aux actions héroïques. On ne sauroit voir sans mépris & sans compassion une quantité de malheureux, qui, animés par une ivresse passagère, se portent en foule sur une brèche pour en défendre l'accès, & qui par leur habillement & leur fureur impuissante, ressemblent moins à des Soldats qu'à des femmes fanatiques.

Telles sont les causes qui ont jusqu'ici empêché ces peuples de se distinguer par leurs exploits, & qui les ont rendus inférieurs aux Européens, qui ont trouvé le moyen de s'établir à six mille lieues de leur patrie, dans un pays où ils auroient dû succomber, en suppléant au nombre par l'ordre & la discipline.

Cependant s'il étoit permis de pénétrer dans l'avenir, nous dirions qu'il ne nous paroît pas possible que les Européens se soutiennent dans ces contrées, à moins qu'ils ne changent de systême & qu'ils n'établissent leur puissance sur la justice & l'humanité. Comment se sont-ils conduits jusqu'à présent, les Anglois

ſur-tout, qui ſont pour ainſi dire les ſeuls qui aient quelque conſiſtance dans l'Inde ? On verra dans le cours de cet Ouvrage des guerres entrepriſes par eux ſous les plus légers prétextes, des nations détruites, des innocens punis comme coupables, des Princes détrônés, des injuſtices de toute eſpèce commiſes de ſang-froid, les peuples impitoyablement foulés ; enfin, un vrai deſpotiſme exercé contre les Naturels du pays. Ces Anglois ſi républicains dans leur île, on les voit ici envahir les propriétés, s'arroger une autorité qui ne leur appartient pas, & devenir des eſpèces de tyrans. Une pareille conduite aliène tous les eſprits, & ne peut manquer d'opérer tôt ou tard une révolution. Un peuple opprimé ne penſe qu'à ſe ſervir de tous les moyens poſſibles afin de ſe délivrer de la tyrannie ; & ſans s'embarraſſer des ſuites de ſes démarches, il ſe fie au haſard pour ce qui pourroit en arriver de mal.

L'Inde ne manque pas de peuples courageux. Il eſt sûr qu'à préſent pluſieurs des Puiſſances de ce pays ont de grandes armées de cavalerie & d'infanterie ; & ſi elles peuvent ſe débarraſſer des

préjugés dont nous avons parlé, & introduire une bonne discipline, ils n'est pas douteux qu'elles ne deviennent bientôt redoutables. Les Marattes, qui jouent aujourd'hui un si grand rôle dans l'Inde, comme on le verra dans cet Ouvrage, suffiroient seuls pour opérer la révolution. Ils possèdent un pays très-étendu. Les Laboureurs & les Fabricans quittent souvent leur charrue & leurs métiers pour aller aux combats. Leur éducation est toute militaire. Accoutumés depuis long-temps au pillage & aux entreprises guerrières, ils sont toujours prêts à quitter leur pays pour ravager les territoires voisins, & leur imposer des tributs. Ces peuples ont été formidables dans tous les temps ; mais ils le sont devenus davantage depuis quelques années. Dans une expédition contre le *Soubah* du Bengale, en 1742, ils firent d'abord marcher dans cette province une armée de quatre-vingt mille hommes de cavalerie ; l'année suivante, deux corps de cavalerie de soixante mille hommes chacun, & ils vinrent à bout de soumettre le *Soubah*. On les regarde dans l'Inde comme la nation la plus puissante des Hindous, & ils ont souvent donné des preuves de cette su-

périorité. Ils peuvent encore augmenter leurs forces, en enrôlant ſous leurs drapeaux une foule de Soldats de fortune qui, mécontens de la Puiſſance qu'ils ſervent, ſont toujours prêts à ſe joindre à quiconque voudra former une entrepriſe, dont ils eſpèrent tirer des avantages. On voit par-là qu'il peut ſe former tous les jours une puiſſance militaire capable d'exécuter les plus grandes choſes.

Que les Européens donc, au lieu de chercher à conquérir des provinces, à exercer le ſouverain-pouvoir, à opprimer les Naturels du pays, à s'approprier leurs poſſeſſions & leur or, s'attachent au contraire, s'ils veulent conſerver les territoires qu'ils ont acquis, à maintenir la paix entr'eux & avec les Indiens, à faire fleurir le commerce & les arts, à exciter l'induſtrie des Manufacturiers, à encourager les Agriculteurs, & traiter humainement tous les individus, enfin à établir dans le pays la paix, l'abondance, la juſtice & l'équité, ſans leſquelles il ne peut y avoir de vrai bonheur. Alors ils n'auront point à craindre d'être dépoſſédés de ces territoires, qui leur ont coûté tant de ſang; les Naturels,

contens d'obtenir une ſubſtance facile & paiſible, ne chercheront pas à ſe ſoulever ; & ceux même qui gémiſſent ſous des tyrans, ſe ſoumettront volontiers à un Gouvernement qui leur offrira ſûreté & protection.

Nous avons ajouté à la fin de cet Ouvrage un *Précis de l'Hiſtoire des Marattes*, qui nous a paru curieux & intéreſſant, & que M. L'Anglès a bien voulu nous communiquer. Nous avons cru que le Lecteur verroit, avec plaiſir, ce morceau, compoſé par un Auteur Perſan.



VOCABULAIRE

De quelques Mots Indiens, Arabes & Persans contenus dans cet Ouvrage.

A. *Ameer* ou *Emir*, Prince, Chef ou Général d'armée.

B. *Banyans*. Ce sont les Entremetteurs & les Agens du Commerce. C'est à eux que les Anglais ont affaire dans tous les marchés qu'ils contractent avec les Négocians du pays. Les Banyans qui ne travaillent pas par eux-mêmes servent d'Interprêtes, de Teneurs de livres, de Secrétaires, de Courtiers, de Caissiers, &c. Ils ont l'intendance générale de toutes les affaires des Marchands qui les ont à leurs gages.

Barcundasses. Fantassins armés d'un fusil.

Bazer ou *Bazar*. Marché, place du marché, marché journalier.

Begum. Princesse, femme d'un Grand, d'un *Soubah*, d'un *Nabab*, ou d'un homme puissant.

Brames, Prêtres Hindous.

C. *Chout*, quatrième partie d'une chose. C'est proprement le tribut que lèvent les Marattes sur plusieurs Provinces de l'Indostan.

Cipayes. Soldats Indiens à la solde des Européens. On emploie communément ce mot pour désigner l'Infanterie des Indes disciplinée à l'Européenne.

Circar ou *Sircar*. Toute sorte d'office du gouvernement. On l'emploie quelquefois pour l'Etat ou le Gouvernement lui-même. Ordinairement, dans le Bengale, les *Sous-Banians* des Européens sont appelés *Sircars*. Le *Sircar* ou gouvernement contient plusieurs *Pergunnahs*.

Coleries. Peuples qui habitent les bois sous le gouvernement des *Polygars*.

Cutcherry. Certaine Cour de Justice. Il signifie aussi

un Bureau où les Fermiers paient le revenu des terres de l'Empire, ainsi que toute autre espèce de Bureau pour l'Administration des affaires publiques.

D. *Dewannee*, qu'il faut prononcer *Divany*. C'est l'emploi d'un Officier chargé de la perception des revenus des Provinces soumises au *Soubah* ou au *Nabab*, & dont il doit rendre compte à la Cour de Dehly. Cet Officier est appelé *Dewan* ou *Divan*. Voyez le *Discours Préliminaire*.

Duan. Trésorier.

Durbar. La Cour d'un *Mogol*, d'un *Nabab*, ou d'un Grand. Quelquefois, il se prend pour le Palais, & d'autrefois pour le lever du Grand qui l'habite.

F. *Faquirs* ou *Fakirs*. Ce sont des espèces de Religieux mendians. *Fakir* signifie *pauvre*.

H. *Haram* ou *Harem*. Sanctuaire. C'est le lieu où sont renfermées les femmes.

J. *Jaghire* ou *Jakiri* Territoire ou domaine assigné pour quelque usage particulier, soit pour le maintien d'un nombre de troupes, soit pour l'entretien d'un fort ou pour tenir lieu de pensions, & sur-tout de celles octroyées pour des services militaires.

Le propriétaire du *Jaghire* est un vrai despote dans son district. Son autorité est absolue tant sur les Laboureurs que sur les Artisans & les Marchands qui se trouvent dans les lieux de sa dépendance. Tamerlan, en grand politique, avoit su remédier aux abus que les possesseurs des *Jaghires* pouvoient introduire. Mais ses successeurs n'ayant pas pris les mêmes précautions, les *Jaghires* sont devenus une des plus grandes plaies des Monarchies Indiennes. On peut voir dans les *Instituts Politiques & Militaires de Tamerlan*, depuis peu traduits en Français par M. Langlès, de quelle manière ce Conquérant avoit distribué les *Jaghires* de ses vastes Etats.

K. *Khalsa*. Bureau où l'on arrête les comptes de l'Empereur.

Kilaat. Habit de présent que les Princes envoient en témoignage de bienveillance.

L. *Lack* de roupies. Cent mille roupies. La roupie vaut environ 2 liv. 10 sols.

M. *Maund.* Poids qui varie dans les différens districts du Bengale, de 72 à 80 liv.

Misnud ou *Musnud.* Trône, place distinguée au *Durbar*, où s'assied un Prince.

Munsub. Titre, dignité ou emploi.

N. *Nabab.* Gouverneur d'une Province, nommé par le *Soubah* ou Viceroi. Dans le Bengale, c'est le même que le *Nazim.*

Nababhip ou *Nababie.* C'est le district ou la dignité d'un *Nabab.*

Naïb. Député.

Nizam ou *Nazim.* Lieutenant, Viceroi ou Gouverneur d'une Province.

Nizamut. District ou Juridiction d'un *Nizam.*

O. *Omrahs.* Nobles, Conseillers-Privés. Ils tiennent le premier rang dans l'Empire. Ils sont subordonnés au *Visir*; mais ils ont ordinairement part aux révolutions, & élisent ou déposent à leur gré les Empereurs.

P. *Paddy.* Riz.

Peishaw, ou *Pichwa.* Chancelier, premier Ministre parmi les Marattes & autres peuples Hindous. Il signifie aussi Prince, Roi.

Pergunnah. La plus grande sous-division d'une Province, dont les revenus sont rapportés à une des principales *Cutcherrys*, qui en remet le montant à la *Cutcherry* générale de la Province. Il y a plusieurs *Pergunnahs* dans un *Circar.*

Phousdar ou *Fousdar.* Officier qui, dans toutes les grandes villes, est chargé de la police, & prend connoissance des matières criminelles. Ce mot signifie quelquefois un autre Officier chargé de percevoir les revenus que paient les *Zemindars.*

Polygar. Seigneur ou Chef d'un petit territoire.

R. *Rajah.* Prince ; Roi. C'eſt le titre le plus grand qu'on puiſſe donner aux Princes Hindous.

Ram-Rajah. Souverain titulaire des Marattes. Ce mot ſignifie Chef des *Rajahs.*

Roupie. Monnoie. Une *roupie* vaut environ 2 livres 10 ſols.

Roy-Royan. Officier qui a la direction d'un Bureau appelé *Khalſa.*

Ryot. Fermier qui eſt ordinairement Laboureur & Fabriquant.

Ranna. Prince.

S. *Sharf.* Changeur, Banquier.

Sing. Surnom fort uſité, qui ſignifie guerrier.

Sirdar. Chef, Conducteur, Commandant.

Sirpaw ou *Sirpah.* Riche habillement du pays.

Subah ou *Soubah.* Viceroi d'une des grandes Provinces. Les *Soubahs* ſont aujourd'hui les plus grands Souverains de l'Inde, & ſe regardent comme les repréſentans de l'Empereur. Ils ſont au-deſſus des Rois tributaires de l'Empire. Voyez le *Diſcours Préliminaire.*

Subahship ou *Soubabie.* Grand Gouvernement ou Vice-Royauté de l'Empire des Mogols. Il y en a deux principales : celle du Décan & celle du Bengale. Ce mot ſignifie auſſi la Juridiction d'un *Soubah.*

Sunnud. Conceſſion, chartre ou patente accordée à quelque grand Officier.

V. *Vukeel.* Agent ou Chargé des affaires.

Viſir. Premier Miniſtre de l'Empereur Mogol.

Z. *Zemindar.* Un des grands Fermiers qui reçoivent immédiatement les terres à bail du Gouvernement.

Zemindarie. Diſtrict du *Zemindar* ; les terres qu'il tient à ferme.

Zenana. Appartement des femmes.

AFFAIRES



AFFAIRES DE L'INDE.

CHAPITRE PREMIER.

Introduction. — Projets ambitieux de Dupleix. — Ses acquisitions. — Lawrence & Clive s'opposent à ses mesures avec succès. — Déclin du pouvoir Français. — Mahommed-Ally prend possession du Carnatic. — Expédition contre Gheriah. — Dupleix est rappellé. — Suspension d'armes. — Nouvelle guerre. — Les Français & leurs Alliés sont défaits. — Pondichery pris & rasé.

L'ÉMULATION est un des plus puissans ressorts qui font mouvoir les états comme les simples individus. Mais c'est un des points les plus

importans à décider, tant dans la morale que dans la politique, si ce grand ressort est, par sa nature, avantageux au genre-humain, ou si, tout bien considéré, les malheurs dont il est la cause ne l'emportent pas infiniment sur les bons effets qu'il peut produire.

L'histoire des deux nations rivales, la plus capable de développer cette grande question, & de fournir en même-tems les moyens les plus propres à la résoudre, est celle de France & d'Angleterre; une rivalité continuelle de commerce & d'ambition a excité entr'elles un tel esprit de jalousie, causé tant de déprédations, donné lieu à tant de préjugés, &, pendant plusieurs siècles, occasionné un carnage si épouvantable de l'espece humaine, que tous ces maux ne sont guère allégés par les avantages qu'elles peuvent retirer l'un ou l'autre de leurs antipathies invétérées ou de leurs hostilités réciproques.

Cet esprit d'émulation, que les deux nations possèdent au plus haut degré, a plus d'une fois menacé leur ruine; il s'est établi entr'elles une espèce de contention politique, qui affecte plus ou moins leurs plus petites & leurs plus importantes opérations; elle est soutenue & fortifiée par ce luxe désordonné qui règne au centre des deux empires, & qui étend sa funeste influence jusqu'aux extrémités de leurs possessions.

Telles ſont ces inimitiés invétérées qui non-ſeulement ont inondé pluſieurs fois de ſang humain tout le continent de l'Europe, mais qui, dans toutes les parties du globe, & parmi toutes les nations de la terre, offrent aux yeux des hommes obſervateurs une variété d'objets qui les rendent également affreuſes & immortelles.

Elles ne furent que trop véritablement & trop ouvertement avouées, par le premier gouvernement Européen qui ſe ſoit jamais mêlé de la politique de l'Indoſtan. Ce fut pour ſe défendre contre les machinations profondes & les intrigues hardies d'un Dupleix, que les Anglois prirent originairement les armes dans cette partie du monde. Et tous ces exploits brillans par leſquels ils ont acquis leurs vaſtes poſſeſſions dans l'Inde, reſſemblent beaucoup aux projets & aux deſſeins qu'avoit formés ce grand homme d'état.

La rivalité entre Paris & Londres n'eſt pas plus grande en Europe qu'elle ne l'étoit autrefois en Aſie entre Pondichery & Madras. Les préjugés religieux des deux Nations, leurs ſingularités, leur averſion naturelle & leurs jalouſies intéreſſées, ne reçurent malheureuſement que plus de force par leur voiſinage, étant établies dans la même province; par leur commerce, en vendant les mêmes denrées, & par les objets qu'ils avoient en vue, en recherchant les mêmes avantages.

Dupleix, qui joignoit l'esprit d'entreprise le plus romanesque & le plus infatigable à un jugement solide & pénétrant, inspira à ses compagnons toute la haine héréditaire de sa patrie contre les Anglois. Notre grande prospérité excita & augmenta sur-tout sa jalousie ; nous avions plusieurs établissemens importans dans différentes parties de l'Indostan, long-tems avant les Français. Nos compatriotes, à leur grande gloire, s'étoient sagement & heureusement acquis l'estime des naturels du pays ; leur commerce étoit fondé sur la bonne-foi, & leurs mœurs étoient irréprochables. Circonspects dans leurs liaisons avec les Indiens, ponctuels dans leurs paiemens, & fidèles à leurs engagemens, ils étoient respectés & traités avec confiance. Les marchandises qu'ils importoient étoient de la meilleure qualité, & la quantité de denrées qu'ils envoyoient en Europe étoit prodigieuse. Les Français ne voyoient toutes ces circonstances qu'avec envie, à proportion qu'elles intéressoient les princes voisins dans nos succès.

Le génie de Dupleix n'étoit point fait pour souffrir une infériorité si manifeste ; son ambition fut excitée, & il conçut un grand nombre de projets par lesquels il espéroit pouvoir établir la grandeur des François sur la ruine des Anglais. Malgré les obstacles innombrables qu'il avoit à

furmonter, tant à cause des établissemens avantageux que nous possédions, que des préjugés des naturels du pays en notre faveur, & du cours solide & réglé qu'avoit pris notre commerce, il eut assez d'habileté pour réussir : &, dans un tems où les Européens regardoient les forces du *Mogol* comme irrésistibles, dans un tems où la grandeur d'une armée Indienne étoit pour eux un objet d'étonnement & de terreur; lorsque leurs établissemens étoient encore dans l'enfance & leur commerce borné, qu'ils n'avoient pas même l'idée de conquête; lorsque leur distance de la mère-patrie, la petitesse de leur nombre, le despotisme des loix qui les protégeoient, & les formes barbares de justice dont ils étoient tous les jours témoins, les rendoient affables, souples, induſtrieux & peu entreprenans, ce grand politique découvrit les deux principaux ressorts par le moyen desquels le systême actuel de rapacité, d'oppression & de péculat fut amené à sa maturité, & continue toujours d'exister.

Après avoir examiné avec beaucoup d'attention la nature du commerce de l'Inde, il fut pleinement convaincu que, de lui-même, & suivant les réglemens qui existoient alors, il ne pourroit jamais être d'aucun avantage considérable à la nation Françaife. Le nombre de ref-

trictions & d'entraves que l'on y mettoit, n'étoit nullement compensé par les profits qu'il apportoit au public & aux particuliers ; toutes les marchandises étoient sujettes à tant de droits, & devoient passer devant tant d'officiers de différentes espèces, qu'il étoit impossible de les faire parvenir au lieu de leur destination avec la certitude d'un bénéfice. Les *Nababs* avoient aussi coutume d'exiger avec rigueur une certaine somme annuellement de tous les Européens qui commerçoient dans leurs domaines ; ces derniers étoient, outre cela, obligés d'avoir toujours garnison dans leurs différens comptoirs, & d'entretenir des troupes pour la sûreté de leurs propriétés, en cas de guerre entre les princes du pays. Toutes ces circonstances occasionnoient une dépense immense, & que les profits d'un commerce ainsi borné, plein d'entraves & précaire, n'étoient pas en état de défrayer.

La conviction d'un fait si nuisible à l'esprit d'entreprise, qui animoit les Français, sur-tout sous la conduite d'un Dupleix, les auroit engagés finalement à abandonner l'Inde, si la sagacité & le discernement de leur chef n'avoient trouvé une ressource suffisante dans l'ignorance de l'art militaire, & la pusillanimité qu'il découvrit dans le caractère des Indiens. Avant lui, aucunes troupes Européennes ne

s'étoient encore mises en campagne contre le prince dans les états duquel elles résidoient, ou n'avoient agi comme principales dans les querelles politiques du pays. Les plaines de l'Indostan étoient néanmoins continuellement remplies d'armées; on ne voyoit jamais de paix générale; & il paroissoit même qu'un pareil objet étoit impraticable dans l'empire, à cause de l'esprit de dissention qui prévaloit. Le continent de l'Inde étoit un théâtre de discorde, sur lequel ses *Rajahs* ou *Nababs* faisoient de continuels efforts pour sa souveraineté, ses trésors ou son territoire.

Ainsi le manque de solidité dans le système politique, de discipline dans les armées, & peut-être de véritable esprit militaire dans les naturels de l'Indostan, suggéra à Dupleix l'idée qu'en prenant part à leurs querelles, suivant les circonstances, c'étoit un plus sûr moyen d'amasser des richesses & d'acquérir de la gloire, qu'en faisant le commerce. Il résolut donc, sans hésiter, de profiter de cette découverte, & de rendre ses observations utiles aux intérêts de ses commettans & à l'honneur de sa patrie. Il fit en conséquence plus d'attention à l'état des troupes, recommanda une discipline plus exacte, employa tous les moyens possibles pour compléter les régimens, exciter l'ardeur des soldats, & les rendre formidables.

Il ne montra pas moins d'intelligence dans l'exécution de ses plans, qu'il n'en avoit fait paroître à les former. Il prit le parti de Chunda-saheb, dont les connexions puissantes, d'un côté, & l'état désespéré des affaires, de l'autre, le rendoient un instrument très-convenable à la politique Française. Celui-ci avoit donné plusieurs preuves d'un esprit entreprenant; mais jusqu'ici tous ses projets avoient manqué de succès; son habileté, son adresse & sa magnanimité l'avoient rendu cher à ses amis, & lui avoient même mérité le respect de ses ennemis. Quoiqu'alors prisonnier à Satarah, où il étoit étroitement renfermé depuis huit ans, les puissances du Carnatic, lors de l'usurpation sanguinaire d'Anwarodean, le regardèrent comme l'homme le plus propre à disputer la principauté à ce tyran détesté. Dupleix garantit la rançon, pour laquelle les Marattes consentirent à lui donner sa liberté; & après une grande variété de combats & de vicissitudes dans lesquels il déploya ses talens militaires, & rendit son nom encore plus célèbre, il fut reçu à bras ouverts par Murzafajing, petit-fils de Nizimmuluch, qui disputoit alors la vice-royauté du Decan à son oncle Nazirjing.

Ce prince ne tarda pas à s'appercevoir de l'ascendant de son nouvel allié, & le traita avec une confiance & une distinction égales à l'opinion

qu'il avoit formée de son habileté & de son intégrité. Chundasaheb reconnut volontiers son autorité, & lui persuada aisément de renouveller ses prétentions sur la principauté d'Arcot, en publiant des lettres-patentes à cet effet. On forma donc la résolution de subjuguer Anwarodean, comme le premier pas qui pouvoit tendre à assurer des succès contre Nazirjing; on demanda du secours aux Français. Dupleix approuva un plan qui n'avoit probablement été formé qu'à sa sollicitation. Le *Nabab* d'Arcot fut défait & tué à la bataille d'Amboor; mais Dupleix & ses alliés éprouvèrent qu'ils n'avoient encore coupé qu'une tête de l'hydre. La cause de Mahommed-Ally, second fils d'Anwarodean, fut épousée par une grande partie des armées voisines, qui craignoient l'ambition de Chundasaheb. À leur requête, Nazirjing entra dans le Carnatic avec des forces formidables; son neveu Murzafajing, qui s'opposoit à ses prétentions à la *Subaship*, fut engagé à accepter les offres de son oncle.

Cette paix soudaine dérangea pour quelque tems les affaires des alliés; mais Dupleix, toujours fertile en ressources, trouva moyen d'exciter des dissentions à la cour du *Subah* (1750). Une conspiration se forma au même instant, & pendant que Nazirjing, se reposant sur la foi des Français avec qui il venoit de conclure un traité,

& sur la loyauté des Pitans tributaires qui étoient en campagne avec lui, s'abandonnoit à la mollesse, les premiers attaquèrent à l'improviste les troupes qui lui étoient le plus attachées, & les derniers se révoltèrent & assassinèrent leur prince au milieu de ses gardes, & en présence de son armée.

Par cette révolution inattendue, Murzafajing, le grand ami des Français, fut sur le champ proclamé *Subah* du Decan. Un vaste territoire dans le voisinage de Pondichérry, un district encore plus important près de Karical, dans le royaume de Tanjore, la ville de Massulipatnam, & toutes ses dépendances, ce qui faisoit en tout un revenu annuel d'environ 900,000 liv. tournois, furent immédiatement cédés aux Français.

Les trésors de Nazirjing furent évalués à 60,000,000 liv. Dupleix tira pour sa part de cet immense butin 4,800,000 liv., outre les bijoux; il fut le premier qui rendit hommage au nouveau *Subah*, vêtu à la manière superbe des princes Indiens. Il fut alors déclaré gouverneur, pour le *Mogol*, de tout le pays au midi de la rivière Kirstna, territoire presqu'aussi étendu que toutes les possessions de la France en Europe; il fut revêtu des pouvoirs & du titre du *Munsub*, ou commandant de sept cens chevaux; on lui permit même de porter parmi ses étendards celui du

poisson, honneur qui n'étoit jamais accordé qu'aux naturels de la plus haute distinction. Tout l'argent qui avoit cours dans le Carnatic, devoit aussi être frappé à Pondicherry, & tous les revenus du *Mogol*, dans le pays dont Dupleix étoit nommé gouverneur, devoit d'abord passer par ses mains. Chundasaheb fut nommé *Nabab* d'Arcot, sous son commandement.

Par la mort de Murzafajing (le 4 Janvier 1751), qui, comme son oncle, fut, peu de tems après lui, la victime de la rapacité des Pitans, ce torrent de bonne fortune reçut un échec momentané. Le génie de Dupleix surmonta néanmoins tous les malheurs. Chundasaheb soutint pendant quelque tems son autorité dans le Carnatic, sous les auspices & avec l'aide des Français. Mahommed-Ally, assisté par les Anglais, & tous les partisans de sa famille, se retira devant son armée victorieuse. Il le poursuivit jusqu'à Utatoor, de-là jusqu'à Siringham, & ensuite jusqu'à Trichinopoli. La conduite supérieure de ses ennemis obligea enfin ce grand guerrier à capituler; il se mit au pouvoir de Monahjee, général Misoréen, qui lui fit sur le champ trancher la tête (1752). Ainsi, dans l'espace d'un peu plus de deux mois, cette armée formidable fut réduite à la nécessité de mettre bas les armes, & de se rendre à discrétion.

Cependant ce désastre fut en quelque sorte

compensé par le succès des armes Françaises, en soutenant les prétentions de Salabatjing à la *Subabship*, dans les provinces septentrionales du Decan. Cette campagne fut conduite par M. de Bussy, homme habile & expérimenté; il marcha vers Canaul, capitale du *Nabab* Pitan, qui avoit tué le premier *Subah*, & résolut de faire payer à la ville la fourberie de son maître.

Ayant passé toute la garnison au fil de l'épée, & mis en prison la femme de l'ancien *Nabab* & ses deux fils, il traita ensuite avec les Marattes, après quoi son armée entra dans Golconde, où Salabatjing monta publiquement sur le trône, ou *musned*, comme *Subah* du Decan. Il reçut alors des lettres d'un ambassadeur qui disoit venir de la cour de Delhi, afin de le revêtir de tous les pouvoirs du gouvernement; il crut cette cérémonie nécessaire pour s'assurer d'un accueil gracieux à Aurengabed. Balgerou, général des Marattes, trouva de nouvelles raisons de rompre avec lui; mais il entra sur le champ sur son territoire, & leur différend fut terminé. Dans sa marche à Golconde, il y eut une conspiration formidable contre lui; mais il eut le bonheur de défaire les conspirateurs en bataille rangée. Ghaziodin-Khan, son frère aîné, qui étoit son rival, fut empoisonné à Aurengabed par sa mère. Les services importans de Dupleix furent récompensés par la *Nababship*

d'Arcot ; à laquelle il fut solemnellement élevé.

C'est ainsi que Dupleix travailloit à agrandir sa nation, à procurer de nouveaux avantages à la compagnie, à augmenter sa propre fortune, & à établir sa réputation. Il éleva Rajahsaheb, fils de Chundasaheb, pour l'opposer à Mahommed-Ally dans le Carnatic ; & par son ascendant sur les princes du pays, par ses présens, par ses intrigues & son adresse, ainsi que par la terreur des armes Françaises, il parvint enfin à réaliser les prétentions de Salabetjing. Il ne fut cependant pas bien secondé par les officiers à qui il confia les différentes expéditions qu'il avoit formées ; il ne reçut point de France les renforts & les secours qu'exigeoient sa situation, qui étoient nécessaires à ses projets, & qu'on lui avoit promis. Mais les plus grands obstacles à ses succès vinrent du triumvirat Anglais, Lawrence, Clive & Sanders, qui étoient alors à la tête des affaires de la compagnie des Indes de cette nation.

Pendant la carrière brillante de Dupleix, les Anglais, retenus par les ordres de la compagnie, étoient jusqu'alors restés dans l'inaction. — Le meurtre hardi de Nazirjing, qui les remplit d'horreur & d'étonnement ; le nombre de drapeaux blancs qui, soit comme trophées ou enseignes de souveraineté, ou marques de bravades,

entouroient l'établissement du fort Saint-David, furent les deux circonstances mémorables, qui, joints à leur inimitié nationale, tirèrent les Anglais de leur léthargie, & excitèrent leur émulation. L'assassinat du *Subah*, par la trahison des Pitans, leur parut un noir complot de Dupleix, afin que ses vues d'agrandissement & de conquête ne fussent plus contrariées, & qu'il ne fût plus obligé de donner toute son attention à ménager les intérêts de deux rivaux si puissans. Ils regardoient d'ailleurs les drapeaux triomphans, déployés dans le voisinage du fort Saint-David, comme une insulte au caractère Britannique, puisqu'il leur étoit impossible d'ouvrir les yeux sans contempler des preuves humiliantes de leur peu d'importance & de leur disgrace.

L'établissement étoit alors gouverné par M. Sanders, qui n'étoit arrivé aux Indes que peu de tems avant la mort de Nazirjing. Convaincu par cet évènement de l'ambition démesurée & des objets immenses auxquels visoit Dupleix, il résolut de faire tous ses efforts pour traverser l'exécution de ses projets : sa sagacité, sa constance & sa fermeté le firent réussir en plusieurs occasions, dans des circonstances singulièrement défavorables. Mais les départemens militaires étoient remplis par des officiers habiles & entreprenans. Le major Lawrence fut le premier qui établit une

discipline régulière parmi les troupes Anglaises dans l'Inde, & apprit aux naturels qui les joignirent, à combattre à l'Européenne. Ce fut sous ce brave vétéran que Clive prit les premières leçons de l'art de la guerre. Les efforts réunis de ces deux grands hommes, assistés quelquefois par d'habiles amiraux, & des officiers subalternes d'un rare mérite, firent échouer les projets hardis de Dupleix & de la cour de Versailles, qui étoient d'établir une monarchie universelle dans l'empire de l'Indostan, à l'exclusion de toute autre puissance Européenne.

La nature de cet Ouvrage nous empêche d'entrer dans tous les détails de ces premières campagnes; il suffit de faire une récapitulation des évènemens principaux, afin de ne point perdre le fil de notre narration, & de pouvoir arriver à l'époque plus récente & plus intéressante de l'histoire de nos établissemens de commerce, & de nos acquisitions de territoire dans cette partie du globe, dont nous rendrons un compte plus circonstancié.

Le premier évènement favorable qui ranima le courage des Anglais, & donna aux Indiens des preuves de leur valeur, fut une expédition contre la province d'Arcot, sous la conduite de Clive. Il surprit, avec une poignée d'hommes sans discipline, la capitale de ce riche district,

& la défendit pendant un siège régulier de trois mois, contre une armée nombreuse, qu'il repoussa avec grand carnage dans un assaut qu'elle donna à la place en trois endroits à la fois (1754).

Il fut alors renforcé par une partie de l'armée de Trichinopoli & un corps de Marattes, ce qui l'engagea à aller chercher l'ennemi. Il prit les forts Timrey, Aranic & Conjeveram, & dans une bataille qui fut livrée à Caveripauke, il remporta une victoire complette sur des troupes trois fois aussi nombreuses que les siennes, & fit prisonnier un corps considérable de Français : le fort se rendit sur le champ.

Continuant sa marche à travers le pays, il arriva à la place où Nazirjing avoit perfidement été tué; on y élevoit, avec beaucoup de diligence, une ville, pour perpétuer la mémoire de cet assassinat horrible : on lui avoit donné le nom de *Dupleix-fateabat*, ou *la ville de la victoire de Dupleix*; on y avoit frappé des médailles avec des représentations symboliques de cette affaire; on se préparoit à élever, en mémoire de la bravoure & de la bonne fortune des Français, une superbe colonne avec plusieurs inscriptions pompeuses dans les langues Française, Malabare, Persane & Indostane. Clive donna ordre de tout raser, & ses troupes s'acquittèrent de cette commission avec beaucoup de diligence & d'a-

dresse.

dresse. Cela leur donna probablement un bon augure des succès qu'ils espéroient obtenir sur leurs ennemis, dont la prospérité commençoit alors à décliner.

De-là les troupes allèrent au fort Saint-David, &, dans toute leur marche, elles n'apperçurent point un seul escadron de Français ou de leurs alliés; leur dernière défaite, succédant à d'autres disgraces, les avoit entièrement découragés, avoit dérangé leurs opérations, & dispersé leurs armées. Leur cavalerie se retira avec les gouverneurs qui étoient encore attachés à leurs intérêts; les Européens & les Cipayes furent rappellés à Pondicherry; & Dupleix fut tellement irrité contre Rajahsaheb, fils de son ancien ami & allié, à qui il avoit donné, dans cette occasion, le commandement de l'armée, qu'il ne voulut point, de long-tems, lui permettre de se présenter devant lui.

C'est ainsi que les Anglais, sous les auspices du major Lawrence & du capitaine Clive, dans l'espace de quelques mois, recouvrèrent dans le Carnatic pour Mahommed-Ally, ami sincère de leur compagnie, une étendue de pays de trente milles de largeur & de soixante milles de longueur, dont les revenus, y compris la fameuse Pagode de Tripetti, montoient à plus de trois millions huit cens quarante mille livres tournois.

Ce fut dans ce tems-là (1752) que le major Lawrence revint d'Angleterre, & prit le commandement de l'armée. Il eut assez de grandeur d'ame pour voir avec admiration les présages assurés du génie supérieur de Clive, qu'il consulta dans toutes les occasions, malgré sa jeunesse & son inexpérience. Ce fut donc cet officier qui dirigea toutes les opérations des troupes Britanniques. Le major Lawrence resta avec le corps d'armée au Sud de la Caveri, tandis que Clive marcha avec un gros détachement pour faire une diversion au Nord de la Caleroon.

Clive surpassa même les plus grandes espérances du major; les soldats parurent être inspirés par l'ardeur de leur chef. Malgré les forces supérieures des ennemis, ils s'emparèrent de Pithandah & d'Otatoor. M. d'Auteuil, qui commandoit les troupes Françaises, avoit dessein de former une jonction avec l'armée confédérée, qui étoit campée à Seringham, & pour laquelle il avoit reçu des renforts d'hommes & d'argent. Il étoit important d'intercepter ces secours. On ordonna donc aux troupes du capitaine Dalton de joindre celles de Clive, & ce brave officier, quoique plus ancien en grade que celui-ci, afin d'éviter les disputes qui pourroient nuire au service, eut la générosité de l'accompagner dans l'expédition, comme volontaire. Ce parti rencontra les ennemis à Valconda, où il y eut un combat fort

vif. Les Français furent si complétement défaits, qu'ils furent tous pris, avec leur commandant.

Le major n'eut pas moins de succès; il s'apperçut des dissentions qui régnoient dans le camp des ennemis, & en profita; il les suivit dans l'Ile, &, par les plus belles manœuvres militaires que son expérience, son zèle pour le service, & sa parfaite connoissance du caractère des chefs Indiens le rendirent capable de mettre en pratique, il coupa toutes leurs communications avec la campagne, & les bloqua complétement. En conséquence de ces opérations, les différentes puissances dont la ligue étoit composée, commencèrent à pourvoir à leur salut, & à traiter séparément avec les Anglais. Plusieurs d'entr'elles joignirent le parti contraire; d'autres, ayant obtenu la permission de passer la rivière, retournèrent dans leur pays; & les Français, enfermés dans la Pagode de Jambakistna, furent bientôt obligés de capituler.

Toute cette guerre, dans laquelle on prodigua des trésors immenses & l'on fit couler des rivières de sang, se borna, pour ainsi dire, à Trichinopoli & à ses dépendances. Différens petits forts, dans les districts voisins, changeoient continuellement de maîtres. Il n'en résulta aucun avantage considérable d'aucun côté, quoiqu'il y eût plusieurs escarmouches, & même quelques ba-

tailles sanglantes. Ce fut une scène dans laquelle le génie des naturels du pays parut dans tout son jour. Les Européens virent avec étonnement les fourberies atroces qui régnoient dans leurs camps, & l'artifice consommé avec lequel ils s'efforçoient continuellement de se tromper les uns les autres.

A leur manque d'exactitude & de fermeté dans le choix des caractères & dans leurs règles de conduite, ils joignoient un manque de résolution & de prévoyance; leurs guerres étoient conduites sans systême, elles étoient aussi barbares que lâches, & aussi cruelles que celles des tygres; leur politique dégénéroit en intrigues, ou ressembloit aux basses manœuvres des filous, qui n'ont d'autre objet que celui de piller. Leurs alliances étoient invariablement fondées sur l'avarice ou la vengeance; leurs confédérations étoient sans unanimité & sans vie, & leurs liaisons également vuides d'amitié & de principes.

Les Européens étoient eux-mêmes des objets de nouveauté pour les naturels du pays qui étoient en état de faire des observations. La décision des batailles dépendoit généralement des Français & des Anglais; aucun spectacle ne pouvoit être plus intéressant ou plus curieux, pour une personne placée dans la Pagode de Trichinopoly, qu'une de ces batailles qui se donnèrent dans son voisinage. C'étoient ces troupes rivales, qui,

quoique rarement au nombre de plus de mille hommes, combattoient avec acharnement, tandis que leurs alliés respectifs, avec des armées prodigieuses, se tenoient à une certaine distance, simples spectateurs du combat dont ils attendoient l'issue avec anxiété.

Une guerre aussi ennuyeuse & aussi inutile, engagea les gouvernemens des deux compagnies à chercher à terminer ainsi leurs différends par des négociations. Cela donna lieu au fameux congrès de Madras; qui, après bien des discussions & des altercations entre les commissaires, fournit des preuves incontestables que les titres de Dupleix étoient faux. M. Sanders, qui présidoit à cette conférence avec sa fidélité & son exactitude accoutumée, s'appercevant qu'on n'opposoit que de la présomption & des évasions à sa candeur & à sa modération, après avoir protesté, de la manière la plus solemnelle, contre ce que les Français avoient pris sur les prétentions fictives de Dupleix, renvoya les députés, & mit fin à l'assemblée.

Cette découverte trompa, pour le moment, les espérances que la perspective de la paix avoit excitées dans les deux gouvernemens; les hostilités furent renouvellées, & auroient probablement continué long-tems, si Dupleix n'avoit pas été rappellé du gouvernement de Pondicherry, & si

on n'avoit pas ordonné à son successeur de faire la paix, à quelque condition que ce fût.

Aucune nouvelle ne pouvoit être plus agréable à ceux qui avoient envie de faire fleurir le commerce des deux compagnies. Le nouveau gouverneur Gadeheu annonça ses propositions, sans délai, au conseil de Madras. On publia aussi-tôt une suspension d'armes pour trois mois, & il fut convenu que, pourvu que les deux compagnies, qui s'étoient réservé le droit d'annuller ou de changer ce qu'elles jugeroient à propos dans le traité, acquiesçassent à l'opinion de leurs serviteurs, les deux nations renonceroient pour toujours à tout gouvernement & à toute dignité Asiatique; qu'elles ne se mêleroient plus désormais des querelles des princes du pays; qu'elles délivreroient au gouvernement de l'empire toutes les places prises de part & d'autre pendant la guerre, excepté celles qu'on conviendroit de laisser au pouvoir de chaque compagnie.

Quand les hostilités cessèrent, les revenus que chaque compagnie avoit acquis par cette guerre (& la balance étoit beaucoup en faveur des Français) démontrèrent pleinement que les motifs qui l'avoient occasionnée étoient très-différens, & que les projets de Dupleix étoient bien supérieurs à ceux de ses rivaux. L'échange des prisonniers montra néanmoins que, quoique nous fussions

inférieurs à nos ennemis dans le cabinet, nous étions en état de les battre dans le champ de Mars; car quoique les renforts qu'ils avoient reçus de tems en tems, ainsi que leurs alliés, eussent toujours été plus nombreux que les nôtres, nous avions neuf cens prisonniers Français entre nos mains, tandis que ceux-ci n'avoient que deux cens cinquante Anglais.

Malgré ces apparences de tranquillité, il survint plusieurs évènemens qui rendirent une paix générale impraticable; les finances de Mahommed-Ally étoient presque épuisées. — Les *Polygars* tributaires, en faisant de grandes protestations d'attachement, se réunissoient pour retarder leurs paiemens. Il étoit cependant indispensable de lever les revenus d'Arcot; c'est pourquoi on détacha un corps de troupes, aux ordres du colonel Héron, pour reçouvrer les arrérages qui étoient dûs au *Nabab*, dans les districts du Midi. Cette malheureuse expédition, sans servir effectivement le *Nabab*, excita le gouvernement de Pondicherry à de nouvelles hostilités; mais, avec de la prudence de notre part, & en faisant des arrangemens, elles furent heureusement étouffées pour le moment.

L'établissement de Mahommed-Ally dans Arcot, capitale de ses états, excita aussi nombre de petites querelles qui ne purent être terminées

que par des forces militaires. Le principal théâtre de ces actions furent les *Circars* septentrionaux. Le détachement employé à ce service étoit aux ordres du colonel Kilpatrick; mais après avoir épuisé toutes les ressources d'évasion que la finesse, la chicane, & même la fourberie pouvoit leur suggérer, la plupart des *Polygars* payèrent leurs contributions, & reconnurent leur dépendance.

Ce fut à-peu-près vers ce tems-là que l'amiral Watson & le capitaine Clive entreprirent une expédition contre les pirates confédérés de la côte du Malabar. Les rivières nombreuses qui entrecoupent cette partie du pays, étoient remplies de vaisseaux armés qui ne vivoient que de pillage; conséquemment tout le commerce de ces mers, étoit continuellement exposé aux insultes des brigands qui les infestoient.

Un nommé Angria étoit à la tête de cette confédération formidable; ses prédécesseurs lui avoient laissé une puissante flotte, & un territoire considérable; ses déprédations sur les vaisseaux de toutes les nations, qui n'achetoiënt point sa protection à un prix excessif, augmentoient tous les jours son importance; la compagnie Anglaise lui payoit tous les ans un million deux cens mille livres (tournois), pour mettre son commerce à l'abri du pillage.

L'amiral Watson, conjointement avec plusieurs transports aux ordres de Clive, dirigea sa course vers Gheriah, capitale de ce pirate. Quoique la nature eût autant contribué que l'art à la rendre inexpugnable, elle ne résista pas aux préparatifs que l'on avoit faits pour l'attaquer. Angria se retira chez les Marattes, qu'il espéra pouvoir appaiser par des présens, ou amuser par des promesses. La garnison n'ayant point de chef en qui elle pût se confier, sans ingénieur, & même sans aucune perspective de succès, ne tenta pas même une défense régulière. Après une vive canonnade, le fort se rendit; on y trouva une grande quantité de provisions de guerre, & deux millions huit cens quatre-vingt mille livres (tournois) en argent, qui furent sur le champ partagés entre les matelots & les soldats, sans réserver la moindre chose pour la nation ou pour la compagnie; & il eût été très-heureux pour le nom Anglais, pour les naturels de l'Indostan, & pour les intérêts de la compagnie des Indes, que leurs serviteurs civils ou militaires ne se fussent jamais permis un péculat plus criminel.

Aucun évènement, depuis le dernier traité, n'eut un aspect plus favorable pour les Anglais que le renvoi des troupes Françaises, aux ordres de M. de Bussy, du service du *Subah*. Cet événement eut lieu à Savanore, place située à deux cens

milles au Sud-Ouest de Golconde. La compagnie voyoit depuis long-tems de fort mauvais œil cette alliance formidable, qui ne pouvoit manquer d'être une source d'opulence & d'agrandissement pour ses rivaux. Le ministère de Salabatjing étoit aussi dégoûté d'un allié, dont la conduite n'étoit pas moins altière & impérieuse, que ses demandes étoient exhorbitantes, & sa cupidité insatiable : c'est ce qui fit que les Anglais n'eurent pas beaucoup de peine à persuader le viceroi contre de Bussy & les Français. Les agens de la compagnie, quoiqu'on dise qu'ils n'y étoient point autorisés, offrirent au *Subah* les mêmes secours de la part du gouvernement de Madras, qu'il avoit autrefois reçus de celui de Pondicherry, & sans aucune de ces conditions humiliantes que les Français lui avoient extorquées dans les circonstances les plus critiques & les plus difficiles.

Le parti anti-Français, parmi les différentes intrigues de la cour du visir, acquéroit tous les jours plus d'influence, suivant ces principes si ordinaires, d'épouser la cause du plus fort; & Salabatjing, malgré sa considération pour Bussy, n'avoit pas assez de fermeté pour s'opposer à une confédération si puissante contre lui; il étoit véritablement, comme la plupart des autres grands de la terre, sans volonté, & tyran d'autant plus au

bitraire, qu'il étoit lui-même plus esclave. C'est pourquoi, dès que les *Nababs* revoltés eurent fait leur soumission, les ennemis de Bussy lui firent donner ordre de quitter le camp du *Subah*, & de partir sans délai pour Pondicherry.

Cet habile officier reçut cet ordre inattendu; & se prépara à obéir avec cette indignation qu'il est naturel à un cœur noble & à un brave soldat de sentir, quand on paye ainsi ses services de la plus noire ingratitude.

C'est ainsi que les querelles des Européens, semblables à un ouragan furieux, ravageoient depuis long-tems les plaines du Decan. Par l'attention du gouvernement de Madras aux intérêts de la compagnie vers l'embonchure du Gange, l'orage cessa pour un moment. Bussy se réconcilia pendant ce tems-là avec le *Subah*, & durant ce court intervalle de repos, les affaires de son gouvernement ne furent interrompues que par les petites intrigues des *Omrahs*.

Il ne se passa alors dans le Carnatic rien d'important entre les deux nations. Les chefs Indiens continuoient, comme à l'ordinaire, leur commerce de pillage, de fourberie & d'assassinats sur les frontières, tandis que l'intérieur du pays jouissoit d'une tranquillité momentanée. Ce n'étoit cependant que le sommeil passager des malheureux, qui s'éveillent subitement pour

appercevoir de nouveaux troubles & un accroiſſement de maux.

La guerre entre la France & l'Angleterre commença bientôt après, & affecta plus ou moins leurs poſſeſſions dans l'Inde Pluſieurs des principales provinces du Decan, particulièrement celles qui joignoient les frontières méridionales & ſeptentrionales du Carnatic, furent entraînées dans de nouveaux troubles & dans de nouvelles querelles.

Les deux compagnies épièrent les mouvemens & les relations l'une de l'autre, avec jalouſie & rancune. La politique des naturels du pays, dans toute ſa noirceur & dans toute ſa ſcélérateſſe, devint alors leur étude favorite, & elles firent toutes deux des progrès étonnans dans cette ſcience déteſtable.

Un nouveau concurrent déclara ſes prétentions à la *Subaship* du Decan, ſoutenu de toute l'autorité légitime, & d'une confédération puiſſante des princes les plus aguerris de l'empire. De grands renforts arrivèrent d'Europe, & la ſouveraineté des mers Orientales fut diſputée, ſur la côte de Coromandel, par les flottes Anglaiſes & Françaiſes, avec la dernière opiniâtreté & la plus grande valeur. Toutes les parties de cette vaſte Peninſule, où l'une ou l'autre de ces nations avoit du crédit ou des alliés, éprouva pendant une

longue suite d'années tous les ravages de la guerre. Les deux compagnies & leurs principaux comptoirs furent alternativement assiégés & secourus par les forces respectives des deux alliés; plusieurs d'entr'eux, dans l'espace même de peu de mois, changèrent successivement de maîtres, d'habitans & de garnison. Les armes Britanniques éprouvèrent ici, à cette époque, les mêmes succès dont elles étoient couronnées dans les autres parties du monde; elles défirent les complots formés pour arrêter leurs progrès; elles défendirent Madras, prirent Pondicherry, recouvrèrent Calcutta avec beaucoup d'avantage, & acquirent les revenus d'un vaste & riche territoire, montant à plus de soixante-douze millions (tournois) par an.

Tous ceux qui se rappellent la conclusion triomphante & glorieuse de cette mémorable guerre, ont encore présentes à l'esprit les campagnes romanesques de Lally. Il perdit Musulipatnam & les provinces septentrionales en rappellant Bussy de la cour de Salabatjing, & en nommant un officier moins habile pour lui succéder dans cette situation critique. L'investissement de Madras lui coûta beaucoup de tems, d'argent & de sang, qu'il auroit pu mieux employer en coopérant avec les alliés de la compagnie Française, & en augmentant leur crédit. Il affoiblit son armée en envoyant de gros déta-

chemens à Seringham, & permit aux Anglais, par la prise qu'ils firent de Vandevash & de Corangoly, d'étendre leurs frontières jusqu'au midi du Palier.

Ce ne sont cependant pas-là les causes qui ruinèrent les Français dans l'Inde. Il n'y a point de pays au monde où les guerres soient aussi dispendieuses que dans celui-ci. Les pertes des Français, & les avantages que nous retirâmes de la prise de Chandernagor & de nos autres acquisitions importantes dans la riche province du Bengale, leur firent abandonner l'Inde. C'est sur les bords du Gange que Clive fit réellement les conquêtes des côtes de Coromandel & du Malabar.

Il est possible que Lally ne connût pas bien le local : peut-être avoit-il trop mauvaise opinion des princes du pays, pour tirer parti de leur assistance ; ce qui est certain, c'est qu'il fut obligé d'agir sur la côte sans escadre, & quand il voulut pénétrer dans l'intérieur du pays, ses alliés refusèrent de le seconder, & ses troupes se mutinèrent faute de paye. Malgré ces contre-tems, de dix batailles qu'il avoit livrées, il n'en avoit perdu qu'une, & on pouvoit bien lui permettre, après avoir gagné neuf batailles & pris dix places avec les mêmes troupes, de se retirer devant des forces supérieures.

Mais Lally, comme plusieurs autres grands

hommes, ne dut sa ruine qu'à la droiture de ses sentimens, à sa hauteur & à la rigueur de sa discipline. Dès le moment qu'il débarqua à Pondicherry, il témoigna la plus grande horreur de la vénalité qui régnoit autour de lui. Supérieur aux vils artifices qui accompagnent les poursuites pécuniaires, il regardoit avec un mépris marqué ceux qui n'avoient point d'autre objet. Il avoit ordre de rechercher les causes qui avoient appauvri sa patrie, & de punir les délinquans. Les maux auxquels il devoit remédier étoient le péculat, la désobéissance, la fourberie, le pillage, la lâcheté & la mutinerie.

Cette commission n'étoit certainement pas populaire, & Lally se trompa en s'attendant à un accueil gracieux de la part de ceux qui détestoient cette enquête, & qui pensoient qu'elle leur feroit courir des risques. Il apprit en peu de tems à quoi doit s'attendre un homme qui veut arracher au méchant les dépouilles de son iniquité : il se forma aussi-tôt une ligue pour empêcher qu'il n'accomplît les fins de sa commission, & ceux qui auroient dû coopérer avec lui pour le bien du service, furent les premiers à le harasser de difficultés, parce qu'ils ne pouvoient éviter leur ruine qu'en accomplissant la sienne.

Quelques conjectures que l'on puisse former des évènemens brillans qui donnent un lustre à

cette époque de l'histoire d'Angleterre dans le Decan, dans la Peninsule de l'Inde, ainsi que dans les autres parties du monde, nos armes furent par-tout victorieuses. Il semble que ce théâtre n'étoit point celui où les Français devoient recueillir des lauriers; leurs troupes ne s'étoient peut-être jamais comportées si mal en général dans aucun autre lieu. — Elles prirent la fuite à Caveripauke; elles firent de même à Bahoor; elles furent deux fois mises en déroute dans le Tanjore; elles mirent bas les armes à Volconda; elles se rendirent à discrétion à Seringham; elles manquèrent deux fois de succès devant Cudalore, deux fois devant Arcot, deux fois devant Trichinopoly, & au siège de cette dernière place, la moitié de leur armée fut faite prisonnière.

Les Français furent donc finalement vaincus; le Carnatic goûta encore une fois les douceurs de la paix, & les ennemis furent délogés de leurs places fortes. Pondicherry fut pris & rasé; Velore fut aussi pris, après une vigoureuse résistance. Les concessions des *Circars* septentrionaux à la France furent en même-tems annullées, & les Anglais revêtus pour toujours de leur souveraineté; enfin, par la paix de Paris, Mahommed-Ally-Cawn fut reconnu *Nabàb* du Carnatic, & Salabatjing *Subah* légitime du Decan.

CHAPITRE

CHAPITRE II.

RÉVOLUTIONS dans le Bengale. — Surajah-Dowlah. — Meer-Jaffier. — Cossim-Ally-Cawn. — La compagnie prend possession de la Dewannee. — *Sujah-ul-Dowlah. — Traités. — Milord Clive part pour les Indes Orientales. — Comité choisi. — Altercations avec les membres du Conseil.*

NOs opérations militaires, sur la côte de Coromandel, furent tout-à-coup suspendues par les nouvelles que le gouvernement de Madras reçut de Bengale. Surajah-Dowlah, jeune prince sans esprit, sans expérience & sans humanité, avoit presque ruiné notre crédit dans cette partie de l'empire.

Au mois de Juin 1756, le fort William, après une vigoureuse défense dans des circonstances très-fâcheuses, s'étoit rendu à une armée innombrable, commandée par le *Nabab* en personne. La ville fut brûlée & abandonnée au pillage, le trésor de la compagnie pris, les ouvrages démolis; & cent cinquante hommes de la garnison, qui avoient

ſurvécu à la priſe de la place, furent jettés dans un cachot qui n'avoit que dix-huit pieds de longueur & quatorze de largeur, & où il n'y avoit que deux trous fermés par des barres de fer. Là ils paſsèrent la nuit dans un tel état de ſuffocation, que le manque d'air, la chaleur de la ſaiſon, jointe à celle de leurs haleines, firent périr la plupart de ces malheureux avec un tranſport violent. Le lendemain matin on n'en trouva que vingt-deux qui reſpiroient à peine, & qui offroient un tableau de détreſſe que la nature humaine a rarement éprouvée, & à laquelle elle a encore plus rarement réſiſté.

La nouvelle de cette cruauté inouie fut reçue par nos compatriotes ſur la côte avec horreur & indignation; c'étoit un revers d'autant plus alarmant, qu'il n'avoit point été prévu, & qu'il falloit toutes les forces de la compagnie pour le ſurmonter. Après une mûre &, peut-être dans une affaire ſi preſſante, trop longue délibération dans le conſeil de Madras, Clive fut envoyé dans le Bengale, à la tête de neuf cens Européens & de quinze cens Cipayes. Watſon & Pococke eurent en même-tems ordre de ſeconder ſes opérations par mer, avec une eſcadre de deux vaiſſeaux de ligne, & trois grandes frégates.

Cet armement, qui avoit quitté Madras au mois d'Octobre, après avoir éprouvé bien des con-

variétés des vents & des courans, parut dans un état de délabrement devant Mayapore, vers la fin de Décembre, &, quoique toutes nos forces ne fussent pas encore arrivées, le fort de Buzbuzia, situé à dix milles en remontant la rivière, fut attaqué le lendemain & emporté : ce ne fut cependant pas sans beaucoup de difficulté.

Les troupes, impatientes de reprendre Calcutta, & de venger la triste catastrophe de leurs compatriotes, poussèrent vers cette place, qui fut abandonnée par la garnison, après avoir échangé quelques coups de canon avec les vaisseaux qui mouillèrent dans la rade. Le dégât qu'un ennemi barbare & irrité avoit commis dans une place si précieuse aux Anglais, à cause de la possession qu'ils en ont eue pendant si longtems, de la commodité de son port, de sa situation pour le commerce, & de la splendeur de ses édifices publics, fut un spectacle que plusieurs de ses derniers habitans, à leur retour, & ceux qui l'avoient vue dans un état si brillant, ne virent qu'avec des expressions d'horreur & de chagrin.

Il n'y avoit cependant pas de tems à perdre en regrets inutiles. Clive fit camper ses troupes à quatre milles du comptoir. Peu de jours après, le *Subah* irrité parut, à la tête d'une puissante armée, s'approcha jusqu'à quelques milles des

Anglais, & planta sa tente dans un jardin derrière la ville. Il tenta de les amuser par des offres de négociations; mais ceux-ci, soupçonnant que ces ouvertures n'étoient pas sincères, formèrent un plan pour attaquer son quartier le lendemain matin. Dans cette intention, ils débarquèrent quatre ou cinq cens matelots de la flotte à une heure du matin; à deux, les troupes étoient sous les armes, & à quatre elles marchèrent vers le camp du *Nabab*. Le dessein de Clive étoit de s'emparer de son canon, & de l'attaquer dans sa tente. Son projet auroit probablement réussi; mais au point du jour l'armée se trouva environnée d'un brouillard si épais, qu'on ne pouvoit rien distinguer à trois pas de distance. Cette circonstance imprévue jetta, parmi nos troupes & celles de l'ennemi, la confusion la plus grande, qui continua jusqu'à ce que les Anglais eussent traversé tout le camp Indien. Pendant ce tems on fit de part & d'autre un feu si vif, que nous perdîmes près de cent hommes, & les ennemis vingt-deux officiers de distinction, six cens soldats, & environ le même nombre de leurs animaux les plus utiles.

Le succès de cette attaque subite découragea tellement le *Subah*, ainsi que ses *Omrahs* & les grands qui étoient autour de sa personne, qu'il montra alors autant d'envie de conclure sincè-

rement un traité avec la compagnie, qu'il en avoit auparavant fait paroître pour haraſſer ou pour amuſer ſes troupes. Il fut donc convenu qu'il rendroit les comptoirs de la compagnie, avec les effets & l'argent pillé, qui avoient déjà été inſcrits ſur les regiſtres de ſon gouvernement.

Il permit qu'on continuât les fortifications de Calcutta, & qu'on y battît monnoie; il exempta toutes les marchandiſes, ſous paſſe-ports de la compagnie, d'impôts, de droits, & de toutes charges quelconques; lui donna la liberté de prendre poſſeſſion des trente-huit villages que lui avoit aſſignés l'Empereur Furrukshir, & la rétablit dans ſes premiers privilèges.

Les traités politiques, dans l'Indoſtan comme en Europe, ne ſont obſervés qu'autant que l'une ou l'autre des parties n'a pas intérêt de les enfreindre. Les Anglais ne jouirent point de leurs avantages avec modération, & le *Nabab* ne tint pas ſes engagemens avec fidélité. Les premiers s'emparèrent des établiſſemens Français à Chandernagor ſans ſon conſentement, & le dernier accorda des ſecours aux Français, ſans conſulter les intérêts de ſes alliés ou ſon propre honneur. Il y eut une nouvelle rupture & les deux partis ſe préparèrent à recommencer les hoſtilités.

On avoit nommé au commencement de la guerre un comité pour diriger les opérations mi-

litaires du Bengale; les membres qui le composoient étoient Drake, Watson, Clive & Kilpatrick. Clive établit comme indispensable, la nécessité d'opérer une révolution dans le gouvernement des états du *Subah*, sans quoi, suivant lui, le crédit des Anglais n'auroit jamais de fondemens solides. Son projet fut adopté, & on lui laissa le soin de l'exécuter, de concert avec M. Watts résident de la compagnie à la cour du *Nabab*.

C'étoit un spectacle curieux, frappant & singulier dans les annales du monde, de voir les agens d'une société de négocians, à une telle distance de leur patrie, méditer le bouleversement d'un empire, par l'indulgence duquel ils jouissoient d'un grand nombre de privilèges, & qui, par l'étendue de son territoire, sa population, sa richesse & son commerce, pouvoit à peine trouver son égal dans l'univers.

Il y avoit, dans une conspiration aussi hardie, une circonstance qui n'étoit pas moins extraordinaire; c'est que l'exécution en étoit entièrement laissée à un foible commandant de quelques bataillons, à un simple commis, & à deux ou trois agens subalternes, dont la fortune étoit aussi désespérée que les principes étoient suspects.

Ce qui accéléra la ruine de Surajah-Dowlah, c'est qu'à une grande opiniâtreté & à une extrême avarice, il joignoit l'ignorance, la témérité & la

cruauté au plus haut degré. Enivré de l'idée de son importance, des grandes prérogatives de son rang dans l'empire, plein de mépris pour ses sujets & pour la prétendue foiblesse de ses ennemis, il agissoit non-seulement sans prévoyance & sans systême raisonné, mais il n'y avoit pas même, selon lui, un seul *Omrah* en qui il pût placer la moindre confiance, ou qui pût lui donner le moindre avis. Toutes ces personnes, consultant ses caprices plutôt que les difficultés dont il étoit environné, l'encouragèrent à adopter la politique absurde & funeste de faire la guerre aux Anglais, dont il auroit dû parfaitement connoître le pouvoir & les ressources; lui, à qui on avoit entendu dire qu'il ne croyoit pas qu'il y eût dix mille hommes en Europe qui ne fussent en état, étant réunis, de porter un grand coup à sa puissance.

Depuis long-tems il paroissoit offensé que les Anglais veillassent si soigneusement à leur sûreté, parce que cela démontroit, ou qu'ils doutoient de sa protection, ou qu'ils ne le croyoient pas en état de les protéger. Peut-être l'idée qu'il s'étoit formé de leurs immenses richesses lui avoit-elle suggéré le desir de s'emparer de leurs trésors, sous prétexte d'affermir son autorité. Cet indigne projet fut cependant suivi avec une ardeur & une persévérance dignes d'une meilleure cause. Il ne pensoit

guère que, revêtu de toutes les marques de la souveraineté, entouré d'une multitude d'esclaves, & gouvernant les finances de l'empire, on devoit dans peu usurper son trône, que sa destinée étoit prononcée, & que ses richesses alloient être divisées entre une poignée de marchands.

Son caractère colère & avare, sa fourberie & sa lâcheté, causoient même de continuelles alarmes à ses amis & à ses créatures. Le mécontentement de la cour se communiqua rapidement au camp, & les principaux officiers, par des motifs de sûreté & de ressentiment, s'accordèrent avec Clive & Watts pour anéantir le pouvoir du tyran : tant l'exercice rigide du despotisme donne quelquefois de hardiesse & de résolution aux grands esclaves des nations les plus efféminées & les plus pusillanimes, & tant il est dangereux d'occuper un trône élevé sur des rivières de sang!

Le choix d'un successeur tomba sur Meer-Jaffier, à cause de ses richesses, de son rang, & de la grande influence qu'il avoit dans l'armée & dans les conseils du souverain. La conspiration fut conduite par les intrigues d'un marchand noir, nommé Omichund, qui, desirant profiter d'une négociation si importante, demanda un prix exhorbitant pour récompense de sa trahison. Les principaux agens, après avoir fait l'estimation de tous les avantages, jugeant que ses demandes

étoient injustes & trop usuraires, résolurent de tromper son avarice, sans exposer leur projet à aucun danger en excitant son ressentiment.

Pour faire réussir cette manœuvre avec plus de certitude, on prépara deux traités, auxquels les parties contractantes mirent leurs noms, dans l'un desquels les propositions d'Omichund étoient formellement écrites; & dans celui que l'on avoit dessein d'observer, on n'y faisoit pas mention de son nom. Aucun argument ne put engager l'amiral Watson à signer un instrument aussi infâme; mais il donna les mains à la supercherie, en permettant, à la requête de Clive, qu'un autre signât son nom.

On avoit estimé les trésors de Surajah-Dowlah beaucoup au-dessus de leur valeur; Clive dicta la négociation, & spécifia de quelle manière on devoit partager le butin. Meer-Jaffier, ébloui par la dignité à laquelle il aspiroit, consentit à tout ce qui fut proposé; il s'engagea à donner à la compagnie vingt-huit millions huit cens mille livres (tournois); aux Européens qui avoient souffert, quatorze millions quatre cens mille livres; la même somme à l'armée & à la marine; six millions aux naturels du pays, & deux millions quatre cens mille livres aux Arméniens.

Il fut aussi stipulé que ces arrangemens exé-

crables n'auroient lieu que lorsque Meer-Jaffier auroit lâchement trahi son maître en campagne. Cet acte mémorable de la perfidie la plus noire se commit dans le bosquet de Plassey, (le 26 Juin 1757) où l'on planta l'étendard de la rebellion, & où l'on dit que quelques centaines de soldats Anglais s'acquirent un honneur immortel, en aidant les machinations sanguinaires des traîtres contre les possessions & la vie de leur souverain, en prenant avantage d'un ennemi qui étoit en désordre, & que la mort ou la désertion de ses propres officiers rendoit incapable d'agir, en inondant les plaines de l'Indostan du sang d'une multitude pesante, & qu'il n'étoit guère possible de diriger, sans armes, sans concert, sans confiance, sans discipline, & aussi incapable de résister que de faire une retraite. Meer-Musdan, le plus fidèle & le plus habile des généraux de Surajah-Dowlah, ayant été mortellement blessé par un boulet de canon au commencement de la bataille, le commandement tomba alors au confédéré des Anglais. Cet accident décida probablement du sort de l'empire, en enlevant le seul homme qui, par sa prudence & ses talens, auroit pu arrêter la conspiration. Clive, qui étoit allé se reposer pendant qu'on jouoit cette tragédie, ne s'éveilla que pour être témoin de la dernière

ſcène. Après avoir réprimandé ſes officiers de ce qu'ils avoient oſé combattre ſans ſes ordres, pendant qu'il dormoit, il marcha avec ſon intrépidité & ſon ſang-froid ordinaires à la tête d'un détachement, & délogea les ennemis d'un poſte avancé, d'où quelques pièces d'artillerie avoient fait un carnage aſſez conſidérable. Dans ce moment les troupes de Meer-Jaffier ſe retirèrent du champ de bataille. Ce mouvement, joint à la parfaite neutralité qu'avoit obſervée cette diviſion de l'armée, lui fit bientôt juger par qui elles étoient commandées; ce ſpectacle lui fit autant de plaiſir que la nouvelle de cette retraite cauſa d'alarmes & de chagrin au *Nabab.* — Convaincu qu'il avoit placé ſa confiance en un traître, il s'abandonna au déſeſpoir; & ne pouvant plus alors diſtinguer ſes amis de ſes ennemis, il quitta le camp fatal avec précipitation, & déroba un miſérable moment aux deſtinées implacables qui le pourſuivoient, en ſe retirant, pour la dernière fois, au milieu de ſes femmes & de ſes richeſſes. Sa défaite fut complette; la plupart des troupes préférèrent le ſervice de Meer-Jaffier au ſien, & Surajah-Dowlah, leçon frappante pour les tyrans, fut réduit, du faîte du pouvoir, d'où il agitoit la verge d'oppreſſion, à chercher ſon ſalut dans la fuite, déguiſé en vagabond. On découvrit bientôt le lieu de ſa retraite, & ceux qui l'avoient

dépouillé du trône, crurent qu'ils étoient en droit de mettre fin à sa vie.

C'est ainsi que se termina la célèbre bataille de Plassey; la vérité attribuera cet exploit à la trahison, lorsque le lustre des acteurs cessera de donner de l'éclat à l'action. Cette méthode de déployer l'héroïsme militaire n'étoit pas neuve, & Clive n'étoit qu'un imitateur servile, en corrompant d'abord le général, & en massacrant ensuite les soldats. Meer-Jaffier ne fut pas plutôt sur le trône, ou *Musnud*, (le 30 Juin) qu'il trouva que les trésors de son prédécesseur n'étoient pas suffisans pour remplir & pour acquitter tous ses engagemens pécuniaires; les dépenses ordinaires du gouvernement augmentant naturellement ses dettes, ses alliés furent mécontens; ses officiers, dégoûtés, négligèrent la discipline de l'armée, & il y eut un relâchement universel dans toutes les places de l'état. — On remit en une seule fois à Calcutta, en espèces, dix-neuf millions deux cens mille livres (tournois). La lenteur des autres paiemens, les jalousies de la cour, les extorsions & l'insolence de nos compatriotes, les soupçons du *Nabab*, & les intrigues de ses serviteurs affidés, produisirent une suite si compliquée de disputes & d'altercations, qu'elles se terminèrent par une inimitié invétérée de part & d'autre.

La compagnie, à l'arrivée des dépêches qui annonçoient les succès de ses troupes à Plassey, avoit nommé Clive gouverneur de Calcutta. Les Français faisoient alors leurs derniers efforts sur la côte de Coromandel, sous la conduite de Lally. Clive conçut le projet de les déposséder des *Circars* septentrionaux, qui rapportoient un revenu de neuf millions six cens mille livres annuellement. Cette expédition fut confiée au colonel Ford, dont les succès furent aussi brillans qu'ils étoient inattendus, à cause des difficultés innombrables qu'il avoit à surmonter. Au mois d'Août 1759, les Hollandais parurent comme ennemis dans la rivière Hughly. Quoique nous fussions alors en paix avec cette nation, le gouverneur résolut de s'opposer à eux. On somma le *Nabab* de remplir ses engagemens, en leur ordonnant de quitter la rivière, & en cas qu'ils refusassent d'obéir à ses ordres, les Anglais se détermineroient à les attaquer par son autorité. Sept vaisseaux s'approchèrent à un mille de Calcutta, où ils débarquèrent quinze cens hommes. A peine le colonel Ford étoit-il de retour de la conquête des *Circars*, qu'il reçut ordre de les intercepter dans leur marche vers leur comptoir de Chinsura. Il s'acquitta si bien de cette commission, avec environ mille hommes de troupes, que de sept cens Européens, il n'y en eut que quatorze qui

arrivèrent à leur destination. Les vaisseaux que les Hollandais avoient chargé de cette opération clandestine, furent tous pris. On conclut cependant un traité, par lequel la compagnie Hollandaise convint de payer les dépenses de la guerre, & de ne jamais faire marcher de troupes sur les territoires du *Nabab* sans son consentement, ou d'entretenir dans tous leurs établissemens plus de cent vingt-cinq soldats. Les Anglais rendirent aussi les prises qu'ils avoient faites, qu'on évalua à douze millions (tournois).

Cet évènement extraordinaire fut attribué au *Nabab*, qui s'étoit alors rendu odieux par sa cruauté. Les Anglais conçurent sur le champ le projet d'une nouvelle révolution; mais ils eurent l'adresse de déguiser leurs intentions, & de feindre d'être amis du *Subah*. Tandis que les affaires étoient dans cet état de tranquillité apparente, & que Meer-Jaffier se croyoit en sûreté dans son gouvernement, il fut tout-à-coup dépouillé de sa souveraineté (1760) en faveur de son beau-fils Cossim-Ally-Cawn.

On trouva facilement des raisons pour excuser une répétition de ces mesures violentes. On attribua les fautes du gouvernement à son manque de capacité & de principes. Il fut accusé d'ingratitude envers ses bienfaiteurs, parce que les serviteurs de la compagnie n'étoient pas conf-

tamment préférés à ses propres compatriotes. On exposa sa vie privée, & on noircit son caractère par les libelles les plus infâmes. Mais la vérité étoit que Meer-Jaffier avoit adopté une politique peut-être peu convenable à l'ambition & à la vénalité de ses nouveaux maîtres. Enivrés par leurs succès extraordinaires & par les torrens de richesses qui couloient incessamment vers eux, ces hommes insatiables ne mettoient point de bornes à leurs spéculations & à leur cupidité. Leur esprit étoit continuellement occupé à former des projets pour faire de nouvelles acquisitions. L'inclination naturelle, que probablement le *Nabab* fit paroître, pour recouvrer l'indépendance qu'il avoit perdue & qu'il jugeoit nécessaire à son rang élevé, ne fit que les exciter à exercer une autorité plus rigide sur les provinces qu'ils s'étoient appropriées.

Cossim-Ally-Cawn n'étoit pas de son côté fort satisfait de leur autorité, quoiqu'il sentît la nécessité d'une soumission sans réserve. Un établissement fondé sur leur protection lui parut aussi mortifiant que précaire. Il ôtoit à la personne du *Nabab* toute son influence. Il crut avoir droit de commander des troupes employées dans son service, & qu'il étoit obligé de payer. Mais tout Européen dans son armée affectoit une indépendance incompatible avec la discipline du

reste des troupes. L'officier qui commandoit ces détachemens prenoit plaisir à refuser d'obéir aux moindres de ses ordres, & à exposer la foiblesse de son gouvernement à la dérision de ses sujets. Depuis le moment de son avènement au trône, il s'étoit à peine écoulé un jour où l'on n'eût pas saisi l'occasion, dans les plus petites occurrences, de diminuer sa dignité, d'insulter à sa foiblesse, & de rendre insupportable sa dépendance de la compagnie.

Il est impossible que deux gouvernemens, avec une autorité égale, puissent long-tems subsister dans aucun pays, sans s'entrechoquer sur des objets d'importance. Il se commettoit dans les comptoirs subordonnés des abus grossiers & révoltans. Les Anglais s'arrogeoient le privilège de décider dans toutes les disputes où il s'agissoit de leurs propres intérêts; des soldats & des cipayes faisoient exécuter leurs ordres, la bayonnette au bout du fusil; on battoit même ignominieusement des officiers qui avoient des emplois considérables dans le gouvernement du pays. Ils s'emparoient, par force, du bien d'autrui, faisoient indistinctement un commerce de toutes sortes de marchandises, vendoient à leur taux, extorquoient ensuite le paiement, arboroient le pavillon Anglais, contrefaisoient des passe-ports, bravoient & ridiculisoient toute idée de justice. Les consé-

quences

quences de cette conduite furent que les boutiques restèrent fermées, des villages entiers abandonnés, & que toute la province indignée jetta les hauts cris contre la tyrannie des Anglais, & les usurpations du *Nabab ;* mais tous les efforts des paysans, pour empêcher ces extorsions, furent regardés comme des atteintes aux droits de la compagnie. Quand le *Nabab* exposoit ces griefs, on n'y apportoit aucun remède, & lorsqu'il vouloit soulager ses sujets, on l'accusoit de partialité.

Ce manque de respect n'étoit guère fait pour se concilier l'attachement d'un prince élevé dans les maximes du despotisme le plus barbare; mais il eut assez de force d'esprit pour préférer son devoir & ses intérêts au desir de satisfaire son ressentiment, & de tenter s'il ne pourroit point obtenir par politique ce qu'il désespéroit pouvoir gagner par ses plaintes. Son premier soin fut de réformer les abus qui s'étoient introduits dans tous les départemens de l'état. Il paya ce qu'il devoit à la compagnie, & les gros arrérages de l'armée; fit une réforme dans les dépenses de sa maison, dépenses qui avoient si souvent appauvri ses prédécesseurs; affermit son autorité en diminuant celle *des Zimindars ;* augmenta le nombre de ses troupes, les disciplina à la manière Européenne, &, en s'appliquant aux

opérations du commerce, trouva de nouvelles sources de revenus.

Les Princes Mogols, qui connoissoient les vrais intérêts de l'empire, afin d'encourager le commerce, avoient exempté la compagnie Anglaise de bien des droits auxquels les naturels du pays étoient sujets. Les Anglais avoient des passeports, qui les exemptoient de payer à toutes les douanes & à toutes les barrières du pays. Connoissant leur ascendant sur le gouvernement de la province, ils prostituèrent ce privilège, & firent un tort considérable aux revenus du prince. Cossim-Ally-Cawn regarda cette manœuvre avec indignation; il voyoit ses sujets exclus de leur propre trafic, & que l'épuisement de ses finances causeroit nécessairement la ruine de sa patrie. Il prit la noble résolution de rendre le commerce libre dans tous ses états. On eut la hardiesse de regarder cette sage mesure comme la plus grande injustice. Le gouvernement de Madras lui disputa ouvertement le pouvoir de protéger ses sujets, en abolissant ses propres impôts.

Il fut donc réduit à la nécessité ou de se soumettre patiemment à la décision des membres du conseil, ou d'en venir à une rupture. La première mesure étoit indigne de son caractère & de ses principes. La seconde, l'entraînoit dans

de grandes difficultés, & l'exposoit à des dangers imminens. Il résolut, cependant, d'entreprendre avec précaution & fermeté la tâche que ces malheureuses circonstances lui imposoient. Pour éviter l'inspection du comptoir de Calcutta, il quitta Morshedabad & tint sa cour à Monghir, deux cens milles plus loin en remontant le Gange. Il fortifia cette place avec beaucoup d'art & de diligence, enrôla tous les Perses, les Tartares, les Arméniens, & les autres soldats de fortune dont les talens & la connoissance de l'art militaire pouvoient lui être utiles. Il rassembla & incorpora dans ses troupes les Européens vagabonds, les déserteurs & tous les Cipayes qui avoient été renvoyés du service des Anglais.

Il changea la mousqueterie Indienne, auparavant composée de fusils à mèches, & se procura un excellent train d'artillerie. Afin qu'on ne pût point informer l'ennemi de ses projets, ou les faire avorter par trahison ou par des dissentions, il purgea sa cour de tous les étrangers; mit en prison toutes les personnes considérables de son empire, qui avoient témoigné quelqu'attachement aux Anglais, ou s'en défit par d'autres moyens.

Ces préparatifs démontroient assez quelles étoient ses intentions. Dès que le gouvernement de Calcutta en fut informé, il devint furieux.

L'état de ses armées & de ses finances avoit jusqu'ici tenu les Anglais dans la sécurité; mais, ils craignirent l'intelligence, l'esprit d'entreprise & le courage de ce prince. Endurci aux fatigues des camps, il joignoit la valeur d'un soldat à la sagacité d'un homme d'état; & son expérience lui avoit donné une connoissance parfaite de toutes les ressources du pays & de tous les expédiens capables de faire réussir les opérations militaires.

Ce fut d'après les observations que fit M. Hastings sur le caractère & la prévoyance de ce grand politique, à la cour duquel il résida pendant quelque tems, qu'il jetta les fondemens de cette célébrité, qui l'a, depuis, distingué en Angleterre & dans l'Inde. L'opinion qu'il donna que Cossim-Ally-Cawn avoit été poussé à bout par la témérité des serviteurs de la compagnie, principalement dans les comptoirs subordonnés, a été confirmée par tous les documens authentiques qui nous ont été transmis de cette partie du monde. Vansittart, président du conseil, fut aussi du même avis, & s'opposa vigoureusement à des outrages, qui, dans le cours de cette fatale politique, tendoient indubitablement à plonger de nouveau la compagnie & le pays dans une guerre sanglante & dispendieuse. Il ne cessa de

faire des efforts pour accommoder les malheureux différends qui subsistoient entre le prince & la compagnie, que lorsque, par l'opiniâtreté de l'une & la cruauté de l'autre, la brèche devînt si grande qu'il fut impossible de la réparer.

Ses intentions pacifiques furent, néanmoins, contrariées par une majorité du conseil, qui fomentoit ces inimitiés contre le *Nabab*, & que le chef du comptoir de Patna soutenoit même ouvertement. M. Ellis, qui occupoit ce poste, avoit, dans plusieurs occasions, traité le gouvernement du pays avec mépris & arrogance. Les lettres de Cossim au conseil sont remplies des plaintes les plus amères contre l'insolence & la présomption qui distinguèrent sa conduite. Et M. Ellis, dans sa correspondance avec le conseil, a traité le *Subah* avec une pétulance & un mépris, qui ne pouvoient provenir que des préjugés les plus invétérés.

Malheureusement M. Ellis fut soutenu dans toutes ses violences par le gouvernement de Calcutta. Il avoit à ses ordres, pour protéger le comptoir, un corps de troupes de près de trois mille hommes. Avec cette petite armée il surprit Patna, grande ville de commerce, située sur les bords du Gange, environ trois cens milles au-dessus du fort William. Il l'enléva presque sans résistance. Mais les assaillans étoient trop avides

de butin, pour que leur succès fût d'aucun service à la compagnie, ou leur produisît à eux-mêmes aucun avantage réel. Le gouverneur Indien retourna à Patna quatre heures après avoir quitté la place, la reprit avec autant de facilité qu'elle avoit été prise, & les Anglais furent ou taillés en pièces, ou faits prisonniers, ou réduits à se réfugier dans le fort.

Cet évènement arriva le même soir qu'Amyatt fut renvoyé de la cour du *Nabab* où il avoit résidé pendant quelque tems, & s'étoit inutilement efforcé de faire approuver à Cossim les mesures du conseil. La conduite de cet homme, en la jugeant sur différentes circonstances, n'avoit tout au plus qu'une apparence bien suspecte; & en se rendant à Calcutta avec quelques personnes de son parti (le 24 Juin 1763), il fut perfidement assassiné par des gens du *Nabab*, en passant par la ville de Morshedabad.

Le conseil du fort William se trouva comme forcé à l'unanimité, pour sa propre défense. Le meurtre de son ambassadeur l'excita à la vengeance. Les Anglais, quoiqu'agresseurs par leur attaque de Patna, où une multitude d'habitans industrieux & innocens devinrent les victimes de la férocité & de la rapacité de leurs troupes, ne voulurent rien accorder au ressentiment des naturels du pays, excité par une ac-

tion aussi atroce ; mais, ils jugèrent que la mort d'Amyatt étoit suffisante pour justifier tout acte futur de barbarie de leur part. Ils en firent le prétexte de déclarer la guerre à un pays dont ils avoient massacré des milliers d'habitans avant que cet évènement fût connu, ou qu'il pût avoir lieu. Un pareil outrage à l'humanité & à la raison, ne peut provenir que de l'arrogance des petits esprits dans l'exercice du despotisme.

On ordonna donc au major Adams de se mettre en campagne, avec l'armée de la compagnie, & de marcher vers la capitale du Bengale. Lorsqu'il fut près de Morshedabad, les ennemis l'attaquèrent deux fois avec une intrépidité & un courage supérieurs à ce qu'on avoit encore remarqué dans une armée Indienne (le 2 Août).

La prise de cette place importante découragea peut-être les troupes du prince; mais elles ne furent pas dispersées. Cossim n'avoit pas tout confié à l'évènement d'une seule bataille : il défendit ses états pié à pié, & ne hasarda jamais sa personne dans des actions où ses officiers auroient pu, en le trahissant, se faire un mérite de leur trahison. Il évita avec soin les erreurs qui avoient ruiné tant de princes Indiens. Son armée n'étoit cependant pas encore en état de faire face à celle de la compagnie, qui étoit bien disciplinée, favorisée par la victoire, & continuellement animée,

dans cette riche & fertile contrée, par la perspective d'un butin immense.

Peu après les deux armées se trouvèrent en présence dans les plaines de Garceah, où les Indiens étoient divisés en brigades régulières, avec un beau train d'artillerie bien servie, & les mêmes armes, les mêmes accoûtremens & les mêmes habillemens que les Anglais. Ils ne tirèrent point, jusqu'à ce que nos troupes eussent commencé l'attaque. Ils maintinrent leur poste, pendant quatre heures d'un feu continuel, avec beaucoup d'opiniâtreté. Ils rompirent même une partie de l'armée Anglaise, & prirent deux pièces de canon. Mais, quoique leur armée fût forte de vingt mille chevaux & de huit mille hommes d'infanterie, ils furent à la fin obligés d'abandonner le champ de bataille, avec perte de toute leur artillerie, aux troupes de la compagnie, qui ne montoient pas à plus de trois mille hommes.

Les vainqueurs les poursuivirent jusqu'aux portes de Monghir. Cette place étoit bien fortifiée; c'étoit la résidence du *Nabab*, & le centre de tous ses magasins. Elle ne retarda cependant pas beaucoup les progrès des Anglais, & se rendit après neuf jours de tranchée ouverte.

Cossim n'avoit plus alors d'autre espoir que dans la ville de Patna, & il n'avoit épargné ni soin ni argent pour la fortifier, & la mettre dans

le meilleur état de défenſe poſſible. Il envoya un renfort de dix mille hommes à la garniſon, & haraſſa les aſſiégeans avec de gros corps de cavalerie qui les environnoient de tous côtés.

Ce fut à-peu-près dans ce tems-là que Coſſim, preſſé par tant de circonſtances fâcheuſes, donna des marques de ſa cruauté, en mettant à mort tous les priſonniers Anglais qu'il avoit entre ſes mains. Perſonne ne voulut entreprendre ce maſſacre, qu'un Allemand de baſſe extraction & ſans principes, nommé Somers. Les ſoldats Indiens furent eux-mêmes choqués de cette cruauté, &, avec un héroïſme qui leur fait honneur, demandèrent qu'on donnât des armes aux malheureux qu'on leur commandoit d'aſſaſſiner. Ils furent cependant obligés d'exécuter cet ordre déteſtable. Les priſonniers ſe défendirent courageuſement avec les aſſiettes & les bouteilles qu'ils avoient en leur poſſeſſion; mais ils furent tous tués.

Cette action cruelle ne fut d'aucune utilité à Coſſim; les aſſiégés redoublèrent leurs efforts. Patna, malgré ſes fortifications & les eſcarmouches répétées que les ennemis avoient tous les jours avec nos troupes, ne réſiſta pas plus de huit jours. Le *Nabab* ſe trouva alors réduit à la néceſſité d'abandonner la province (le 6 Novembre); il avoit

perdu tous ses postes & la plus grande partie de ses troupes. Sujah-Dowlah, *Subah* d'une province voisine, le reçut à bras ouverts; mais ne voulut point permettre à ses troupes d'entrer dans ses possessions. Il vouloit bien accorder un asyle à ce prince infortuné; mais il vouloit aussi ne pas attirer les Anglais dans son pays.

Ainsi se termina une campagne conduite avec habileté & activité. En moins de quatre mois le major Adams fit la conquête de tout le Bengale. Dans le cours de cette campagne il donna quatre grandes batailles, emporta les retranchemens les plus difficiles, prit deux forts considérables, près de cinq cens piéces de canon, & défit entièrement l'ennemi le plus imposant & le plus déterminé que nous ayions jamais eu dans l'Inde.

Les débris de l'armée Indienne, quoiqu'on les empêchât de suivre leur prince, ne restèrent cependant pas dans l'inaction, &, peu de tems après, Cossim présenta à son nouvel allié les têtes de quelques Anglais que ses troupes avoient conservées, comme des preuves terribles de leur activité & de leur zèle. Le grand Mogol étoit alors avec Sujah-Dowlah; ces trophées barbares leur inspirèrent probablement le desir d'épouser la cause de Cossim. Quoi qu'il en soit, le conseil

de Calcutta fut bientôt informé que ces princes avoient dessein de le rétablir dans le gouvernement du Bengale.

Le président & le conseil écrivirent aussitôt à Sujah-Dowlah à ce sujet; ils dirent qu'ils ne pouvoient croire un bruit si préjudiciable à son honneur, qu'il fût capable de vouloir agir hostilement en faisant profession d'être allié de la compagnie ; mais ils eurent soin de lui apprendre, qu'en cas qu'il accordât sa protection à leurs ennemis, ils étoient déterminés à mettre le Bengale à l'abri de toute insulte, & que, plutôt que d'exposer leurs provinces à de nouvelles calamités, ils porteroient la guerre dans ses états.

Les serviteurs de la compagnie furent bientôt assurés que ce qu'ils avoient entendu dire n'étoit que trop bien fondé; la confédération qu'ils appréhendoient étoit formée; le Mogol & Sujah-Dowlah étoient en campagne, à la tête d'une armée nombreuse. Le major Adams avoit dans cet intervalle résigné sa commission, & étoit mort. Le major Carnac lui succéda. Le conseil, dans ses dépêches, lui enjoignit strictement de commencer dès-lors une guerre offensive. Les ennemis ne lui laissèrent point d'alternative; ils se présentèrent en ordre de bataille devant la petite armée du major, qui étoit campée près de Patna. Cette bataille fut soutenue avec beaucoup d'acharne-

ment; les troupes de Carnac se trouvèrent furieusement attaquées de front & parderrière, mais elles résistèrent aux essaims nombreux successivement envoyés contr'elles, & mirent les ennemis entièrement en déroute. Nos troupes étoient cependant trop fatiguées pour les poursuivre; elles souffrirent considérablement, mais, par le feu vif & bien dirigé qu'elles firent pendant long-tems, la perte des confédérés dût être immense.

On forma sur le champ une expédition contre le pays de Sujah-Dowlah, afin de transporter les ravages de la guerre des rives du Gange sur celles de la Soane. On reçut en même-tems des lettres du roi & de Sujah-Dowlah, qui assuroient que Cossim seroit arrêté & puni. Le général répondit que, pour donner satisfaction aux Anglais, il falloit mettre entre leurs mains Cossim, Somers & les déserteurs.

Au moment où les hostilités avoient commencé dans le Gazypour, Sujah-Dowlah s'y étoit transporté avec son armée pour repousser l'invasion. La bataille la plus décisive de la guerre se donna peu de tems après à Buxar, sur les rives de la Caramnassa. Le major Hector Monro y commandoit l'armée Anglaise; il avoit trouvé les soldats si séditieux, qu'il jugea nécessaire de punir les chefs pour servir d'exemple aux autres. Vingt-quatre des plus mutins furent condamnés à être

mis à l'embouchure d'un canon. Quatre de ces infortunés, qui étoient grenadiers, dirent que, comme ils avoient toujours eu le poste d'honneur, il leur étoit encore dû dans cette occasion, & qu'ils souhaitoient périr les premiers. Il y a très-peu de généraux célèbres que de pareils sentimens n'eussent point engagé à leur faire grace; mais le major se contenta simplement d'accorder leur demande.

Il trouva les ennemis fortement postés (le 22 Octobre 1764); devant eux ils avoient un retranchement si bien muni de canons, qu'il étoit impossible de les attaquer, sans être fort maltraité. Le major campa cependant avec tant de prudence & de précaution, que les confédérés furent obligés eux-mêmes d'attaquer. La canonnade commença à neuf heures du matin, & dans une demi-heure elle fut générale. Avant midi les Indiens prirent la fuite, laissant sur le champ de bataille six mille morts, cent trente pièces de canon, une quantité prodigieuse de provisions de guerre, & toutes leurs tentes plantées.

Le jour qui suivit la bataille, le *Mogol*, qui avoit été prisonnier dans le camp de l'ennemi, écrivit une lettre au commandant Anglais, pour le féliciter de sa victoire. Il avoit quitté Sujah-Dowlah la veille de l'action, & il prioit instamment les Anglais de le prendre sous leur protec-

tion. Le conseil de Calcutta y consentit, & ce monarque joignit bientôt après notre armée.

A peine les Anglais furent-ils arrivés à Benarès; que le ministre de Sujah-Dowlah se présenta devant leur chef avec des ouvertures de paix. Monro ne voulût point entendre parler de propositions qu'on ne lui livrât Cossim & Somers; c'est une condition qu'il exigea absolument, & sans laquelle il refusa de traiter. On suggéra plusieurs expédiens; mais il les rejetta tous comme peu satisfaisans. On dit qu'on lui fit des offres de sommes considérables; mais on ne réussit pas davantage. Les militaires ont donné fort peu d'exemples d'un pareil désintéressement dans cette partie du monde; il est fâcheux qu'ils n'aient pas été plus fréquens, & que, lorsqu'il y en eut, ils n'ayent pas été constatés d'une manière plus authentique.

Les Anglais étoient dans cette position, lorsque, par le rappel du général, le commandement de l'armée tomba au chevalier Robert Fletcher, major au service de la compagnie. Voulant se distinguer avant que l'officier nommé par le gouverneur & par le conseil fût arrivé pour prendre la place de Monro, il quitta son camp à minuit, sous les murs de Benarès (le 14 Janvier 1765), & alla chercher les ennemis, qui se rangèrent deux fois en bataille pour le

recevoir, & se retirèrent deux fois en bon ordre. Mais, comme il se préparoit à une troisième attaque, ils prirent la fuite avec précipitation.

Lorsqu'il prit le commandement, l'armée étoit fort à l'étroit, environnée d'ennemis, manquant de fourrage, & de toutes sortes de provisions. Ce fut contre l'avis de la plupart des officiers, qui étoient sous son commandement, qu'il mit les troupes en mouvement. Les effets qui s'ensuivirent justifièrent les mesures du général. Il délogea Sujah-ul-Dowah de tous ses postes, prit toutes ses forteresses, un grand nombre de pièces de canon, & conquit toutes ses provinces dans l'espace d'un mois.

Sur ces entrefaites, Meer-Jaffier mourut, le 14 janvier 1765, à Morsherdabad. Il fut, à la vérité, coupable de trahison envers Sujah-Dowlah; mais c'étoit un crime auquel il avoit été porté par le principe universel de chercher sa propre conservation. La tentation étoit tout à la fois trop grande & trop brillante pour un homme qui possédoit ses talens, qui avoit ses principes, & qui se trouvoit dans sa position. Il s'efforça d'expier sa perfidie envers le *Nabab*, par sa fidélité envers la compagnie. On découvrit ensuite que les meurtres dont on l'avoit accusé, pour faciliter la ruine de son souverain,

n'étoient que les inventions de la calomnie. Il paroît qu'il étoit foible dans le conseil & irrésolu dans l'action ; mais ferme & inflexible dans ses résolutions, qu'elles résultassent d'une bonne ou d'une mauvaise décision. Il envoya chercher son second fils, l'aîné étant mort depuis plusieurs années, &, au milieu des agonies de la mort, il mit entre ses mains un papier contenant des avis utiles. Il recommanda, entre autres choses, que le *Rajah* Nundcomar, son favori, continuât d'être premier ministre, afin que son successeur profitât de son expérience. Il fit venir tous les résidens Anglais & les grands officiers de l'empire. Il demanda, en leur présence, qu'on donnât des ordres dans tous ses états, pour que le peuple prêtât le même serment de fidélité à son fils, qu'il lui avoit prêté.

Les serviteurs de la compagnie n'eurent pas plus d'égards aux intentions du défunt qu'ils en avoient eu pour ses ordres, lorsqu'il étoit encore vivant. On n'adopta le successeur qu'il avoit nommé, que dans la persuasion qu'on ne pouvoit pas en avoir un meilleur, parce qu'il auroit été dangereux de faire un autre choix. Véritablement l'avènement de Najim-ul-Dowlah au *Musnud*, ne semble avoir servi qu'à une augmentation d'intrigues & d'extorsions.

Les propriétaires ayant prié Milord Clive de vouloir bien réprimer les abus qui se commettoient dans leurs nouveaux territoires, il étoit arrivé dans l'Inde au commencement de la même année, revêtu de la commission de président & de général en chef de toutes les forces de la compagnie. Afin de remplir plus efficacement les vues pour lesquelles on avoit formé cette nouvelle délégation, on nomma aussi un comité de cinq personnes choisies. Les préposés avoient pouvoir d'adopter toutes les réformes qui paroîtroient nécessaires, & ils n'étoient obligés de consulter le conseil que dans certaines occasions. Milord Clive ne tarda pas à découvrir qu'il y avoit un dessein formé d'établir l'autorité de la compagnie sur tout l'empire du Mogol, & de la conserver par le moyen de forces irrésistibles.

Sujah-Dowlah étoit toujours en campagne. Abandonné du Mogol, sans confiance en son armée, qui avoit tant de fois pris la fuite devant celle des Anglais, dépouillé de la dignité de Vizir, & épuisé par des combats sanglans & de fréquentes défaites, il trouva encore des ressources dans son activité & dans son courage. Il rassembla ses troupes dispersées, & se procura des renforts formidables, des états des Marattes. Il résolut, avec cette armée, de faire face encore une fois aux troupes de la compagnie.

Le major Carnac, qui avoit succédé au colonel Monro, marcha sans délai à sa rencontre. La bataille se donna à Calpy (le 20 mai 1765), les ennemis furent mis en déroute avec grand carnage, & obligés de repasser précipitamment la Jumna, & de se réfugier dans leur propre pays.

Sujah-Dowlah, réduit à la dernière extrémité, embrassa la résolution hardie de se fier à la générosité des Anglais. Ayant, avec une fidélité peu commune dans ce pays-là, permis à Cossim & à Somers de s'échapper, il se rendit, trois jours après cette action décisive, à Carnac, sans autre stipulation en sa faveur, que celle d'attendre la détermination de Milord Clive & du comité choisi.

C'est ainsi que deux des plus puissans princes de l'Indostan se trouvèrent réduits à la triste nécessité; l'un d'errer comme un vagabond, sans espoir, à cause de sa cruauté, d'obtenir jamais son pardon des vainqueurs; l'autre, après la perte de ses états, de faire la plus abjecte soumission à ceux qui avoient usurpé ses droits, se rendant à discrétion, & ayant la cruelle mortification d'être redevable de la vie aux auteurs de toutes ses disgraces.

Le camp d'Alexandre n'étoit pas plus brillant, lorsque toute la famille de Darius y étoit prisonnière, que l'étoit alors celui de Carnac. Le pre-

mier & le second prince du plus grand empire du monde étoient en son pouvoir & à la disposition de ses maîtres, qui étoient eux-mêmes serviteurs d'une compagnie de négocians Anglais.

On avoit autrefois résolu de donner au Mogol les possessions de Sujah-Dowlah; mais Clive, qui alla au camp des Anglais, à Allahabad, pour conclure ce traité important, fut convaincu que cette mesure n'étoit pas convenable. Outre qu'elle eût réduit Sujah-Dowlah au désespoir, & excité toutes les puissances de l'empire à prendre sa défense, le Mogol ne paroissoit pas posséder les qualités nécessaires pour cette situation critique & dangereuse. Sujah-Dowlah étoit aimé de son peuple; il avoit, dans toutes les occasions montré de la fermeté; il étoit entreprenant & populaire. Tant qu'il continueroit d'être l'ami des Anglais, il seroit une barrière insurmontable, & protégeroit effectivement les territoires de la compagnie contre toute invasion de ce côté-là. Ce furent ces raisons politiques qui engagèrent les Anglais à le rétablir dans ses domaines (le 3 Août 1765). Il n'étoit plus alors en son pouvoir de livrer Cossim & Somers. Le premier avoit trouvé un asyle chez les Rohillas, & le second chez les Jauts. Il offrit cependant de payer à la compagnie cinquante *lacks* de roupies, pour l'indemniser des dépenses de la guerre.

La négociation avec le roi fut aussi terminée sous peu de jours. Sa majesté accorda à la compagnie la *Dewannee* de Bengale, de Bahar & d'Orissa, les provinces de Burdwan, de Midnapore & de Chittigong, & les vingt-quatre *Pergunnahs* de Calcutta, qui leur avoient été cédés par trois *Nababs* successifs, les cinq *Circars* septentrionaux de Cicacole, & confirma de nouveau tous ses anciens privilèges. En récompense, pour ces immenses concessions, la compagnie s'engagea à payer au roi annuellement, des revenus du Bengale, sept millions huit cens mille livres (tournois), & le *Nabab* Najim-ul-Dowlah, au lieu de tout le produit de son gouvernement, assura à la compagnie, par le moyen du Mogol, la somme de quatorze millions neuf cens cinquante-deux mille livres.

Lord Clive, dans ses dépêches aux directeurs, fait ainsi l'énumération des avantages de ce traité (le 30 Septembre 1765). « Par le moyen de » cette nouvelle acquisition, vos revenus, autant » que j'en puis juger, ne monteront à guère » moins de cinquante *lacks*. Par la suite ils » iront au moins à vingt ou trente *lacks* de » plus. La pension du *Nabab* est réduite à » quarante-deux *lacks*; le tribut payable au roi » est fixé à vingt-six, & vos dépenses civiles » & militaires, en tems de paix, ne peuvent

» jamais passer soixante *lacks*. De sorte qu'il » restera à la compagnie un profit net de cent » vingt-deux *lacks*, ou de trente-neuf millions » six cens vingt-un mille six cens livres par an ».

La commission du comité, auquel présidoit ce Lord, étoit principalement de finir les traités dont nous venons de faire mention. Les directeurs approuvent beaucoup le marché que Clive a fait pour eux, & témoignent seulement un desir de rendre la possession de ces acquisitions aussi durable que cela est possible à la sagesse humaine.

Le luxe, qui régnoit parmi les serviteurs de la compagnie, devint aussi un objet de considération, & le comité en parla comme d'une chose qui menaçoit la prospérité des affaires. Les directeurs admettent franchement la vérité de cette observation, & avouent que c'est au comité qu'ils sont entièrement redevables de ce qu'on les regarde à la fin comme principaux dans tous les avantages comme dans les risques.

Le comité, après avoir assigné les revenus de la compagnie, craignit que ses serviteurs, à moins qu'on ne leur fournît d'autres moyens de s'enrichir, ne le fissent au préjudice de leurs commettans. C'est pourquoi il établit une société de commerce, à laquelle il accorda un privilège exclusif de fournir du sel, du betel &

du tabac. Il mit sur ces articles un impôt qui devoit produire deux millions quatre cens mille livres par an. Les profits de ce commerce étoient divisés entre les membres de la société, qui étoit composée des officiers civils & militaires de la compagnie.

Ce réglement ne fut pas fort agréable aux directeurs, non pas qu'ils desirâssent voir abolir ces anciens droits qui faisoient partie des ressources publiques : ils laissoient l'arrangement de ces derniers à la discrétion du comité; mais ils craignoient les conséquences que pouvoient produire des innovations dans le trafic intérieur du pays, & ils ne vouloient point qu'on les continuât, à quelques conditions que ce fût. Ils avertirent le comité de prendre des mesures pour que les naturels ne fussent pas opprimés par des exactions si rigoureuses.

Voilà la substance de la correspondance qu'il y eut entre la cour des directeurs & le comité choisi. Ainsi, les serviteurs de la compagnie dans l'Inde virent que leurs maîtres en Europe avoient reçu, avec approbation, la nouvelle de leur rebellion contre le gouvernement de l'empire, qu'ils acceptoient avec reconnoissance une augmentation de revenu; & ne faisoient aucun scrupule de voir continuer les droits sur le sel & sur les autres articles. Ils avoient donc deux motifs

pour persister dans leurs extorsions, l'exemple de leurs supérieurs & la coutume du pays.

Lorsque Lord Clive fut de retour en Angleterre (au mois de Juillet 1767), la conduite du comité auquel il avoit présidé fut sévèrement attaquée, sur-tout par les amis des personnes qui composoient le conseil de Bengale. Il s'ensuivit des récriminations réciproques, qui sont ennuyeuses & peu intéressantes. Un des partis maintint que, lorsque Clive parut pour la première fois à Calcutta, la compagnie n'étoit qu'une association de négocians, qui avoient peine à se procurer une existence. Un de leurs comptoirs étoit en ruines, leurs agens étoient assassinés, & une armée de cinquante mille hommes, à laquelle ils n'avoient rien à opposer, menaçoit de détruire leur principal établissement. Sa Seigneurie avoit quitté l'Inde dix ans après, & alors ses maîtres de *Leadenhall-Street*, par ses mesures & ses efforts, étoient devenus de puissans princes, possédoient des revenus immenses, & gouvernoient quinze millions d'ames.

D'un autre côté, on devoit se rappeller que la guerre de l'Inde, dans laquelle il avoit certainement remporté plusieurs victoires, étoit un théâtre où il avoit paru d'autres personnes distinguées qui avoient aussi-bien joué leurs rôles que lui. La confédération formidable qui avoit

épousé les intérêts de Cossim-Ally-Cawn, avoit été entièrement dissipée, ses territoires conquis, & ses chefs réduits à devenir vassaux des Anglais, sans l'assistance de Milord Clive. Le comité choisi n'avoit fait que ratifier les traités qui étoient le résultat de ces campagnes, quoique sa Seigneurie eût eu la modestie d'en attribuer le mérite à ses propres efforts.

Pour ne point faire mention de la manière dont il profita de sa place dans l'Inde, en faveur de ses opérations pécuniaires en Angleterre, Sir Robert-Fletcher, dans une lettre qui fut publiée dans un des papiers-nouvelles (le 26 Octobre 1773), assure positivement « que les réglemens » civils du noble *Lord* étoient calculés pour qu'il » fît lui-même une fortune rapide, & pour enri- » chir toutes ses créatures. Un monopole du sel, » du betel & du tabac, une monnoie d'or, » à dix-sept ou vingt pour cent de perte, furent » établis. On eut ordre de se servir de cette » monnoie, sous peine de payer de grosses » amendes ; ce qui fut rigoureusement observé, » au préjudice du commerce & en violation de » la constitution. »

L'origine de cette violente altercation, vint de ce que Lord Clive avoit accusé de péculat plusieurs des principaux membres du conseil. Son rapport ayant été discuté dans la cour des di-

recteurs, on fit en Angleterre une ordonnance qui défendoit de recevoir aucuns présens des naturels de l'Inde, excepté pour le compte de la compagnie. Tous les employés de la compagnie furent obligés de signer qu'ils se conformeroient à cette ordonnance. Plusieurs personnes du conseil du fort Williams, qui avoient joué un grand rôle dans les deux dernières révolutions, & particulièrement en élevant le *Nabab* actuel, au *Nizamut*, avoient reçu des présens considérables à cette occasion. Milord Clive, qui en avoit lui-même donné l'exemple, dans ses négociations avec Meer-Jaffier, & dont la conduite avoit déterminé la compagnie à mettre fin à cette coutume, les accuse cependant avec tout le fiel & toute l'acrimonie d'un réformateur *immaculé*. Les membres du conseil ne nient point que le *Nabab* ait distribué de l'argent à son avènement au trône. Ils se justifient de l'avoir accepté sur des exemples antérieurs & sur l'usage. Ils se plaignent de la nouvelle ordonnance, en disant qu'elle leur impose des conditions dures auxquelles leurs prédécesseurs n'étoient point assujettis. Ils avancent en même-tems que le remède n'est pas suffisant pour guérir la maladie, puisque les plus grands présens peuvent être divisés en tant de petites parties, qu'il sera facile, par ce moyen, d'éluder la prohibition. Ils déclarent que les présens pécuniaires avoient été faits

avant qu'ils eussent signé l'ordonnance ; ils attribuent le zèle de *Lord* Clive à faire cette inquisition, à des motifs bien différens de ceux de découvrir des crimes, ou de servir avec fidélité ; ils peignent toutes les actions de ce fameux comité, avec des couleurs qui laissent un louche sur la conduite de tous ses membres.

A la vérité on répondit à toutes les phrases pompeuses & à tous les discours séduisans par lesquels le noble *Lord* & ses créatures vantèrent l'efficacité de ses mesures, & la sagacité profonde avec laquelle il découvrit les maux qui existoient, & les moyens les plus propres à rétablir l'ordre & la tranquillité, par différentes questions, auxquelles, *dans ces tems d'héroïsme*, on ne daigna pas faire la moindre attention. Le public ne sut cependant pas si on devoit accorder au *Lord* Clive, & à son comité, le mérite d'avoir appaisé les troubles du Bengale, ou à ceux qui avoient chassé Cossim-Alli-Cawn, & vaincu Sujah-Dowlah ; ou si le traité de paix avec Sujah-Dowlah, étoit dû à ceux qui avoient conquis ses états, & l'avoient fait prisonnier ; ou à celui qui avoit rendu ces états, presque aussi grands que l'Angleterre, pour quatorze millions quatre cens mille livres, en cédant en même-tems Gauzypour & Benarès, qui rapportoient dans les trésors de la compagnie cinq millions cinq cens vingt mille

livres annuellement; ou si on ne devoit pas plutôt blâmer un homme pour avoir excité des révoltes dans les départemens civils & militaires, en s'arrogeant une autorité illégitime, que le louer pour les avoir ensuite appaisées; ou, s'il étoit à supposer qu'une armée, qui avoit défait Cossim-Ally-Cawn & Sujah-Dowlah, fut entièrement sans discipline & sans subordination; ou si le rétablissement si vanté de l'ordre & de l'obéissance n'étoit pas, après tout, une vaine parade de généraux & de colonels; ou si on pouvoit véritablement acquérir de l'honneur, en obtenant la *Dewanee* de Bengale, de Bahar & d'Orissa, en violation des engagemens les plus sacrés, par la signature d'un prince qui auroit également signé sa sentence de mort, si on la lui avoit présentée?

Que devons-nous conclure de toutes ces dissentions implacables, sinon que, dans ce tems-là, les serviteurs de la compagnie avoient été coupables de grands crimes; qu'on est redevable de la découverte de plusieurs détails importans de fraude & d'abus de pouvoir, à la pétulance & aux animosités occasionnées par la distribution inégale du butin; que les directeurs agirent suivant les principes de la plus saine politique, en autorisant un des hommes les plus entreprenans, & qui avoit le premier tramé dans ces conspirations infâmes, à découvrir l'iniquité de tout le corps, & à fournir

des preuves contre les délinquans; que la plupart des difficultés, dans lesquelles la compagnie s'étoit trouvée, vinrent de ce qu'elle avoit assujetti le système politique au système mercantille; que ses serviteurs, n'ayant aucun intérêt dans son commerce, étoient toujours sujets à la tentation; que la plupart des crimes dont ils s'étoient rendus coupables, étoient les suites naturelles & peut-être inévitables de leur situation, & que plusieurs de ceux qui avoient montré le plus de violence & d'acharnement à les accuser, ne se seroient probablement pas mieux comportés, s'ils avoient été à leur place.



CHAPITRE III.

LES affaires de la Compagnie ſont l'objet d'une enquête publique. — Son marché avec le Gouvernement. — Débats ſur la ſituation du Parlement. — Son dividende fixé. — Conſéquences. — Réflexion. — Ses dettes & ſes revenus au moment actuel.

LA vaſte étendue de territoire, & les richeſſes prodigieuſes acquiſes par les armes de la compagnie ſur les bords du Gange, devinrent une ſource de diſputes en Angleterre & dans l'Inde. Les propriétaires, qui voyoient que leurs ſerviteurs amaſſoient des fortunes immenſes en exerçant des pouvoirs qu'ils leur avoient délégués, deſiroient ardemment participer à la diſtribution du butin; ils ne ſavoient comment concilier les petits dividendes qu'ils recevoient, avec les relations qui arrivoient continuellement des Indes, de revenus immenſes & d'un commerce floriſſant.

La cour des directeurs étoit d'une opinion contraire. Il ſe forma en conſéquence deux violentes

factions : l'une étoit pour augmenter le dividende ; l'autre soutenoit qu'il falloit le tenir à six pour cent. Les propriétaires ne considéroient que les succès ; les directeurs ne voyoient que les dettes de la compagnie. Les premiers étoient résolus de déterminer cette question à la pluralité des voix, à l'assemblée de la mi-été ; mais ils furent trompés dans leurs espérances par les manœuvres des derniers.

Cette vive altercation entre les directeurs & leurs constituans donna beaucoup à penser, & occasionna bien des discussions. Il fut dit d'une part que, quoique les avantages de la compagnie fussent considérables & brillans, ses établissemens, tant civils que militaires, la multiplicité de ses départemens, les casualités ordinaires de ses différens établissemens, donnoient lieu à des dépenses énormes ; que ses profits étoient éloignés & précaires, tandis que les dettes étoient pressantes & inévitables, & qu'en premier lieu, on devoit au moins employer le surplus du bénéfice à liquider les dettes.

Il s'en falloit de beaucoup que l'autre parti fût satisfait de ces argumens. Aucune compagnie commerçante, disoit-il, ne pouvoit espérer d'être sans dettes, & elles devoient naturellement s'augmenter suivant la grandeur de son capital, & l'étendue du commerce dans lequel elle l'em-

ployoit. Les créanciers de la compagnie, qui étoient certainement les plus intéressés, n'avoient pas la moindre appréhension sur leur créance. Cette assertion étoit évidemment prouvée par le cours actuel du change. Les billets de la compagnie étoient au-dessus du pair, & se vendoient plus que leur valeur. Il pouvoit arriver que ceux qui avoient risqué toute leur fortune pendant la guerre, lorsque tout étoit en danger, fussent à présent obligés de vendre leurs actions, & de nouveaux acheteurs recueilleroient ce bénéfice auquel les premiers avoient de si justes droits. Par ce moyen, les propriétaires de la compagnie des Indes étoient exclus du privilège de jouir des émolumens qui provenoient naturellement & nécessairement des fonds qu'ils avoient avancés, & qui avoient servi aux opérations de leur système particulier de commerce.

Ces questions intéressantes étoient souvent & impartialement agitées, non-seulement dans les sociétés particulières, mais même dans tous les ouvrages périodiques & dans un grand nombre d'autres productions. La question étoit de la dernière importance, particulièrement pour la partie marchande de la nation. Les anxiétés, l'adresse & le zèle des deux partis s'augmentoient à mesure qu'on s'approchoit du terme de la prochaine

assemblée (1). On fit en même-tems courir le bruit que le gouvernement avoit dessein de s'en mêler, & peu de jours avant l'assemblée générale de la Saint-Michel (1766), le gouvernement envoya effectivement un message aux directeurs. L'orateur le lut à tous les propriétaires. C'étoit un message du premier ministre, conçu en ces termes : « que comme on avoit fait mention des affaires de la compagnie des Indes » orientales dans la dernière session du parlement, il étoit probable qu'elles seroient » encore reprises en considération ; & qu'à cause » de l'intérêt qu'il prenoit au bien-être de la » compagnie, & afin que les directeurs eussent » le tems de préparer leurs papiers pour cette » occasion, il les informoit que le parlement » s'assembleroit dans le mois de Novembre. »

On lut en même-tems des lettres de *Lord* Clive & du comité secret de Bengale, qui faisoient monter l'opulence de la compagnie au-delà de tout ce qu'on savoit déjà par les relations antérieures, qui annonçoient la prospérité de son commerce & la base solide sur laquelle ses intérêts étoient fondés. Malgré ces nouvelles, les directeurs s'opposèrent à une augmentation

(1) Elles se tiennent tous les trois mois.

de

de dividende. Les propriétaires insistèrent de leur côté avec plus de force. On demanda une *ballotte* (1), & la division fut éludée pendant un jour ou deux. Mais dans une autre assemblée générale, la question fut décidée par une grande majorité en faveur des propriétaires, & le dividende dût être augmenté, au mois de Noël suivant, de six à dix pour cent.

A la rentrée du parlement (le 25 Novembre 1766), les menaces du ministère se réalisèrent. Les affaires de la compagnie furent soumises à l'enquête d'un comité nommé par la chambre.

Il fut ordonné, dans peu de jours, & après des débats fort intéressans, qu'on mît sur la table des copies des chartes de la compagnie, des concessions que lui avoient faites les princes du pays, de ses traités, de ses lettres & de sa correspondance avec ses serviteurs dans l'Inde; de l'état de ses revenus dans le Bengale, Bahar & Orissa, & dans les autres places; & un compte exact des dépenses que le gouvernement avoit faites pour la compagnie, dans les départemens de la marine, ou des troupes de terre, & dans toute autre circonstance. Cet ordre fut suivi de

(1) Ballotter, c'est décider d'une chose par le moyen de boules noires & blanches, que les intéressés mettent dans une boîte.

cette proposition, « que tous ces papiers fussent imprimés pour l'usage des membres (1). »

La Cour des directeurs présenta sur le champ une requête au parlement, contre une mesure qui devoit causer des maux irréparables à la compagnie. Il fut donc proposé d'annuller le premier ordre. Il y eut des débats; mais il fut finalement décidé qu'on n'imprimeroit pas la correspondance particulière.

A cette occasion on agita avec beaucoup de chaleur & d'habileté la grande question touchant le *droit territorial* de la compagnie, en conséquence de sa charte. Les argumens des deux partis paroissoient si forts, considérés séparément, & la question renfermoit tant de points de la dernière importance, par rapport à la constitution, que la chambre ne sembloit point portée à en venir à une décision. L'opinion générale étoit qu'il ne falloit point mettre ce droit à l'épreuve d'une décision dans cette chambre, & qu'il étoit plus convenable d'arranger cette affaire à l'amiable avec la compagnie.

Le ministère étoit alors trop embarrassé pour examiner une affaire de cette importance : comme il refusa de prendre part à la négociation, hors

(1) Registre parlementaire de Debret pour 1766.

du parlement, on présenta une requête contenant deux propositions. (le 20 Mai.)

Il fut proposé que le gouvernement accorderoit à la compagnie quelques profits des droits d'entrée sur le thé; une remise, lorsqu'il seroit exporté en Irlande ou aux Colonies; d'autres sur la soie crue, les indiennes, les mousselines, le service de recruter, & les provisions de guerre. Après avoir ensuite déduit neuf millions six cens mille livres par an, que la compagnie accordoit au gouvernement, elle partageroit également avec lui tout le produit net du reste de ses revenus & de son commerce, pourvu que les charges n'y fussent pas comprises, & que la compagnie conservât pendant trois ans ses nouvelles possessions. L'autre proposition étoit que la compagnie, aux mêmes conditions, continueroit de payer la somme spécifiée de neuf millions six cens mille livres annuellement, pendant trois ans, en six paiemens, & indemniseroit le public de toutes les pertes que le revenu de l'état pourroit souffrir par les avantages demandés pour le commerce du thé, si la consommation, prise sur une estimation de cinq ans, ne répondoit pas à cette fin.

La chambre accepta la dernière proposition, avec cette différence, que cet arrangement ne devoit continuer que pendant deux ans, au lieu de trois. On fit donc un bill (le 12 Juin 1767),

qui fut adopté par le corps législatif, pour exécuter sur le champ cette mesure (1).

On avoit lu à l'assemblée générale un autre ordre du ministre, pour restreindre l'augmentation du dividende, & pour recommander à la compagnie de ne point en faire, jusqu'à ce qu'on eût pris une plus exacte connoissance de ses affaires. Cette recommandation n'ayant eu aucun effet, on passa deux bills; l'un pour régler les qualités de ceux qui auroient droit de voter dans les sociétés commerçantes, & l'autre pour régler les dividendes de la compagnie des Indes Orientales.

Le dernier de ces bills annulloit absolument l'acte de la compagnie, & l'empêchoit de porter son dividende à plus de dix pour cent, jusqu'à la rentrée prochaine du parlement. Cela produisit de fortes oppositions; on renouvella tous les premiers argumens avec plus d'ardeur & d'opiniâtreté. La compagnie présenta inutilement des pétitions, & offrit même, quoiqu'elle ne réussit pas mieux, pour détruire un bill si contraire à ses privilèges, de s'obliger volontairement à ne point augmenter son dividende pendant la durée de sa charte.

Les partisans du bill le défendirent sur les

---

(1) Registre parlementaire de Debret, 1767.

principes qu'il empêchoit une instabilité dans les fonds, & conservoit le crédit de la compagnie; on pouvoit faire baisser les fonds publics, ce qui auroit augmenté, au lieu de diminuer, la dette nationale. Cette mesure devoit, outre cela, détruire cet esprit de spéculation & d'agiotage auquel on pouvoit s'attendre, si elle n'étoit pas adoptée; elle servoit d'ailleurs à garantir si efficacement les revenus des possessions territoriales de la compagnie de toute usurpation; que les prétentions du public seroient, par ce moyen, à l'abri de toute atteinte, jusqu'à ce que les droits de ces possessions fussent finalement déterminés.

Les membres de l'opposition accusèrent le bill de violence & d'injustice: il fut dit qu'il étoit impossible qu'il y eût aucune instabilité, ou que le crédit de la compagnie pût être affecté, parce que les propriétaires partageoient leur dividende suivant la situation de leurs affaires. La proposition qu'avoit faite la compagnie répondoit à toutes les fins pour lesquelles le bill avoit été fait; il étoit absurde de ne point permettre aux propriétaires du capital, de diviser entr'eux un million soixante-douze mille livres, sur un commerce qui payoit au gouvernement neuf millions six cens mille livres; il étoit sans exemple, dans les annales d'une nation libre, que le corps législatif se mêlât de restreindre le dividende d'une

compagnie de négocians, légitimement voté & résolu par ceux qui avoient le pouvoir de le faire, & à qui on ne pouvoit imputer aucun abus de ce pouvoir. Ces négocians avoient prêté leur argent au public, à condition qu'ils feroient usage de leur discrétion dans le partage de leurs dividendes, pourvu que leurs effets fussent toujours équivalens à leurs dettes. — C'étoit un exemple qui pouvoit avoir des suites funestes pour le crédit de la nation, parce qu'il tendoit à diminuer cette sûreté & cette indépendance du pouvoir de l'état, qui avoient engagé toute l'Europe à mettre son argent dans les fonds d'Angleterre.

Les meilleurs raisonnemens du monde ne font cependant pas de beaucoup d'utilité contre une majorité de la chambre des communes; les hommes possédés par les préjugés de parti, ne sont, d'aucun côté, ouverts à la conviction. Le bill passa à l'affirmative par une grande majorité (le 26 Juin.) Il rencontra beaucoup plus d'opposition dans la chambre des pairs; mais il fut aussi approuvé; il y eut cependant une protestation signée de dix-neuf membres.

Dans le cours de toutes ces disputes, on découvrit des choses, qui excitèrent fortement la curiosité du public; on exagéra les richesses du pays; on les regarda comme inépuisables. On peignit cependant les naturels comme les esclaves

les plus abjects de la terre; on imputa aux serviteurs de la compagnie des oppressions & des crimes, de la nature la plus noire & la plus odieuse. L'opulence & le luxe qu'ils étaloient à leur retour en Europe, furent considérés comme des preuves du plus grand péculat, & des extorsions les plus indignes. Le despotisme que l'on exerçoit avec tant de sévérité dans tous nos établissemens, & dans ce qui en dépendoit, faisoit non-seulement horreur aux sentimens d'une nation libre, mais étoit regardé comme une tache ineffaçable sur le caractère Britannique; &, quoique la splendeur & la grandeur de l'ensemble du systême formassent un objet singulièrement intéressant & attrayant, sur-tout pendant que la nation étoit encore dans une espèce d'ivresse à cause des brillans succès de la guerre de 1756, la rapacité des simples individus, les dépenses d'un établissement civil & militaire, les dettes & les dividendes de la compagnie, les casualités du commerce, & les intrigues du gouvernement, ne donnoient pas des espérances bien grandes & bien flatteuses d'avantages immédiats & équivalens à toute la communauté en général.

Ce qu'il y avoit de moins populaire dans cette affaire, c'est que les membres de l'opposition représentoient, dans tout le royaume, qu'il étoit contraire à la constitution que le ministère s'en

fût mêlé. L'avidité du gouvernement ne le cédoit en rien aux clameurs du public. La prospérité de la compagnie, sa protection & ses émolumens excitèrent l'envie, & tentèrent l'ambition & l'avarice de la royauté. Ses revenus paroissoient suffisans pour corrompre tous les états, & si ses emplois étoient une fois au pouvoir de la couronne, ils auroient servi à fortifier & à augmenter l'influence des serviteurs du roi, en augmentant leur indépendance.

On adopta différens plans pour envahir & renverser les droits de la compagnie. Les émissaires des ministres eurent ordre de faire courir le bruit qu'on alloit abolir le monopole & laisser le commerce de l'Inde libre; on persuada même à plusieurs villes commerçantes de présenter des requêtes au parlement à cet effet. La sophistiquerie qu'on mit en usage pour calmer le public sur tous ces outrages, fut, que la compagnie étoit redevable de la plupart de ses succès, aux efforts du gouvernement; que c'étoient les vaisseaux du roi qui avoient conservé l'empire de la mer, & ses armées qui avoient soutenu ses batailles. On concluoit de-là, que les dépenses énormes que le public avoit faites pour augmenter les possessions de la compagnie, devoient être compensées par des profits équivalens. Mais la nation étoit en même-tems convaincue qu'il n'y

avoit pas de plus habiles commandans, de soldats plus braves, ni, à tous égards, une armée au monde mieux composée, mieux disciplinée ou mieux dirigée, que celle qui étoit au service de la compagnie, dans les plaines de l'Indostan. Toute la dépense que le gouvernement avoit faite pour la compagnie, suivant les comptes des gens en place, montoit à environ trente-six millions (tournois); son commerce étoit calculé pour rapporter au trésor public environ vingt-quatre millions neuf mille six cens livres par an, outre neuf millions six cens mille livres, en conséquence du dernier arrangement. Ainsi la compagnie, en chargeant le public de quatre-vingt seize millions, le déchargeoit de l'intérêt d'environ un milliard deux cens millions. Suivant ce calcul, la balance en faveur du public, & contre la compagnie, surpassoit l'intérêt d'un milliard cent quatre millions. Véritablement la compagnie payoit alors plus d'un tiers de la dette nationale.

On commençoit déjà à s'appercevoir de quelques symptômes d'une diminution prochaine dans les sources de ces richesses extraordinaires; ce ne fut que pendant que l'esprit du peuple étoit échauffé par les relations merveilleuses des voyageurs, lorsque le rapport avoit, sur ces évènemens éloignés, le même effet qu'a le té-

lescope sur les objets qui ne sont point visibles à l'œil, & que lorsque des individus, métamorphosés par la possession soudaine & inconcevable de biens immenses, excitoient l'attention & l'étonnement universel, qu'on s'imagina que ces sources étoient inépuisables. Mais quand l'admiration générale eut cessé, & fait place à un calcul exact & à un simple état des faits, on s'apperçut qu'il n'étoit que trop vrai que, malgré toutes nos nouvelles acquisitions dans l'Inde, & le vaste confluent de richesses qu'elles occasionnoient dans l'empire Britannique, la nation n'étoit pas visiblement soulagée des fardeaux sous lesquels elle gémissoit. Des aventuriers, que les besoins, l'avarice, l'ambition, ou leur peu de ressources avoient fait sortir de leur patrie, s'élevoient en peu de tems non-seulement à un état d'indépendance, mais, à leur retour, égaloient par leur splendeur & leurs équipages, les premières familles du royaume; montrant en même-tems dans leurs manières un étrange contraste entre les coutumes plébéïennes & le luxe asiatique.

Neuf millions six cens mille livres, outre les sommes immenses provenant des droits sur les différens articles du commerce des Indes orientales, étoient une augmentation annuelle du revenu public, très-importante, & qui venoit fort à propos. Il n'y avoit néanmoins que quelques

individus qui profitoient de ces avantages, au lieu que le poids des taxes étoit général, & que plusieurs classes du peuple ne pouvoient guère les supporter. Le public eut donc la mortification de voir, lorsqu'il fut revenu à son bon sens, que toutes ses belles espérances, d'être soulagé des taxes qu'avoient occasionnées les dépenses de la dernière guerre, & un accessoire si brillant à l'empire Britannique, s'étoient évanouies, comme le projet trompeur de la compagnie pour les mers du Sud, & que ses acquisitions seroient finalement plus nuisibles qu'utiles, à cause de la vénalité des serviteurs de la compagnie d'une part, & de la rapacité du gouvernement de l'autre. Le butin étoit immense, & plus que suffisant pour les besoins publics; mais il falloit qu'il passât entre le golfe de Charybde & le rivage des Cyclopes.

L'objet prétendu du ministère, & celui que la compagnie avoit véritablement le plus à cœur, la liquidation de ses dettes, paroissoit très-éloigné, & peut-être impraticable; sans un changement total de système. La dette de la compagnie étoit alors de près de cent soixante-huit millions. Les revenus annuels de son commerce, de ses fermes, de ses douanes & de ses territoires, montoient à cinquante millions cent cinq mille neuf cens vingt-huit livres. Un

revenu si considérable, & susceptible d'ailleurs d'amélioration, auroit pu fournir un surplus suffisant pour libérer entièrement la compagnie en très-peu de tems; mais il falloit mettre fin à toute espèce d'abus dans la direction de ses finances.



CHAPITRE IV.

ORIGINE & pouvoir d'Hyder-Ally. — Ses querelles avec la Compagnie. — Comparaiſon des deux partis. — Bataille de Trinomaly. — Hyder ravage le Carnatic. — Il paroît aux portes de Madras. — Paix entre lui & la Compagnie. — Eſtimation de la guerre. — Inſpecteurs nommés. — Nouveau marché avec le Gouvernement.

HYDER-ALLY-CAWN, étoit fils de Nadim-Saïb, commandant dix mille chevaux dans l'armée de l'empire. Ce dernier eut ordre de marcher à la tête des Myſoréens contre les Marattes. Il livra bataille à ce peuple guerrier, & le défit en bataille rangée. Pour récompenſe de ſa bravoure, le Roi de Myſore lui donna le pays & la fortereſſe de Banguelor : cela le mit en état de paroître dans l'armée Myſoréenne, à la tête de ſes propres troupes.

Hyder n'avoit alors que vingt-un an, & ſon père lui donna le commandement des forces

avec lesquelles, comme tributaire, il fut obligé de suivre le camp du *Subah*, lorsqu'il fit une descente sur la côte de Coromandel (1750). Elles n'étoient composées que de cinquante chevaux & deux cens fantassins avec des fusils à mèche. Il étoit à la bataille où Nazim-Jing avoit été tué, & il conçut alors le dessein d'exercer son bataillon à la manière Européenne.

La première occasion dans laquelle il se distingua, fut dans une contestation avec Canero, premier ministre & favori du roi de Mysore. Il étoit alors, par la mort de son père, maître d'une forteresse importante, d'un territoire fertile, & d'un corps de troupes de quinze mille hommes, y compris trois cens Européens, & trois mille excellens chevaux. Le roi l'avoit aussi nommé Généralissime de toutes ses troupes.

Sa générosité, son adresse, sa noble fierté, & son amour pour la gloire, lui attirèrent la haine & la jalousie de Canero. Cet homme devint de plus en plus odieux, en raison de ce qu'Hyder se rendit populaire, & il desiroit ardemment sa ruine. Mais au lieu de réaliser ses intentions, le génie d'Hyder évita tous les pièges qui lui étoient tendus par les intrigues de son implacable adversaire, l'arracha à la fin du sein de son maître, & l'enferma dans une cage de fer, au milieu d'une place publique de Banguelor,

où l'on peut encore la voir avec les os de ce malheureux, qui vécut pendant deux ans comme un ſpectacle de ce barbare triomphe, continuellement expoſé aux inſultes de la populace qui étoit du parti d'Hyder.

Après ce ſuccès, le cours de ſes victoires fut rapide & extraordinaire. La terreur de ſes armes rendit ſon alliance digne de la recherche de la plupart des princes de la Péninſule de l'Inde. Comme tous les grands hommes de ce pays-là, il étoit tout à la fois ſoldat & politique, & il augmenta ſes poſſeſſions autant par la ſageſſe de ſes traités que par ſes exploits militaires.

Ses liaiſons dans le Carnatic alarmèrent le gouvernement de Madras. Les membres du conſeil ne crurent pas les établiſſemens de la compagnie aſſez en ſûreté, tant qu'il reſteroit des armées auſſi formidables dans leur voiſinage. Ils voulurent ſonder ſes intentions, &, dans ce deſſein, lui firent dire, dans les termes les plus reſpectueux, qu'ils avoient nommé un Ambaſſadeur pour ſe rendre auprès de ſa perſonne, & conférer avec ſon alteſſe ſur pluſieurs objets qu'il étoit de l'intérêt des deux partis d'expliquer plus clairement. Mais, ſoupçonnant leur deſſein, il refuſa l'honneur qu'ils lui deſtinoient. Prévoyant en même-tems les intrigues dont ils feroient uſage auprès du *Subah*, il eut l'adreſſe de le détacher

de leurs intérêts, & lui persuada même de nommer son fils *Nabab* d'Arcot, en opposition à Mahommed-Ally, l'allié & le véritable ami des Anglais.

Ayant accompli cet objet, il fit passer un mémoire à son résident à Madras, pour qu'il le présentât au gouverneur. Il déclara d'abord que ses intentions étoient pacifiques. Il fit ensuite l'énumération des différentes marques de déférence qu'il avoit, dans toutes les occasions, données à la compagnie, & se plaignit de ce qu'on répondoit à ses bons procédés d'une manière qui n'indiquoit pas que le gouvernement eût dessein de cultiver ou de conserver son amitié. Il attribua aux intrigues de Mahommed-Ally, les motifs qui avoient engagé la compagnie à joindre ses forces à celles du *Nizam*, pour anéantir ses projets & arrêter sa rapacité. Il avertit le conseil de ne pas continuer une alliance avec un homme dont l'ambition avoit si souvent troublé la paix du pays, & avoit même mis les Anglais dans la nécessité d'arrêter ses usurpations. Il les pressa de retirer leurs troupes des places qui appartenoient à l'Etat d'Arcot. Il offrit même de les indemniser des arrérages que leur devoit leur allié, & pour la garantie desquels il les avoit mis en possession de tant de forts & de districts.

Par l'alliance d'Hyder avec le *Nizam*, la compagnie

pagnie étoit devenue partie principale dans cette querelle. Ses serviteurs se déchargèrent des déprédations qu'il leur imputoit, & les attribuèrent au *Nizam*, avec qui ils avoient agi comme alliés, & des mesures duquel ils ne se croyoient pas responsables. Ils informèrent Hyder de la perfidie du *Nizam*, & citèrent son manque de foi envers eux, pour montrer combien il étoit dangereux de se fier à lui. Ils nièrent toute intention hostile contre le pays de Mysore, dont il étoit gouverneur. Ils dirent qu'ils desiroient protéger le Carnatic contre toute insulte, & qu'ils pensoient que toutes les places sur ses frontières, nécessaires à la sûreté de ce pays-là, devoient rester en leur possession. Ils l'invitèrent à correspondre avec eux au sujet de ces particularités, afin d'établir leur amitié sur des fondemens solides. Mais ils ne manquèrent pas de lui faire sentir en même-tems, qu'ils étoient en état de se défendre, & également préparés à combattre ou à négocier.

Il étoit visible qu'Hyder en vouloit aux Anglais en attaquant leur allié, & cherchoit, par un effort vigoureux, à anéantir d'un seul coup leur influence, devenue l'objet de la jalousie & la terreur de toutes les puissances de l'empire. Leur dernière conquête du Bengale, le vasselage ab-

ject auquel ils avoient réduit Sujah-ul-Dowlah, les chaînes qu'ils avoient forgées pour la famille de l'Empereur, les différentes obligations déshonorantes auxquelles Mahommed-Ally étoit assujetti, & sur-tout le ton altier avec lequel ils continuoient de réclamer des droits qui n'avoient d'autres bases que la violence & l'outrage, étoient des choses alarmantes pour tous les Etats du Decan & de la côte de Coromandel.

Hyder faisoit ces représentations par lettres & par le moyen de ses Ambassadeurs, dans toutes les cours des *Nababs* & des *Polygars* de cette division de l'empire. Il avoit les argumens les plus plausibles pour prouver la nécessité de cette confédération qu'il desiroit établir. Les Anglais avoient envahi leurs droits. Le rôle que jouoient ces étrangers, étoit également audacieux & insidieux. Ils avoient tourné à des desseins de fraude, d'oppression, & même de sédition, les avantages dont ils n'étoient redevables qu'à la bonté & à l'indulgence des Indiens. Le pays qui les avoit reçus & soutenus comme marchands, les avoit bientôt vu changer cette qualité en celle d'usurpateurs. Sous l'apparence d'un commerce innocent, ils cachoient les instrumens de la mort & de la désolation. Ils étoient venus pour échanger, avec les naturels du pays, les productions de leur climat & de leur sol, de

leurs manufactures & leurs superfluités, & ils avoient dépouillé le pays de ses richesses, de ses habitans, de sa fertilité & de son honneur. En échange des trésors qu'ils transportoient en Europe, ils avoient inondé les royaumes de l'Indostan de leurs vices, de leurs maladies & de misères! Les princes, que leur propre crédulité ou leurs malheurs avoient jettés entre leurs mains, avoient été traités comme de simples articles de marchandise, & on ne les avoit estimés qu'autant qu'ils pouvoient servir à l'intérêt de la compagnie. Leurs fourberies & leurs trahisons étoient aussi nombreuses que leurs protestations de fidélité & leurs traités. Ils n'observoient leurs engagemens qu'autant qu'ils pouvoient servir à leur rapacité; qui, malgré toutes leurs protestations contraires, étoient évidemment les principaux ressorts de leur politique.

Des faits aussi notoires & aussi importans réunirent sous les drapeaux d'Hyder-Ally les puissances les plus discordantes, que rien ne pouvoit empêcher de s'insulter mutuellement, sinon la conviction de leur danger commun. Son armée étoit donc composée de cette foule de tribus, d'étrangers & de fugitifs, que l'on trouve en si grand nombre parmi les Indiens. Les possessions d'Hyder étoient alors nombreuses & étendues. Il étoit maître de Mysore & de Ban-

guelor, ainsi que de ces pays montagneux qui remplissent ce vaste district de la Péninsule, & qui s'étendent depuis Amboor jusqu'à Madura, Travancore, & la côte du Malabar; il possédoit les royaumes de Ballapour, de Bisnagar & de Caneré, avec la souveraineté de la côte du Malabar & des isles Maldive. Ces provinces contenoient un grand nombre de montagnes, de défilés étroits, & près de mille places fortifiées Le camp de ce célèbre guerrier, qui a eu la réputation d'être le sauveur de l'Inde, fut aussi-tôt rempli d'essaims nombreux de ces immenses territoires. Ses troupes montoient à deux cens mille hommes, dont vingt mille de cavalerie & sept cens cinquante de bonnes troupes européennes. Le *Subah* du Deçan entra aussi en campagne avec au moins cent mille hommes; mais il n'y avoit effectivement que quarante mille combattans, trente mille chevaux, & dix mille fantassins. Cependant, dans cette grande armée, chaque chef étoit propriétaire & maître absolu de ses propres troupes, ne suivant le *Nizam* que comme vassal de l'empire. Quant aux *Nababs* ils n'étoient guère disposés à risquer leur vie & celle de leur bétail dans aucune autre occasion, que lorsqu'ils étoient animés par le desir de la vengeance ou l'espoir du pillage.

L'armée confédérée étoit, selon la coutume du pays, suivie d'une foule de négocians, de

marchands, d'artiſans, de femmes, de vivandiers & de domeſtiques; ce qui rendoit le camp très-étendu, & ſuſceptible d'être ſurpris par les Anglais, ſans la vigilance & l'expérience d'Hyder.

Les forces du *Nizam* augmentèrent ſa réputation, & auroient pu lui procurer bien des alliés; mais il ſoupçonnoit en même-tems le *Subah* & ſon général. Les chefs de cette diviſion de l'armée manquoient continuellement d'argent, & Hyder étoit trop économe pour ſatisfaire leurs demandes pécuniaires; ce qui, en épuiſant ſon tréſor, auroit affoibli ſes opérations.

Un train conſidérable d'artillerie, d'au-moins cent dix pièces de gros canons, augmentoit la force de cet armement formidable. L'artillerie d'Hyder étoit la plus conſidérable, la mieux pourvue de munitions, la mieux montée & la mieux ſervie; mais de ſoixante pièces de canon, il en avoit trente de fer. Celle du *Nizam* étoit, au contraire, toute de fonte & faite en Europe! Trente de ſes canons avoient été fondus en France, & jettés ſur la côte avec une eſcadre Françaiſe dans un ouragan, dans la rade de Maſulipatnam, & c'étoit cet accident qui les avoit mis au pouvoir du *Nizam*, ſes prédéceſſeurs étant maîtres de cette côte. Cette belle artillerie

devenoit cependant inutile, faute de munitions, d'affûts & de canonniers.

La puissance des Anglais, dans l'Inde, étoit alors à son plus haut degré. Ils possédoient le Bengale, qui est la plus riche, la plus fertile & la plus peuplée des provinces de l'Empire; les côtes d'Orissa & de Coromandel, n'ayant d'autres limites du côté de terre que les *portes* ou les montagnes; les grandes villes de Cambay & de Surate; l'isle de Bombay & le pays de Salsette, sur les frontières des Marattes; outre cela, ils étoient maîtres de quelques petits forts sur la côte du Malabar, avec plusieurs comptoirs subordonnés, sur l'isle de Sumatra, trop éloignés cependant pour pouvoir être d'aucun service dans la guerre actuelle. Leurs forces, dans tous ces différens établissemens, ne montoient pas à moins de quatre-vingt-dix mille hommes. Le général Smith, qui commandoit les troupes de terre, en laissant des garnisons suffisantes dans toutes les places, avoit à ses ordres cinq mille Européens, deux mille cinq cens cipayes, deux mille cinq cens chevaux, y compris deux cens Européens & douze cens Indiens, exercés à l'Européenne, & commandés par des Officiers d'Europe. Il fut aussi joint par la cavalerie de Mahommed-Ally, troupes non-seulement inférieures en nombre à

celles d'Hyder, mais incapables à tous égards de se mesurer avec elles, à cause de leur manque de discipline & du mauvais état des chevaux. Les autres troupes des alliés des Anglais étoient avec celles du *Nabab* d'Arçot, au nombre de vingt mille hommes.

Le général Smith se trouvoit à la tête d'une armée, mieux disciplinée & mieux instruite des différentes évolutions que celle de l'ennemi. Il avoit un corps nombreux de vétérans Européens, que l'on regardoit comme invincible, une artillerie étoit excellente, nombre d'officiers & d'ingénieurs habiles; il étoit lui-même supérieur à Hyder dans l'art militaire, & plus expérimenté. Mais l'infériorité de sa cavalerie l'obligea à choisir, pour théâtre de ses opérations, les pays montagneux. Il n'étoit pas en son pouvoir d'empêcher les ennemis de ravager les vallées & d'intercepter ses convois. Il ne pouvoit pas même toujours se procurer un nombre suffisant de bœufs, pour traîner son artillerie & son bagage. Les plus grandes entraves à ses succès venoient cependant de ce qu'il étoit subordonné au conseil de Madras, dont les ordres étoient souvent contraires à ses projets, dont l'avarice faisoit dépendre la subsistance de l'armée d'une bande de marchands, & dont les secours étoient aussi précaires & aussi

lents que leurs ordres étoient contradictoires & impraticables.

Tandis qu'Hyder amusoit la compagnie par des négociations, il faisoit ses préparatifs avec beaucoup de vigueur & de diligence. Cependant, toutes les circonstances indispensables pour la marche d'une armée Indienne, ont toujours donné un grand avantage aux forces Européennes au commencement des hostilités. Le général Smith étoit entré en campagne, & avoit réduit plusieurs forteresses de l'ennemi avant que leur corps d'armée se fût approché. Tripatoor, Vaniambady & Singueman firent une résistance de quelques jours; mais elles furent toutes prises sans difficulté. Caveripatnam, place d'importance, à cause de sa situation, fut aussi investie. Sa forteresse étoit commandée par un habile officier; elle ne se rendit qu'après dix-sept jours de tranchée ouverte, & encore parce qu'elle n'avoit aucune perspective de recevoir du secours. Sans perdre un moment, les Anglais assiégèrent Kistnagerri, fort assez considérable. Il est situé sur le sommet d'une montagne escarpée; & la nature l'a presque rendu imprenable, sans qu'il ait été nécessaire d'y employer beaucoup d'art. La garnison, aux ordres d'un officier Européen, fit une vigoureuse défense. Les Anglais lui donnèrent deux fois l'assaut, & dans le dernier ils

eurent vingt-quatre grenadiers & plusieurs soldats de tués.

Cette place est à environ vingt-deux lieues de Banguelor. Le général Smith, informé que les deux *Subahs* s'approchoient de cette partie du pays, crut qu'il n'étoit pas prudent de perdre un tems si considérable à faire la conquête d'un poste si peu important, sur-tout lorsqu'il y avoit tant de danger à courir. Il leva donc le siège, & se posta de manière à pouvoir défendre le passage de Velore. Il étoit de la dernière importance d'empêcher de ce côté l'entrée de l'armée ennemie dans la province d'Arcot. Il y avoit deux autres entrées; mais celle qui est à environ quatre lieues de Caveripatnam, étoit la seule par laquelle on pût aisément faire passer de l'artillerie. Caveripatnam, ville forte & considérable, située sur le Palier, étant derrière les Anglais, ils pouvoient ou disputer le passage de ce fleuve aux *Subahs*, ou s'y retirer en sûreté.

Il fut cependant décidé, dans un conseil de guerre, qu'Hyder consulta dans cette occasion, d'éviter ce passage & de tenter celui de Ventigerrie. Le général Smith ne fut pas plutôt informé des mouvemens de l'ennemi, qu'il rompit son camp & marcha à la hâte pour les en empêcher. Hyder, s'étant apperçu de son dessein, tourna sur le champ à droite; & par l'habileté de cette

évolution & une marche forcée, passa, sans opposition, le défilé, qui, quoique sur un terrein uni, est long, étroit & tortueux.

Les Anglais, trompés par une manœuvre si inattendue, se rendirent avec toute la diligence possible à Caveripatnam, où ils ne jugèrent pas à propos de rester; mais, après avoir envoyé à la garnison un renfort de douze cens cipayes, de quelques topasses appartenant à l'artillerie, & de trente canonniers Européens, prirent poste dans un endroit plus convenable pour recevoir des convois de Madras, ainsi que pour former une jonction avec les troupes du colonel Wood, qui faisoient alors le siège d'Athoore.

Hyder, après avoir passé les défilés, campa à environ une lieue & demie de Caveripatnam, qui fut aussi-tôt investi par sa cavalerie. Cette ville est entourée d'uue vieille muraille & d'un rempart avec de fortes tours de pierres. Le Palier lave une partie de ses murailles; mais ce fleuve, qui est fort large, n'avoit pas alors plus d'un pied de profondeur. Les habitans, épouvantés par les armées nombreuses qui couvroient la campagne, mirent le feu à la place & l'évacuèrent. Aussi-tôt les Indiens, secouant toute contrainte, coururent au pillage. Le canon du fort fit un carnage épouvantable parmi les pilleurs. Le lendemain matin les ennemis ouvrirent une

batterie de vingt pièces de canon, dans le dessein de faire taire celles de la garnison. Mais les Anglais firent, des bastions, sur les assiégeans un feu continuel d'artillerie & de mousqueterie qui leur tua un grand nombre d'hommes, & qui les auroit certainement obligés d'abandonner leurs batteries, s'ils n'avoient eux-mêmes été si fort incommodés par nombre de tireurs choisis, cachés derrière les ruines des maisons. Ce feu destructeur força la garnison à mettre le pavillon blanc. Hyder accorda toutes les propositions qui lui furent faites. Les troupes sortirent de la ville avec les honneurs de la guerre, & on leur permit de marcher vers Madras sans crainte d'être inquiétées dans leur retraite.

Les confédérés, campant ensuite sur les rives du Palier, obligèrent le général Smith de changer sa position. Il se posta sur un terrein élevé, afin que la cavalerie de l'ennemi ne pût le harasser avec tant d'avantage. Hyder ordonna aussi-tôt l'attaque. La bataille fut bien soutenue de part & d'autre. Les Anglais n'avoient qu'une poignée d'hommes à opposer aux essaims nombreux d'assaillans qui environnoient de tous côtés la colline sur laquelle ils étoient postés. L'infanterie d'Hyder se servoit de toute son artillerie, tandis que la nôtre, à cause de la difficulté de

pointer en descendant, n'avoit pas tant d'effet. Mais la bonté des canonniers compensoit ce désavantage. Les Européens, au service d'Hyder, rompirent une partie des troupes de Mahommed-Ally, & s'emparèrent de deux pièces de canon; mais ils furent promptement repoussés par un corps Anglais, qui les reprit. La nuit sépara les combattans.

Hyder perdit dans cette bataille un grand nombre d'hommes; neuf cens grenadiers, de ses meilleures troupes, furent laissés sur le champ de bataille. La perte des Anglais ne fut pas grande, en comparaison de celle des Indiens; mais ils jugèrent à propos de décamper pendant la nuit. Les ennemis ne les poursuivirent pas, malgré cette retraite apparente. Ils continuèrent cependant leur marche à une certaine distance, & ne perdirent jamais de vue l'armée Anglaise, jusqu'à ce qu'ils fussent avancés à une lieue & demie de Trinomaly, où ils campèrent.

Les deux objets que le général Smith avoit en vue, étoient de former une jonction avec le colonel Wood, qu'il attendoit de jour en jour, & d'en venir à une action générale lorsqu'il trouveroit une situation où les Indiens ne pourroient pas se servir si avantageusement de leur cavalerie. Hyder ne s'apperçut pas de la nécef-

sité d'intercepter Wood, ou n'y fit pas attention, ou probablement il ne put y parvenir : la jonction se fit peu de tems après ; & les deux armées réunies prirent possession d'un poste à deux lieues de Trinomaly, plus propre à tenter les ennemis à une autre attaque, & où leur cavalerie ne pouvoit pas beaucoup leur servir. Après plusieurs manœuvres habiles, le général Smith engagea le combat. L'armée du *Nizam* fut mise en désordre au premier choc, & prit la fuite avec précipitation. Hyder conduisit son infanterie en personne avec beaucoup d'ordre & de fermeté. Son artillerie sur notre gauche fut servie avec beaucoup de vîtesse & de régularité ; sa batterie étoit couverte de front par un marais. Les Anglais tournèrent cependant sa gauche, par le moyen de quelques collines, & en vinrent à un combat de très-près. Les Indiens soutinrent quelque tems leur feu avec fermeté & avec ardeur ; malgré leur nombre, ils ne purent résister à la vigueur & à l'impétuosité des Anglais. La bravoure d'Hyder ne lui fut pas non plus d'un grand service, au milieu d'une multitude innombrable où régnoient la terreur & la confusion. Il eut alors la mortification de s'appercevoir, qu'en dépit de toute son attention à la discipline de ses

troupes, la supériorité de celles de la compagnie étoit toujours manifeste. Son armée fut entièrement défaite. Une partie de l'artillerie du *Nizam* tomba entre les mains des Anglais, qui firent aussi quelques prisonniers.

Pendant ces opérations, qui arrivèrent vers la fin de Septembre (1767), un détachement de cavalerie Mysoréenne, aux ordres du fils d'Hyder, s'avança si secrettement & avec tant de diligence, vers Madras, que le gouverneur, Mahommed-Ally, son fils, & le colonel Call, plusieurs autres membres du conseil, étant à déjeûner à une maison de campagne dans les jardins de la compagnie, furent sur le point de tomber entre ses mains. Le domestique d'un ami, qui étoit au camp d'Hyder, arriva à peine assez à tems pour leur annoncer l'approche de Tippoo-Saïb. Leur retraite à Madras fut coupée. Le *Nabab* d'Arcot ne dût son salut qu'à la vîtesse de son cheval. Les autres se réfugièrent dans un petit vaisseau qui, par hazard, se trouvoit dans le jardin. Cette invasion inattendue jetta la place dans la plus grande consternation.

Les habitans de la ville noire, qui sont au nombre de plus de quatre cens mille, alarmés par les fugitifs de la campagne, abandonnèrent

leurs maisons, & entrèrent en foule dans le fort. En un instant les rues, les fossés & même le glacis, furent couverts de monde. Ce ne fut qu'avec la plus grande difficulté que le gouverneur, à son arrivée, put se faire un passage pour gagner sa maison. La place fut enfin sauvée par les efforts de l'ingénieur Call. Il arma tous les Européens qu'il put rassembler. Il détacha un bataillon de Cipayes pour défendre l'entrée de la ville Noire. Les pilleurs furent donc interrompus, ne purent satisfaire leur avidité, & on obtint un moment de répit pour délibérer.

A peine le conseil étoit-il rompu qu'on reçut les dépêches du général Smith, apprenant la victoire remportée sur l'armée des *Subahs*, à Trinomaly. Cette nouvelle fut annoncée du fort à la ville & aux environs, par une décharge de cent quatre canons. Tippoo-Saïb & ses troupes, craignant pour la sûreté d'Hyder, après avoir ravagé les environs de Madras, retournèrent à la hâte vers l'armée, où le Prince étoit attendu avec inquiétude, & où les succès de cette expédition furent regardés comme les présages assurés de la plus grande célébrité dans ses entreprises futures.

Le général Smith mit ses troupes en quartier, pour éviter les mauvais effets de la saison plu-

vieuse, déjà commencée, toujours funeste aux Européens; voulant d'ailleurs donner du repos à son armée, fatiguée d'une campagne pénible & attendre des renforts du Bengale. Après avoir placé de fortes garnisons dans Trinomaly, Vaniambady, Ambour, & d'autres postes avancés, il distribua le reste de ses troupes dans Velore, Arcot, & quelques forteresses des environs.

Ce fut pendant qu'Hyder étoit campé dans une plaine, à cinq lieues de Caveripatnam, que les *Subahs* convinrent de la séparation des deux armées, & que, tandis qu'Hyder feroit la guerre à Mahommed-Ally, le *Nizam* attaqueroit les Anglais du côté de Masulipatnam, afin de diviser leurs forces. Ces propositions furent adoptées avec la plus grande cordialité par des princes qui se regardoient avec la plus grande antipathie; ils prodiguèrent en même-tems les protestations d'amitié & d'estime mutuelles, & la fourberie, qui fermentoit dans leur cœur, fut cachée avec beaucoup d'art, par un excès de luxe & de splendeur qu'ils déployèrent alternativement, comme des marques réciproques d'affection & d'égards.

Vaniambady fut donc incessamment investi par l'armée Indienne; on ne tarda pas à s'appercevoir qu'il étoit possible de s'approcher de cette place à la faveur de l'eau, des haies & des

arbres

arbres, sans être obligé d'ouvrir la tranchée. La garnison consistoit en mille Cipayes, & environ vingt Européens; quatorze canons, qui furent démontés par ceux des assiégeans, composoient toute son artillerie. Quoiqu'il y eût abondance de provisions de guerre & de bouche, & qu'il ne manquât pas d'ouvriers pour réparer les affûts, elle fut prise presque sans résistance. Les seules conditions qu'exigèrent les ennemis, furent que le commandant & les officiers Européens ne serviroient point, pendant un an, contre Hyder.

Hyder alla sur le champ de cette place à Ambour, où la compagnie avoit amassé une prodigieuse quantité de provisions de guerre & de bouche. Au pied de la citadelle, qui est située sur le sommet d'une montagne inaccessible, il y a un fort avec un chemin couvert & un glacis; le fort est aussi environné d'une ville assez grande, défendue par un mur de briques avec des bastions de forme ronde, & un fossé sec. La moitié de la place étoit couverte par un étang fort large, au bout duquel on avoit construit une redoute, qui fermoit le grand chemin entre l'étang & la rivière, & qui commandoit celui de l'autre côté.

Les ennemis crurent qu'il étoit possible, par un certain endroit, de prendre la ville d'assaut, sans faire de brèche. Ils donnèrent en conséquence ordre de l'attaquer, & ne rencontrèrent que fort

peu de résistance. La garnison avoit placé toute sa confiance dans le fort & dans la citadelle; elle prévit que les habitans, en abandonnant la ville, inviteroient les ennemis au pillage, & qu'ils seroient alors exposés au feu de toute l'artillerie qu'elle pourroit pointer contr'eux. Cette ruse réussit à un tel point, qu'il y en eut un nombre prodigieux de tués dans les rues, & ensevelis sous les ruines. La tentative que les ennemis firent contre la citadelle ne fut pas si heureuse; leurs batteries n'étoient pas plutôt élevées, qu'elles étoient écrasées; leurs plus braves soldats devenoient tous les jours les victimes de ce siège insensé : ils enclouèrent du canon sur un rocher qui commandoit la garnison; mais, en deux jours, les assiégés élevèrent un boulevard qui rendit inutiles les travaux des assiégeans, de sorte qu'au bout de dix-sept jours d'efforts vigoureux, après avoir perdu plusieurs Européens, & dépensé beaucoup de munitions, le siège n'étoit pas plus avancé qu'au commencement. Dans ces circonstances il arriva des nouvelles que l'armée Angloise étoit assemblée à Velore, & marchoit au secours de la place. Hyder résolut de ne pas l'attendre, & leva aussi-tôt le siège.

Ce fut environ vers ce tems-là que le *Nizam*, peu après s'être séparé d'Hyder, renouvella un traité avec le gouvernement de Madras, que le

Colonel Wood fut envoyé avec un détachement considérable pour réduire plusieurs forts dans les vallées, & qu'il fut résolu que le général Smith porteroit la guerre dans les états d'Hyder, & feroit le siège de Banguelor. On commença à exécuter ce plan aussi-tôt que l'armée eut reçu tous les approvisionnemens nécessaires. Une petite escadre fit, en même-tems, voile de Bombay pour attaquer Mongalor, l'un des principaux ports d'Hyder, situé au centre du Canarée, sur la côte de Malabar. La plus grande partie de sa marine étoit mouillée dans cette rade. L'expédition réussit, (le 25 Février 1768) tous les forts furent pris avec peu de perte de notre part, ainsi que ses meilleurs vaisseaux : on laissa garnison pour défendre la ville. Tippoo-Saïb, à la tête de l'élite des troupes d'Hyder, vola au secours des Canarins, qui, le regardant comme leur libérateur, se rangèrent en foule sous ses drapeaux, reprirent la ville, & firent la garnison prisonnière. Cette action, comme tous les autres petits exploits de ce jeune guerrier, fut exagérée par les flatteurs de la cour de son père, & vantée comme un exemple du plus grand héroïsme.

Le colonel Vood prit, de son côté, grand nombre de places ; il eut quelquefois des échecs, mais il fut en général heureux ; dans une bataille qui se donna (le 4 Octobre 1768), il défit une

armée de vingt-six mille hommes, avec moins de trois mille hommes, dont il n'y avoit que quatre cens Européens; il est vrai que le champ de bataille fut alternativement gagné & perdu plusieurs fois, & que l'engagement, qui commença à onze heures du matin, dura jusqu'à cinq heures du soir. Les ennemis furent à la fin obligés de se retirer, laissant le champ de bataille couvert de morts. Il y eut dans cette action trois éléphans, neuf chameaux, & sept cens chevaux de tués. Nous perdîmes quelques braves officiers, nous en eûmes plusieurs de blessés, d'autres de faits prisonniers, & près de trois cens soldats de tués.

La gloire de cette journée fut bientôt éclipsée par la cruauté que nous fîmes paroître à la prise de Darampuri; toute la garnison, le commandant & son fils, furent passés au fil de l'épée, excepté douze Européens qui furent sauvés par les grenadiers Anglais; on dit même qu'on donna cet assaut sanglant, quoique l'ennemi eût arboré pavillon blanc sur la brèche. Les Indiens ne tardèrent pas à se venger de cet outrage; car, peu de tems après, Moctum, beau-frère d'Hyder, massacra de sang-froid un corps considérable de Cipayes dans les plaines d'Ovilor.

Les forces du colonel Wood ayant rejoint la grande armée, le général Smith, dans sa marche

à Banguelor, prit plusieurs forts aux ennemis; il établit ses magasins à Ooscotta, qu'il fortifia avec beaucoup de soins. Dans un pays hostile, plein de forts naturels & de défilés, & continuellement exposé aux déprédations d'un ennemi actif, intrépide & vigoureux, il se trouva bientôt dans un besoin de provisions. Tandis qu'il faisoit le siège de Ballpour, Hyder investit la place où étoient ses magasins, afin de les protéger; le général abandonna l'entreprise, & ainsi, sans sauver Ooscotta, il perdit la perspective certaine d'une acquisition importante; car ce fut à cette place qu'il reçut ordre de retourner avec l'armée. Hyder, instruit de l'état de foiblesse de nos établissemens, profita de la diligence que sa cavalerie étoit capable de faire en certaines occasions, &, par plusieurs évolutions habiles, se mit entre nos troupes & le Carnatic, où il entra, & qu'il ravagea sans opposition. Les Anglais abandonnèrent aussi-tôt ses états, & s'avancèrent, par des marches forcées, pour défendre les leurs & ceux de leurs alliés. Par cette manœuvre, Hyder recouvra, sans frapper aucun coup, tout ce qu'il avoit perdu; il n'avoit plus alors l'air d'un fugitif qui se retiroit devant l'ennemi, incapable de protéger ses états; mais c'étoit un conquérant, vengeur & altier, qui portoit la ruine & la destruction dans nos possessions; son armée, qui

auparavant languissoit & diminuoit de jour en jour par les fatigues & l'ennui d'une guerre défensive, qui n'a point assez d'appas pour des troupes ordinairement guidées par le seul espoir du pillage, étoit alors entrée dans des opérations parfaitement conformes à son génie & à ses coutumes. Dans ces circonstances heureuses, ses forces & ses alliés augmentèrent avec sa réputation. En portant la ruine & la désolation dans les territoires de Mahommed-Ally, non-seulement il satisfit son ressentiment contre ce prince, qu'il détestoit à cause de ses liaisons insidieuses avec les Anglais, mais il répandit, outre cela, la terreur & la confusion dans tous nos établissemens intérieurs, augmenta la jalousie avec laquelle ceux que notre politique avoit opprimés regardoient nos succès, & nous priva d'une de nos principales ressources pour faire la guerre.

Sa manière de combattre ne fut pas moins judicieuse que la route qu'il avoit choisie. Son armée consistant principalement en cavalerie, il évita, autant qu'il lui fut possible, de faire face à nos troupes dans les endroits où les siennes ne pouvoient point agir avec facilité. Il s'efforça d'éluder une action générale avec autant de sollicitude que le général Smith cherchoit à l'y amener. Son principal objet étoit d'attaquer nos partis détachés & d'intercepter nos convois, & autant

tes expéditions diminuoient nos forces, autant elles augmentoient les siennes & leur inspiroient de courage. Ce qui le rendoit véritablement formidable, c'étoit la sagacité avec laquelle il dirigeoit ses opérations, puisque nous avions toujours une armée beaucoup supérieure à la sienne en campagne, & que quelque tort qu'il pût faire à la compagnie, il n'étoit pas en état de mettre sa sûreté en danger.

Hyder s'étant avancé jusqu'à sept lieues de Madras, les Anglais se préparèrent à lui disputer le passage de la rivière Saint-Thomas; mais il disparut soudainement, &, tandis qu'on ne savoit de quel côté il étoit tourné, il se présenta tout-à-coup aux portes de la ville de l'autre côté, & envoya un parlementaire pour savoir quelles propositions on vouloit faire. Le conseil avoit récemment reçu ordre de la compagnie de faire la paix à quelques conditions que ce fût. On croyoit Hyder sur le point de faire une alliance avec les Marattes. C'est pourquoi les membres crurent qu'il étoit prudent d'éviter un combat. L'ennemi, malgré ses avantages, étoit également enclin à la paix. Ce fut donc le 3 Avril (1769), qu'il fut convenu que les deux partis défrayeroient chacun leurs dépenses, & rendroient mutuellement les forts ou les places prises de part & d'autre; qu'on échangeroit égale-

ment les prisonniers, & que le commerce seroit libre dans le Carnatic & dans les Etats d'Hyder; que Mahommed-Ally payeroit un tribu de six *lacks* de roupies, ou un million huit cens mille livres; dont le revenu de la première année seroit mis en dépôt; qu'il y auroit une ligue perpétuelle, offensive & défensive, entre les parties contractantes, & que chacune d'elles fourniroit un nombre spécifié de troupes, en cas d'évènemens.

Ainsi se termina une guerre, commencée sans aucun principe solide de politique ou de prudence, conduite avec cruauté, & dont les progrès & la conclusion enveloppèrent la compagnie dans des embarras très-nuisibles à ses intérêts.

Il paroît que les serviteurs de la compagnie, en provoquant Hyder-Ally, ne firent guère attention à l'état de leurs finances, à leurs forces militaires, aux ressources de l'ennemi, à la situation dangereuse du pays de leur allié, ou aux intérêts de leurs commettans. Ils savoient que le trésor de Madras n'étoit pas en état de fournir aux vastes dépenses qu'exigeroient de semblables opérations, & que même les revenus du Bengale, lorsque l'intérêt de la dette de la compagnie seroit payé & que ses établissemens civils & militaires seroient défrayés, ne pouvoient leur laisser que des secours bien peu considérables. Il étoit évident que leurs propres territoires se

roient exposés à des déprédations, tandis que leurs troupes seroient employées à un service éloigné, & que le *Nabab* seroit d'autant moins capable de les assister, qu'il se trouveroit lui-même attaqué par l'ennemi. Il n'étoit guère possible de pouvoir réduire le pays, dans lequel Hyder-Ally pouvoit toujours trouver une retraite assurée, malgré notre supériorité. De sorte qu'en examinant leur conduite avec impartialité, il semble qu'elle n'eut d'autre motif qu'un vain desir de s'aggrandir; ou plus probablement qu'ils s'imaginoient que les Princes, dont les possessions étoient les plus exposées aux incursions déprédatoires de l'armée, pourroient augmenter la fortune des membres du conseil, en achetant secretement des exemptions.

A quelques causes qu'on puisse attribuer cette guerre, la manière avec laquelle elle fut conduite n'admet point d'excuse. L'armée manqua continuellement de toutes sortes de provisions, & celles qu'on lui fournit n'étoient pas de la meilleure qualité. Les mouvemens furent toujours retardés faute de bœufs pour transporter l'artillerie, qui seule pouvoit la garantir des attaques soudaines de la cavalerie ennemie. Le général n'avoit pas même le pouvoir d'agir suivant son propre jugement. Une délégation spéciale, nommée par le conseil, accompagnoit

l'armée & régloit toutes les opérations de la campagne. Le seul habile homme de ce comité étoit le colonel Gall, dont l'avis, dans les affaires de la dernière importance, étoit toujours contredit par l'ignorance, la timidité & l'avarice de ses collègues. Cette charge, inconnue dans le service d'Angleterre, & pernicieuse par-tout où on l'adoptera, paroît avoir été créée uniquement pour le bénéfice de ceux qui étoient employés, qui, étant grandement intéressés dans les contrats pour fournir des provisions aux troupes, régloient leurs mouvemens de la manière la plus convenable à leurs intérêts. L'armée, dans tous ses départemens, sentit les mauvais effets de cette mesure mal combinée. Des officiers braves & expérimentés furent dégoûtés; quelques-uns quittèrent le service; d'autres, dont les facultés, dans une pareille situation, & si éloignés de leur patrie, ne leur permettoient pas de prendre un parti si décidé, trouvèrent le service ennuyeux, & se relâchèrent dans leurs efforts: & plusieurs personnes, sans réputation, sans recommandation, ou sans crédit, furent employées, avancées, & obtinrent des places importantes. En conséquence, la guerre fut marquée par des actions infâmes, qui n'avoient jamais auparavant flétri l'honneur militaire de la nation; des officiers Anglais abandonnèrent la cause de leur

patrie pour se mettre au service de ses ennemis invétérés, & des forts furent rendus plutôt avec une apparence de trahison que de manque de bravoure.

Il n'étoit guère facile de prévoir ou de démontrer que la compagnie pût retirer aucun avantage de cette guerre. Mais ceux qui l'occasionnèrent, afin d'absorber, par des contrats lucratifs, les biens de leurs maîtres & de les partager avec leurs amis, ne s'inquiétoient guère des conséquences qui en pouvoient résulter. Il semble que les membres du conseil de Madras se soient laissés éblouir par l'idée chimérique de réaliser, comme leurs confrères du Bengale, un immense revenu en terres. Leurs dépêches, de ce tems-là à la cour des directeurs, représentoient cette perspective trompeuse avec les couleurs les plus brillantes & les plus intéressantes. Ils ne se flattoient de rien moins que d'acquérir pour leurs maîtres la souveraineté de la côte de Coromandel & de celle de Malabar, depuis le Cap Rama jusqu'à celui de Comorin. Cette politique profonde & heureuse servit sur le champ aux intrigues des agioteurs. La nation, accoutumée aux aventures merveilleuses de l'Asie, devint aisément la dupe de sa crédulité, & anticipa avec avidité une plus grande prospérité qu'il n'y avoit lieu d'attendre. Ce délire momentané

ne fut pas sans effet. Les actions de la compagnie des Indes augmentèrent rapidement, par le desir général que chacun avoit de participer aux succès futurs du systême actuel. La relation de la victoire que nous avions remportée à Trinomaly continua ces espérances flatteuses, en promettant de faciliter l'exécution des projets. Au moment de cette joie immodérée que causoit une prospérité à peine possible, on annonça la prise de Madras par le fils d'Hyder-Ally, jeune homme âgé de dix-huit ans. Il se fit alors une révolution subite & universelle dans l'esprit du public, qui passa de l'extase au désespoir. Cette nouvelle, parce qu'elle ne plaisoit à personne, fut révoquée en doute par bien des individus, & soutenue par d'autres avec douleur. La masse du peuple fut cependant tellement alarmée de ce contre-tems, que les actions des Indes baissèrent de plus de soixante pour cent en peu de jours, & on s'attendoit qu'elles baisseroient encore davantage. Tous les efforts des directeurs ne purent même arrêter ce torrent de désespoir; ils eurent beau produire leurs dépêches ministérielles, ou certifier que la compagnie, au lieu d'être en danger, n'avoit jamais été dans un état plus florissant: on ajoutoit foi au rapport que l'on craignoit davantage. La maladie épidémique étoit alors d'appréhender les conséquences les plus fatales, & il

n'y avoit que le tems & la patience qui puſſent faire diſparoître ces appréhenſions. Plus le peuple étoit inſtruit du véritable état des affaires, plus ſon reſſentiment étoit grand contre ceux qui avoient oſé ſi délibérément le tromper. On parloit de la conduite des ſerviteurs de la compagnie avec beaucoup d'aigreur, & on la blâmoit ſans réſerve. On aſſura qu'il y avoit des faits prouvés qui les expoſoient non-ſeulement à la cenſure, mais même à être puni ſévèrement, & on attribua poſitivement à leurs iniques contrats, à leurs monopoles & à leurs nouvelles charges, les mauvais ſuccès de la guerre. On trouva qu'on avoit fait de grandes remiſes du Bengale, pour ſuppléer aux beſoins de Madras; elles étoient d'une monnoie de bas alloi, ce qui avoit occaſionné à la compagnie une perte ſur le change de neuf cens ſoixante mille livres. Les envois ordinaires d'argent de Madras à la Chine avoient en conſéquence été ſuſpendus, parce qu'il ne ſe trouvoit pas aſſez de numéraire en circulation dans le pays, & toutes les différentes manufactures avoient été interrompues, par la crainte d'un ennemi. Les affaires des comptoirs ſubordonnés avoient également ſoufferts par la même raiſon; les *Polygars* tributaires, particulièrement ceux de Mahommed-Ally, avoient retardé leurs paiemens, & imputoient leurs délais au manque

de protection, qui laissoit leurs possessions en proie au pillage & à la dévastation. Ainsi toutes les ressources pécuniaires de la compagnie avoient été affectées par cette guerre fatale & dispendieuse; notre réputation militaire, par la prudence & la bravoure de nos officiers, n'avoit rien souffert aux yeux d'Hyder, parce qu'il avoit été témoin de notre supériorité en bien des occasions; mais le pays en général ne regardoit plus les Anglais comme invincibles. On y avoit donc universellement adopté l'opinion que le nombre, l'unanimité, le courage, la discipline & la bonne conduite, avoient les mêmes effets contre les Européens que contre les Indiens. Cette guerre avoit encore causé de plus grands maux; elle avoit convaincu les princes de l'Indostan de la nécessité, de l'importance & de la possibilité d'une confédération générale, & d'oublier ces animosités invétérées, qui avoient donné un tel ascendant à des étrangers dans leurs affaires de commerce & dans leurs gouvernemens; elle les avoit persuadés de cette saine maxime de politique, que, chez aucun peuple de la terre, la confiance ne sauroit exister sans bonne-foi, ni la sûreté sans union.

Les affaires de la compagnie, tant à cause de leur étendue que de leur relation inséparable avec la prospérité de tout l'empire, étoient devenues

des objets qui attiroient constamment & universellement l'attention du public ; le crédit & la richesse de la nation étoient liés avec les leurs. On crut donc qu'il étoit nécessaire d'arrêter de pareils abus, & une conduite qui avoit déshonoré le nom Anglais, tant dans l'Inde qu'en Europe, & qui avoit causé des effets également nuisibles à la compagnie & à la com-munauté en général.

Dans cette intention, on proposa de revêtir de pouvoirs extraordinaires, & d'envoyer dans le pays trois personnes également versées dans la constitution & les affaires de la compagnie, ainsi que dans la politique & les alliances de l'Inde, pour examiner & rectifier les défauts de chaque département. On chargea de cette commission les sieurs Vansittart, Scrafton & Ford, qui avoient déjà servi avec réputation, les deux premiers dans le département civil, & le dernier dans le militaire, & on leur donna un plein pouvoir sur tous les serviteurs de la compagnie dans cette partie du monde.

Cette mesure, comme on devoit s'y attendre, occasionna de vives altercations & les intrigues les plus suivies, sur-tout de la part de ceux dont les amis avoient de grands emplois dans l'Inde. — Il fut dit qu'elle étoit inutile ; on blâma les principes de cette institution, comme insidieux

& trompeurs, & on soutint que la création de ce comité n'avoit pris son origine que dans un vil soupçon de l'intégrité de ceux en qui, suivant la constitution de la compagnie, on devoit avoir confiance. D'autres firent des objections sur l'étendue de la commission, & déclarèrent qu'elle étoit d'une nature trop délicate. On se disputa chaque pouce de terrein; il s'élevoit tous les jours de nouvelles objections, &, quoique le mérite de cette mesure eût été discuté dans plusieurs assemblées générales, on ne put en venir à aucune décision sans une ballotte. A peine la proposition fut-elle approuvée, à peine le comité, pour exécuter les ordres de la compagnie à ce sujet, fut-il nommé, qu'il s'éleva d'autres difficultés, par la demande que fit le ministère, que la compagnie donnât à un officier du roi une part principale dans le gouvernement de ses affaires.

Pendant ces débats, les directeurs s'étoient adressés au ministère pour avoir deux vaisseaux de ligne & quelques frégates, parce que l'apparence de ces forces, dans les mers de l'Inde, faciliteroit la correspondance de leurs serviteurs avec les princes de l'Indostan. Le ministère ne leur avoit fait aucune réponse; mais on savoit qu'il y avoit une escadre, aux ordres de *Sir-John* Lindsay, destinée à faire voile pour cette partie du monde. Cependant, afin d'être certain d'une affaire

chose si importante aux intérêts de la compagnie, on crut qu'il étoit nécessaire de s'adresser encore une fois au gouvernement, & que la sanction d'une assemblée générale rendroit une semblable requête si respectable, que le ministère seroit obligé d'y faire réponse. C'est pourquoi (le 27 Juillet) dans une assemblée des propriétaires, on approuva unanimement de faire une proposition à ce sujet, & il y eut un jour fixé pour une seconde assemblée, afin de recevoir la réponse du gouvernement.

Le jour de l'assemblée, qui se tint quinze jours après, on reçut une lettre de mylord Weymouth, l'un des secrétaires d'Etat, qui déclaroit que les mesures que la compagnie avoit adoptées avoient paru illégales dans le cabinet; il ajoutoit qu'il étoit fâché de voir, par la réponse des directeurs, qu'ils n'avoient point accédé à la nomination d'un officier de marine, avec plein pouvoir d'arranger toutes les affaires de la marine dans l'Inde: il les prioit de délibérer de nouveau sur la teneur de la commission, & de mettre sous les yeux des propriétaires l'article particulier d'accorder un pouvoir illimité à un officier de marine.

Cette requête extraordinaire produisit une correspondance fort longue entre les ministres & les directeurs; un sujet, tout à la-fois nouveau, & qui

renfermoit des questions de la dernière importance pour le commerce & la constitution, étoit soumis à la considération des propriétaires; il parut que la demande formée par le ministre avoit pour but principal le droit de surveiller les surveillans eux-mêmes & avec eux, toutes les affaires de la compagnie. Les directeurs dirent qu'ils étoient prêts à accorder à un officier de marine une certaine influence dans leurs conseils en Asie; mais refusèrent d'acquiescer à la totalité de la demande des ministres, tant parce qu'ils croyoient qu'une pareille autorité seroit trop grande pour une seule personne, que parce que cela fourniroit au gouvernement un prétexte perpétuel de se mêler de la direction des affaires de la compagnie: ils ajoutèrent que la commission dont le ministère se plaignoit, avoit été soumise à la revision du conseil, & que les conseillers les plus célèbres du royaume étoient d'avis qu'elle étoit légale.

On lut peu de tems après dans une autre assemblée une seconde lettre du même ministre, reçue ce jour-là même. Il disoit que, par la réponse qu'avoient faite les directeurs, il paroissoit évident qu'ils ne l'avoient pas bien entendu; il n'avoit jamais eu dessein de donner à un officier de marine des pouvoirs tout-à-fait illimités, mais il vouloit seulement qu'on lui accordât, dans l'administra-

tion des affaires, une portion d'autorité suffisante pour qu'il pût soutenir à-la-fois les intérêts de la compagnie & l'honneur du gouvernement; il prioit les propriétaires de considérer la commission, & d'examiner le degré d'autorité que le serviteur de la couronne devoit posséder. Il se dispensoit de donner son opinion sur le premier objet; mais il étoit d'avis que le gouvernement, à la requête de la compagnie, dans le onzième article du traité de paix avec la France, ayant fait des conditions avec plusieurs princes Indiens, l'honneur du gouvernement exigeoit qu'un officier du roi fût agent principal dans toutes les opérations offensives & défensives.

On vit alors clairement le dessein du ministre, & on employa beaucoup de tems à délibérer sur cet objet. Il occasionna, à la première assemblée génerale (le 30 Août), des débats fort vifs & fort longs; mais, après bien des argumens de part & d'autre, & même beaucoup d'aigreur, il fut déterminé que la question suivante seroit laissée à la décision d'une ballotte : « Que cette » assemblée donneroit à l'officier du roi, commandant des vaisseaux de ligne, une part dans les » délibérations & dans les résolutions de la compagnie, seulement en ce qui regarde les deux » objets de faire la paix & de déclarer la guerre, » lorsqu'il seroit question d'employer les forces

» de sa majesté. » Elle fut rejettée par la pluralité des voix.

On avoit cependant expédié la commission de l'officier de marine; mais comme les directeurs lui refusoient les pouvoirs demandés par le ministère, ses opérations furent limitées au golfe Persique, où les affaires de la compagnie avoient depuis long-tems beaucoup souffert des guerres que les naturels du pays se faisoient entr'eux. Il y eut une espèce d'arrangement; les directeurs accordèrent à l'officier de marine le pouvoir de faire la guerre & la paix dans le golfe Persique seulement, & suspendirent la demande qu'ils avoient faite de vaisseaux de ligne pour la baie de Bengale. Cependant on dépêcha deux frégates pour ce service, & pour conduire en même-tems les inspecteurs, dont les pouvoirs furent enfin déterminés, ce qui mit fin à cette longue contestation.

Le bail de la compagnie avec le gouvernement, & son privilège exclusif étant près d'expirer, les directeurs crurent qu'il étoit convenable de mettre sous les yeux du ministère les propositions qui pourroient servir de base à un nouvel arrangement. Leur objet étoit d'obtenir, s'il étoit possible, des conditions plus équitables, & un réglement permanent des affaires de la compagnie. Ils souhaitoient avoir quelque compensa-

tion pour les grandes sommes d'argent qu'ils payoient annuellement au gouvernement. Ils demandoient une continuation de leur privilège pendant cinq ans, & ils regardoient cet avantage comme un équivalent très-modéré. — Néanmoins on la leur refusa d'une manière positive. C'étoit une partie du systême ministériel, d'extorquer de l'argent de la compagnie; le soin que les ministres prenoient de restreindre son dividende, lui démontroit qu'elle étoit entre les mains d'un pouvoir auquel il n'étoit guère possible de résister. Il étoit trop tard pour disputer sur les conditions; l'autorité étoit établie, & devoit nécessairement opérer; on commença même à regarder le moindre relâchement de ces restrictions comme une grace, plutôt que comme une compensation.

Dans ces circonstances, après un grand nombre de négociations & de consultations dans les assemblées générales, on en vint à un accommodement, & on présenta un bill au parlement, fondé sur les principes suivans : Que la compagnie payeroit au trésor public, annuellement pendant cinq ans consécutifs, la somme de neuf millions six cens mille livres; que, pendant ce tems-là, elle pourroit augmenter son dividende jusqu'à douze & demi pour cent, l'augmentation n'excédant jamais plus d'un pour cent par an; que si pendant ce tems-là quelque cause ou évènement fortuit

mettoit la compagnie dans la néceſſité de réduire ſon dividende, on déduiroit une ſomme proportionnée, des paiemens qu'elle étoit obligée de faire au gouvernement; mais qu'en cas que ſon dividende baiſsât juſqu'à ſix pour cent, elle ne continueroit plus ſes remiſes annuelles au tréſor public; que, pendant cinq ans, la compagnie exporteroit autant de marchandiſes Anglaiſes, qu'elle en avoit exporté pendant un pareil nombre d'années; & que s'il reſtoit en Angleterre quelque ſurplus d'argent appartenant à la compagnie, après avoir payé certaines dettes ſpécifiées, il ſeroit prêté au gouvernement à un intérêt de deux pour cent.



CHAPITRE V.

EFFETS des différentes révolutions qui eurent lieu dans les provinces du Bengale. — Oppressions de Mahommed-Reza-Cawn. — Famine affreuse. — M. Hastings. — Ses réglemens. — Ses intrigues avec les princes du pays. — Sujah-ul-Dowlah. — Shaw-Allum, ou le grand Mogol. — Guerre des Rohillas.

NOTRE avènement à la *Dewannee* du Bengale, fut immédiatement & nécessairement suivi d'un changement total dans l'arrangement de notre établissement politique. Il produisit une révolution qui bouleversa l'État d'un bout à l'autre, & qui, par une suite d'évènemens singuliers, donna naissance à une infinité de circonstances nouvelles, qui couvrirent toutes nos opérations futures, dans cette malheureuse contrée, d'une infamie dont on trouve peu d'exemples dans les annales du monde.

Depuis ce moment le gouvernement prit une nouvelle forme. Toutes les branches du pouvoir exécutoire passèrent des naturels du pays à leurs

conquérans. Tous les postes, toutes les dignités & les emplois lucratifs, toutes les places de confiance & d'importance, furent occupées par des Anglais. L'autorité du *Subah* fut réellement anéantie. Il étoit actuellement restreint; dans sa nouvelle situation, il lui étoit impossible d'exercer le plus léger acte de souveraineté. Il ne pouvoit ni faire la guerre, ni la paix; ni nommer ses ministres, ni commander ses propres troupes, ni avoir la direction de ses finances, ni même administrer la justice à ses sujets. Il achetoit positivement de la compagnie l'ombre d'autorité qui lui restoit. Elle usurpa même le droit de former sa maison; elle bornoit sa dépense, & le retenoit captif dans son propre palais; elle remplissoit sa cour de ses créatures; elle corrompoit ses domestiques, & transformoit en espion de sa conduite privée & publique, tout scélérat qui le servoit.

Ses serviteurs s'arrogeoient toujours l'autorité suprême en répondant aux Hollandais, aux Danois, ou aux autres puissances Européennes qui s'adressoient au gouvernement de Calcutta, pour quelque concession ou quelque redressement de griefs: ils évitoient cependant, avec adresse, d'avouer qu'ils possédassent cette autorité, en accordant ou refusant leur protection sous le nom d'influence. Evitant avec art de désavouer leur

ſuprématie & de reconnoître abſolument celle d'un autre, ils ſe montroient réellement ſouverains par chaque acte de leur conduite. Toute la fineſſe de leur politique ne pouvoit cacher la réalité d'une autorité qui agiſſoit ouvertement, univerſellement, & d'une manière irréſiſtible. Dans ces circonſtances, ils avoient l'adreſſe d'acquieſcer tacitement à l'opinion de ceux qui traitoient la compagnie comme la puiſſance dominante, & de ſouffrir que cette perſuaſion s'accréditât parmi les naturels du pays, mais ils vouloient que ce fût plutôt par leur maniere d'agir, conſtante & ſoutenue, que par l'affirmation poſitive & hardie de leur droit.

Les principes, les meſures, les vues & les alliances du gouvernement, ne furent donc plus les mêmes. Lorſque les *Omrahs* poſſédoient l'autorité, malgré leur dépravation générale, il n'y en avoit que quelques-uns des plus méchans qui oſaſſent innover en fait de tyrannie. Le deſpotiſme qui régnoit alors dans tout l'Empire, étoit un ſyſtême établi, invariable & bien connu, fondé ſur des maximes qui tiroient leur origine des habitudes du peuple, conſacré par une religion analogue à la ſituation du pays, & tranſmis ſans altération pendant une longue ſuite de ſiècles. Il n'y avoit que les perſonnes de diſtinction qui, à cauſe de leurs richeſſes

& de leur influence, fussent exposées à la jalousie & à l'oppression de leurs supérieurs. Le paysan, l'artisan & le manufacturier, n'avoient rien à craindre des intrigues, des altercations & des querelles de leurs maîtres, & poursuivoient leurs occupations sans être inquiétés, tandis que les princes qui les environnoient étoient engagés dans les querelles les plus meurtrières; & c'étoit un spectacle assez commun, dans ces tems de la simplicité orientale, de voir le fermier labourer tranquillement un champ, tandis qu'il se livroit une bataille dans la plaine voisine. La valeur des institutions politiques ne sauroit être appréciée, que par le degré de prospérité générale & de paix intérieure qu'elles sont en état de produire, de procurer, ou d'assurer. Les innovations nombreuses, qui divisoient l'autorité Britannique dans le Bengale, n'avoient pour base aucun de ces objets primitifs & essentiels de tout bon gouvernement. Les malheureux Indiens n'étoient défendus contre les invasions & les déprédations du dehors, que pour assurer aux serviteurs de la compagnie un monopole de cruautés & d'oppression. Enivrés par la situation élevée dans laquelle ils se trouvoient, les mesures violentes qu'ils adoptèrent, semblables à ces maladies qui attaquent les parties nobles, furent accompagnées des symptômes d'une dissolution prochaine. En

introduisant dans leurs nouvelles possessions différens désordres, sous prétexte d'une réforme nécessaire, ils violèrent les formes vénérables de l'antiquité, & abolirent des établissemens & des usages que, depuis un tems immémorial, les Hindoos avoient coutume de traiter avec respect. Ils formèrent donc un gouvernement, dont le but principal étoit l'extorsion & la rapacité, & dans l'établissement duquel ils n'avoient nullement consulté le caractère & la félicité des peuples.

Tout ce qu'on peut dire pour donner une idée de ce systême extraordinaire, c'est qu'il prit son origine dans les casualités d'entreprises mercantiles. On ne trouve rien de semblable dans les institutions, ni dans les spéculations des tems anciens & modernes, ni parmi les nations barbares ou civilisées. C'étoit une espèce de délégation absolue, dans laquelle les constituans ne s'étoient réservés aucune autorité qui pût mettre un frein aux usurpations, ou aux abus de leurs représentans. Ce gouvernement étoit défectueux dans son essence & dans ses principes, puisque, sans *pouvoir* de législation & sans *intérêt dans les opérations* des loix, il possédoit & réunissoit pourtant l'autorité exécutoire & judiciaire dans toute son étendue. C'étoit un gouvernement de dégradation & incohérent, dans lequel les serviteurs de la com-

pagnie étoient marchands en vertu de leur état civil, & souverains en vertu de leur état mercantile.

Le territoire que la compagnie avoit ainsi usurpé, au lieu de former une province de l'Empire, étoit absolument indépendant, ou au moins le degré de subordination qu'elle reconnoissoit étoit inutile & ne la soumettoit à rien. En un mot, le Grand Mogol, à qui appartenoient légitimement, toutes les prérogatives de la souveraineté dans le vaste Empire de l'Indostan, étoit réduit à l'état de pensionnaire, & ne devoit sa subsistance qu'à la libéralité de la compagnie. Il n'y avoit plus de principes d'égalité, & conséquemment plus de liaisons entre les puissances voisines. L'esprit de tous les traités des Anglais n'étoit évidemment que d'envahir & de tromper. Le glaive étoit le seul droit qu'ils reconnoissoient, & ils accoutumoient par leur exemple, les Indiens, à ne regarder aucuns moyens comme illégitimes pour conserver des possessions acquises par la violence. Un pouvoir qui agissoit ainsi sans être restreint par aucun principe de justice au-dedans, ou par une autorité supérieur au-dehors, parut aux princes de l'Inde comme un gouffre attractif, qui menaçoit d'engloutir en un instant tout ce qui s'en approchoit, & contre lequel il n'y avoit d'autre préservatif que l'éloignement, la résistance, ou la fuite.

L'argent est le grand objet de la politique moderne. Dans quelque état que ce soit, on adopte très-peu de mesures qui n'ayent pas directement pour but une augmentation de finances. L'amour de la gloire, les principes de l'honneur, l'esprit noble de spéculation, sont tous perdus dans la passion sordide de l'avarice. Dans les anciennes républiques de Grèce & de Rome, on ne faisoit attention aux finances qu'autant qu'elles étoient d'un avantage général. Nous les considérons comme des choses tout-à-fait distinctes & d'une importance supérieure. L'étude des législateurs n'est plus de rendre l'Etat heureux, mais de chercher à lever de l'argent. Le peuple n'est plus qu'une espèce de propriété ou de marchandise, gouverné ordinairement par des hommes, qui, au lieu de s'étudier à faire son bonheur, ne s'inquiettent que de leurs émolumens. En conséquence, les ressources du gouvernement, au lieu de servir à la prospérité de chaque individu, sont indignement prostituées pour satisfaire les viles passions des fainéans, des prodigues & des méchans.

Les serviteurs de la compagnie enchérirent encore sur ce systême de destruction. Tous les besoins chimériques du souverain étoient avant tout satisfaits & on ne faisoit aucun dépôt pour les besoins réels du peuple. Les ordres

inflexibles du despotisme aliénoient les biens les uns après les autres. Il y a long-tems que la soif de l'or & la rage du luxe sont les fléaux de l'Indostan. La rapacité est toujours la ressource des tyrans, tant que la providence laisse dans leurs mains le pouvoir d'agiter la verge de fer sur les têtes des innocens & des infortunés sans défense.

Les revenus du Bengale proviennent des locations des terres, qui sont regardées, excepté dans quelques districts, où, pour des raisons spéciales, il y en a d'assignés à des particuliers, comme la propriété du souverain; ils proviennent des droits & des impôts sur presque toutes les choses de première nécessité, & sont sujets à une variation infinie; de fermes avec des privilèges exclusifs, ou qui ont de certains monopoles; d'amendes & de confiscations imposées pour toute sorte de délits, par les *Banyans* au service des Anglais. Les sommes que tous ces moyens peuvent produire, doivent être immenses. Il est aisé de concevoir les oppressions horribles que ces différentes branches de finance peuvent occasionner, entre les mains d'un gouvernement tout-à-fait militaire, chez un peuple dont les principales qualités sont la simplicité, la timidité & la superstition, & où il n'y a point de loi pour protéger le foible ni pour réprimer le tyran. L'intérêt de ceux qui prenoient à louage les terres de la compagnie pour

un an seulement étoit de réduire le prix du travail ; & sans avoir égard à l'avenir, de retirer tout l'avantage possible de leurs fermes. Les conséquences quoique imperceptibles, étoient inévitables : on ruinoit le terres ; le *ryot*, le *zimindar* & l'on tarissoit la source du revenu. Les collecteurs des taxes étoient par-tout accompagnés de partis d'hommes armés pour se faire obéir : & ceux qui avoient quelque part à cette chaîne de subordination que la compagnie avoit formée dans ce nouvel Empire, s'imaginoient être en droit, en raison de leur rang dans le service, d'en maltraiter les misérables habitans. Des contributions immenses qu'on faisoit payer à ces provinces malheureuses, la compagnie n'en percevoit qu'une petite portion, quoique, par la teneur générale de ses ordres, il paroisse qu'elle montroit ordinairement un plus grand desir d'augmenter ses revenus que d'opérer le bien public. Voici les paroles remarquables d'un de ses serviteurs à un autre. (1) « Par la méthode » établie de lever les impôts, l'accord n'est jamais » observé entre le collecteur & le fermier à la » fin de l'année. Quand le premier sait que » le dernier a eu du profit, il est sûr de s'em» parer, & du bénéfice & du montant de l'impôt.

(1) M. G. G. Ducarell à Richard Beccher, écuyer, en Août 1769.

» Par ce moyen on nuit à l'induſtrie & on dé-
» truit toute confiance : & l'ouvrier, le fermier,
» le collecteur, & ainſi juſqu'au *ſoujedare*, ne
» ſe fiant pas l'un à l'autre, forment une chaîne
» de coquins & de voleurs. »

Mahommed-Reza, miniſtre des finances, étudia le caractère de ſes maîtres. Il connoiſſoit le pouvoir de l'argent, poſſédoit le talent des affaires, un diſcernement prompt & un génie propre à toutes les fineſſes de l'intrigue la plus profonde; ſa ſituation le mettoit à même de manier des tréſors, & il s'en ſervoit avec habileté pour ſatisfaire ſes intérêts & ſon ambition. Il avoit une adreſſe irréſiſtible pour ſe créer des amis : il dépenſoit tous les ans près de douze millions en penſions & en préſens parmi ſes créatures & ſes partiſans. La place de réſident de la compagnie, à la cour du *Subah*, valoit au moins trois millions ſix cens mille livres par an. Les extorſions que ſes dépenſes immenſes occaſionnoient, expoſoient les habitans à toutes ſortes de cruautés. Les émiſſaires de la tyrannie & de l'exaction, ſecondés par des détachemens, ſe répandoient dans le pays, & laiſſoient par-tout des marques de leur dévaſtation. Le tiſſerand, le laboureur, l'artiſan & le marchand, avoient beau accuſer leurs oppreſſeurs ou demander des dommages; c'étoient les amis intimes de

de ces oppreſſeurs, ou ces oppreſſeurs eux-mêmes qui préſidoient à toutes les cours de juſtice auxquelles ils s'adreſſoient. Ils en appelloient aux Anglais; mais on les renvoyoit auſſi-tôt aux tribunaux de leurs compatriotes, où le juge étoit non-ſeulement partie dans la cauſe, mais étoit, outre cela, très-irrité contre eux de ce qu'ils avoient oſé ſoupçonner ſon intégrité, en portant leur plainte devant ſes ſupérieurs. Les gens qui préſidoient à ces cours proſtituées, étoient les exécuteurs affidés des ordres injuſtes & arbitraires d'un monſtre au cœur de bronze & impénétrable à tout ſentiment d'humanité, auquel l'inſatiable avarice ſuggéra de corrompre ſes commettans & de leur fermer les yeux ſur ſes atrocités, afin de pouvoir ſe réjouir au milieu du déſaſtre de ſa patrie. Indignée des cruautés qui accompagnèrent ſes dépédations ſur les chaumières des pauvres, l'hiſtoire voudroit, pour l'honneur de l'humanité, qu'il lui fût permis de les condamner, ainſi que leur auteur, à un éternel oubli. Comme il étoit revêtu de tout le pouvoir exécutoire, le pillage devint le principal objet de ſon attention, afin de pouvoir ſatisfaire l'avarice de ſes commettans. Les fermiers n'avoient droit à leurs fermes que pendant un an. Dans ce court période étoient limités les émolumens de leur culture & les fruits de leur travail.

Les baux étoient ensuite augmentés, pour prévenir les demandes avides de la cupidité. Les habitans infortunés se soumettoient, avec la plus grande résignation, à toutes sortes d'indignités & d'outrages, plutôt que d'abandonner leurs dieux Pénates & les champs de leurs ancêtres, qui pourtant changeoient de maîtres tous les ans. L'oppression seule étoit invariable, par la raison qu'elle étoit portée à son plus haut degré. Mais les tyrans subalternes employés par la compagnie, furent eux-mêmes victimes de ces loix cruelles qu'ils faisoient exécuter, & sentirent les excès de cette rigueur dont ils avoient si souvent usé envers les autres. Plusieurs d'entre eux étoient journellement attachés à des poteaux & fouettés publiquement. Les rues & les places de Morshedabad retentissoient de leurs cris. Quelques-uns expirèrent même sous les coups; d'autres, poussés au désespoir, abandonnèrent leur patrie, pour chercher chez l'étranger cette tranquillité qu'ils ne pouvoient plus trouver chez eux. Ceux qui survécurent aux oppressions & s'obstinèrent à rester, furent dépouillés de tout ce qu'ils possédoient. De vastes districts des terres les plus fertiles du monde, devinrent des landes incultes & désertes. Cependant on exigeoit absolument que les revenus de la compagnie n'éprouvassent aucune diminution, malgré cette augmentation de pauvreté & malgré le dépeuplement du pays.

Le syſtême de commerce & de réglement établi par le comité choiſi ſoumis aux ordres du *Lord* Clive, réunit les ſerviteurs de la compagnie & leurs créatures répandues dans les campagnes en une ſeule ligue contre les habitans ; ligue odieuſe, ſanguinaire & indiſſoluble. Leurs agens pour le commerce intérieur, ſe rendirent à leurs différens poſtes. Marchands, ſoldats & conquérans tout à la fois, ceux-ci ſe ſaiſirent tout d'un coup de toutes les denrées de premiere néceſſité. Ce monopole hardi & abominable leur donna ſur le champ un plein pouvoir ſur les naturels du pays, qui ne purent y remédier, ni en appeller à aucun tribunal, attendu que les mêmes hommes qui avoient tracé le plan & qui l'exécutoient, étoient les ſouverains du pays. Le ſel, le betel & le tabac ſe vendirent d'abord pour de l'argent, après cela pour des effets, & enſuite pour tout ce qu'on put trouver. Les cruautés qu'on exerça pour extorquer aux artiſans leur labeur, furent ſi recherchées & ſi inſupportables, particuliérement envers ceux qui fabriquoient des ſoieries, que pluſieurs de ces malheureux ſe coupoient le pouce & s'eſtropioient volontairement, pour ne pas être forcés à un travail qui les expoſoit à tant de maux.

Le gouvernement du Bengale avoit alors à payer un tribut au roi, un ſalaire au *Nabab*, & des

revenus à la compagnie. C'eſt pourquoi les agens du tréſor exigèrent les taxes avec plus de rigueur encore qu'à l'ordinaire. Le *Nabab*, incapable de protéger ſes miſérables ſujets, étoit pourtant continuellement importuné par leurs plaintes. Ceux qui auroient pu empêcher l'oppreſſion, y donnoient au contraire les mains. Les tyrans qui avoient formé le plan de ces meſures violentes, étoient ſatisfaits de voir que le mal n'en retomboit pas ſur eux, & s'ils fermoient les yeux ſur les crimes des petits oppreſſeurs, c'étoit pour faire mieux ſentir leur reſſentiment intéreſſé aux délinquans d'un état plus élevé. Ainſi le brigand des fermes & des villages, achetoit ſa grace en partageant les dépouilles avec ſes ſupérieurs, ou devenoit la victime du pouvoir dont il avoit abuſé, & étoit lui-même pillé avec auſſi peu de pitié qu'il en avoit montré aux autres. Le premier plan des ſerviteurs de la compagnie fut donc d'accumuler ainſi des fortunes par procuration; mais lorſqu'ils virent que leurs oppreſſions n'avoient rien à craindre de la juſtice, ils agirent ſans déguiſement, & devinrent eux-mêmes les inſtrumens de leur violence & de leur rapacité.

Une des cauſes qui contribuèrent le plus à notre proſpérité dans cette contrée, fut la bonne opinion que les naturels du pays avoient, en général, de l'équité & de l'impartialité de nos

loix ; ils comparèrent les privilèges dont jouit un Anglais sous un gouvernement libre, avec leur propre esclavage héréditaire. Ils apprirent avec admiration & avec plaisir, que la constitution Britannique protégeoit chaque individu dans ses droits ; que ni le prince, ni ses nobles, ni ses soldats, quel que fût leur dénomination, ne pouvoient le dépouiller d'aucune portion de ses biens ; que les hommes, dans tous les cas, étoient jugés par leurs pairs, & que le rang du coupable, loin de lui faire obtenir sa grace, ne servoit qu'à le faire punir d'une manière plus exemplaire. Ces impressions disposèrent nombre d'Indiens à favoriser, & même, dans plusieurs occasions, à faciliter nos acquisitions territoriales. Dans l'espoir qu'il leur seroit avantageux de changer de maîtres, ils se réjouissoient de nos succès, & s'imaginoient que l'établissement de nos coutumes & de nos loix suivroit infailliblement l'établissement de notre pouvoir. Ils furent bientôt & cruellement détrompés : au moment même où nous prîmes possession du gouvernement, on publia des ordonnances, que tous les baux & les contrats civils seroient nuls à une certaine époque ; que quelques personnes seulement, connues pour être officiers-généraux de l'armée, auroient le droit de mettre des impôts sur les denrées de première nécessité ; que ces impôts monteroient

au tiers de la valeur des denrées, & que leurs nouveaux maîtres pourroient acaparer à leur gré toutes ces denrées pour les vendre à leur taux.

Mais est-il de source assez abondante pour étancher la soif de l'or? la certitude, la facilité & la rapidité sont autant d'objets que considere séparément tout aventurier qui veut, quoi qu'il en coûte, faire sa fortune. Les serviteurs de la compagnie brûlant du desir de retourner avec splendeur dans leur patrie, trouvèrent toutes ces méthodes de s'enrichir trop longues & trop ennuyeuses; les monopoles nombreux établis en leur faveur, ne suffisoient point encore à leur avidité. Ils avoient au moins respecté le riz du pays, la nourriture fondamentale des habitans; de nombreux magasins en furent bientôt remplis, & sachant bien que les Gentoos aimeroient mieux mourir que de violer les préceptes de leur religion, en mangeant de la viande, les Anglois vendirent le riz ce qu'ils voulurent. Voyant leurs moissons toutes à la merci de leurs tyrans, les paysans ne cultivèrent plus leurs terres qu'avec indifférence: le découragement produisit la disette, & réduisit le monopole; le peuple vécut de racines, & d'alimens auxquels il n'étoit pas accoutumé. Des maladies épidémiques de différentes espèces, se répandirent dans tout le pays, & le changèrent en un vaste hôpital. Le prix des comestibles augmenta

à mesure qu'ils devinrent plus rares. La portion pauvre & laborieuse du peuple dont la situation, hélas ! est toujours bien assez dure, fut la première qui sentit le poids de ces maux accumulés. Plusieurs mouroient avant qu'on pût obtenir pour eux, ou leur administrer de quoi les substanter ; & dans quelques districts, les autres étoient si affoiblis par les maladies & le besoin, qu'ils n'avoient pas même le courage d'enterrer les morts.

Ce tableau n'est cependant que le commencement de la catastrophe. Les malheureux habitans du Bengale n'avoient, ce semble, survécu au fléau du despotisme, que pour être détruits par milliers par la colère du ciel. Telle est dans cette contrée la fertilité du sol & la bonté du climat, que chaque année donne régulièrement deux moissons. Leur petite récolte, qui consiste en petits grains, se fait en Avril ; & la grande, qni consiste uniquement en riz, se fait en Octobre. Cette différence dans les productions provient des pluies, qui commencent généralement en Août, & continuent près de trois mois. Une sécheresse extraordinaire, qui épuisa l'humidité des campagnes, & changea les plaines les plus aqueuses en déserts de sable, fit manquer la grande moisson de 1769, ainsi que la petite de 1770 ; & la disette fut si générale, que, quoiqu'on eût récolté beaucoup de riz sur les

montagnes, il n'y en eut pas assez pour la consommation des naturels du pays.

Une famine n'étoit pas un fléau extraordinaire chez ce peuple dénué de prévoyance; mais l'esprit barbare des monopoles conspirant avec les élémens, produisit des scènes de détresse & d'horreur, dont les Indiens n'avoient pas encore l'idée. Dans tous les siècles & chez toutes les nations, on trouve des gens assez inhumains pour faire servir la ruine publique à leurs propres émolumens; & la destinée malheureuse du Bengale étoit d'être gouverné par des inhumains. Lorsque la saison avancée annonça une disette prochaine, les agens du gouvernement, dans leurs comptoirs subordonnés, où ils surveilloient aux Douanes, & percevoient l'argent de la province, n'en furent pas moins exacts à acheter tout le riz qu'ils purent trouver. Les profits de cet odieux & infâme trafic furent si considérables, qu'un homme alors à la cour du *Nabab*, & qui, avant cette époque mémorable, n'avoit pas un sou de bien, fit passer, dit-on, en Europe, aussi-tôt après la famine, environ quatorze millions tournois.

Les marchands noirs déposoient tout le riz qu'ils pouvoient acheter des Anglais dans les greniers aux environs de Calcutta, où on le distribuoit aux habitans par petites portions, & où un incendie terrible, qui arriva aux mois d'Avril & de Mai, en

détruisit la plus grande partie. Ce nouveau malheur fut un nouvel avantage pour le monopole ; le prix de ce qui restoit fut fort augmenté. On faisoit journellement à la *Durbar* & au gouvernement, les supplications les plus respectueuses, les plus humbles, & en même-tems les plus touchantes & les plus pressantes ; mais le crédit des coupables étoit trop grand & à la Durbar & au gouvernement, pour qu'il pût être ébranlé par la foible voix de l'innocence opprimée. Le *Nabâb* n'avoit d'autre influence que celle qu'il tiroit du conseil ; & le conseil, lorsqu'il s'élevoit une dispute entre ses émissaires & les naturels du pays, avoit toujours mille raisons pour donner le tort aux opprimés.

Plusieurs Anglais regardoient pourtant avec étonnement & douleur les souffrances continuelles des misérables Indiens. Le conseil de Calcutta fut alors réveillé de sa léthargie par la situation critique où ces tristes circonstances l'avoient plongé ; il envoya dans tous les districts de son gouvernement pour acheter, au compte de la compagnie, tout le riz que l'on pourroit trouver, & en fit même saisir plusieurs cargaisons sur la rivière. Il le vendit publiquement en détail, à environ une roupie les quinze ou vingt livres. Sa principale attention fut cependant dirigée vers les

ouvriers qui travailloient aux fortifications qu'on construisoit alors, & ce ne fut pas sans difficulté qu'on en fit passer quelques *maunds*, (mesure d'environ quatre-vingt livres) aux *bazers* ou marchés, pour satisfaire en partie aux besoins pressans des habitans. Le *Nabab* & plusieurs *Omrahs* de sa cour, ainsi que quelques familles riches de Morshedabad, montrèrent la plus noble & la plus honorable munificence, en distribuant du riz *gratis* aux indigens, jusqu'à ce que leurs greniers fussent épuisés.

Ces sources libérales ne furent pas plutôt taries, que les naturels du pays marchèrent en foule vers Calcutta. Les rues étoient continuellement remplies, & toutes les avenues qui conduisoient aux hôtels des grands, étoient inondées d'essaims d'Indiens affamés, qui, dans l'agonie du besoin & du désespoir, imputoient tous leurs maux à l'avarice, & chargeoient, en poussant le dernier soupir, de malédictions leurs impitoyables bourreaux.

Les portes des riches & des grands étoient en vain gardées par des Cipayes armés, & protégées par des barricades, contre l'approche hardie d'hommes affamés; les besoins urgens de la nature avoient alors banni subordination & décence. Chaque coin de terre étoit disputé &

défendu avec une ardeur proportionnée à l'espoir de conserver sa vie ou d'obtenir quelque soulagement, & des misérables qui luttoient contre la faim & les maladies, qui demandoient la mort comme leur unique refuge, devoient naturellement voir sans crainte la pointe d'une lance ou d'une bayonnette.

On voyoit par toute la ville & dans les villages voisins des foules de gens pliés en deux, & dont la poitrine contractée touchoit presque à l'épine de leur dos; on les voyoit foibles & se débattant dans les angoisses; d'autres laissant d'un air content une vie pleine de douleurs; d'autres suppliant les passans d'avoir pitié d'eux, levant au ciel leurs yeux mornes & languissans, & employant le peu de force qui leur restoit à adoucir les souffrances des malades désespérés. Tout le pays retentissoit de gémissemens, & sembloit couvert des ombres errantes de ceux qui étoient déja morts; les hameaux, les villages, & même plusieurs des villes manufacturieres & de commerce, incapables de nourrir leurs habitans, étoient désertes; la famine les chassoit en foule de leurs habitations, comme des agneaux qui vont à la boucherie; les champs, les grandes routes, & toutes les places publiques n'offroient aux yeux des spectateurs que des groupes de ces êtres infortunés, pâles, décharnés & livides.

Quelques-uns d'entr'eux, épuisés de fatigue, tomboient çà & là dans les chemins, & étendant leurs membres languissans, attendoient avec impatience le moment de la dissolution. D'autres, à peine en état de traîner leur foible corps, marchoient de côté & d'autre dans un morne silence, & dans un état effrayant de stupidité.

Il est difficile de décider ce qui étoit le plus touchant, ou cette pénible anxiété avec laquelle les jeunes gens se disputoient les dons de l'humanité, ou ce regard fixe & douloureux du vieillard, qui se voyoit trompé dans son attente. Des foules innombrables entouroient tout blanc qui les approchoit, & malgré leur timidité & leur douceur naturelle, imploroient son assistance par des cris lamentables ou par des menaces. Tout sentiment de la nature paroissoit éteint, tout lien du sang, rompu. Uniquement occupé de ses propres besoins, chaque individu étoit incapable de faire attention à ceux des autres. Les enfans désertoient leurs parens, & les mères leurs enfans, qu'ailleurs on voyoit périr collés sur leur sein; d'autres plus lents à mourir que leur mère, demeuroient attachés par une pression convulsive, à ces froides mammelles, qui jadis, étoient pour eux des sources de nourriture & de vie.

Pas un coin, pas un carrefour dans la ville ou dans le voisinage de Calcutta, où l'on n'apperçût un mélange affreux de vivans, de morts & de mourans. Il étoit impossible de sortir ou pour ses affaires ou pour son plaisir, sans rencontrer dans son chemin ces tristes & misérables spectacles. Plusieurs centaines des moins malades étoient journellement occupés à transporter les morts, à mesure qu'ils incommodoient les vivans. On les conduisoit, par charretées, à la rivière, où on les plongeoit pêle-mêle sans prières & sans funérailles.

Par cette mortalité prodigieuse, qui malgré toute l'attention de ceux qui veilloient à la propreté, alloit toujours croissant, la ville & les fauxbourgs furent tellement infectés, que la chaleur du climat, & l'amas infect des vapeurs qui sortoient des corps morts, firent appréhender sérieusement une influence pestilentielle. Heureusement des volées d'oiseaux de proie, d'animaux carnassiers & d'insectes, furent attirés par l'odeur cadavéreuse. Les eaux du Gange furent corrompues par les monceaux de morts que l'on y jettoit tous les jours. On évitoit de manger les cochons, les oies & les canards, qui se nourrissoient ou de ces eaux ou des débris. Les poissons étoient nuisibles, & quelquefois funestes à ceux qui les mangeoient. Le mouton, que l'on

pouvoit à peine se procurer au poids de l'or, étoit la seule nourriture que l'on prenoit avec quelque sûreté.

Les maladies se multiplièrent en raison de la violence de la famine. Nombre de personnes opulentes & au-dessus du besoin géneral, ne purent soutenir la vue de ces calamités & périrent à la lettre, martyrs de la frayeur. La désolation fut aussi soudaine & aussi terrible qu'elle le seroit, si l'Angleterre perdoit en quelques semaines la moitié de ses habitans. Plus de trois millions d'hommes périrent, dit-on, faute de nourriture.

Cette famine est une époque, dans les annales du Bengale, qui démontrera, jusqu'à la fin des siècles, combien peut-être fatal le génie de la politique marchande, & qui rappellera à jamais jusqu'à quel excès l'avarice a porté ses outrages contre ce qu'il a y de plus sacré & de plus inviolable parmi les hommes. Quels doivent être aujourd'hui les sentimens de ces monstres, dont les sordides spéculations ont donné naissance à cette mémorable catastrophe? Qui voudroit au prix de l'Inde entière, consentir à être tourmenté toute sa vie, par les spectres de tant de malheureux, dont ils ont causé la mort?

On avoit lieu de s'attendre que le gouvernement, pour prévenir les suites d'une calamité

si universelle, auroit adopté, avec une promptitude convenable, quelques mesures énergiques & efficaces; qu'on auroit puni ceux qui, par leurs odieuses menées, avoient contribué à augmenter le prix ou à diminuer la quantité des denrées; qu'on auroit arrêté les vastes exportations des négocians particuliers; qu'on auroit changé la destination des navires de la compagnie, & qu'on leur auroit fait croiser les mers voisines pour aller chercher des provisions; & qu'enfin on se seroit adressé à toutes les contrées de l'Inde, pour obtenir des secours. Mais au lieu de ces louables efforts, les seules mesures prises par le gouvernement, au moins les seules que nous connoissions, furent l'ordonnance suivante, portant quelques retranchemens dans certaines pensions, retranchemens nécessités par la famine (1).

« Le comité jugeant nécessaire & raisonnable » que le tribut & les autres pensions cèdent » aux besoins plus pressans du gouvernement, *a* » *arrêté*, que M. Becher, résidant à la *Durbar*, » aura droit de retenir trente *laks* du tribut » & des autres pensions, depuis le moment » actuel jusqu'au 17 Octobre, afin que la recette

(1) *Voyez* les consultations choisies du Bengale, du 28 Mai 1770.

» & la dépense aient quelque proportion entre
» elles : qu'il sera informé que notre intention
» est, qu'avec le secours de cette somme il
» continue de payer les troupes, les garnisons,
» & les autres charges de son département, le
» trésor de Calcutta étant à peine suffisant pour
» défrayer les dépenses civiles & militaires du
» gouvernement. »

On envoya ces ordres au résident, & on avoit lieu d'espérer qu'après un si terrible coup de la vengeance divine, les oppressions cesseroient au moins pour un tems. Dans quelques endroits on exempta, à la vérité, les *zemindars* & les fermiers du payement de quelques roupies, à cause de la sécheresse; mais les malheureux *ryots*, qui étoient en même-tems laboureurs & manufacturiers, furent rappellés avec la sévérité ordinaire à leurs travaux, & on exigea d'eux qu'ils remplissent la même tâche sans rien ajouter à leur salaire; qu'ils cultivassent les terres de leurs maîtres annuels, tandis que les leurs restoient en friche; qu'ils devinssent tout à la fois dévideurs, fileurs & tisserands, & qu'ils donnassent leurs marchandises à un prix arbitraire.

Dans d'autres endroits, les extorsions cruelles par amendes & confiscations, continuèrent avec toutes les circonstances de la violence & de la

rapacité.

rapacité. Ces amendes étoient même affermées, comme faisant partie du revenu, & formoient des barrières insurmontables à l'industrie, en ce que les habitans affectoient universellement une apparence de pauvreté, qui les mettoit en quelque sorte à l'abri de la cupidité des gens en place, mais qui empêchoit le numéraire de circuler. Celui qui percevoit l'amende étoit lui-même juge du délit & du degré de punition qu'il méritoit, & l'amende étoit levée, non pas suivant la nature du délit, mais suivant les facultés du délinquant. On commettoit impunément un meurtre ou un vol pour quatre roupies, & la fornication & la sorcellerie coûtoient quatre mille roupies. Des accusations qui, dans les autres pays, tombent ordinairement sur les infirmes & les vieillards, tomboient, dans le Bengale, sur les riches & les gens aisés.

Malgré l'intérêt énorme de l'argent, le systême d'impôt suivi par tous ceux qui étoient employés à lever les taxes, & toutes les autres espèces d'oppression remarquables dans les différentes opérations du département des finances, on ne songea jamais à réparer les torts des habitans. Tous les maux qu'ils avoient endurés des rigueurs réunies de la nature & de l'art, ne furent pas capables d'humaniser leurs barbares maîtres.

Quoique la compagnie eût reçu du Bengale pendant l'espace de dix ans un revenu annuel de trente-six millions; quoique, outre cette somme immense, le pillage de cette contrée dévouée eût, dans le même espace de tems rapporté à la compagnie, ainsi qu'à ses serviteurs, plus de deux cens seize millions; quoique les sources, qui avoient donné tous ces trésors, fussent évidemment diminuées par les guerres, les révolutions, & les exactions les plus destructives; quoique les habitans ne vissent aucun terme aux demandes de leurs tyrans, ni aucune possibilité de résister à l'art & à la force avec lesquels on les obligeoit d'y satisfaire; quoique, en conséquence de leurs misères accumulées, ils fussent réduits au désespoir, & que des milliers d'entre eux eussent été dévorés par la famine ou sacrifiés à l'autel de l'impitoyable rapacité, cependant les directeurs, dans leur lettre générale du mois d'Avril 1771, observent « que c'étoit l'instant même » de mettre en usage tous les moyens possibles, » pour profiter des avantages que leur promet» toit la possession de la *Dewannee.* »

Malgré toutes les calamités que ces mesures iniques avoient attirées sur les provinces peuplées & florissantes du Bengale, qui, dans le court espace de dix ans, avoient produit à la compagnie, ainsi qu'à ses nombreux agens, plus

de cinq cens soixante-seize millions, & qui, en même-tems, avoient perdu, par la peste ou par la famine, tout ce qui étoit échappé aux ravages de la guerre & de l'oppression, une compagnie de marchands Anglais, exprime, de sang-froid & avec mûre réflexion, le desir le plus ardent d'y recueillir encore de nouvelles richesses! De toutes les tyrannies qui ont, de tems en tems insulté à la sensibilité humaine, celles d'un gouvernement commerçant ont toujours été les plus cruelles & les plus implacables. On doit autant s'attendre à trouver les fruits délicieux de l'Asie dans les climats glacés, qu'à voir sortir d'un comptoir un esprit propre à l'exercice libéral de la souveraineté. La combinaison immense & compliquée d'un systême politique n'a rien de commun avec les maximes subtiles & variables du commerce ni avec les règles exactes de l'arithmétique.

Depuis la guerre avec Cossim-Ally-Cawn, & cette puissante confédération qui s'étoit rangée dans son parti les troupes de l'établissement du Bengale n'avoient été employées à aucun service important pour les affaires de la compagnie; la seule affaire de conséquence dans laquelle elles se signalèrent, durant un intervalle de plusieurs années, fut une conspiration d'officiers Anglais,

dans les trois brigades aux ordres du *Lord* Clive, tandis qu'il étoit gouverneur & président du conseil.

Pour rendre le revenu de la compagnie effectuel, il devint de plus en plus nécessaire de faire une réforme dans les dépenses des différens établissemens de ces provinces lucratives : les officiers, bien pénétrés du sentiment de leur importance, & s'estimant plus lézés dans la réforme que toutes les autres classes, convinrent entr'eux de se réunir, & de soutenir leurs intérêts. On leur avoit accordé, depuis un tems immémorial, quand ils étoient en campagne, une paye extraordinaire appellée double *batta* ; cette addition n'étant pas jugée nécessaire dans un établissement pacifique, on donna ordre de la retrancher. Cet ordre fut reçu avec une apparence d'acquiescement, pour mieux cacher les sentimens & les desseins qu'il excitoit ; mais il causa dans toute l'armée un mélange de mortification & de ressentiment. Il y eut, en conséquence, des consultations dans chaque bataillon, & une correspondance établie entre tous les officiers subalternes au service de la compagnie. Ils se crurent insultés par un système qui les réduisoit à servir d'instrumens à l'enrichissement des autres, & pensèrent que c'étoit déshonorer la profession

militaire, que de l'assujettir aux petites manœuvres d'une société marchande. Ils résolurent donc unanimement de résigner leurs commissions, tous dans le même jour, plutôt que de se soumettre à un arrangement que chacun d'eux regardoit comme déshonorant.

Ce complot extraordinaire fut formé avec sagacité, & conduit avec beaucoup de vigueur & d'adresse. Il transpira cependant par un de ces petits accidens que nulle pénétration ne sauroit prévoir ou empêcher, & qui défait souvent les desseins les mieux formés. Une querelle d'ivrognes découvrit la conspiration & les conspirateurs, quelques semaines avant cette résignation préméditée. Milord Clive se transporta à la hâte dans tous les quartiers où le danger étoit le plus imminent, & où il trouva de quoi exercer sa fermeté ordinaire & ses talens. Sir Robert Barker, le colonel Richard Smith, & Sir Robert Fletcher, commandoient alors les trois brigades. Leurs efforts, joints à ceux du Lord Clive & du général Carnac, sauvèrent la compagnie, en rétablissant la discipline dans ses troupes, & en réduisant les rébelles à un état permanent de subordination à l'autorité civile.

Cette réforme étoit certainement un des premiers objets du gouvernement de Milord Clive, & personne n'a connu mieux que lui les vues

ambitieuſes de ces troupes victorieuſes, l'influence qu'elles tiroient de leur ſituation, & les fortunes immenſes que faiſoient celles qui étoient employées. La compagnie & la nation en général étoient fort irritées des tragédies ſans exemple, qu'avoit cauſées la conſpiration excitée par *Lord* Clive; on lui reprochoit d'avoir indignement rompu les traités les plus ſolemnels avec le ſouverain légitime du pays, contrefait la ſignature d'un amiral Anglais, détrôné Surajah-Dowlah, ainſi que l'aſſaſſinat de ce prince, & beaucoup d'autres actions déshonorantes. Tels avoient été en effet, & devoient être les excès d'une armée qui ſe prétendoit indépendante du pouvoir civil. Très-peu de généraux ont poſſédé la politique, les talens & l'eſprit d'entrepriſe de Milord Clive; mais la ſituation critique des affaires du Bengale, montra qu'il étoit plus néceſſaire que jamais que toutes les opérations militaires fuſſent, à l'avenir, ſoumiſes à la direction du conſeil.

Commencer par mettre fin à la mutinerie qui menaçoit de ruiner de toutes nos poſſeſſions dans l'Inde, étoit le ſyſtême le plus propre à réaliſer & aſſurer la proſpérité de la compagnie. Cette ſubordination propice, a été par la ſuite exactement ſuivie & maintenue. Depuis cette époque les troupes ont été diviſées en petits détachemens, & diſtribuées dans toutes les provinces

du pays où elles ſont reſtées en garniſon. Le peuple, dans les différens villages & diſtricts, a conſéquemment toujours été retenu dans le devoir, par leur préſence; elles ont levé par-tout le revenu, & pourvu aux charges de l'état, à la pointe de la bayonnette; elles ont introduit & fait exécuter les réglemens intérieurs, & les frontières de nos poſſeſſions ont été parfaitement à l'abri des incurſions vigoureuſes & ruſées de nos voiſins. Il faut avouer que, par ce ſyſtême, le pays étoit en quelque ſorte ſous un gouvernement militaire, & qu'il étoit autant expoſé que jamais aux outrages d'une ſoldateſque licentieuſe; mais on devoit s'attendre à beaucoup plus de modération de la part des troupes, après la tranſlation de l'autorité du général aux membres du conſeil, parce qu'alors il étoit de l'intérêt des deux partis d'éviter tout projet de rapacité, dont le ſuccès ne pouvoit leur rapporter aucun profit.

Tel étoit l'embarras des affaires de la compagnie, lorſque, vers la fin de l'année 1771, il parut, par une enquête impartiale, que les choſes avoient été ſi mal gouvernées, tant en Angleterre qu'en Aſie, qu'elle devoit plus de quarante-huit millions. Dans ces circonſtances critiques, M. Cartier, alors préſident du conſeil, tira ſur la compagnie, & fut, pour cette raiſon, ſévère-

ment réprimandé & renvoyé du service avec plusieurs membres du conseil.

M. Hastings fut sur le champ appellé du gouvernement de Madras à celui du Bengale ; la réputation qu'il s'étoit acquise par ses talens & son intégrité, lui donnoit droit à cette distinction. Le lecteur ne sera sûrement pas fâché de connoître tout ce qui a transpiré jusqu'à ce jour sur le compte d'un homme, qui, pendant tant d'années, a été principal acteur dans des scènes dignes de fixer l'attention de toute la terre ; d'un homme, dont la conduite & le caractère ont donné lieu aux spéculations les plus profondes, dont les maximes de politique ont fait naître des factions nombreuses, & dont ses ennemis & ses partisans, ont si souvent, avec une ardeur à-peu-près égale, attaqué & défendu les opérations.

Sa naissance, quoique sans éclat, est cependant respectable : il descend d'une des plus nobles familles du royaume. Il fut élevé à l'école de Westminster, où les soins d'un professeur habile (1), & plus encore sa propre capacité & son application, le mirent parfaitement au fait des auteurs classiques, & de

(1) Le docteur Michols.

tout ce qu'un jeune homme de distinction doit savoir ; il avoit l'esprit cultivé à l'âge de dix-huit ans, lorsqu'il fut nommé commis au service de la compagnie pour le Bengale. — Aussi-tôt qu'il arriva dans l'Inde, son premier objet fut d'apprendre les langues Persane & Indostane, & ce fut le premier Anglais qui parvint à les parler avec exactitude. Cette connoissance facilita ses succès dans toutes ses entreprises futures, lui procura la confiance des naturels du pays, & lui gagna même leur estime. Il montra la fidélité la plus exemplaire & la plus rigide dans chaque poste où il fut avancé, dans tous les rôles qu'il eut à jouer, & dans tous les dépôts dont il fut responsable. On confia à ses soins l'établissement d'un comptoir dans l'intérieur du pays. Le projet ne réussit pas ; mais il s'acquitta de sa commission avec honneur. Parmi toute cette jeunesse Anglaise qui suivit la fortune de Milord Clive, lorsqu'il aspiroit à la souveraineté du Bengale, il fut seul en état de soutenir la dignité de ministre résident à la cour de Meer-Jaffier. On ne l'accusa jamais d'inconduite dans ce poste important & délicat. Il jouit pendant plusieurs années d'une place qui avoit valu à quelques-uns de ses successeurs seize cens mille livres par an ; il en

jouit dans un tems où Milord Clive, suivant sa propre relation, réalisa près de vingt-quatre millions; cependant lorsque M. Hastings revint en Europe avec son ami Vansitart, sa fortune ne passoit pas trois cens soixante mille livres, tandis que plusieurs personnes, dans des postes bien inférieurs, avoient réalisé depuis deux millions quatre cens mille livres, jusqu'à douze millions. — Il eût été heureux pour lui, peut-être pour les naturels de l'Indostan, & sûrement pour ses compatriotes en Angleterre, s'il ne se fût jamais écarté de cette droiture évidente, ou du moins s'il n'eût pas adopté un plan de conduite plus sujet à la censure, & à de malignes interprétations.

A peine fut-il arrivé à Londres, que ses talens & son goût exquis pour la poésie & les beaux-arts, lui procurèrent la connoissance des personnes qui s'étoient le plus distinguées dans les sciences & dans les arts. Il fut admis dans ce *club* de gens de mérite, auquel le fameux docteur Johnson présidoit, & il forma, de concert avec ce grand homme & d'autres personnes, le dessein d'établir à l'université d'Oxford, une classe pour enseigner la langue Persane. Personne n'étoit plus propre que M. Hastings à la direction d'une pareille institution, qui ne réussit ce-

pendant pas, parce qu'il fut nommé, en 1769, vice-président du conseil de Madras, avec la perspective de succéder en peu de tems à la place de président. Il demeura dans cette place jusqu'en Février 1772, que les directeurs, instruits de ses talens & de son intégrité, le nommèrent au gouvernement du fort William.

Dans cette place élevée & difficile, il put donner l'essor à la finesse, à la souplesse & à la sublimité de son génie. Lorsqu'il prit possession de son gouvernement, il trouva par-tout l'anarchie, le relâchement dans la discipline, & les détours obliques de la mauvaise foi. La détresse de la compagnie augmentoit promptement; quoiqu'on eût tiré sur les directeurs pour plus de vingt-quatre millions, une somme plus grande étoit dûe dans le Bengale, à différens particuliers. Les déboursemens de la compagnie excédoient dans ce tems-là ses revenus; les revenus se perdoient dans les mains de ceux qui les recueilloient; les paiemens des *Zemindars* étoient retardés par une connivence avec le *Cutcherry*, ou bureau des rentes; l'armée éparse répandoit la terreur & l'oppression par toutes les provinces; les cours de justice envahissoient, toujours légament, les droits de l'innocent & du foible; le mécontentement gardoit universellement un

ſilence morne & ſiniſtre ; les monopoles ſuſpendoient les opérations naturelles du commerce ; le péculat affectoit plus ou moins le ſyſtême entier de l'ordre civil, & la prodigalité régnoit dans chaque département des finances publiques.

Les réglemens qu'adopta M. Haſtings, dans cet état critique des affaires, furent, malgré tous les préjugés qu'il rencontra, auſſi prompts qu'ils étoient néceſſaires. Il retrancha à Calcutta les dépenſes exceſſives du département civil, abolit toutes les places inutiles, & ſupprima, par le précepte & l'exemple, cet eſprit d'extravagance & de diſſipation qui avoit gagné toutes les claſſes du peuple. En moins d'un mois les affaires prirent une nouvelle face, & on s'apperçut de la main du réformateur. Le gouvernement adopta ſur le champ des méthodes plus déciſives ; ſes réſolutions furent exécutées avec vigueur & promptitude, & à meſure qu'il établiſſoit ſa dignité avec fermeté & ſimplicité, il faiſoit revivre ſon crédit.

La compagnie avoit réſolu de gouverner elle-même la province par le moyen de ſes ſerviteurs. Les Directeurs annoncèrent cette intention dans leur lettre générale ; mais ils n'annonçoient aucun plan formé, pas même celui de révoquer quelques ordonnances antérieures, qui

pouvoient nuire à ce nouvel arrangement. M. Haſtings vit la difficulté ; mais elle ne l'empêcha point de faire tous ſes efforts pour remplir le vœu de ſes commettans, & c'eſt alors que s'ouvrit un vaſte champ à ce génie actif & entreprenant qui a, juſqu'ici, diſtingué ſa conduite. Il n'héſita point d'entrer, avec ſon ardeur ordinaire, dans un développement exact de tout ce qui regardoit les finances & la juriſprudence.

Il ſeroit impoſſible de donner le détail de toutes les inſtitutions*, qui naquirent de ſa vigilante attention. Il nomma des commiſſaires de *circuit* pour faire le tour des diverſes provinces & des diſtricts hors des frontières. Ce comité conſiſtoit en quatre membres du conſeil, avec le préſident. Ils allèrent à Morshedabad, réſidence du *Nabab* & des officiers du gouvernement, natifs du pays, où ils examinèrent l'état des revenus, réduiſirent les frais de perception, & établirent des cours provinciales de juſtice, pour empêcher ces actes d'oppreſſion & d'autorité arbitraire, qui avoient été ſi préjudiciables au pays & à la compagnie. Par ces arrangemens ſolides, tout l'appareil trompeur d'une adminiſtration confiée en apparence à des gens du pays, fut entièrement aboli. Depuis ſi long-tems il n'exiſtoit plus dans la cour du Nabab que

l'ombre de l'autorité, que tout le monde voyoit la tromperie, & méprisoit la figure d'un pouvoir sans réalité. Les fraudes politiques ne sont adoptées par le peuple qu'autant qu'elles sont utiles. On savoit que le *Nabab* n'étoit qu'un zéro & un prisonnier à la garde de Mahommed-Reza, qui jouoit à-la-fois le rôle d'esclave des Anglais & de tyran de ses compatriotes. Ce dernier fut donc démis de la charge de *Naïb-Duan* pour les territoires du Bengale & de *Shitabroy*, & d'unsemblable emploi pour ceux de Bahar; toutes ses créatures, qui avoient des liaisons avec lui ou qui dépendoient de lui dans la perception du revenu furent aussi réformées. Ce changement important, dans la grande machine du gouvernement, fut formellement publié à Morshedabad & à Patna. Le président & le conseil furent chargés du soin des finances dans les différens districts de leur jurisdiction respective, jusqu'à ce qu'on eut formé quelque établissement régulier. Le *Nabab* & ses sujets furent délivrés de la rapacité & des intrigues d'un tyran dont les outrages méritoient la haine & les exécrations du genre-humain. *Muny-Begum*, non pas la mère du *Nabab*, quoiqu'elle tint un rang supérieur dans le Haram, mais une personne de basse extraction, sans édu-

cation, & d'un caractère intriguant, fut sur le champ nommée régente, & eut la direction de toutes les affaires du *Sirca* ou gouvernement; & *Rajah-Goodrass*, fils de *Mahah-Rajah-Nuncomar*, devint *Duan* de la maison du *Nabab*; établissemens qui servirent à démontrer évidemment à tout l'Indostan le peu de conséquence & la dégradation de la famille du *Nabab*, en comparaison de la souveraineté réelle des Anglais.

Le gouverneur montra, à son retour à Calcutta, la même persévérance dans cette grande affaire de réforme, qu'il avoit montrée relativement aux provinces. La reconnoissance des naturels du pays égaloit au moins dès-lors la haine de ses compatriotes; ils le saluoient par-tout comme leur sauveur, & se figuroient déjà, dans leur imagination, toucher au terme de leur esclavage & de leurs souffrances. Ses mesures promettoient au moins la réforme prochaine des injustices répétées sous le poids desquelles ils avoient gémi, & présentoient un aspect aussi favorable pour le gouvernement que pour les peuples. Il mit les bureaux publics sur un meilleur pied, & assigna à chacun d'eux ses emplois séparés & indépendans. On défendit aux essaims nombreux de collecteurs, & à tous autres particuliers employés dans le département des

finances, d'outre-passer leurs pouvoirs fixés & spécifiés. Le bureau général où toutes les affaires de finance étoient finalement réglées, fut transporté de Morshedabad à Calcutta, & il fut réglé que toutes ces affaires ressortiroient immédiatement du conseil. Il établit en même tems une compagnie d'inspecteurs pour veiller à la dépense publique.

Une administration aussi active ne pouvoit négliger de songer aux opérations militaires. Toutes les mesures de cette administration étoient nécessitées par le mauvais état des affaires de la compagnie, tant en Angleterre que dans l'Inde. L'industrie, les talens & l'intégrité du nouveau conseil, qui, jaloux de remplir les intentions de son établissement, combattoit, avec succès, contre les difficultés de sa situation, & employoit toutes les ressources imaginables, promettoient quelque amélioration, & on l'attendoit avec impatience.

Au commencement de 1772, les Marattes envahirent le pays des Rohillas, qui, après un petit combat sans succès à Sukkertal, leur fut abandonné à discrétion. Sujah-ul-Dowlah, alarmé par cette incursion formidable sur des territoires si voisins des siens, demanda du secours aux Anglais, qui étoient alors campés à Dénapore. Une brigade

gade marcha ſur le champ vers les terres d'Oude : elle fut cependant arrêtée à Benarès par un ordre du conſeil. Ce fut alors que les chefs des Rohillas convinrent de payer au Vizir quarante *lacks* de roupies, pour qu'il les protégeât contre les Marattes. Mais l'approche de la ſaiſon pluvieuſe délivra bientôt Rohilcund des ennemis. Le *Vizir*, quoiqu'il ne pût prouver par aucun fait qu'il eut eu quelque part à cet évènement, demanda auſſitôt la ſomme ſtipulée. Hafez-Rahmut-Cawn, chargé de la négociation pour ſes compatriotes, ne nia pas la validité de la dette, mais il en éluda le paiement, dans l'eſpérance, probablement, de convaincre le *Vizir* que ſa demande étoit trop précipitée, puiſque, le hazard ayant effectué ce que l'on attendoit de lui, on n'avoit pas eu beſoin des ſecours qui avoient donné lieu à ces promeſſes. Ce ne fut que quand les chefs des Rohillas furent fatigués des importunités du *Vizir*, qu'ils lui refusèrent formellement ſa demande, piège auquel le fin & ambitieux *Vizir* avoit, par toute ſa conduite, tâché de les amener.

On connoît à préſent aſſez exactement la force & l'étendue des Etats-Unis des Marattes. Ils habitent les déſerts montagneux de l'Indoſtan. Ils ont des territoires, des armées & des revenus immenſes. La ſageſſe de leurs inſtitutions poli-

tiques leur procurent la tranquillité & la félicité en tems de paix; leur situation, leurs richesses, leurs coutumes & leur génie, leur donnent la prévoyance & l'ardeur en tems de guerre. Shaw-Allum, ou le Grand-Mogol, dont les ancêtres avoient subjugué l'Empire, étoit alors en alliance avec ce peuple guerrier, & leur avoit cédé les provinces qu'il avoit obtenues des Anglais par le traité d'Allahabad. Le conseil prévit & craignit les effets pernicieux de cette liaison. Il regarda cette aliénation des dons de la compagnie, à sa majesté *Mogolène*, comme une infraction des droits de l'amitié. Il prétendit que les provinces en question n'appartenoient au Grand-Mogol qu'autant qu'il en seroit possesseur personnel; mais qu'il n'avoit pas droit de les céder à d'autres. Le Gouvernement Anglais étoit en quelque sorte engagé à défendre les Etats du *Vizir*, & le voisinage d'un peuple aussi dangereux que les Marattes, menaçoit la tranquillité que le Gouvernement avoit lieu d'attendre de ses desseins pacifiques. Oude étoit la barrière du Bengale; il étoit de l'intérêt des Anglais de protéger l'un à cause de l'autre. Le danger qui menaçoit les frontieres du *Vizir*, menaçoit aussi les leurs. Il seroit facile à la cavalerie de l'ennemi, grace à sa situation, de piller & de harceler impunément l'allié de la compagnie. Les déprédations continuelles

des Marattes se joignant à la timidité, ou à la foiblesse, ou à quelques vues intéressées & politiques dans le *Vizir*, pourroient même le disposer à laisser les territoires de la compagnie ouverts à leurs attaques. Pour toutes ces raisons, il fut unanimement arrêté dans le conseil qu'on reprendroit possession de ce que le Grand-Mogol avoit cédé, & qu'on empêcheroit ainsi les Marattes de se prévaloir de cette concession au détriment de la compagnie.

En s'emparant ainsi par force de Corah & de Kurrah, on avoit intention de rompre toute liaison & toute correspondance avec l'Empereur de l'Inde. La compagnie étoit obligée, par un traité solemnel, à lui payer annuellement vingt-six *lacks* de roupies, pour la concession qu'il lui avoit faite de la *Dewannée* du Bengale, de Bahar & d'Orissa. Mais à l'instant même où il leur eut cédé la *Dewannée*, office de la plus grande importance, que la compagnie devoit exercer par le moyen de ses agens, elle viola ouvertement & formellement les conditions auxquelles l'Empereur s'en étoit démis. Il étoit réservé à l'administration de M. Hastings de terminer cette importante affaire, dont la conclusion eut lieu peu de tems après qu'il fut nommé Gouverneur du Bengale.

Eblouie par la splendeur de la famille impé-

riale, & souhaitant reprendre une gloire qui paroissoit éteinte, Sa Majesté alla à Delhi, capitale de l'Empire, où elle s'attira un mépris universel, par la vaine parade de son couronnement. L'Empereur crut que cet attachement romanesque au faste ridicule d'une royauté dont il ne possédoit que le nom, pourroit contribuer à réaliser certaines vues moins chimériques d'aggrandissement. Il y avoit si long-tems que ce projet occupoit toute son attention & tous ses desirs, que, pendant sa correspondance avec les Anglais, il les avoit sollicités sans cesse de l'aider à l'exécuter. Il n'eut cependant pas plutôt satisfait son ambition, en visitant ainsi la résidence de ses ancêtres & en montant sur leur trône, que ses alliés Européens interprétèrent cette action comme une violation des loix de leur amitié.

Il est vrai qu'outre cela il forma une alliance qu'ils n'approuvoient pas, que leur trésor étoit épuisé, & qu'ils étoient environnés de difficultés qui paroissoient insurmontables, tant en Asie qu'en Europe. Telles furent les raisons qui les engagèrent à retenir les concessions sans payer le prix convenu; parce que le prince étoit malheureux, ils résolurent d'être injustes. Il auroit pu reprendre la *Dewannée*, d'après les mêmes principes qu'ils alléguoient pour ne point payer le tribut; mais, par malheur, il étoit foible &

ils étoient forts. Dans ces occasions il est rare que l'équité soit la règle de la politique ; & peut-être seroit-il absurde de s'attendre à trouver dans Calcutta une magnanimité que l'on trouve si rarement dans les autres parties du monde. Il n'étoit donc nullement extraordinaire qu'après avoir déjà privé Sa Majesté de cinq millions deux cens quatre-vingts mille livres de rente, la compagnie se soit emparée des districts en question, & se soit chargée d'en tirer encore un meilleur parti.

Le *Vizir* craignit que les Marattes ne s'efforçassent de reprendre possession de leurs nouveaux territoires par la route de Rohilcund. C'étoit-là où l'armée Britannique avoit résolu de disputer ses prétentions. En conséquence la première brigade, consistant en un régiment d'Européens, six bataillons de Cipayes, & vingt pièces de canon, avoit formé une jonction avec les troupes de Sujah-Dowlah & avec les Rohillas, & toutes ces forces s'étoient avancées, par des marches forcées, jusqu'aux bords du Gange.

Le pays des Rohillas, au nord de la rivière, étoit compris dans les provinces où l'on avoit donné ordre au Général de faire ses opérations pendant cette campagne. En conséquence de ces instructions illimitées, la brigade pénétra jusqu'à Kamgent. Les Marattes, qui venoient de passer

la rivière, la repafsèrent avec précipitation dès qu'ils apperçurent les ennemis, furent pourfuivis, & ne purent faire d'autres ravages que de brûler quelques petits villages. Dans cette occafion la conduite des Rohillas parut fufpecte. Le *Vizir* crut qu'ils n'étoient pas fincères, & que, par leurs mouvemens, ils avoient plutôt deffein de feconder l'ennemi. Ils ne fe joignirent à lui que quand ils virent les confédérés fur le point d'attaquer leur camp. Le général Anglais les déclara perfides, & propofa de mettre le *Vizir* en pofseffion de leur pays. Les Marattes fe tinrent pendant le refte de la campagne dans le voifinage du camp des confédérés, fans faire le moindre effort pour engager une action, & fans ofer s'approcher des bords de la Corah, & les troubles qui s'élevèrent dans le fein même de leurs Etats, les obligèrent à s'en retourner avant le commencement des pluies.

A compter de cette époque, Sujah-Dowlah devint l'ennemi le plus déclaré des Rohillas. Chagriné par leur lenteur à remplir leurs engagemens, il les regarda non-feulement comme des temporifeurs rufés, mais encore comme des traîtres. Il demanda de nouveau fes quarante *lacks*, mais fans plus de fuccès, quoique fon titre fût alors inconteftable. Il avoit même raifon de foupçonner un accord entre Hafez-Rhamet-Cawn

& les Marattes ; il l'accufa d'encourager ces derniers fecrettement, & de leur donner de l'argent. Il craignit que leurs manœuvres ne fuffent dirigées contre lui. Les Marattes étoient fes ennemis naturels ; ils auroient faifi avec joie toutes les occafions de l'envelopper dans une guerre, & les Rohillas, par leur fituation, pouvoient aifément fomenter des querelles entre eux. Dans ces circonftances, la feule politique qu'il avoit à fuivre étoit de faire la conquête de leur pays. Cependant, pour accomplir ce projet, il auroit indifpenfablement befoin des troupes de la compagnie. Il fit donc des inftances répétées à plufieurs particuliers au fervice de la compagnie ; il en fit auffi au Général en perfonne, & au Préfident par lettres.

En conféquence de ce deffein, il demanda inftamment & obtint une entrevue avec M. Haftings à Benarès, où ce dernier conclut avec lui un traité, portant que les provinces de Corah & d'Allahabad feroient cédées au *Vizir*, à condition qu'il payeroit cinquante *lacks* de roupies à la compagnie, dont vingt comptant, & le refte en égales portions, après l'expiration d'un ou deux ans. Il fut depuis ftipulé que le *Vizir* fourniroit pour la dépenfe des troupes, quand, fur fa demande on les lui enverroit, une fomme de deux *lacks* & dix mille roupies par mois.

L'origine de la guerre des Rohillas a occaſionné tant d'altercations; ce fait a été attaqué & défendu avec tant d'ardeur, a produit tant de ſophiſmes de part & d'autre, qu'on a de la peine à diſtinguer le fait ſimple au milieu des couleurs dont il a été revêtu. Il eſt certain que cette guerre fut déterminée ſecrettement entre le Gouverneur & le *Vizir*, dans leur entrevue à Benarès. Son objet, l'extirpation des Rohillas, étoit, ce ſemble dès le commencement, également deſirable aux deux partis. Le projet en fut connu, propoſé & amené à ſa maturité dans le cours des affaires publiques, avec beaucoup d'adreſſe. Les ordres de la compagnie étoient contraires à cette opération, &, après pluſieurs diſcuſſions, il eſt évident que le comité choiſi & le conſeil y donnèrent leur conſentement, plutôt par déférence pour l'opinion du Préſident, & à cauſe de ſes engagemens, que par la conviction qu'elle fût néceſſaire, convenable, ou utile. On propoſa d'abord de remplir les demandes du *Vizir*, mais à des conditions exorbitantes & impraticables. Cet artifice réuſſit. Il rejetta la propoſition avec colère. Voyant cependant que ſon plan étoit formellement approuvé par le gouvernement, le *Vizir* changea bientôt d'avis, perſuadé que les ſerviteurs de la compagnie s'étoient trop avancés pour reculer. Il demanda l'aſſiſtance de la bri-

gade, aux conditions proposées, pour réduire la portion du pays située entre le Gange & les montagnes. Le conseil restreignit les opérations des troupes à cet objet, & fut fort satisfait de la demande de Sujah-Dowlah, d'autant que l'absence des Marattes faciliteroit la conquête projettée; que les troupes ne restant point dans l'inaction, la discipline seroit maintenue; que les frontières des Etats du *Vizir*, à la défense desquelles la compagnie étoit si intéressée, seroient par ce moyen fortifiées & étendues; que les revenus de notre principal allié seroient considérablement augmentés par cette acquisition; que cette convention épargneroit à la compagnie un tiers des dépenses militaires; qu'on rendroit un service essentiel à un ami, dont la fidélité méritoit tout ce qu'on pouvoit faire en sa faveur; & qu'enfin, ce service devoit être récompensé par une somme de quarante *lacks* de roupies, que le *Vizir* s'engageoit à liquider dès que l'objet de la guerre seroit rempli.

Rohilcund étoit, par sa situation & sa fertilité, une acquisition très-desirable au *Vizir*; de ce côté-là ses territoires n'avoient point de barrières, & étoient conséquemment exposés aux invasions, facilitées encore par la foiblesse, l'inattention ou la perfidie des Rohillas, dont le pays défendu au nord par les montagnes du

Thibet, & au midi & à l'oueſt par le Gange; paroiſſoit être la limite la plus naturelle & la plus sûre des Etats du *Vizir*.

Les habitans de ces provinces étoient diviſés en deux claſſes différentes; ceux qui cultivoient les terres, & ceux qui veilloient à l'exécution des inſtitutions civiles & politiques. La première, qui étoit compoſée de fermiers, d'artiſans, de manufacturiers & de marchands, étoit un peuple heureux, grace à ſon induſtrie; deſcendans des Gentoos, ils étoient ſimples, doux, unis entre eux, ſoigneux & contens de leurs humbles occupations. Le pays formoit un ſuperbe jardin, où l'on voyoit en abondance tout ce que la nature & l'art peuvent offrir de plus brillant. Le gouvernement étoit entre les mains d'une tribu de Hagans ou Pitans, qui avoient conquis Rohilcund il y avoit environ ſoixante-dix ans. Ces conquérans avoient, depuis ce tems, vécu des fruits de la terre, ſans ſe donner la peine de la cultiver, & ſans ſe mêler avec les anciens habitans; cependant ils n'avoient pas abuſé de l'autorité dont ils s'étoient emparés; leur règne avoit été celui de l'humanité & de la proſpérité; les terres étoient dans l'état le plus parfait de culture, & le peuple payoit les taxes & les droits promptement & avec joie. Les ſujets avoient abondamment de tout, & ils en jouiſſoient ſans vexations; auſſi ne pa-

roissoient-ils pas desirer de changer de maîtres ni de condition.

Le 26 Novembre 1773, on donna, dans le comité choisi, la commission pour aider Sujah-Dowlah à faire la conquête de ces riches & florissantes provinces. Ce fut le colonel Champion, Commandant provisionnel de la seconde brigade, que l'on chargea de cette opération. Il arriva, au commencement de Février 1774, dans les territoires d'Oude; & le pays des Rohillas fut envahi quelques semaines après par l'armée confédérée. Le *Vizir* envoya ensuite plusieurs détachemens d'infanterie légère, qui commirent des outrages sans nombre, & infestèrent les chaumières des pauvres, comme les habitations des riches, de toutes les horreurs de la guerre; les habitans furent égorgés, ou chassés de leurs demeures, leurs terres ravagées, & leurs villages livrés aux flammes. Ce n'étoient-là que les avant-coureurs de la vengeance d'un tyran, dont Dieu, dans sa colère, avoit destiné l'exécution à une armée Anglaise.

Les Rohillas irrités jusqu'à la fureur des scènes de dévastation qui les environnoient, s'assemblèrent en foule autour de l'étendard que leurs chefs avoient levés pour leur défense. Le 23 Avril, le célèbre Hafez-Rhamut parut à la tête de quarante mille braves soldats rangés en bataille,

résolus de vendre leurs droits & leur vie le plus cher qu'il seroit possible. Nos troupes acceptèrent le défi avec leur courage ordinaire; animées par le sens intime de la supériorité que leur donnoit leur réputation, leur discipline & leurs succès passés, elles se préparèrent à l'attaquer avec ce sang-froid & cette confiance calme qui ne les abandonnent jamais au moment du danger. Les ennemis combattoient près de leurs foyers, en présence de leurs pénates, sinon avec l'espoir de la victoire, au moins avec celui de faire du carnage. La vie n'étoit plus d'aucun prix pour eux; excités par tout ce qui est cher au cœur de l'homme, le désespoir leur donna le courage, & le danger leur apprit à se conduire. Leurs fusils à mêches & leur artillerie donnèrent avec une promptitude inattendue, & firent en plusieurs endroits un grand dégât dans nos lignes : ils tentèrent même plusieurs fois de venir à la charge; mais ils ne purent tenir contre le feu de notre artillerie & de notre mousquetterie. Incapables d'avancer, & dédaignant de se retirer, ils se précipitèrent avec ardeur par-tout où le combat étoit le plus opiniâtre, & plus ils s'efforçoient de joindre nos rangs, plus le carnage étoit épouvantable. Leur vigueur se soutint pourtant pendant plusieurs heures avec la même chaleur; les Anglais n'eurent sur eux d'autre avantage que celui de

connoître l'art militaire. Malgré les torrens de feu que notre armée vomissoit sur eux, quelques-uns de leurs chefs s'avancèrent encore jusqu'au milieu des deux armées, où ils plantèrent leurs drapeaux, pressant leurs compagnons épuisés de renouveller l'attaque; il leur fut cependant impossible de vaincre dans un combat si inégal. L'heureuse étoile du *Vizir* prévalut, & les Anglais furent vainqueurs. Hafez-Rhamut, dont l'esprit éclairé, les talens, le goût pour la poésie & les manières aimables l'avoient rendu cher à tous ses amis, & l'idole de la nation, fut tué en ralliant avec bravoure les débris dispersés d'une armée rompue & découragée. Le *Vizir*, infidèle à la promesse qu'il avoit faite au commandant Anglais de le joindre sur le champ de bataille, se contenta de voir de loin le carnage; mais les ennemis ne furent pas plutôt mis en déroute, qu'il lâcha sa cavalerie pour piller leur camp & ravager le pays. Nos troupes conservèrent leurs rangs avec la plus exacte discipline, & on les entendit seulement dire en murmurant: « *Nous avons l'honneur de la journée, & ces* » *bandits en ont le profit.* »

Les cruautés qui suivirent font horreur. L'usurpateur se livra sans honte & sans contrainte à la férocité de son caractère; les remontrances du colonel Champion ne purent empêcher le ravage

du pays conquis; pendant les trois jours qui suivirent la bataille, les maisons de cette contrée fertile & peuplée furent par-tout en feu. La famille, les amis & les partisans de l'infortuné Hafez-Rhamut, furent exposés à l'ignominie, aux insultes, & même aux horreurs du besoin. Le colonel représenta en termes pathétiques leur triste situation au comité choisi, & l'informa qu'il n'avoit pas assez d'influence sur le *Vizir* pour leur procurer quelque soulagement. Il reçut, le 23 Mai une réponse, dans laquelle on lisoit ces mots : — « Le Gouvernement a toujours eu » pour maxime invariable, en exécutant des en» treprises pour ses alliés, d'accorder sa protec» tion aux Princes conquis, & de s'intéresser en » leur faveur pour garantir leur vie & leur hon» neur; & l'administration présente aura, sans » doute, soin de se conformer à une maxime, » qui a tant contribué à la réputation du nom » Anglais, & de faire en cette occasion ce » qu'il est nécessaire qu'elle fasse. » Cependant M. Hastings, qui présidoit à ce comité, abandonne, sans scrupule, cette malheureuse famille à la rigueur de sa destinée, par une lettre qu'il écrivit quatre jours après au colonel Champion, & il observe dans cette lettre : « que de prendre » immédiatement la famille d'Hafez-Rhamut sous » notre protection, ce seroit fournir au *Vizir*

» une bonne raiſon pour refuſer de remplir les » conditions dont on étoit convenu, d'autant » que ce ſeroit en effet avoir conquis le pays » pour la compagnie, & non pas pour lui. »

Les cruautés de Sujah-Dowlah ne ſe bornèrent point aux reſtes miſérables de cette malheureuſe famille, tous ſes priſonniers éprouvèrent la même ſévérité. Il les garda dans ſes forts, ou les tranſporta à Fyzabad, afin de ne plus être tourmenté par les importunités des Anglais, qui s'intéreſſoient en leur faveur. Il viola les coutumes du pays, en entrant par force dans le *Zenana*, ou appartement des femmes, ce qui eſt le plus grand affront que l'on puiſſe faire à la famille d'un noble Maure. Il les dépouilla de leurs bijoux & de leurs ornemens, les couvrit de mauvais vêtemens, & les laiſſa même manquer des choſes néceſſaires à la vie. Il fit conduire de Beſſoulée dans ſon camp, par une garde de cipayes, plus de deux cens femmes, dont pluſieurs étoient de diſtinction, & ſe trouvoient preſque nues. A Berelli, & dans le voiſinage, pluſieurs jeunes filles furent auſſi arrachées des bras de leurs parens expirans, exprès pour être proſtituées.

Les plus illuſtres de ces captives manquoient de nourriture & d'habillemens, étoient couvertes de vermine, & réduites à la néceſſité de demander

l'aumône; plusiéurs Anglais leur firent exactement la charité. La manière dont il traita Mahubulla-Cawn & ses frères, fut encore, s'il est possible, plus cruelle & plus criminelle. Ces Princes possédoient un pays qui leur rapportoit, au moins, vingt *lacks* de roupies par an; d'après les assurances les plus solemnelles de protection & d'amitié, ils s'enfermèrent dans Bessoulée, capitale de leurs districts, où ils observèrent la plus exacte neutralité durant la guerre. Sujah-Dowlah continua d'applaudir à leur conduite, en faisant les plus grandes protestations de l'intérêt qu'il prenoit à leur bien-être. Mais dès qu'ils furent en son pouvoir, il les tint rigoureusement confinés, leur refusa toute communication avec leurs familles, les dépouilla de leurs biens, & les traita, ainsi que leurs femmes, indignement & cruellement. Voici les expressions touchantes avec lesquelles elles peignoient leur situation au colonel Champion: « Il nous a privées de notre » pays, de nos biens, & même de notre hon» neur; &, peu content de ces cruautés, il va » nous envoyer prisonnières à Fyzabad. Nous » ne desirons plus ni notre pays, ni biens, ni » maisons; mais à Bessoulée sont les tombeaux » de nos nobles ancêtres! qu'il nous soit permis » de passer sous quelque ombrage le reste de nos » jours comme *Faquiers* près de ces tombeaux.

» Nous

» Nous reposant sur les promesses du *Vizir*, » nous sommes restées dans le pays, autrement » nous l'aurions quitté, comme ont fait les autres » chefs, & nous aurions conservé notre dignité » & notre honneur; il nous a tout enlevé, jusqu'à » nos effets, & la manière dont il nous a dés» honorées est connue de tout le monde. »

Pendant que tous ces outrages se commettoient contre des femmes & des enfans sans défense, dont les maris & les parens avoient peri en faisant d'inutiles efforts pour conserver leur indépendance, l'armée Anglaise, soumise aux ordres du *Vizir*, étoit traînée de place en place suivant son caprice. Fizulla-Cawn se retira à la tête du reste de ses compatriotes, & campa dans une place très-forte par sa situation, dans les montagnes, à l'extrémité de Rohilcund. Le colonel Champion avoit encouru la disgrâce du *Vizir*, en prenant les intérêts de ses troupes dans la division du butin, en s'efforçant d'empêcher les déprédations de la cavalerie Indienne sur des ennemis vaincus, & sur-tout dans les tentatives qu'il fit pour alléger les maux des prisonniers; mais il l'offensa plus encore en tâchant d'obtenir une négociation honorable pour Fizulla-Cawn, & en agissant comme médiateur entre lui & les chefs des ennemis. Mais le *Vizir* eut l'adresse de cacher son ressentiment; il ne voulut rien rabattre des

conditions qu'il leur proposa, & Fizulla-Cawn, connoissant le caractère des chefs qui étoient avec lui, les jugea impraticables. Le gouverneur Hastings fut en tout d'accord avec le *Vizir*, & condamna la part qu'avoit voulu prendre à cette affaire le commandant de l'armée. Nos troupes reçurent ordre, sans égards au tems ou à la situation, d'achever la réduction du pays. Le comité choisi qui dirigeoit la guerre, renouvella ses instructions au colonel, en ces termes : « Nous vous » autorisons & commandons de suivre les mesures les plus vigoureuses, conjointement avec » le *Vizir*, pour réduire l'armée des Rohillas, » sans même borner vos opérations aux états » des Rohillas. » L'armée Anglaise s'avança en conséquence jusqu'à quelques milles de Lalldong, où les Rohillas s'étoient retranchés dans un poste bien fortifié. Ils furent bientôt réduits à la dernière extrémité faute de vivres : il survint aussi dans leur camp une maladie qui en détruisit un grand nombre. Aimant mieux les forcer à se rendre par famine que de risquer une attaque qui ne pouvoit réussir sans perte & sans effusion de sang, le colonel Champion suspendit ses opérations, & attendit le résultat de son projet. L'évènement justifia sa conduite : ils redoublèrent d'efforts pour obtenir un accommodement ; Fizulla-Cawn se présenta lui-même devant les vainqueurs ;

& le *Vizir*, en récompenſe de cette noble confiance, jugea à propos de lui donner un *Jaghire*, ou diſtrict de quatorze *lacks*, & ſoixante-quinze mille roupies par an, avec cinq mille hommes à ſon ſervice; mais en revanche il devoit donner au *Vizir* la moitié de ſes tréſors, devenir ſon vaſſal, & lui payer un tribut militaire.

Ainſi ſe termina une guerre entrepriſe contre les ordres exprès de la compagnie, & même en quelque ſorte ſans ſa connoiſſance, dans laquelle des troupes Anglaiſes ſervirent en qualité de mercénaires ſous un prince étranger, uniquement pour procurer à leurs maîtres une ſomme d'argent; guerre dans laquelle on maſſacra une nation entière, qui ne nuiſoit nullement à ſes voiſins, qui n'avoit pas fait aux Anglais la plus légère injure, & dont le gouvernement doux & humain faiſoit fleurir le pays, & rendoit les habitans heureux.



CHAPITRE VI.

UN Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique arrive sur la côte de Coromandel. — Chûte du Roi de Tanjore. — Milord Pigot nommé. — Il rétablit le Roi de Tanjore. — Il est mis aux arrêts. — Il meurt en prison. — On instruit le procès de trois personnes de la majorité, qui avoient effectué le soulèvement ; elles sont condamnées par un Tribunal de Jurés Anglais.

LE naufrage de la frégate l'Aurore, qui périt probablement dans un de ces détroits, ou sur un de ces écueils si communs dans les mers Orientales, mit fin aux espérances que l'on avoit conçues de la commission des inspecteurs, en 1769. L'escadre qui portoit les nouveaux commissaires, étoit commandée par *Sir* John Lindsay, officier d'un mérite distingué. Il étoit nommé par la compagnie, Inspecteur de leurs affaires dans le golfe Persique, & commandant en chef de tous ses vaisseaux & frégates dans l'Inde. Le gouver-

nement le revêtit encore de pouvoirs plus étendus; il étoit chargé de lettres de créance scellées du grand sceau, pour paroître & agir dans l'Inde comme plénipotentiaire de sa majesté Britannique, en particulier auprès de son Excellence le *Nabab* d'Arcot, qui étoit devenu allié de la couronne, par le onzième article du traité de Paris.

Sir John resta pendant quelques mois sur la côte de Malabar, & arriva au fort Saint-Georges vers la fin du mois de Juillet 1770, où il y eut une longue altercation entre lui, comme plénipotentiaire de sa majesté, & les membres du conseil. Il leur demanda de se joindre à lui pour faire au *Nabab* d'Arcot les honneurs ordinaires, en lui présentant les lettres & les présens de sa majesté, & de l'aider à remplir les cérémonies d'usage dans ces occasions, en y assistant personnellement avec le gouverneur & tous les officiers civils & militaires, & en le faisant saluer par tous les forts & tous les vaisseaux de la rade. Mais comme toutes les affaires & toutes les négociations avec les princes de l'Indostan avoient jusqu'alors été conduites par les serviteurs de la compagnie, ils refusèrent de se soumettre à la requête du plénipotentiaire, de crainte que cette condescendance ne diminuât l'influence & le crédit de leurs commettans.

Malgré l'opiniâtreté du conseil, *Sir* John alla sûr le champ trouver le *Nabab*, & l'informa de sa commission & de ses instructions. Il l'assura de l'amitié & de la protection de sa majesté, & lui dit qu'elle avoit résolu d'accorder l'une & l'autre à tous les alliés de l'Angleterre dans toutes les parties du monde; que le ministère Britannique feroit tous ses efforts pour assurer la possession du Carnatic au *Nabab* & à sa postérité; que quels que fussent ses griefs contre les serviteurs de la compagnie, il pouvoit compter sur une prompte satisfaction, s'il les exposoit au pied du trône; & que, comme ministre plénipotentiaire de la cour d'Angleterre, il étoit autorisé à demander, au nom de sa majesté, un compte exact de tout ce qui s'étoit passé entre le *Nabab* & la compagnie, ou ses agens, depuis le traité de Paris, parce que, d'après les informations nécessaires, toutes les affaires du *Nabab* recevroient la protection immédiate du gouvernement paternel de sa majesté Britannique.

Le *Nabab* répondit à toutes ces assurances gracieuses dans les termes de la plus vive reconnoissance. A peine put-il trouver des paroles pour exprimer ses sentimens; mais il n'étoit pas sans crainte en se mettant sous la protection de la couronne, de s'exposer à quelque danger; les serviteurs de la compagnie pouvoient encore

posséder cette autorité qui l'avoit opprimé dans tant d'occasions. Il appréhendoit que l'interposition de sa majesté, quelque bonnes que fussent ses intentions, ne produisît des effets contraires, par la jalousie & l'humeur qu'elle devoit infailliblement exciter. Il avoit constamment devant les yeux le sort de Sujah-Dowlah, de Meer-Jaffier & de Cossim-Ally, & ce souvenir & la seule pensée d'offenser des gens dont le ressentiment étoit autant implacable que leur pouvoir de le satisfaire étoit grand, le faisoit frémir; d'ailleurs le secours qui lui étoit offert, quoiqu'il en eut besoin, étoit fort éloigné & fort incertain, au lieu que les ennemis étoient près de lui & prêts à assouvir leur vengeance sur le malheureux, qui, foible comme il étoit, osoit demander protection & secours contre l'intolérance de la tyrannie & la fureur du péculat.

La correspondance constante & familière qui subsista entre le *Nabab* & le ministre du roi, fut pour les membres du conseil une source d'inquiétudes & d'humeur chagrine; elle excita les animosités les plus violentes. Il s'ensuivit une correspondance entre *Sir* John & les serviteurs de la compagnie, qui enflamma de plus en plus la colère de ces derniers, dont l'orgueil étoit blessé, & dont l'autorité menaçoit ruine. Le ministre plénipotentiaire les questionna sur des

sujets qu'ils ne crurent pas de son département; sa commission l'autorisoit à leur demander un compte exact de toutes leurs négociations avec le *Nabab* d'Arcot, depuis le dernier traité de Paris; il annonçoit aussi que la volonté expresse de sa majesté, étoit qu'il s'informât avec soin des causes de la dernière guerre avec le *Subah* du Decan & avec Hyder-Ally, & des conséquences malheureuses que cette guerre avoit produites. Il établit ses pouvoirs d'une manière si évidente, les offrit sous tant de jours différens, & pressa si vivement les membres du conseil de s'y conformer, qu'ils perdirent toute modération. Ils répondirent en des termes si injurieux & si peu mesurés, qu'ils lui donnèrent un avantage manifeste dans la dispute. Ils persistèrent néanmoins à décliner son autorité, & refusèrent d'agir avec lui, comme ministre du Roi. Ils lui déclarèrent donc finalement qu'ils étoient disposés de bon cœur à l'aider de leurs conseils, toutefois & quand il les demanderoit, & sur tout sujet quelconque, autant qu'ils pourroient le faire sans enfreindre le serment qu'ils avoient prêté à la compagnie, & qu'ils recevroient aussi avec reconnoissance ses conseils & son assistance dans toutes les occasions où ils étoient autorisés par leurs commettans à les recevoir & à les demander.

Cette contestation fit naître différens partis

dans le gouvernement, & diminua évidemment son autorité dans l'esprit du *Nabab*. Les grandes affaires du Carnatic, qui se conduisoient ordinairement de concert avec le *Nabab*, furent suspendues par deux causes : 1°. Le *Nabab* comptoit sur l'amitié que lui témoignoit le ministre du Roi; 2°. Les serviteurs de la compagnie répondoient toujours à toutes les requêtes du *Nabab*; que sa majesté Britannique ayant envoyé des pouvoirs si extraordinaires dans l'Inde, ils ne pouvoient rien faire pour lui. Ainsi l'instruction de cette manœuvre ministérielle produisit une suspension momentanée dans le gouvernement de Madras. Les serviteurs de la compagnie prirent la résolution de mettre fin à une correspondance qui ne produisoit que des récriminations. En conséquence ils déclarèrent nettement au Ministre plénipotentiaire, qu'ils n'avoient point le loisir de disputer plus long-tems. « Nous souhaitons de » voir finir cette controverse; nous n'avons pas » le tems de nous occuper de cet objet; si la » compagnie avoit cru que nous eussions dû être » ainsi harcelés, elle eut probablement engagé » un nombre convenable d'écrivains politiques » à son service; nous vous laissons le champ » libre; conseillez-nous notre devoir; censurez- » nous si nous le négligeons. — Reprochez-nous » de traiter mal le prince du pays; continuez

» de plaider sa cause contre les intérêts & les
» droits de notre patrie, & dites-nous que c'est
» pour le bien de la nation; dites ce qu'il vous
» plaira; soyez aussi sévère qu'il vous plaira;
» nous garderons ici le plus profond silence, ou si
» nous répondons, ce sera dans un autre lieu. »

Il n'est pas impossible que cette contestation politique ait été excitée & nourrie par les intrigues du *Nabab*, son autorité, par les efforts que sa majesté Britannique faisoit en sa faveur, étoit alors assez bien établie; il avoit fixé sa résidence à Madras, dans l'intention, à ce que l'on croyoit, d'avoir un ascendant sur les membres du gouvernement, & de les intéresser par différens moyens, à la prospérité de sa famille & de ses affaires. Son armée étoit formée & disciplinée à l'Européenne, commandée par des officiers Anglais, & il y avoit incorporé nombre de vagabonds d'Europe. En conséquence de ces avantages, sa dignité, son influence & son ambition, étoient universellement reconnues dans l'Inde.

C'étoit la politique de ce tems-là de saisir toutes les occasions qui pouvoient ajouter aux prérogatives de la couronne. On appercevoit également en Asie & en Europe les desseins despotiques du ministère, en se mêlant des affaires de la compagnie. Ces mesures déplurent au peuple, & occasionnèrent des débats sérieux. On vit bien

qu'en ſuivant ce ſyſtême, le miniſtre ſeroit ſur-intendant de toutes les affaires, & qu'en conſéquence des oppreſſions auxquelles les princes du pays étoient ſujets, il feroit des traités, & étabiiroit dans l'Inde des alliances totalement opposées aux vues & aux intérêts de la compagnie. C'étoit pour exécuter un plan ſi favorable au deſpotiſme, que l'on avoit revêtu *Sir* John Lindſay de ces pouvoirs alarmans & extraordinaires avec leſquels il parut ſur les côtes d'Oriſſa & de Coromandel.

M. Haſtings ne rendit probablement jamais un ſervice plus eſſentiel à la compagnie, qu'en l'aidant, par ſes avis & ſa fermeté, à dévoiler & à renverſer cette politique étroite; il étoit dans ce tems-là vice-préſident du conſeil, & il n'eſt pas difficile d'appercevoir ſa ſagacité, ſa conſtance & ſon diſcernement, dans la manière avec laquelle la querelle s'engagea & fut ſoutenue juſqu'à la fin. Cependant les effets de la conteſtation étoient devenus viſibles & ſérieux, malgré tous les efforts que firent les diſputans pour tenir les naturels du pays dans l'ignorance de ce qui ſe paſſoit. Les ſerviteurs de la compagnie avoient fait en ſorte qu'on les crût, non des particuliers, mais des Souverains puiſſans; ils parloient fort cavalièrement & ſans ménagement de toute autre puiſſance que la leur; ils ne reconnoiſſoient au-

cune autorité supérieure. Au moins les princes Indiens furent détrompés par l'apparition d'un Ministre plénipotentiaire. Ils avoient probablement entendu parler du Roi & du Parlement de la Grande-Bretagne; mais ils ignoroient pour la plupart quelles étoient leurs fonctions; ils regardoient peut-être la compagnie comme la source de la puissance Britannique; ils voyoient que ses serviteurs jouissoient d'une autorité beaucoup plus vaste que leurs plus grands potentats; ils avoient été témoins des exploits de leurs armées, & ils avoient souvent entendu dire que leurs ordres étoient absolus & incontestables : mais quand on les informa que cette puissante compagnie n'étoit composée que d'une société de marchands, qu'aucun de ses membres n'étoit habile à remplir une place importante dans les différens départemens de l'état, & que tout ce systême qui avoit produit de si grands effets dans l'Inde, & qu'ils avoient regardé, depuis le commencement, avec respect & admiration, étoit soumis à une autre puissance infiniment supérieure, ils parurent sortir d'un songe effrayant; ils ne virent alors, dans ceux des serviteurs de la compagnie qui avoient dégradé leurs emplois par la vénalité ou l'insolence, que de méprisables subalternes; ils virent que ce corps n'étoit formidable que par délégation, qu'il ne jouissoit de son autorité que pour

un certain nombre d'années, & que c'étoit avec les maîtres qu'il falloit désormais former des alliances. Il est aisé de concevoir combien ils furent enflés par l'idée de leur importance, lorsqu'au lieu d'être les vassaux de la compagnie ou de ses agens, on leur apprit à se regarder comme les amis, les alliés & les égaux de ce souverain & de ce pouvoir suprême qu'ils avoient jusqu'alors ignorés.

Les membres du conseil qui étoient sur les lieux, & qui avoient une longue expérience du caractère & des sentimens des naturels du pays, dans leurs lettres générales à la cour des directeurs, du mois de Juillet 1771, exposèrent avec beaucoup d'énergie les effets pernicieux de cette interposition.

« Nous nous sommes toujours imaginés, disoient-ils, que non-seulement votre autorité » nous étoit déléguée, mais aussi celle de notre » souverain & celle de la nation, pour diriger » dans l'Inde les affaires importantes de notre » patrie. C'est sur l'établissement de cette croyance » dans la contrée, que notre influence & votre » crédit sont essentiellement fondés. C'est, grace » à la propagation de cette opinion, que vos » serviteurs ont acquis à la Grande-Bretagne » tant de puissance & de richesses : mais si cette » opinion n'existe plus, ils ne peuvent agir avec

» courage ni avec succès; s'ils sont contrariés
» par une autorité supérieure, ils ne pourront
» plus faire usage de ces pouvoirs dont ils sont
» seuls dépositaires; leur foiblesse & leur dé-
» chéance ne tarderont point à être apperçues,
» & ils deviendront les objets de la dérision de
» vos ennemis. »

Ils continuoient ainsi, par une suite d'argumens des plus forts & des plus concluans, à attaquer la conduite des ministres qui avoient tenté de les surprendre & de les faire tomber dans un piège, en introduisant dans cette partie du monde un pouvoir si extraordinaire. La sanction du nom de sa majesté n'étoit pas nécessaire, suivant eux, pour augmenter l'autorité de la compagnie, puisqu'elle en possédoit assez sans cette interposition, & que cette sanction, donnée sous cette forme, faisoit passer tous les procédés antérieurs de ses serviteurs pour des usurpations & des actes illégitimes. Cette commission, disoient-ils, ne tendoit qu'à leur faire abandonner par crainte les pouvoirs dont ils étoient revêtus, & à les rendre des objets de proscription. L'unique but de l'autorité du ministre plénipotentiaire étoit de faire une enquête partiale de leurs opérations passées, de censurer injustement leur conduite, de compulser leur registres, & d'entendre les allégations mal fondées du *Nabab*, en opposition aux droits

de la compagnie ; en un mot ce Ministre s'étoit en tout comporté de manière à diminuer leur importance aux yeux de leurs alliés & de leurs ennemis. Il étoit contraire à la constitution d'employer le sceau de la Grande Bretagne à l'effet obscur d'une *lettre-de-cachet*, ou de mettre secrétement en œuvre tout le pouvoir de la couronne dans la seule vue d'opprimer les serviteurs de la compagnie, dans une situation où ils ne peuvent avoir recours à la loi. Ils étoient, ainsi qu'avoient été leurs prédécesseurs, les seuls représentans de la puissance Britannique dans cette partie éloignée des possessions de sa majesté. Des officiers, chargés par le Roi des commissions les plus importantes, avoient agi, d'après les décisions du Conseil, comme dans les autres Colonies de l'Empire ; les serviteurs de la compagnie ne croyoient donc pas qu'il leur fût permis de renoncer à leur autorité ; c'eût été manquer tout à la fois à leur devoir, à leur Souverain, à leur patrie, & à la confiance qu'on avoit mise en eux. Les directeurs, leurs supérieurs immédiats, ne leur avoient point donné d'ordres à cet effet ; ils finissoient par observer que les troupes auxquelles ils commandoient alloient, par ce moyen, rentrer sous le commandement immédiat du Roi, & que l'autorité qu'ils avoient jusqu'alors exercée, alloit rentrer sous la direction des ministres

de sa majesté, pour en disposer à leur gré.

La faveur que le *Nabab* donnoit durant cette violente contestation au parti du plénipotentiaire, le zèle de ce dernier pour les intérêts du *Nabab*, la chaleur qu'il mit dans sa correspondance avec le conseil, les reproches qu'il fit à ceux qui le composoient sur leur conduite envers ce prince, rompirent pendant quelque tems l'harmonie qui avoit autrefois subsisté entre les serviteurs de la compagnie & leur allié; cependant un évènement alors sur le tapis, parut, par son commencement, ses progrès & sa fin, avoir calmé tous leurs différends, & les réunir plus étroitement que jamais.

Le Carnatic étoit infesté par des partis détachés de Marattes, & par différentes bandes de brigands qui erroient sur ses frontières, & de plus un certain nombre de *Rajahs*, *Zémindars* & *Polygars*, habitans du Carnatic, se mutinèrent, & refusèrent le paiement de leurs divers tributs; la plupart furent aisément réduits. Entre tous ces rebelles, le Roi de Tanjore fut le plus formidable; il étoit allié avec quelques-uns des plus puissans princes de l'Inde. Sur un pareil théâtre de vénalité, ses richesses le faisoient remarquer, & attiroient sur lui l'œil de la jalousie; car dans ces contrées, plus encore que dans tout autre pays du monde, la seule protection sûre contre

contre les déprédations & les outrages, sont la pauvreté & le peu d'importance.

Ce *Rajah*, que ses souffrances ont rendu célèbre, étoit un de ces princes Gentoos, dont les ancêtres n'ont jamais été entièrement subjugués par les Tartares; il avoit, pendant nombre d'années, vécu dans l'amitié la plus intime avec la compagnie & le *Nabab*; il avoit partagé avec eux les périls & la fortune des guerres antérieures. Par le traité de Paris, Salabatjing avoit été reconnu *Subah* du Decan, & Mahommed-Ally-Cawn *Nabab* du Carnatic. Ces arrangemens avoient été prescrits principalement par les Anglais, & le Mogol avoit volontiers accordé de tems-en-tems les pouvoirs nécessaires de sa part, pour leur donner de la solidité. On avoit en conséquence liquidé les comptes, & une convention avoit été faite à cet effet entre les alliés de la compagnie, sous sa garantie. Le *Nabab* d'Arcot fut nommé pour recevoir le tribut futur, ainsi que les arrérages dûs au Mogol, & on lui accorda une bonne pension pour ses peines. La compagnie ne s'étoit réservé que le droit de veiller à ce qu'il s'acquittât ponctuellement de sa charge; on établit le droit de *Rajah* sur ses différentes possessions. Après tous ces réglemens, le *Nabab* & le *Rajah* s'unirent ensemble pour différentes entreprises. En réglant leurs comptes respectifs, le

Rajah ſoutint qu'on devoit, en conſéquence de ces nouveaux arrangemens, lui faire une remiſe pour certains ſervices militaires qu'il avoit rendus au *Nabab ;* & le *Nabab* déclara de ſon côté qu'il avoit droit aux ſommes ſtipulées par la dernière convention, ſans aucune déduction.

Les puiſſances dont le conſeil avoit alors le plus d'intérêt de ſurveiller les meſures, étoient les Marattes, le *Nabab* & le *Rajah*. Les premiers montroient le plus grand deſir de former une alliance offenſive avec la compagnie, non pas qu'ils euſſent beſoin de ſon aide en campagne ; ils étoient plus que ſuffiſans pour faire tête à Hyder-Ally ; mais ils deſiroient ſincèrement de nous engager dans des liaiſons qui nous déterminaſſent à prendre un parti actif dans la deſtruction des principales villes d'Hyder-Ally, afin de ne plus avoir à craindre de notre part quelque attachement futur à leur ennemi. Le *Nabab* leur avoit perſuadé qu'il étoit en leur pouvoir de nous obliger à cette démarche quand il leur plairoit ; & il étoit d'autant plus intéreſſé à la formation de cette alliance avec les Marattes, qu'il eſpéroit obtenir pour lui une partie conſidérable des territoires conquis. Le Roi de Tanjore avoit toujours craint que ce ne fût l'intention du *Nabab* de s'emparer de ſes poſſeſſions, dès qu'il ſeroit en état de le faire ; mais, depuis l'arrivée du Mi-

niſtre plénipotentiaire, ſes ſoupçons s'étoient de plus en plus confirmés. Comme ſa propre sûreté dépendoit de la foibleſſe du *Nabab*, il ne chercha qu'à troubler par des diſſentions le Carnatic. Les Marattes ſembloient diſpoſés à toute entrepriſe qui nous empêcheroit plus efficacement de prêter des ſecours à Hyder, & qui pourroit nous faire acquieſcer aux propoſitions qu'ils nous faiſoient.

On ſe feroit attendu que, dans cette ſituation, le conſeil de Madras ſe ſeroit efforcé d'arranger les différends entre le *Nabab* & le *Rajah*; il adopta une politique toute contraire, & poſa pour principes dans ſes délibérations ſur ce ſujet, que le *Rajah* étoit beaucoup trop puiſſant pour ſa ſituation, & qu'il étoit en quelque ſorte néceſſaire de le réduire pour aſſurer la paix du Carnatic. D'après cette concluſion, on forma & on exécuta, de concert avec le *Nabab*, vers la fin de 1771, le plan d'une expédition contre Tanjore. Le miniſtre du Roi ſur la côte y conſentit & l'encouragea; mais la ſaiſon pluvieuſe l'obligea de quitter la rade avant que l'entrepriſe fût exécutée.

Les troupes de la compagnie étoient commandées par le général Smith, qui eut ordre de ne rien entreprendre ſans l'avis d'Omdal-ul-Omrah-Behauder, fils aîné du *Nabab*. Les troupes furent trente-ſix jours devant Tanjore; on fit

une brèche aux murailles, & les Anglais brûloient de donner l'assaut, pour venger leurs camarades qui avoient péri devant la place. Pas un simple soldat dans l'armée qui doutât du succès de l'entreprise, lorsque le jeune *Nabab* prévint tout-à-coup tous les hasards, en concluant la paix avec le *Rajah*. Toute l'armée jettoit les hauts cris, de se voir frustrée du pillage qu'elle attendoit en prenant la ville. On avoit si peu prévu cette conclusion, que personne ne l'apprit sans le plus grand étonnement. Quoique les conditions de paix fissent raison de toutes les causes qui avoient fait entreprendre la guerre, cependant elles ne parurent pas satisfaisantes. Le fils du *Nabab* protesta qu'il avoit été guidé par l'avis du général Smith, & que si les choses avoient été précipitées, c'étoit la faute des pluies continuelles, des maladies qui régnoient dans le camp, & d'une grande probabilité que les Marattes s'avançoient au secours de Tanjore. Le géneral de son côté étoit persuadé que l'honneur de l'armée avoit été sacrifié dans cette occasion, par une conspiration entre le *Nabab* & son fils. Le *Nabab* jugea nécessaire de paroître fort mécontent & fort irrité d'une paix si éloignée de ses souhaits; mais le conseil exprima son mécontentement dans les termes les plus formels & les plus forts; il déclara au général Smith :

« Qu'au commencement d'une paix, on devoit » être aussi prévoyant que si l'on étoit à la veille » de la guerre. » Cependant les principes qui donnèrent lieu à ce mécontentement, sont fort évidens; les troupes avoient été frustrées du butin que les richesses du *Rajah* leur promettoient après la réduction de sa capitale. On avoit fait croire aux créanciers du *Nabab* que les trésors de Tanjore seroient mis entre les mains du *Nabab*, & qu'il pourroit, par ce moyen, payer ses dettes. Le gouvernement de Madras avoit aussi été déçu; il s'étoit fait d'un allié un ennemi irréconciliable, en s'unissant au *Nabab* contre lui. Le gouvernement ne pouvant plus alors compter sur l'accomplissement du traité de Paris, le Carnatic se trouvoit exposé aux intrigues d'un homme dont la situation étoit devenue désespérée.

Toutes les espérances conçues par le *Nabab*, toutes les promesses de protection de la part du roi d'Angleterre, en opposition aux intérêts de la compagnie, n'eurent aucune réalité, comme l'avoit fort bien prévu le *Nabab*. *Sir* John Lindsay n'avoit peut-être pas assez réfléchi à l'importance de ceux qui étoient à la tête des affaires de la compagnie, pour que sa mission pût produire quelqu'effet durable. Il fut remplacé par *Sir* Robert Harland, qui fut revêtu des mêmes pouvoirs, & reçut les mêmes instructions. Quoique

les directeurs eussent donné des ordres pour qu'il fût traité avec tous les égards & le respect dûs à son caractère & à son rang, on le reçut très-froidement. Il avoua qu'un des principaux objets de sa commission étoit d'assurer les droits du *Nabab*, & d'obtenir que les membres du conseil fissent plus d'attention à ses intérêts; il affermit le *Nabab* dans son droit de réclamer la protection de la couronne; il réprimanda sévèrement les serviteurs de la compagnie, d'oser s'opposer à l'exercice de ce droit si naturel & si juste, dès que le prince paroissoit vouloir en faire usage; il traita de politique bornée & mal entendue, la jalousie manifeste des membres du conseil, & il leur reprocha leurs représentations comme autant d'injures faites aux priviléges sacrés de sa majesté. Mais tout cela n'étoit au fond que le langage pompeux d'un homme en place. Le gouvernement Britannique étoit trop sage pour s'obstiner à réaliser des projets incompatibles avec la prospérité de la compagnie; la fermeté du conseil disposa *Sir* Robert à se relâcher de cette sévérité, quand la vanité des deux partis satisfaite, fit place à de plus mûres réflexions. Il s'établit entre eux une complaisance mutuelle; leur correspondance ultérieure fut un échange continuel de procédés honnêtes; ils furent par la suite aussi étroitement unis en faveur du *Nabab*, qu'ils avoient

auparavant différé dans leurs opinions. Ce dernier étoit seul le sujet de leurs débats; mais alors instruit par l'expérience, il ne compta plus que sur sa prudence pour se défendre contre les vexations du gouvernement. Il vit clairement que, dans les circonstances où il se trouvoit, il devoit indispensablement, avant de s'attacher à une résolution, consulter les intérêts du gouvernement, ménager son importance, & de flatter ses espérances, & que les assurances les plus solennelles des monarques Européens n'étoient pas plus certaines que celles des *Rajahs*, des *Nababs*, des gouverneurs, & des *Subahs* Indiens.

Le seul service auquel les troupes furent employées après l'expédition de Tanjore, fut la réduction des *Polygars* de *Marawar* & de *Nalcooty*. Ces pays sont situés sur la côte, vers les frontières du Tanjore, & ont toujours été regardés comme des dépendances du Carnatic. Ils sont habités par un peuple brave, industrieux & indépendant, qui, grace à sa manière de vivre, à sa méthode de défense, à sa position & à son mépris du danger, n'a peut-être jamais été entièrement subjugué. Des montagnes inaccessibles & des bois impénétrables lui offrent toujours une retraite assurée contre toute espèce d'ennemis. S'il est poursuivi, il se retire dans ces forteresses naturelles, & en sort à son loisir quand il voit

l'instant favorable. Les Indiens de cette contrée ont toujours joui de leurs terres sous une espèce de redevance militaire, qui les oblige de suivre leurs chefs en campagne; ils ne sont cruels & féroces qu'envers ceux qui vont les visiter avec des intentions ennemies; ils ont la finesse des nations barbares, entourées de voisins puissans qui desirent de les asservir. Il vint à l'esprit du *Nabab* d'envahir les habitations de ces peuples paisibles, & son seul prétexte fut leur lenteur à payer un tribut qu'on leur avoit extorqué à main armée, & les membres du conseil, & les officiers de l'armée le soupçonnèrent, ce semble, de viser plutôt à l'extirpation qu'à la conquête. Les fortifications de ce canton, quoique nombreuses, n'étoient défendues que par une poignée d'hommes du peuple, & furent conséquemment bientôt réduites. Il fut impossible d'attirer les ennemis en bataille rangée. A l'approche des Anglais, ils restèrent à leurs charrues, comptant sur leurs anciens privilèges, & leur facilitèrent en quelque sorte les moyens de s'emparer de leurs chefs. Quand nos troupes furent en possession de la plupart des forts, ils demeurèrent neutres, jusqu'à l'instant où ils apprirent que le *Nabab* avoit dessein de les chasser de leurs terres. Cette nouvelle enflamma tout le pays; les laboureurs coururent aux armes, & les villages furent à l'instant

changés en autant de camps d'obſervations. Soldats ou fermiers, ils pouvoient paroître ſous la forme qu'ils jugeoient à propos, déſarmés ou les armes à la main; mais ils avoient ſoin de ne jamais s'expoſer que lorſqu'ils étoient sûrs de quelqu'avantage. Le colonel Bonjour, qui commandoit les troupes Anglaiſes, repréſenta au *Nabab* & au conſeil, d'une manière qui lui fait honneur, que cette méthode de réduire une contrée entraînoit une foule d'inconvéniens d'une nature choquante pour l'humanité, & ne promettoit rien de bien ſatisfaiſant après l'évènement; que les habitans abandonnoient généralement les villages à l'approche des troupes, mais qu'en revanche ils ſaiſiſſoient le bagage qui reſtoit derrière avec les partis détachés de l'armée; que ne pouvant découvrir & punir les aggreſſeurs, il ſe trouvoit dans la néceſſité d'uſer envers les ennemis de repréſailles, c'eſt-à-dire que, pour punir les coupables, il étoit obligé de brûler les chaumières des innocens, & de ſe venger ſur des hommes ſans défenſe, également incapables de nuire, & de réſiſter au reſſentiment d'une ſoldateſque irritée.

Il eſt à remarquer dans l'hiſtoire que nous écrivons, que les détails les plus ſanglans de la guerre ſont ſouvent mêlés de traits frappans de pitié & d'humanité; mais ces deſcriptions, lors

même qu'elles sont présentées par des hommes en place, sont rarement intéressantes pour des politiques marchands, dont l'esprit n'est occupé que de leurs articles, perte & gain, qui font marcher leurs armées comme leurs vaisseaux, d'après des principes de calcul, & qui n'estiment l'honneur & l'équité de leurs opérations militaires, que par les sources de profits qu'elles leur ouvrent, ou par les moyens de péculat qu'elles leur procurent. Ces émotions d'humanité, excitées dans le cœur d'un soldat, ne produisirent rien de semblable dans le conseil, qui, au contraire, chercha à les étouffer par un silence étudié, & enjoignit froidement au Colonel de continuer ses opérations; ce qu'il fit, jusqu'à ce que la mort de Tandwaray-Pilla, roi du pays, vint les interrompre.

Cette campagne déshonorante est un échantillon assez juste de toutes les guerres de la compagnie dans le voisinage de ses établissemens. Tout pays qui promet la conquête la plus aisée, qui répond le plus aux vues de l'ambition, surtout celui qui est le plus en état de payer les dépenses nécessaires pour en exterminer les habitans, est compris dans le cercle fatal des instructions militaires de la compagnie. Que ce pays soit situé à l'une ou à l'autre des extrémités de l'Indostan, n'importe; il faut, avant tout, que

les alliés de la compagnie ſoient ſecourus, que ſes troupes ſoient employées, ſes territoires augmentés, & ſon tréſor groſſi. Une fois dévoué à la vengeance, un peuple (qui, dans ces occaſions, n'a jamais la faculté du choix) chercheroit inutilement à s'allier avec la compagnie plutôt qu'à s'oppoſer à ſes deſſeins; inutilement les mœurs des habitans ſont douces & innocentes, ils ſont perdus, ſi malheureuſement ils ont offenſé quelque ſcélérat important, qui ait l'adreſſe d'aſſouvir ſa vengeance avec l'aide de ſes amis. Il en fut ainſi de Rohilcund, de Nalcooty & de Marawar. Le général Smith étoit lui-même à la tête de l'expédition contre Marawar; il ne rencontra dans ſa marche aucunes troupes réglées. Les naturels du pays ne défendirent que Ramanadaporam, capitale de la province, le ſiège de leur gouvernement, la réſidence de leurs chefs, & le fort où ils avoient dépoſé leurs tréſors, & où ils avoient coutume de ſe retirer à la première apparence de danger. L'artillerie Anglaiſe fit bientôt brèche aux murailles, & le major Braithewaite, à la tête de ſes grenadiers, emporta la place d'aſſaut. Les *Coleris* étoient furieux; il y avoit dans le fort environ trois mille hommes armés; quelques-uns ſe réfugièrent dans le palais, &, comme la confuſion n'étoit plus ſi grande lorſque nos troupes avancèrent, ſauvèrent

leur vie ; mais la plupart périrent courageusement sur la brêche, ou se jettèrent pardessus les murailles. Telle fut, vers le commencement de l'année 1773, la fin de cette expédition, dans laquelle ce qu'il y eut de plus remarquable, fut peut-être une dispute qui s'éleva entre le jeune *Nabab* & les officiers de l'armée Britannique, au sujet de la distribution du butin.

Les soldats qui avoient combattu pour le *Nabab*, ne firent que rire des prétentions du jeune homme ; mais les membres du conseil en furent alarmés, & interrogèrent le général. Les remontrances de ceux qui se crurent lézés dans leurs intérêts par l'avarice du *Nabab*, furent regardées comme des indignités, & ceux même de qui ils tenoient la commission, les abandonnèrent, eux & leur cause, afin qu'il ne fut pas dit que l'embarras de leur allié avoit pris son origine dans le conseil. Telle étoit la tendresse délicate & merveilleuse de ce conseil pour le *Nabab* d'Arcot. La négligence apparente du cérémonial envers un simple individu le touchoit davantage que le massacre de plusieurs milliers d'hommes ; mais il n'existoit aucun canal par lequel les calamités de ces malheureux pussent parvenir aux cœurs insensibles de ceux qui composoient ce comité ; ces vaillans arbitres de la destinée des nations étoient sourds, inattentifs à

tout, si ce n'est peut-être à une étiquette d'humanité.

Malgré l'attention constante que demandoient ces affaires, tant de la part du *Nabab* que de celle du conseil, ils ne perdirent aucune occasion d'épier les mouvemens du roi de Tanjore. Le malheur de ce prince étoit de passer pour être immensément riche ; il possédoit un des plus fertile territoire du Carnatic ; &, situé si près des Anglais & du *Nabab*, il avoit la *hardiesse* de maintenir son indépendance. Voilà les vraies causes de la première querelle que l'on eut avec lui. La conclusion de cette guerre n'avoit pas trop contenté les serviteurs de la compagnie ni leur allié. Desirant donc de trouver un nouveau prétexte pour rompre avec lui, ils veilloient scrupuleusement sur toutes ses actions. Les liaisons qu'il avoit toujours cultivées avec ses voisins, furent appellées des intrigues coupables avec les ennemis du Carnatic. (1) Le *Nabab* fut irrité de ce que les *Polygars*, qu'il avoit depuis peu chassés de leur patrie, trouvoient un asyle dans le Tanjore. On n'avoit pas fourni assez de provisions à la garnison de Vellum, à laquelle on n'avoit pas pourvu par le dernier traité. Les Coleris, qui habitoient les frontières des Etats du *Rajah*, avoient

(1) Appendix de Rous, *page* 941.

enlevé quelques bestiaux à la province de Trichinopoli ; lui-même n'avoit pas payé une petite somme qu'il devoit à la compagnie, & il devoit des arrérages au *Nabab*. Telles furent les puissantes raisons qui décidèrent le sort du *Rajah* ; il s'apperçut de l'orage qui se formoit sur sa tête ; il savoit que le *Nabab* étoit inexorable, & qu'il auroit à ses ordres toutes les forces de la compagnie pour soutenir ses demandes les plus exorbitantes ; il étoit dans la situation d'un homme qui se défend pour sauver sa vie, & dont toutes les idées sont absorbées dans celle de sa propre conservation. Les seules puissances qui pouvoient lui procurer une protection égale au danger qui le menaçoit, étoient Hyder-Ally & les Marattes. Il chercha à se procurer leur secours dans l'état urgent de ses affaires ; mais il ne fut certainement pas coupable de perfidie, & il ne méritoit pas d'être dévoué à la destruction, parce qu'il avoit été forcé d'adopter telle ou telle mesure pour prévenir sa ruine.

Le *Nabab* sachant bien comment il pouvoit s'assurer la coopération des troupes de la compagnie, obtint facilement du conseil de former une nouvelle expédition contre Tanjore avec une grande armée. Sans stipuler aucunes conditions pour eux, les membres du conseil s'engagèrent à remettre le fort entre ses mains aussi-tôt qu'il seroit pris, avec toutes les munitions & les effets

qu'il contiendroit ; mais, en cas qu'il fût pris d'assaut, les troupes devoient avoir le pillage. Le *Rajah* étoit cependant préparé : quoique ni Hyder-Ally, ni les Marattes ne voulussent se joindre à lui ; il trouva moyen de rassembler une armée de vingt mille hommes. Ces troupes étoient commandées par le vieux, mais fidèle & brave Monajee. Les Danois & les Hollandais fournirent secrétement, dit-on, au *Rajah* des secours d'hommes, d'argent & de provisions. Au commencement du mois d'Août 1773, nos troupes entrèrent dans ses territoires. Le 6 du même mois, il y eut entre une partie de la cavalerie du *Nabab* & l'ennemi, une escarmouche, dans laquelle la première eut l'avantage ; le détail du siège ne contient rien de fort important. Le 20, on ouvrit la tranchée devant la place ; le 27 on démasqua les batteries ; mais on ne put faire de brêche praticable avant le 17 Septembre, & alors le fort fut plutôt surpris que pris d'assaut, à midi, par une chaleur excessive, tandis que la garnison étoit à dîner. Le *Rajah* & sa famille, avec Monajee & ses fils, furent faits prisonniers ; & le *Nabab* étant convenu de satisfaire autrement l'armée, la place ne fut pas abandonnée au pillage.

Cette conquête fut universellement désapprouvée en Angleterre. Il n'est pas aisé de dire si ce furent les intrigues du *Nabab*, ou la témé-

rité du conseil qui parurent le plus blâmable; ces opérations furent regardées comme contraires à la politique de la compagnie, & à l'esprit des ordres que ses serviteurs avoient coutume de recevoir des directeurs. Le seul remède qu'on pouvoit actuellement apporter au mal, étoit de rétablir au plutôt le *Rajah*, & la grande difficulté étoit de savoir comment on pourroit exécuter cette résolution. Il étoit impossible de confier aux membres du conseil, qui avoient mis le sceau aux outrages que l'on vouloit réparer, le soin d'effectuer un projet dont le but étoit évidemment de flétrir leur conduite antérieure. Les services importans que Milord Pigot avoit rendus à la compagnie, étant gouverneur de Madras, firent naître l'idée de le renvoyer de nouveau dans l'Inde, avec plein pouvoir d'exécuter cette commission difficile & délicate. Il avoit mérité l'estime générale par son administration civile, par ses talens militaires, & par son caractère. On espéroit qu'il réussiroit en paroissant dans l'Indostan en qualité de gouverneur & président de Madras, où il étoit universellement respecté. Cependant le *Nabab*, jaloux de traverser les intentions des directeurs, emprunta des sommes immenses aux membres du conseil & à différens particuliers; il employa cet argent à corrompre nombre de personnes, & à Madras, & en Angleterre,

gleterre, où l'attention publique fut, pendant quelque tems, attirée par un déluge d'écrits, tendans à justifier la conduite du *Nabab*, & d'invectives contre le roi de Tanjore. Ce fut vers la fin de 1775 que le nouveau gouverneur arriva au fort St. George. Après les différentes formalités nécessaires pour prendre légalement possession du gouvernement, il annonça au *Nabab* d'Arcot l'objet de sa commission. Le *Nabab* mit tout en œuvre pour défendre le terrein sur lequel il s'étoit retranché; il représenta que, d'après toutes les loix de l'Inde & ses traités avec la compagnie, il avoit droit aux territoires conquis. Ses représentations furent sans effet. Mylord Pigot crut qu'il étoit de son devoir d'obéir littéralement aux ordres de ses constituans, & il les exécuta au printems de l'année 1776. Les disputes qui s'ensuivirent furent très-violentes, elles allèrent jusqu'aux invectives personnelles. Sept membres du conseil s'opposèrent fortement aux réglemens de Mylord Pigot. Le royaume de Tanjore étoit, dit-on, l'hypothèque sur laquelle ces membres du conseil avoient confié au *Nabab* les sommes qu'il avoit empruntées; le rétablissement du *Rajah* dans ses droits leur ôtoit cette sûreté, & il étoit à craindre pour eux qu'alors la dette ne fût jamais payée. Leur violence excita celle de Mylord Pigot; au moins l'importance que lui

donnoit la confiance de ſes commettans, l'approbation honorable donnée à ſes opérations antérieures, & la néceſſité où il crut ſe trouver d'accomplir ſans délai les vues des directeurs, jointes à la ſévérité d'une conduite peu propre à concilier les eſprits, le précipitèrent dans des meſures qu'il eſt impoſſible de juſtifier. Il dit à MM. Stratton & Brook, que, comme il avoit à propoſer dans le Conſeil des choſes qui les concernoient perſonnellement, il étoit convenable qu'ils ſe retiraſſent. Ils obéirent, & furent auſſi-tôt ſuſpendus dans leurs fonctions. *Sir* Robert Fletcher, général en chef, fut auſſi, & pour les mêmes raiſons, mis aux arrêts.

Cette conduite deſpotique du gouverneur ſervit d'excuſe aux Conſeillers diſgraciés, pour juſtifier l'exécution d'un projet qu'ils avoient médité; ils réſolurent de s'aſſurer de la perſonne du préſident, & d'effectuer dans l'établiſſement une révolution qui mît toute l'autorité entre leurs mains. Le colonel Stuart avoit de droit ſuccédé au commandement des troupes; toute violence commiſe contre la perſonne de *Lord* Pigot dans l'enceinte du fort, auroit ſoumis les acteurs aux peines portées contre la mutinerie. On tâcha de l'en faire ſortir par ruſe, & la confiance ſans bornes qu'il avoit au commandant en chef, le fit tomber dans le piège. Ce commandant avoit, dans la matinée,

passé plusieurs heures avec Mylord Pigot dans les effusions de la plus étroite intimité. Il persuada au gouverneur d'aller coucher cette nuit-là à une maison de campagne où il se retiroit tous les soirs ; il pria même le gouverneur de lui donner une place dans sa voiture. A peine étoient-ils à un demi-mille du fort, que le colonel Edington accourut à cheval, l'épée à la main, & l'agitant sur la tête des chevaux, cria : *A moi, Cipayes!* Le capitaine Lysaught, à la tête d'un détachement de cavalerie, s'avança aussi-tôt à la portière de la voiture, &, présentant un pistolet à Mylord Pigot, lui déclara qu'il étoit son prisonnier. Alors le colonel Stuart levant le masque, & prenant rudement Lord Pigot par le bras, lui commanda de descendre : ils l'entraînèrent ensuite à une chaise-de-poste, & le conduisirent au Mont, où ils le laissèrent sous la garde du major Horne, commandant de cette place, en déclarant au Lord Pigot que si l'on faisoit quelques tentatives pour le délivrer, la peine en retomberoit sur sa propre tête.

La situation du gouverneur étoit extrêmement dangereuse; ses amis furent dispersés, intimidés & éloignés. Le nombre des gardes qui l'environnolent, la rigueur de sa captivité, & les ordres menaçans donnés à ceux qui le gardoient, tout lui annonçoit dans ses ennemis des desseins lâches

& funeſtes. La fermeté de ſon ame étoit devenue ſa principale reſſource, & elle lui ſauva probablement la vie. Une nuit il fut tout-à-coup éveillé par l'arrivée d'un officier, à la tête d'un détachement de cavalerie, qui avoit ordre de le transférer dans un autre endroit, ſans ſpécifier où on vouloit le conduire, ni comment il y ſeroit traité. Lord Pigot s'adreſſa en peu de mots aux ſoldats; il leur dit de ſe rappeller qui il étoit, de faire attention aux ſervices qu'il avoit autrefois rendus, aux honneurs qu'il avoit mérités & reçus, & à l'état où il étoit maintenant réduit, ſans accuſation & ſans forme de procès; il en appella à leurs ſentimens comme hommes, comme chrétiens, comme Anglais & comme ſoldats, & leur demanda s'ils pouvoient permettre qu'il fût traîné à la boucherie d'une manière ſi baſſe, ſi lâche & ſi inhumaine; il déclara, d'un ton ſi ferme que les plus réſolus des aſſaſſins en furent ébranlés, qu'ils pouvoient faire de lui ce qu'il leur plairoit, le tuer & le déchirer en pièces. Il ne pouvoit les en empêcher; mais c'étoit en cet endroit même qu'ils devoient commettre cet aſſaſſinat, car il étoit réſolu de n'en point ſortir vivant.

Après ce coup artificieux, la majorité s'arrogea, ſous des formes légales, tout le pouvoir du gouvernement. Les membres qui la compoſoient attaquèrent vivement la conduite du Lord Pigot,

& défendirent la leur, en disant que leur devoir leur avoit ordonné d'agir de cette manière. Ils prétendirent que le gouverneur avoit foulé aux pieds les loix fondamentales de la compagnie, &, en manquant à quelques-unes des clauses essentielles des règlemens, avoit perdu le droit de présider au conseil. Le chef des conspirateurs fut donc nommé pour lui succéder dans le gouvernement. Les mesures pour lesquelles ils avoient le plus blâmé Lord Pigot, furent les premières qu'ils adoptèrent ; ils exclurent du conseil tous ses partisans. Les deux partis envoyèrent des exprès en Angleterre, l'un pour accuser, & l'autre pour justifier ce qui étoit arrivé.

Les membres qui composoient le conseil suprême du Bengale, donnèrent leur approbation formelle à cette révolution violente & inattendue; leurs opinions, différentes entr'elles dans d'autres circonstances, se réunirent en faveur de la majorité. Il étoit, à la vérité, impossible à ces Messieurs d'en agir autrement ; la promptitude avec laquelle le gouverneur général donna son opinion en faveur des usurpateurs, devoit, & tel étoit sans doute son espoir, dissiper les craintes que l'on avoit peut-être conçues, qu'il ne fût tenté de se servir du même expédient pour se tirer de l'embarras où il se trouvoit; d'ailleurs il étoit de l'intérêt de ceux qui formoient la ma-

jorité de ce conseil, de soutenir une résolution qui justifioit non-seulement l'opposition aux mesures du président, mais qui leur donnoit même l'exemple d'agir avec vigueur & fermeté jusqu'à la dernière extrémité.

La cour du major de Madras, montra, dans ce moment critique, une constance & un sang-froid qui fit beaucoup d'honneur à ceux qui la composoient. M. Turin, alors major, doit fort peu de choses à son éducation ou à sa naissance. Son père, qui étoit Ecossais, vécut & mourut à Londres, en exerçant l'humble profession de Barbier. — Ce fut la singularité du père qui engagea *Sir* Charles Raymond, à procurer au fils une place de commis au service de la compagnie des Indes. Il passa par diverses charges subalternes dans le département civil, jusqu'à ce que son tour vint de résider dans cette cour. Il blâma ouvertement la violence du parti dominant. La plupart des habitans Anglais furent du même avis; en un mot, on condamna partout l'injure faite à l'honneur de la compagnie, dans la personne de Mylord Pigot.

Les directeurs en Angleterre entrèrent sans délai dans la discussion de cette affaire. Les amis des deux partis vinrent en foule sur la scène où cette grande question étoit agitée. La dispute fut soutenue avec vigueur de part & d'autre.

Néanmoins, quand le sujet eut été bien discuté dans la cour des directeurs, on le soumit finalement à la décision de tous les propriétaires en général, qui, dans une assemblée, (le 26 Mars 1777) prirent la résolution d'enjoindre à la cour des directeurs, 1°. de prendre les mesures les plus efficaces pour rétablir Lord Pigot dans le plein exercice des pouvoirs dont la compagnie l'avoit revêtu, comme gouverneur & président de l'établissement de Madras; 2°. ordonnèrent qu'il examinât la conduite des principaux auteurs de son emprisonnement, & de ceux qui l'avoient dépouillé de l'autorité légale qui lui avoit été confiée. Cette résolution fut confirmée à la pluralité des voix.

Le résultat de cette décision importante, fut que la cour des directeurs adopta la résolution de rétablir Lord Pigot dans le plein exercice de sa charge, & de lui rendre l'autorité dont il avoit si violemment été privé. La cour rétablit aussi ses quatre amis, qui avoient été exclus du conseil, & les usurpateurs furent interdits de leurs fonctions. Un nouveau gouvernement fut nommé, dans lequel M. Rumbold fut nommé vice-président, & conséquemment successeur de Lord Pigot. Mais d'un autre côté, la conduite de ce dernier subit aussi quelque critique.

Ces résolutions, faites en apparence, pour

terminer les différends, ne firent que produire de nouvelles animosités. — L'influence du ministère, les intrigues du *Nabab*, & les partisans de la majorité parvinrent enfin, malgré les amis de Lord Pigot, sous prétexte d'arranger les querelles, à obtenir une *ballote*, dont le résultat fut d'ordonner à tous les sujets des loix d'Angleterre, parties dans cette affaire, de revenir en Europe défendre personnellement leur cause. Un changement si étrange & si subit dans les ordres de la compagnie, étonna ceux qui n'étoient point initiés dans les mystères de sa politique.

Cependant le gouverneur Johnstone, partisan zélé de Mylord Pigot, mit la question sous les yeux d'un tribunal plus distingué. Il proposa, dans la chambre des communes plusieurs résolutions à prendre, tendantes à faire approuver la conduite de Mylord comme gouverneur, & à faire confirmer tous les derniers actes de la compagnie passés en sa faveur, qui condamnoient la conduite de la majorité qui l'avoit déposé, & à révoquer formellement la résolution de son rappel.

On avoit toujours conjecturé que le *Nabab* d'Arcot jouoit un rôle principal dans ces troubles. Une enquête du parlement découvrit toute l'indignité du complot, & démontra, d'une manière satisfaisante, que le conseil de Madras,

les ministres de sa majesté Britannique, toute la machine du gouvernement, étoit sous l'influence secrette de ce prince Tartare. (1) La chambre fut pleinement instruite de toute l'affaire, grace à la présence des parties les plus intéressées dans la discussion, & de gens dont les talens, la situation & l'utilité pouvoient donner les meilleures informations. Les différens argumens pour & contre la question, que l'on n'avoit fait qu'effleurer dans la cour des directeurs & dans l'assemblée des propriétaires, furent repris, plaidés & réfutés avec toute l'éloquence du sénat Britannique. Les opposans accusoient de despotisme le gouvernement de Mylord Pigot, & cela, dans les termes les plus sévères. Ils soutenoient que son emprisonnement étoit le résultat inévitable de sa violence, qui menaçoit de renverser de fond en comble toute autorité légale. Pour prononcer sur une affaire dans laquelle on produisoit des deux côtés des accusations de délits d'une nature singulière, & dans laquelle la vérification des faits dépendoit de la présence des parties, il étoit nécessaire que les parties fussent toutes présentes, & ce n'étoit qu'en Angleterre où l'on pouvoit examiner leur conduite avec impartialité; qu'en

(1) *V.* le regiftre parlementaire de Debret, contenant le débat du 22 Mai 1777.

rétabliſſant le dernier gouvernement, on donneroit à croire dans les établiſſemens de la compagnie, que la conduite de Mylord Pigot avoit été approuvée, & que cette croyance laiſſeroit tous les fidèles ſerviteurs de la compagnie qui avoient couru tant de dangers à ſon ſervice, à la merci de leur implacable ennemi. Car, malgré toutes les vertus que l'on attribuoit à ce gouverneur, qui pouvoit répondre des ſuites, ſi ceux qui avoient été les plus actifs à le dépoſer reſtoient près de lui, & ſi on lui donnoit le pouvoir de les punir? Le conſeil étoit évidemment devenu, par ſon état de diſcuſſion, incapable de diriger les affaires de la compagnie. — On pouvoit donc s'attendre de ſa part à toute eſpèce de négligence, à le voir guidé par la paſſion, par les préjugés, & l'eſprit de parti. Continuer alors le même conſeil, c'étoit haſarder tout ce qu'il y avoit de précieux dans l'établiſſement; &, ſuivant eux, on ne devoit pas confier dans ce pays des affaires de la dernière importance pour la Grande-Bretagne, à des gens ſi violemment agités par leurs débats ſur l'autorité. L'influence dangereuſe que l'on attribuoit au *Nabab*, n'étoit, diſoient-ils, que chimérique. Ils le repréſentoient dans l'état de vaſſelage le plus abject, n'ayant ni force pour faire face, ni argent pour corrompre. Ils déclaroient avec véhémence que

toutes les allégations d'intrigues pratiquées & de préfens offerts par le *Nabab*, foit dans l'Inde, foit en Angleterre, étoient également dénuées de fondement & n'étoient que des conjectures ridicules, ou des imaginations malicieufes de ceux qui vouloient nuire au *Nabab*, ou qui ne connoiffoient ni fon caractère ni l'état de fes affaires.

Les répliques à ces argumens ne furent pas moins vives ni moins fortes. Jamais le génie des Burke, des Fox & des Johnftone ne brillèrent dans la chambre avec plus de fplendeur, & n'offrirent des raifons plus irréfiftibles. On expofa avec force & précifion tous les procédés qui avoient conduit à l'anarchie préfente le Confeil de Madras, & on difcuta avec impartialité & candeur l'étendue de l'autorité déléguée, en vertu de laquelle les ferviteurs de la Compagnie agiffoient. Le Gouverneur Johnftone commença par un difcours de plus de deux heures, dans lequel il fit, avec fon habileté ordinaire, le détail de ce qui s'étoit paffé dans le Carnatic & dans le Tanjore. Il juftifia Mylord Pigot, par un expofé de faits qu'il fut impoffible de contredire. Il maintint que la violence dont on accufoit le Gouverneur étoit inévitable, à qui, dans fa place, vouloit remplir fon devoir en honnête homme. Il cenfura la propofition qu'avoit faite *Sir* H. Mackworth,

dans la cour des Directeurs, de rappeller Lord Pigot, parce que c'étoit confondre l'innocent avec le coupable, & encourager l'usurpation la plus inouie. Il soutint que les intrigues du *Nabab*, même en Europe, étoient trop évidentes, pour qu'on pût les nier ou les passer sous silence. Le membre du Parlement, qui seconda M. Johnstone, déclara que, pour s'être emparé du pouvoir du Gouverneur, le Conseil de l'Inde avoit reçu du *Nabab*, en récompense, l'immense somme de dix-neuf millions, hypothéquée sur le territoire de Tanjore. Ce débat fut soutenu avec la même vigueur par les autres Orateurs. Ils offrirent, avec beaucoup d'esprit & de sel, au mépris & à la dérision de la Chambre, les *résolutions* ou *arrêtés* qui donnoient lieu à ces débats. Ils dirent que ces arrêtés étoient contradictoires & impraticables. Ils portoient les mêmes peines contre ceux qui avoient fait & ceux qui n'avoient pas fait leur devoir; contre ceux qui s'étoient fidelement acquittés de leur commission & ceux qui l'avoient trahie, & ils contenoient des principes de rétribution qui n'existoient dans aucune autre partie du monde. Ils affirmèrent qu'on avoit réussi à corrompre le Gouvernement en Angleterre, & lui faire donner sa sanction à la cause inique d'une faction dans l'Inde. Ainsi, il s'étoit formé une combinaison entre les propriétaires, dirigée

par des motifs d'avantages immédiats, qui mettoit en danger les intérêts généraux de la Compagnie. Ils déclarèrent qu'on avoit honteusement sacrifié l'honneur d'un habile & honnête serviteur & les droits d'un fidèle allié. Afin d'accomplir cet indigne projet, afin de gagner une question, dans *Leaden-Hall-Street*, on avoit dépouillé tous les chantiers de leurs ouvriers, & parcouru tous les différens départemens de l'Etat dans tous les coins du Royaume. Ils attribuèrent tous les maux présens & à venir sur la côte de Coromandel, au systême journellement adopté d'envoyer des Ministres plénipotentiaires, pour négocier avec les Puissances de l'Indostan, indépendamment de la Compagnie & contre les termes de sa charte. Ils ajoutèrent que l'interposition du ministère, tant en Europe que dans l'Inde, avoit eue jusqu'ici de fort mauvais effets, & qu'elle seroit finalement fatale à la Compagnie. Les Ministres effectuoient ordinairement sur les lieux ce qu'ils ne pouvoient pas accomplir en Angleterre. Les directeurs n'étoient plus que des zéro dès qu'ils différoient avec eux, & leurs ordres, sans l'approbation du gouvernement, n'étoient dans l'Inde que des mots sans effets. — La compagnie n'avoit plus d'autorité sur ses propres serviteurs. On formoit des intérêts séparés, on établissoit des factions dans

tous ses établissemens, & les places qui en dépendoient, & sa première influence sur les princes du pays, n'existoit plus. On ne pouvoit donner une raison en faveur de ce rappel, qui ne pût servir à faire rappeller tous les gouvernemens, les conseils, & toute autre classe d'hommes chargés de l'administration civile ou criminelle dans nos établissemens & nos colonies de toutes les parties du monde. Le prétexte de faction seroit toujours tout prêt pour justifier toute espèce d'outrage. C'étoit par les opérations de cette machine puissante & dangereuse, *la crédulité du peuple*, que la tyrannie devenoit gigantesque, monstrueuse & détestable. Le *Nabab* ne pouvoit desirer une méthode plus propre à satisfaire son naturel féroce & sanguinaire. Cette méthode tendoit directement à établir cette indépendance qu'il souhaitoit avec tant d'ardeur. Quand ses desseins seroient contrariés, il ne seroit pas embarrassé de se procurer une majorité du conseil. Ses trésors auroient la même influence dans toutes les occasions, qu'ils avoient eue dans celle-ci, & la compagnie pouvoit difficilement se dispenser de rappeller un de ses serviteurs, quelque habile ou quelque populaire qu'il fût, s'il étoit assez hardi pour exécuter fidelement les ordres de ses commettans.

Enfin, le 22 Mai 1777, à une heure du

matin, la proposition du gouverneur Johnstone fut rejettée par une majorité de vingt-trois voix. Mais quand tous les efforts des amis de Lord Pigot auroient été couronnés par le succès, il étoit alors trop tard. Après un emprisonnement d'environ neuf mois, fatigué de la situation la plus critique, agité de différentes passions, occasionnées par les circonstances où il se trouvoit, & par l'aspect défavorable des affaires de la compagnie dans tous ses établissemens, il mourut probablement de chagrin, le 18 Mai 1777. L'amiral Pigot, son frère, proposa, au mois d'Avril de l'année suivante, dans la chambre des communes, que, par une requête à sa majesté, « on la priât de donner des instructions » au procureur-général de poursuivre Georges » Stratton, Henri Brooke, Charles Floger, & » Georges Mackay, écuyers, pour avoir fait ar- » rêter de vive force par des soldats, & empri- » sonner Mylord Georges Pigot leur gouverneur » & leur commandant en chef, ces personnes » étant alors de retour en Angleterre, & sous » la jurisdiction de la cour de *Westminster-* » *Hall.* » Ce qui fut accordé.

Il fut déclaré, à cette occasion, devant la chambre, que le fils du *Nabab* avoit offert à M. Georges Dauson, qui étoit membre du conseil, pendant la chaleur de la dispute, une somme

de neuf cens soixante mille livres ; seulement pour qu'il s'absentât du conseil un certain jour, dans lequel on devoit décider une question importante relative au Tanjore. Il étoit naturel aux partisans de Mylord Pigot, après un fait si évident & si authentique, de supposer que M. Dauson n'étoit pas le seul à qui on eut fait des offres de cette nature.

Pour établir un jugement impartial sur cette importante affaire, on doit sans doute avoir égard à l'état critique des deux partis ; à la sympathie qu'inspire naturellement le plus foible, qui, dans toutes les disputes importantes, est toujours le plus lézé ; aux préjugés que le caractère connu de Lord Pigot avoit fait naître en sa faveur ; aux raisons pour lesquelles on le fit gouverneur de Madras ; à la mauvaise opinion, soit qu'elle fût bien ou mal fondée, que l'on entretenoit des serviteurs de la compagnie.

Quoi qu'on puisse dire des talens de Lord Pigot, on doit certainement du respect & de l'admiration à ses vertus. Son premier gouvernement dans l'Inde, avoit été sage & vigoureux. L'état de ses affaires, lorsqu'il mourut, dément toutes les calomnies d'un Bercfield, & de plusieurs autres, qui l'accusoient d'un défaut d'intégrité pour s'excuser d'avoir osé s'opposer à

son

son administration. Lord Pigot résista à une tentation de quatorze millons quatre cens mille livres, qu'on lui offrit, pour qu'il différât seulement pendant quelque tems d'exécuter les ordres de ses commettans. Et ce qui prouve, d'une manière assez évidente, qu'il étoit au-dessus de la corruption qui régnoit alors, c'est qu'on fut obligé de vendre toutes ses maisons & tous ses effets dans l'Inde, pour payer les dettes qu'il y avoit contractées. On formera sans doute longtemps encore des conjectures diverses, & l'on dira qu'il auroit dû ménager plus habilement le conseil; mais son erreur ne justifiera jamais les outrages faits à sa personne & à son gouvernement par ceux qui le déposèrent & le retinrent prisonnier. On se souviendra, lorsque tous les sophismes sous lesquels on s'est efforcé d'envelopper & de déguiser la vérité seront détruits, que ses oppresseurs ont été solemnellement déclarés coupables par un *Jury* de leurs compatriotes.



CHAPITRE VII.

Acte de réglement. — Institution d'un Conseil suprême. — Caractère de ses Membres. — Etat des affaires sur le continent de l'Inde. — Gouvernement de la Majorité. — Elle censure le systême de la première administration ; condamne la guerre des Rohillas que M. Hastings défend, & interrompt sa correspondance avec le Résident. — Les troupes sont rappellées de cette expédition. — Traitement du Grand-Mogol. — Opérations de l'armée. — Le Gouverneur-Général est accusé de corruption devant le Conseil. — Mort de Sujah-ul-Dowlah. — Histoire de Nuncomar. — Effets de ces changemens en Angleterre.

LA politique de la compagnie des Indes Orientales est si étendue & si compliquée dans ses opérations, & ses effets sont si destructeurs, que

l'Indostan est peut-être le seul pays du monde où elle pouvoit réussir. Indépendamment des charges énormes auxquelles la compagnie est assujettie par la multitude des établissemens importans & dispendieux dans chaque département de l'état, les ressources de ce grand & brillant Empire sont obstruées par le vaste systême de commerce qui est l'objet final de toute spéculation. La sûreté, le bonheur & la prospérité des sujets qui doivent être les fins principales & constantes du gouvernement, sont ici continuellement absorbées par le desir d'augmenter les trésors de la compagnie, de remplir ses engagemens annuels, de fournir à ses dépenses, & de faire la fortune de ses serviteurs.

Une maxime fondamentale dans les systêmes de finance bien réglés, c'est de n'imposer le peuple qu'à proportion des besoins de l'état, & d'employer avec la plus scrupuleuse exactitude le surplus des revenus à la diminution de ces impôts. Dans le gouvernement de la compagnie, cette maxime est impraticable. Ces potentats-marchands ont en Angleterre des intérêts particuliers & individuels, auxquels ceux de leurs possessions en Asie sont subordonnés. C'est cet intérêt individuel qu'on doit accuser de tous ces ravages, & des dévastations cruelles qui ont si constamment caractérisé les conquêtes & l'auto-

rité Britannique dans l'Inde. Toutes les ressources de ces contrées lointaines ont été épuisées par une exportation continuelle & sans retour. Les productions de l'Inde ont enrichi des particuliers qui dépensent leur fortune dans d'autres climats; elles ont fourni aux besoins d'un systême de gouvernement insatiable, sans tirer de ce gouvernement le plus léger avantage. Voilà les véritables causes de ces immenses *déficit*, dans le produit des terres & du commerce, *déficit* qui compriment tellement les affaires de la compagnie, qu'elle paroît sur le point d'expirer; c'est à elles qu'on doit attribuer les difficultés dont elle se trouve enveloppée, tant dans l'Inde qu'en Angleterre. Il s'est ouvert une veine, ou plutôt, un vaisseau s'est rompu dans le corps politique, & tout-à-coup la source qui l'alimentoit & lui donnoit de la vigueur, a sensiblement diminué. Il n'eût pas été possible de fournir par des moyens ordinaires à ces torrens continuels & toujours grossissans, qui, comme un déluge de richesses, inondent depuis plus d'un siècle, presque toutes les nations de l'Europe. Aussi établit-on de bonne heure dans ces contrées, un systême d'acquisitions, fondé sur des principes de violence & de vénalité; tout aventurier, nouveau venu, a mis son ambition à le soutenir & même à l'outrepasser. — Le seul plan de conduite suivi par les

serviteurs de la compagnie dans leurs achats & ventes, sur-tout depuis qu'ils se sont arrogés la souveraineté du Bengale, c'est de s'empater par force des marchandises qu'ils ont envie d'avoir, de les payer à leur taux, & d'en disposer de la même manière.

Comme ils étoient tout-puissans, on parvint pendant quelque tems, à satisfaire exactement à leurs demandes exorbitantes; & assurément, les dépenses de la compagnie, durant ce court espace, n'excédoient point ses profits. Mais quand on eut privé les propriétaires de leurs terres, lorsqu'il n'y eut plus d'argent à extorquer; lorsqu'on eut arraché les soies des manufactures; quand on eut dérobé le riz du fermier & du *Ryot*, & que le *Zémindar*, n'ayant plus la volonté ou le pouvoir de prostituer les honneurs de sa famille ou les richesses de ses ancêtres, en achetant la protection de ses oppresseurs, devint la victime de leur rapacité, ce courant immense de trésors diminua comme on devoit s'y attendre. Quoique ardens & infatigables dans leur commission de piller un peuple sans défense, les aventuriers qui commandoient les armées Britanniques, furent forcés, après une longue suite d'horribles expériences, d'admettre cette maxime humiliante; que les ressources solides & permanentes d'un pays commerçant ne sont point dans

les contributions, levées par des forces militaires; mais la culture des terres, le progrès des manufactures, l'industrie, la population & la félicité de ses habitans. Des revenus provenans de toute autre source, sont nécessairement aussi précaires par leur nature, que leur acquisition est criminelle; il ne seroit pas plus absurde de vouloir vivre sans nourriture, que de croire qu'un gouvernement, dont les opérations ne sont guidées par aucun principe d'honneur ou d'humanité, puisse long-tems prospérer ou même subsister.

L'état de la compagnie, en 1772, démontre la vérité de cette observation. Elle se trouvoit alors dans des circonstances si critiques, qu'on la crut universellement à la veille d'une banqueroute. L'aspect de ses affaires étoit triste & sombre, son gouvernement, tant en Europe qu'en Asie, étoit sans vigueur & sans efficacité. La vénalité, le luxe & l'indolence, avoient relaché & affoibli tous ses ressorts. Ses possessions dans l'Inde étoient ravagées & dépeuplées par des extorsions, par la famine, & par les émigrations; l'armée devenoit, dans différentes occasions, ou la victime de l'inactivité, ou l'instrument de l'outrage; le trésor étoit vuide, & les revenus annuels n'étoient point payés au gouvernement. Les directeurs sentoient d'autant plus vivement le

poids de ces difficultés, que les lettres de change du Bengale étoient presque échues. Ils furent forcés de s'adresser au ministère, pour obtenir des secours pécuniaires, & le ministère les renvoya à la banque d'Angleterre. Ce ne fut pas sans répugnance, que la banque, après bien des délibérations, consentit enfin à leur prêter quatre millions huit cens mille livres.

Tous ces embarras provenoient, comme à l'ordinaire, de la mauvaise administration de leurs serviteurs. La compagnie résolut d'y remédier au plutôt par l'établissement d'une commission extraordinaire. Ceux qui en furent chargés, comme les commissaires qui avoient péri dans la frégate l'Aurore, avoient été confirmés par une assemblée générale des propriétaires, & avoient même reçu l'approbation du roi. La compagnie fut aussi réduite à la nécessité d'avoir recours au parlement pour obtenir des secours. Elle demanda un emprunt de trente-six millions, à quatre pour cent, avec la liberté de les rembourser en différens paiemens, chacun de sept millions deux cens mille livres, & promit que ses dividendes n'excéderoient pas six pour cent, jusqu'à ce que la moitié de cette dette fût acquittée. Il y eut à cette occasion une discussion intéressante, & le parlement convint enfin, par des motifs de politique, d'accorder un secours

de trente-trois millions six cens cens mille livres. Un comité de la chambre, ayant alors été nommé pour faire une enquête de l'état des affaires de la compagnie, il fut rapporté que malgré les embarras dans lesquels la compagnie se trouvoit, elle préparoit l'établissement d'une nouvelle commission sur des principes si dispendieux, qu'il convenoit à la législation d'en empêcher l'exécution.

Une proposition si juste en elle-même, & faite si à propos, fut aussi-tôt approuvée par la chambre. On prépara un bill à cet effet qui fut présenté, & passa, quoique deux membres du parlement, directeurs de la compagnie, voulussent garantir que la commission qui paroissoit si odieuse, n'auroit lieu que quand l'enquête seroit assez avancée, pour justifier cette mesure aux yeux de tout le monde. Mais cette ressource, quelque respectable & quelque imposante qu'elle fût, ne parut pas suffisante, parce que la cour des directeurs pouvoit toujours être contrariée par une majorité des propriétaires réunis.

Au commencement de l'année 1773, il fut aussi arrêté, par des motifs de prudence, suivant quelques personnes, mais plus probablement pour répondre aux vues du ministère, de restreindre les dividendes futurs de la compagnie. (1)

---

(1) Registre parlementaire de Debret, le 23 Mars 1773.

Des usurpations si manifestes, de la part de la couronne, firent craindre au public que le gouvernement n'eût dessein de s'emparer des biens de la compagnie, & d'annuller sa charte. Mais le ministère fit bientôt cesser ces craintes, au moins pour le moment, en proposant que les acquisitions de territoires demeurassent entre les mains de la compagnie pendant six ans de plus. (1) Le public cria, la compagnie se plaignit, & présenta même des requêtes à la chambre contre ces procédés; mais elles furent sans effet. Il y avoit plus de deux mois que le parlement, occupé de cet objet, attiroit l'attention de toute la nation, lorsque le ministre (2) proposa enfin des *résolutions*, & ordonna l'esquisse d'un bill pour établir certains réglemens tendans à ce que les affaires de la compagnie fussent mieux administrées, tant dans l'Inde qu'en Angleterre; à mettre sur un meilleur pied l'élection des directeurs; à priver du droit de voter tout propriétaire qui n'avoit pas vingt-quatre mille livres dans les fonds; à former dans l'Inde une cour suprême de justice; à ce que les Juges de cet établissement fussent nommés par le roi, & enfin, à donner au gouvernement de Bengale, une

(1) Le 5 & 30 Avril.

(2) Registre parlementaire de Debret, le 3 Mai.

autorité sur tous nos autres gouvernemens dans les Indes Orientales.

L'objet de ce fameux *acte de réglement*, qui, après une infinité d'altercations dans les deux chambres du parlement, obtint enfin la sanction de la législation, étoit une révolution universelle dans tout le systême du gouvernement de la compagnie. La cour des directeurs devoit obtenir plus de force, par l'anéantissement de ces factions, occasionnées par la multitude de petits propriétaires. Ces mesures assuroient une administration impartiale de justice parmi les naturels du pays, &, par ce moyen, on élevoit une barrière, qui paroissoit suffisante pour arrêter dans l'Indostan la tyrannie des sujets Britanniques, qui agissoient sous l'autorité de leurs maîtres en Europe. On établissoit en même tems un conseil général, auquel on accordoit une autorité absolue. Le but de la *législation*, dans cette partie du nouveau systême, étoit évidemment de réunir & de consolider les forces de la compagnie, afin que, dans des tems de danger, tous ses établissemens pussent agir de concert & avec uniformité, en sorte que, dans toutes les relations de la compagnie avec les princes étrangers, & particulièrement dans les traités de paix ou les opérations de guerre, ce conseil pût être considéré par la suite, comme le centre d'un vaste Em-

pire, auquel tous les rameaux, quoiqu'éloignés, viennent aboutir. — De plus, & cette particularité n'étoit pas la moins intéressante, les serviteurs de la couronne devoient participer à l'administration des affaires de la compagnie, qui se trouvoient alors tellement confondues avec celles du public, qu'on croyoit impossible que les unes fussent jamais bien administrées, si l'on ne donnoit une attention particulière aux autres. Les ministres de sa majesté eurent donc part à l'autorité de la compagnie, & furent, en quelque sorte, responsables des personnes employées dans ce service. Il fut ordonné, dans cet acte, que toutes les affaires civiles & militaires, dans la correspondance de la compagnie avec l'Inde, seroient mises sous les yeux du secrétaire d'état, dans les quatorze jours après l'avis reçu en Angleterre, & que toutes les matières relatives aux revenus, seroient examinées par les commissaires des finances.

M. Hastings fut fait gouverneur-général; le général Clavering, le colonel Manson, M. Barwell, & M. Francis, furent nommés membres du conseil. On fixa à cinq ans la durée de ces charges, à compter de leur arrivée dans le Bengale, & du moment où ils prendroient en main le gouvernement. Ils ne pouvoient être déposés que par le roi, sur les représentations des di-

recteurs. En cas de vacance, le premier poste étoit dévolu à celui qui tenoit le second rang ; & les directeurs devoient nommer les conseillers, avec l'approbation de sa majesté, sous son seing-privé, pendant les premiers cinq ans. L'établissement d'une chambre de commerce, & les réglemens d'autres particularités qui devenoient les objets de cette administration, formoient aussi une partie principale de cet acte. Il accordoit au gouverneur-général & à quatre conseillers, les pouvoirs dont jouissoient autrefois le président & tout le conseil, ou le comité choisi dans les royaumes de Bengale, de Bahar, & d'Orissa. Toutes les fois que les avis seroient partagés, la question devoit être décidée à la pluralité des voix ; & lorsque par accident ou autrement, le nombre de voix se trouveroit égal ; alors le gouverneur-général, ou, en son absence, le doyen des conseillers, donneroit la voix décisive. L'acte bornoit l'exercice de leur autorité sur tous les autres établissemens, à la prérogative de déclarer la guerre, de faire la paix, ou de négocier des traités avec les princes Indiens. Il enjoignoit l'obéissance aux ordres des directeurs, & exigeoit qu'on leur fît passer régulièrement tous les avis dans un tems limité. Il enjoignoit en même tems à la cour des directeurs, de soumettre les dépêches à l'inspection d'un des principaux secrétaires d'état

de sa majesté, défendoit au gouverneur-général, au conseil, au premier juge, & aux membres de la cour suprême de justice, aux collecteurs, aux inspecteurs & à tout sujet Britannique employé à lever les impôts, de faire aucune espèce de trafic. Il y avoit aussi une clause pour défendre à ceux qui avoient des emplois civils ou militaires, au service du roi ou de la compagnie, de recevoir directement ou indirectement aucun présent, aucune récompense pécuniaire ou autre, & de contracter aucun engagement sous forme de promesse ou autrement.

M. Hastings fut donc gouverneur, & M. Barwell membre du conseil & du gouvernement actuel du Bengale. Les trois autres conseillers, partirent d'Angleterre au mois d'Avril 1774; ils ne devoient entrer en fonction qu'au premier Août de la même année. Avant leur départ, la cour des directeurs fit nombre d'instructions pour ses serviteurs dans leurs départemens respectifs, qui furent approuvées du conseil privé, comme légales & conformes à l'esprit de l'acte dont nous venons de parler. Elles étoient adressées au gouverneur-général & au conseil du fort William.

Les avis de la cour des directeurs aux personnes revêtues de cette nouvelle délégation, avis qui accompagnoient aux bords du Gange, ce grand code de loix & de jurisprudence Anglaises,

étoient de la dernière importance. On les exhortoit à conserver entre eux la plus grande harmonie, particularité essentiellement nécessaire à la prospérité de la compagnie, le seul moyen de remplir honorablement des charges qu'on leur confioit. On leur recommandoit de donner toute leur attention à maintenir la tranquillité dans l'Indostan, à protéger les territoires de la compagnie & à améliorer ses revenus; d'exercer avec prudence l'autorité qu'ils avoient sur les autres établissemens dans les questions de paix & de guerre; d'éluder particulièrement les intérêts des princes du pays & leurs rapports avec les intérêts de la compagnie, & ceux des autres nations Européennes; de ne point chercher à effectuer par d'autres moyens, ce qu'on pouvoit obtenir par des négociations; de régler les mesures de leur gouvernement sur l'intérêt général de la compagnie; mais de ne jamais perdre de vue, sous aucun prétexte, la sûreté & la prospérité du Bengale. Une courte histoire du gouvernement, sous l'influence d'une majorité du conseil, justifiera la prévoyance de la cour en donnant ces avis salutaires.

La nouvelle administration n'eut lieu que vers la fin d'Octobre. Elle étoit composée d'hommes faits pour remplir ces postes importans, doués d'une capacité, d'une énergie, égales aux fonc-

tions dont ils devoient s'acquitter. Le génie profond & pénétrant, le caractère ferme, circonspect, hardi & entreprenant du gouverneur-général, le rendoient singulièrement propre à remplir dignement sa charge dans un gouvernement où une poignée d'étrangers étoient arbitres des biens & de l'existence de plusieurs millions d'habitans. Le général Clavering, joignoit une parfaite connoissance des hommes & des choses aux sentimens les plus délicats de l'honneur; l'esprit & la libéralité d'un gentilhomme à l'exactitude dans son devoir, & à un respect inviolable pour les droits sacrés de l'humanité. Sa sensibilité étoit peut-être même trop pure, & sa morale trop inflexible, pour la politique tortueuse de l'Asie. Ces grandes qualités, dans sa situation, pouvoient avoir d'aussi pernicieux effets que des vices capitaux. Il n'étoit guère probable qu'un gouvernement sans principes pût prospérer par les vertus de ses membres. Le colonel Manson avoit toute l'honnêteté, la simplicité, & la complaisance désintéressée de sa profession. Il étoit ferme sans opiniâtreté, & il joignoit à une affabilité aimable & conciliante, un esprit toujours ouvert à la conviction, un jugement solide & un bon cœur. M. Barwell, par sa longue résidence dans le pays, ses nombreuses correspondances avec les Indiens, son talent d'observation, & son étude des coutumes & des par-

ticularités de l'Indostan, possédoit un fond de connoissances d'où il pouvoit tirer les secours les plus prompts dans les cas les plus urgens. M. Francis avoit une tête froide & un jugement mûr. Il formoit ses opinions avec beaucoup de sagacité & de précision. Il avoit reçu la plus belle éducation, & étoit accoutumé au travail & à des exercices qui demandent de l'attention, du choix & de l'étude : peu de gens étoient plus propres que M. Francis à l'arrangement du détail, & à la prompte expédition des affaires. Un ministère capable de réunir, d'employer de concert, de diriger vers un seul objet des talens si éminens, étoit en état de gouverner le plus grand Empire. Ces gens-là n'avoient besoin que d'une grande occasion qui mît en action toute leur énergie. Il étoit impossible que la sagesse de leurs mesures, le concert, l'efficacité & la promptitude de leurs opérations, manquassent de succès.

Les ordres exprès des directeurs à M. Hastings, lors même qu'il étoit à la tête de l'ancienne administration, étoient de découvrir toutes les oppressions, & de faire punir les coupables comme ils le méritoient, Indiens ou Européens, quel que fût leur rang; leur état, ou leur famille. Mais il avoit vu que ces ordres étoient impraticables; & à la première occasion, il l'avoit annoncé formellement aux directeurs, at-

tribuant tous les délits à la foiblesse du systême établi, & prouvant l'incompétence de la constitution, pour gouverner des possessions étendues, & d'après des chartes, faites originairement pour la jurisdiction d'établissemens marchands. Si les motifs qui le portèrent à faire cette déclaration n'étoient point d'éviter la haine que lui eût attirée la censure du gouvernement antérieur; ou s'il ne prévoyoit pas que l'unique effet de ses observations seroit de le renverser lui-même; ou si des sentimens d'amitié particulière ne l'empêchèrent pas de s'acquitter rigoureusement de sa charge publique; ou enfin si ce ne furent pas toutes ces considérations réunies qui le déterminèrent sur une partie aussi importante de sa commission, c'est ce que nous ne pouvons assurer. Mais la conduite de ses collègues fournit en peu de tems des preuves frappantes de la vérité de son assertion.

Introduire un nouveau systême, c'étoit évidemment la condamner. C'eût été pour le moins une inconséquence à la législation, de vouloir réformer un plan où il n'y avoit rien d'inutile ni de défectueux. Les nouveaux conseillers envoyés d'Angleterre, se crurent obligés de suivre cette interprétation de l'acte. L'esprit & le but des institutions précédentes, avoient donné lieu à leur commission. Leur création étoit donc une

censure ineffaçable de la conduite de leurs prédécesseurs. L'élection de M. Hastings, dans cette révolution, étoit une exception en sa faveur, des reproches qu'on faisoit aux autres. On lui confioit sans réserve la direction du nouveau gouvernement; il tenoit le premier poste dans le service de ses commettans. Les prérogatives légales de son emploi étoient éminentes & étendues. Il présidoit au conseil, correspondoit exclusivement avec les princes de l'Indostan. Son nom donnoit de l'authenticité à tous les actes publics. Ces distinctions étoient bien propres à rehausser son mérite & son importance aux yeux de ses collègues; &, en effet, ils partirent pour l'Inde fort prévenus en sa faveur. Si l'on doit en croire leurs déclarations répétées & formelles, ils ne doutoient pas nullement que la haute réputation dont il jouissoit parmi ses amis en Angleterre, ne lui fût justement acquise. Malgré tout ce qu'ils entendirent accidentellement en allant dans le Bengale, & qui jetta une espèce d'ombre sur l'idée qu'ils s'étoient formée de sa politique, de ses talens & de ses vertus, ils espérèrent toujours qu'il rempliroit l'objet de sa commission, de manière à les satisfaire, ainsi que le public.

Le 25 Octobre 1774, à la première assemblée du nouveau conseil, le gouverneur-général prit fort à propos cette occasion d'expliquer spé-

cialement aux conseillers nouvellement arrivés d'Europe, la situation actuelle des affaires de la compagnie, & particulièrement en ce qui regardoit le gouvernement, les possessions & dépendances du Bengale. Il développa sous leurs yeux le systême compliqué du département des finances. Il leur présenta un détail abrégé des différentes opérations par lesquelles on pouvoit remplir efficacement cette grande & pénible tâche. Il leur indiqua nombre de règlemens à faire pour opérer avec plus de diligence, d'exactitude & d'ordre. Il leur exposa, avec sa clarté & sa précision ordinaire, les mesures les plus importantes que le conseil avoit adoptées depuis qu'il avoit eu l'honneur de siéger parmi eux. Il présenta comme autant de circonstances favorables à l'Angleterre, l'alliance de la compagnie avec le *Vizir* d'Oude, & sa conduite relativement à l'*empereur* Shaw-Allum, & la part que les troupes Britanniques avoient eues à la réduction des Rohillas. Il n'omit pas de parler de la force, des vues, & des liaisons des puissances voisines. Il exposa ce que nous avions à craindre de l'inimitié de Marattes ou à espérer de leur amitié; les causes, les progrès & les conséquences des dissensions de ce peuple guerrier; les effets de cette concurrence, qui, soutenue par les animosités domestiques & les convulsions intestines qu'elle-même excitoit, em-

pêchoit leur gouvernement de faire des efforts ou des entreprises au-dehors. Il montra les états de Bérar comme des possessions importantes à la compagnie, par leur situation & leur proximité du Bengale. Il les fit voir aussi sous d'autres points de vue; il parla de leurs liaisons, de leur politique, & des principes de leurs princes. Il étoit d'avis que le gouvernement suprême devoit épier avec vigilance les mouvemens de cet état puissant, d'autant que ses habitans étoient unis par les liens du sang avec les Marattes. Il avoit les plus grandes espérances, (ce fut la conclusion de son discours,) que la compagnie, avec de la prudence, pourroit tirer les plus grands avantages pour elle & pour la nation Britannique, du résultat des arrangemens qu'il venoit de détailler.



Pour donner plus de clarté à cette partie du sujet, nous croyons devoir insérer ici le Discours entier du gouverneur-général. Nous avons omis les renvois aux Pièces justificatives dans les différens bureaux, parce que ces renvois sont inutiles à qui n'a pas la permission de les vérifier.

« Je desirerois pouvoir exposer à tous les » membres de ce conseil ici assemblés, quelque » plan général pour exécuter les règlemens du » nouveau systême de gouvernement, conformé- » ment aux instructions de la compagnie; mais » après avoir sérieusement examiné le sujet, je » trouve qu'il est nécessaire d'en choisir certaines » parties qui paroissent mériter le plus notre at- » tention; nous réservant d'examiner par la suite » les autres parties & de les prendre dans l'ordre » naturel, suivant leur importance, ou selon la » nécessité des tems. Je prendrai la liberté de » joindre à chaque proposition une courte rela- » tion des circonstances & des faits passés qui y » ont rapport, & qu'il est essentiel que vous sa- » chiez, afin de pouvoir former sur cela vos » résolutions. Je n'ai pas dessein, Messieurs, » d'empêcher aucun membre du conseil d'offrir

» à la délibération de cette assemblée les propo-
» sitions qui, suivant lui, méritent d'être faites
» avant celles que j'ai intention d'exposer. Je
» propose seulement cette méthode, comme la
» plus propre à faciliter la décision des affaires,
» décision qui pourroit être retardée en entre-
» prenant trop de choses à la fois. Il faudra sû-
» rement du tems pour arranger & pour per-
» fectionner le nouveau système d'administra-
» tion; les affaires courantes demanderont aussi
» votre attention journalière pour qu'elles ne
» soient pas interrompues; & pour ces deux ob-
» jets, c'est-à-dire, de former le nouveau
» plan de gouvernement, & de conduire de front
» les affaires journalières, il vous faudra con-
» sulter les journaux de l'administration anté-
» rieure, afin qu'il y ait dans nos opérations de
» la liaison & de l'uniformité. J'ai donc dessein
» de vous épargner, par la méthode proposée, du
» tems, & la peine de faire des recherches dans
» des livres volumineux de consultations; & de
» mettre sous vos yeux un abrégé de chaque
» sujet, avec des renvois aux consultations, pour
» les ordonnances qui ont été successivement
» rendues, & les avis reçus relativement à ces
» ordonnances. J'ajouterai, & je crois pouvoir
» le faire sans présomption, vu l'expérience que
» j'ai acquise dans les affaires de ce gouverne-

» ment, que je me ferai toujours un plaisir de
» communiquer, à tout membre de ce conseil,
» des informations, lorsqu'il lui plaira me con-
» sulter.

» On entend si souvent des protestations de
» zèle pour le bien public, qu'il n'est plus guère
» possible d'y ajouter foi; mais mon honneur
» & mes intérêts dépendent tellement de l'heu-
» reux succès des mesures de ce gouvernement,
» que j'ose assurer avec confiance, & sans crainte
» d'être soupçonné de dissimulation, que je ne
» forme pas un desir même pour moi, dont
» l'objet immédiat ne soit pas le bien de la com-
» pagnie & le mien ultérieurement, en tant
» qu'il dérive du sien. Je crois pouvoir assurer
» la même chose des membres qui se sont en-
» gagés avec moi dans cette grande entreprise;
» j'ai la plus grande confiance, Messieurs, que
» vous êtes disposés à vous réunir à moi pour
» les intérêts de la compagnie, & je vous dé-
» clare cordialement qu'il ne tiendra point à
» moi que cette unanimité ne produise son plein
» effet.

» Les sujets que je vais soumettre à votre con-
» sidération, sont d'abord, la méthode de di-
» riger les affaires du revenu, & ensuite, le
» système politique de ces provinces.

» La méthode générale de lever les impôts,

» à présent établie, est comme il suit : les pro-
» vinces sont formées en six divisions ; chacune
» comprenant des districts inférieurs, sous la
» direction d'un chef & d'un conseil ; ceux-ci
» reçoivent leurs ordres du gouvernement, &
» font un rapport de leurs procédés dans un dé-
» partement séparé, appellé conseil des finances ;
» & afin d'expédier avec plus de facilité les af-
» faires des habitans, & pour confirmer les an-
» ciens usages & règlemens, il y a dans chaque
» division un *Dewan*, ou ministre des finances,
» qui est joint au conseil provincial, & qui tient
» tous les comptes & registres dans les langues
» du pays. On a aussi nommé dans chaque dis-
» trict des divisions provinciales, des intendans
» Indiens avec titre de *Naïb*, & qui correspon-
» dent avec les conseils provinciaux & les *De-
» wans*. Ces derniers rendent aussi compte des
» détails de leurs emplois à un bureau d'ancienne
» institution, depuis peu transporté de Moor-
» shedabad à Calcutta, appellé *Khalsa*. Ce
» bureau est sous la direction d'un officier, qui
» a le titre de *Roy. Royan* ; cet officier siège
» occasionnellement dans le conseil des finances ;
» il est pour-ainsi-dire, le canal de communi-
» cation entre le gouvernement & les *Dewans*,
» il transmet à ces derniers les ordres du gou-
» vernement, qui sont ensuite envoyés aux con-

» feils provinciaux, & il reçoit leurs réponses.
» Les districts exceptés de cette règle générale,
» sont la province de *Chittagong*, qui, à cause
» de sa distance & de la modicité de son revenu,
» a été laissée sous la seule direction du chef
» du comptoir; les districts de *Pallamon* & de
» *Ramgur*, dont le capitaine Camac est chargé,
» & la *Jungulterry* de *Curruck-Poor*, &c. qui
» est gouvernée par le capitaine *Brown*. On peut
» proprement les appeller de petits gouvernemens
» militaires. Les habitans sont montagnards,
» sauvages, que l'on vient de réduire à un état
» de subordination au gouvernement, qui de-
» mandent la présence continuelle de quelques
» troupes qui les contiennent dans le devoir.
» Le revenu qu'on tire de ces cantons est peu
» de chose, mais la possession de leur pays as-
» sure la paix de leurs voisins plus civilisés &
» bons cultivateurs, dont les terres, avant la ré-
» duction de ces barbares, étoient toujours ex-
» posées à leurs ravages & à leurs incursions. Les
» collecteurs militaires ne correspondoient qu'a-
» vec le gouverneur; mais suivant les instruc-
» tions que nous venons de recevoir de la com-
» pagnie, il paroît nécessaire qu'à l'avenir ils
» correspondent avec tous les membres du con-
» seil.

» Mon avis, que je soumets à vos lumières,

» eſt la continuation de ce ſyſtême dans toutes
» ſes parties, en y faiſant ſeulement les chan-
» gemens que, ſuivant les nouveaux ordres de la
» compagnie, nous croirons indiſpenſables. Les
» innovations ſont toujours accompagnées de dif-
» ficultés & d'embarras. Des innovations dans
» le ſyſtême des finances, ſuſpendroient la per-
» ception, & tout changement dans cette ſaiſon
» de l'année, lorſque le tems des plus forts paie-
» mens eſt proche, ſeroit extrêmement dange-
» reux. Et par cette raiſon même, il eſt eſſen-
» tiel de nous déterminer promptement ſur la
» méthode que nous devons ſuivre à l'avenir
» dans l'adminiſtration & la levée des revenus.

» La cour des directeurs a été inſtruite de cet
» établiſſement, en conſéquence des ordres qu'elle
» nous avoit fait paſſer dans ſa lettre du 7 Avril
» 1773, & nous eſpérons recevoir dans peu ſa
» détermination à ce ſujet; je dois auſſi vous
» recommander la continuation de la ſéparation
» du département des finances d'avec les autres
» départemens; c'eſt, ſuivant moi, le ſeul
» moyen d'agir avec régularité. Comme l'intérêt
» de la compagnie dépend ſpécialement de cette
» régularité, je propoſe que le conſeil s'aſſemble
» pour régler ces objets, comme s'aſſembloit
» l'ancien conſeil des finances.

» Il ſera néceſſaire de faire d'autres règlemens

» subsidiaires pour séparer le département des » finances de celui du commerce, pour em» pêcher qu'il n'y ait concurrence, & de nous » déterminer sur le choix des personnes qui » seront employées dans les finances, afin que » la chambre du commerce puisse à son tour » choisir ceux qu'elle destine à la direction des » affaires commerciales.

» Le second objet que j'ai à soumettre à votre » considération, c'est le système politique des » provinces.

» L'alliance avec le *Nabab* Sujah-Dowlah, » *Vizir* de l'empire, est la seule dans laquelle » le gouvernement soit, proprement parlant, » engagé; elle est fondée sur le traité négocié » par Lord Clive à Allahabad, l'année 1765.

» Par un nouveau traité avec le *Vizir*, en » date du 8 Septembre 1773, en conséquence » d'une entrevue que j'eus avec lui à Benarès, » les subsides qu'il s'obligea de fournir par mois » pour les dépenses extraordinaires de nos trou» pes employées à son service, furent fixées à » deux cent dix mille roupies par brigade, & » les provinces de Cora & d'Allahabad lui » furent cédées pour la somme de cinquante » *lacks* de roupies, dont vingt *lacks* devoient » être payés comptant, ce qui fut exécuté, quinze

» *lacks* au bout d'un an, & les autres quinze
» au bout de deux ans.

» Dans le même tems le *Vizir* sollicita l'as-
» sistance de nos troupes pour réduire le pays
» des Rohillas, situé au nord de ses états, entre
» le Gange & les montagnes de Tibbet. Les
» causes de cette guerre furent celles-ci : le *Vizir*
» accusa les chefs des Rohillas d'avoir manqué
» à la foi des traités, en fournissant des secours
» d'argent aux Marattes, contre lesquels les
» Rohillas avoient d'abord sollicité & obtenu la
» protection du *Vizir*, en promettant solemnel-
» lement à ce dernier de lui payer quarante *lacks*
» de roupies lorsque les Marattes abandonne-
» roient leurs territoires, & d'avoir ensuite re-
» fusé de remplir cet engagement.

» Cette entreprise projettée fut le premier
» objet de mon entrevue avec le *Vizir*, & for-
» moit un article dans l'esquisse de notre traité ;
» mais elle fut par la suite omise à sa requête,
» & je promis qu'elle pourroit avoir lieu, si les
» affaires de la compagnie le permettoient dans
» tout autre tems ; lorsqu'il seroit en état d'exé-
» cuter l'entreprise. En conséquence, au mois
» de Janvier 1774, le *Vizir* demanda formelle-
» ment une brigade des troupes de la compagnie,
» pour défendre ses états, & pour exécuter son

» premier projet d'envahir le pays des Rohillas.
» Il s'engagea de payer à la compagnie, outre
» les subsides stipulés, quarante *lacks* de rou-
» pies pour ce service, lorsqu'il seroit terminé.

» La requête du *Vizir* fut accordée; on or-
» donna à la seconde brigade de marcher, &
» le Colonel Champion fut nommé pour la
» commander. Ayant été joint par le *Vizir* &
» ses troupes, il entra dans le pays des Rohillas
» le 17 Avril; & le 23 du même mois il attaqua
» & défit leur armée, commandée par Hafez-
» Rhamut, leur chef, qui fut tué dans l'action.
» Cette victoire fut décisive, aucun autre en-
» nemi ne parut en campagne, & le *Vizir* ayant
» pris possession de la plus grande partie du pays,
» les deux armées marchèrent le 7 Mai vers la
» ville de Boussolée, où leurs quartiers étoient
» préparés, & où elles devoient rester pendant
» la saison pluvieuse; mais les autres chefs des
» Rohillas ayant assemblé des forces sous le
» commandement de Fyzoolla-Cawn à Ne-
» jeebgur, ville située sur les frontières septen-
» trionales du pays, le *Vizir* craignit qu'ils ne
» devinssent trop formidables, & que les Ma-
» rattes ne revinssent interrompre les opérations
» de la campagne; il persuada au colonel Cham-
» pion de remettre la brigade en marche vers la
» fin de Juillet, quoique l'on fût alors au plus

» fort de la saison des pluies. Les soldats étoient » en pleine santé ; ils s'avancèrent sans obstacle » jusqu'à Pottergur, poursuivant jusqu'aux bords » des montagnes l'ennemi qui fuyoit devant eux. » Les deux armées furent assez long-tems campées » à une petite distance l'une de l'autre, vu que » le colonel Champion attendoit des ordres du » comité choisi, pour poursuivre les ennemis » au-delà des bornes qu'il croyoit lui avoir été » prescrites par ses instructions. Les ordres lui » furent envoyées, & nous attendîmes de jour » en jour la nouvelle de la conclusion de la » guerre, soit par la défaite des ennemis, soit » par négociations. Les dernières lettres du » colonel Champion, que vous avez lues, » Messieurs, datées du 2 de ce mois, nous ap- » prennent que Fyzoolla-Cawn s'est lui-même » livré entre nos mains, mais qu'on continue » encore les négociations.

» Les avantages qu'offroit cette expédition » étoient, 1°. Une augmentation de territoires, » & conséquemment de richesses pour le *Vizir*, » à laquelle la compagnie aura toujours part. » 2°. Pour les états du *Vizir* une barrière contre » d'incommodes voisins, barrière qui ajoute à » ses possessions tout l'espace contenu entre le » Gange & les montagnes du Nord. 3°. Cette » expédition employoit le tiers de nos troupes,

» & conséquemment nous épargnoit leur solde, » & finalement nous devions avoir quarante *lacks* » de roupies lorsque la guerre seroit terminée. » La retraite des Marattes sur leurs anciens ter- » ritoires, & les violentes dissensions qui s'é- » levèrent dans leurs états, firent voir que nous » avions bien choisi le tems pour commencer » la guerre ; & le refus formel que fit Hafez- » Rahmut de remplir les conditions du traité » entre lui & le *Vizir*, traité dont l'original, » signé par Sir Robert Barker, est en notre pos- » session, démontre la justice de l'entreprise.

» Il se trouve dans le cours de la correspon- » dance entre le comité & le colonel Champion, » plusieurs évènemens détachés, tels que les pré- » tentions de l'armée à une partie du butin, les » récompenses qu'offroit le *Vizir*, les prétentions » de l'empereur Shaw-Allum sur une partie des » districts subjugués, & quelques autres qu'il est » inutile de détailler ici.

» Suivant les derniers avis, le second paie- » ment du traité pécuniaire pour Cora & Alla- » habad n'étoit pas encore fait ; mais on avoit » donné des ordres pour qu'il se fît, & le » *Vizir* avoit nommé un Anglais pour le rece- » voir & s'en charger à Fyzabad, capitale de ses » états.

» Les subsides de tous les mois ont été payés

» avec assez d'exactitude; au moins nous n'avons
» point été informés du contraire. Je m'imagine
» que les quarante *lacks* de roupies stipulés pour
» le service actuel sont à présent dûs, quoique
» le *Vizir* fasse encore quelques objections; mais
» la défaite des troupes de Fyzoolla-Cawn, ou
» la conclusion de la guerre par des négociations,
» a probablement déjà rendu le droit de la com-
» pagnie inconteſtable. Il reste encore une petite
» balance d'anciens comptes à arranger; cela sera
» la principale, pour ne pas dire la seule affaire
» que nous aurons à régler avec le *Vizir*, quand
» les entreprises dans lesquelles nous avons jus-
» qu'ici été engagés avec lui seront tout-à-fait
» terminées; je ne crois pas que nous ayions
» aucune difficulté à nous faire payer.

» Les bornes que je m'étois prescrites, & que
» j'ai déjà passées, ne me permettront pas d'en-
» trer dans les détails de tous les avantages que
» la compagnie retire de l'alliance du *Vizir*;
» on peut les voir pleinement dans différens en-
» droits de nos regîtres, à chacun desquels je
» renverrai par la suite. On peut les réduire à
» ce compte abrégé: une barrière sûre, de l'oc-
» cupation pour notre armée, une diminution
» de dépense pour le militaire, & un fonds per-
» manent de richesses futures. Le *Vizir* peut
» subsister long-tems sans notre protection, & il

» est

» est incapable de lui-même de devenir pour
» nous un objet de jalousie ou de crainte : pour
» communiquer plus facilement avec le *Vizir*,
» pour maintenir cette confiance & l'alliance
» entre le *Vizir* & la compagnie, nous avons
» jugé à propos de nommer un résident à la
» *Durbar*, comme agent immédiat du gouver-
» neur, avec qui seul il communique. La per-
» sonne chargée de cette commission est M. Na-
» thaniel Middleton, dont la discrétion, l'in-
» tégrité & les talens me sont connus.

» L'Empereur réside à Delhi, son ancienne
» capitale, & n'a nulle part à l'administration
» de l'empire. Il y a long-tems que nos liaisons
» avec lui sont suspendues, & je ne desirerai
» jamais les voir renouveller, parce qu'elles ont
» épuisé les trésors du Bengale & celui de
» la compagnie sans procurer aucun bénéfice, &
» même sans offrir une perspective éloignée du
» moindre avantage. Nous avons retenu le tribut
» auquel il prétendoit pour les provinces qu'il a
» cédées depuis qu'il a déserté la compagnie,
» & qu'il s'est joint aux Marattes, nos ennemis
» naturels. On a demandé à la cour des direc-
» teurs ses ordres relativement à la continuation
» du paiement, en lui exposant toutes les raisons
» qui paroissoient en nécessiter la cessation.

» Les états des Marattes, après avoir menacé

» de subjuguer tout l'empire pendant l'adminis-
» tration active de leur *Peishaw*, ou chef,
» Mahderow, sont depuis plus d'une année un
» théâtre de troubles. Après la mort de Mah-
» derow, son frère Narain-Row lui succéda. Il fut
» assassiné, & son oncle Raganot-Row, délivré
» de sa prison, & déclaré *Peishaw* en sa place.
» Les ministres du gouvernement, à qui il devoit
» son élévation, devinrent les objets de sa ja-
» lousie, & se conduisant ensuite d'après ces
» impressions, il s'en fit des ennemis. Ils for-
» mèrent une grande conspiration contre lui,
» mirent l'enfant nouveau né de Narain-Row en
» concurrence avec lui, & le défirent en bataille
» rangée. Il s'est depuis jetté entre les bras de
» Takojée-Hulkar & de Mahdajee-Sindia, deux
» chefs respectables qui étoient ci-devant du
» parti de ses ennemis. Les chefs de ces anta-
» gonistes sont Sookoram-Bolboo, principal mi-
» nistre; Gaujaboy, mère des *Peishaws*, Mah-
» derow & Narain-Row, Shubajee-Boonsla, chef
» du Berar, & le *Nabab* Nizam-Ally : on doit
» plutôt considérer les deux derniers comme
» auxiliaires. Mordajee, frère de Shubajee, étoit
» du parti de Raganot-Row avant sa défaite; les
» deux frères sont actuellement dans le Berar.
» Les dernières lettres de M. Mostyn, résident
» à Poonah, en date du 22 Août, font mention

» de ces disputes jusqu'à cette époque; elles paroissent devoir encore durer long-tems, & lorsqu'elles seront terminées, le parti dominant sera probablement trop foible pour former aucun plan de conquêtes éloignées, au moins pendant un tems. Nous n'avons donc, quant à présent, rien à craindre des Maratres.

« La province du Berar, qui tient à nos » frontières au sud & à l'ouest, mérite par sa » situation, & l'indépendance de ses gouverneurs, notre attention particulière. Le chef actuel, Shubajee Booslna, est frère de feu Janojee Boonsla, qui a, pendant plusieurs années, » jouit de la souveraineté du pays. Il a pour » frère Moodajee, dont nous avons déjà fait » mention, & Binbajee; le dernier n'a pas beaucoup d'importance, excepté celle qu'il tire du » crédit de sa famille. Il y a long-tems que les » deux autres frères sont en dispute; mais l'autorité de Derriaboy, veuve de Janojee, & » femme renommée par son esprit & son courage, les a jusqu'ici empêchés d'en venir à » des extrémités violentes. Quoiqu'ils soient, engagés dans deux factions différentes des états » des Marattes, ce n'est point une preuve certaine de leur inimitié; parce que, suivant ce » que l'on m'a raconté, c'est une politique assez » suivie chez les Marattes, que la même fa-

» mille prenne dans la vue de s'aggrandir, diffé-
» rens partis dans les dissentions civiles. Lorsque
» j'étois l'année dernière à Bénarès, il y vint un
» *Vakeel*, de la part de Shubajee-Boonsla, avec
» une lettre de ce chef à mon adresse; il m'ac-
» compagna jusqu'à Calcutta, où il resta jusqu'au
» mois de Septembre passé, & fut ensuite rapellé
» par son maître. Le but de la lettre de Shubajee,
» & les propositions verbales que me fit son *Va-*
» *keel*, étoient de solliciter un traité d'alliance &
» d'amitié avec le gouvernement Anglais. Je lui
» répondis de manière à l'encourager, s'il avoit réel-
» lement formé quelque dessein qui l'intéressât à
» solliciter l'amitié de la compagnie. C'est un
» des descendans des anciens *Rajahs* ou *Sitta-*
» *rahs*. Le *Rajah* régnant, s'appelle *Ram-Ra-*
» *jah*; il n'a pas d'enfans. Une remarque à
» faire, & qui peut servir à donner une idée de
» l'instabilité du gouvernement des Marattes, est
» que l'administration est conduite par une troi-
» sième personne subordonnée. Le *Rajah*, au
» nom duquel se publient toutes les ordonnances,
» est privé de toute autorité. Le *Peishaw*, ou
» premier ministre, est un enfant de neuf mois;
» & le ministre actuel ou le régent, qui exerce
» l'autorité des deux premiers, est un homme
» qui tire son autorité de la combinaison de
» quelques individus puissans. La compagnie peut

» retirer de grands avantages politiques de cet
» état de dissention où se trouvent les Ma-
» rattes, des vues & des prétentions des diffé-
» rens compétiteurs. Le systême présent d'uni-
» formité, pour tous les établissemens de la
» compagnie dans l'Inde, est bien calculé pour
» contribuer à ses succès. »

Les conseillers qui arrivèrent d'Angleterre furent frappés d'étonnement à quelques endroits de ce Discours : les soupçons que leur avoient inspiré ce qu'ils avoient ouï dire en venant, & une infinité d'autres circonstances, furent confirmés. Le grand principe du gouvernement aux opérations duquel la renommée avoit attribué les réformes les plus salutaires & les plus essentielles dans tous les départemens, étoit tout-à-fait différent de ce qu'attendoient les nouveaux conseillers. Ils dirent que l'on se servoit de l'autorité de la compagnie pour donner sanction à l'oppression & à l'outrage, pour suivre & réaliser les projets les plus extravagans de l'ambition, aux dépens de ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, pour établir les prétentions & aider à l'usurpation du plus fort contre les droits du plus foible. Il leur parut que les principes, les opérations, & les vues du gouvernement, étoient mal-entendus & mal appliqués. Au lieu du systême pacifique que le gouverneur-général avoit si hau-

tement professé & avoué, l'armée étoit alors employée à extirper les Rohillas, avec qui il étoit autrefois allié, contre lesquels il n'avoit aucun sujet de ressentiment, & qu'il ne massacroit que pour une somme stipulée. Le général Clavering, le colonel Manson & M. Francis, blâmèrent hardiment l'origine, la conduite & l'objet de cette cruelle expédition. Ils l'imputèrent à une connivence entre le *Vizir* & le gouverneur-général. Ils ne pouvoient concevoir qu'elle eût été formée sur d'autres principes que sur l'ambition démesurée d'un côté, & la corruption la plus honteuse de l'autre. Ils attribuèrent unanimement à ces causes toute cette pétulance qui avoit marqué le caractère de Sujah-Dowlah dans la direction de la campagne, & ce zèle extrême avec lequel le gouverneur-général avoit pris le parti du *Vizir*, contre les représentations du commandant des troupes. Ils regardèrent cette conduite comme une insulte à la compagnie, dont les ordres répétés enjoignoient de maintenir l'harmonie entre les puissances voisines. Cette politique augmentoit le pouvoir d'un prince qu'il étoit de l'intérêt des Anglais de tenir dans un état de dépendance. C'étoit usurper les droits d'une puissance neutre, droits que les Marattes pouvoient se croire obligés de défendre. Elle exposoit les possessions de la compagnie à des dé-

prédations, & notoit leurs engagemens d'infidélité & de fourberie. Elle dégradoit la dignité du gouvernement, qui pouvoit condescendre à servir l'arrogance d'un barbare; c'étoit risquer la liberté d'une brigade, en laissant à ce barbare la faculté de les garder à son service aussi longtems qu'il le voudroit; insulter aux sentimens d'honneur des soldats, en les forçant à un service cruel & sanguinaire, & en mêlant leurs opérations d'une foule de scènes horribles faites pour jetter un déshonneur ineffaçable sur les armes d'une nation éclairée. Les nouveaux conseillers s'étendirent enfin longuement sur l'origine de cette guerre, sur la manière avec laquelle elle avoit été conduite dans son commencement & dans ses progrès; sur la rapacité, la perfidie & l'inhumanité du *Vizir*; sur l'objet avoué de l'expédition, & sur le carnage affreux & la destruction générale qu'elle avoit occasionnée.

Le gouverneur-général dit qu'il ne répondroit point à des allégations grossières. Il demanda à l'assemblée de vouloir bien faire une distinction entre des déclamations passionnées, & une enquête modérée & impartiale. Plusieurs des faits, sur lesquels la majorité avoit argumenté, étoient au moins équivoques. Il nia positivement qu'il se fût passé rien de mystérieux dans son entrevue avec le *Vizir*; il n'avoit jamais, par sa conduite,

donné lieu aux imputations dont on vouloit le noircir. Rohilcund n'étoit point, comme on le prétendoit, ravagé, désolé, & les prisonniers de guerre n'avoient point été traités avec inhumanité. Tous ces reproches n'étoient point la vérité, mais les suggestions exagérées de l'imposture. Les besoins du gouvernement avoient dans l'occasion nécessité cette opération. La détresse de la compagnie étoit telle, que les ressources de la contrée étoient devenues inutiles; &, faute de ces ressources, il avoit été indispensable d'employer des moyens extraordinaires. Les ordres de la compagnie ne contenoient jamais une défense expresse d'employer ses forces dans des expéditions d'une utilité évidente. L'esprit de ces ordres étoit moins restreint; ils donnoient, dans les cas où on ne pouvoit point les exécuter positivement, une latitude moins limitée au zèle de ses serviteurs. Les Rohillas étoient un peuple perfide. Ils avoient subi la peine de leur perfidie. La guerre étoit fondée sur le desir naturel de venger des injures reçues, & nos troupes n'avoient été qu'auxiliaires. Dans cette expédition il étoit de notre devoir, ainsi que de notre intérêt, de contribuer à la sûreté d'un allié dont les ennemis étoient les nôtres. Les Rohillas avoient été aggresseurs, & conséquemment leur réduction étoit comprise dans les engage-

mens que nous avions pris de défendre le *Vizir*. Le gouverneur-général fit l'énumération des avantages qui reviendroient à la compagnie de cet emploi des troupes.

Cette guerre avoit élevé une nouvelle barrière qui défendoit ses possessions en étendant les frontières d'Oude ; & en éloignant les Marattes, elle avoit apporté dans le trésor de la compagnie près de douze millions. Elle avoit servi à maintenir la discipline dans ses armées ; & lui avoit épargné un tiers des dépenses militaires. Enfin, il en appella pour sa justification à sa réputation dans le service ; il fit face à toute objection, en se retranchant sur la manière dont il avoit cru devoir interpréter les ordres de la compagnie, sur les besoins de l'état & sur la probabilité de réussir dans cette entreprise.

Loin d'être satisfaite de ces raisons, la majorité prononça l'arrêté suivant : « que la correspondance du gouverneur-général avec le général en chef & le résident à la cour du *Vizir*, » seroit communiquée au conseil. » M. Hastings s'opposa à cet arrêté, qui, dit-il, lui ôtoit son crédit & le dépouilloit du rang élevé qu'il occupoit, & de cette confiance qui lui étoit essentielle. M. Middleton étoit son agent. Plusieurs de ses lettres contenoient des confidences si particulières, dont le public n'avoit que faire; M. Midd-

leton les avoit écrites & envoyées sous le sceau du secret. Il ne vouloit point exposer en public les opinions peut-être indiscrettes d'un jeune-homme, opinions qui ne pouvoient attirer à l'écrivain que des troubles & des désagrémens. M. Middleton n'avoit hasardé de les écrire, que sur l'assurance la plus sacrée qu'elles ne seroient vues que par celui à qui seul il se croyoit responsable dans son poste. Sans attendre les pièces qu'il avoit promis de produire, ou sans savoir si les informations qu'elles contenoient, étoient imparfaites ou obscures, on demandoit despotiquement à voir les minuties secrettes d'une correspondence que sa délicatesse lui défendoit de divulguer ; il étoit prêt à communiquer au conseil les dépêches ministérielles du colonel Champion. Quant à la partie amicale de leur correspondance, il croyoit qu'il n'étoit ni nécessaire ni convenable de la produire aux yeux du public.

Les membres de la majorité protestèrent contre ce refus, & soutinrent que, puisqu'en conséquence des engagemens de la compagnie avec Sujah-Dowlah, on avoit entrepris une expédition, directement contraire à la politique adoptée par l'autorité suprême, que cette expédition n'étoit pas le résultat d'aucun traité spécifique, mais seulement d'un accord verbal entre le *Vizir* & le gouverneur-général, & que pour

l'exécuter, nos troupes avoient été envoyées si au-delà des frontières du Bengale & si fort au nord de Delhi, qu'au commencement d'Octobre on ne pouvoit trouver dans aucune carte connue, la place de leur camp. Ils avoient droit de demander tous les renseignemens qui avoient rapport à cette affaire. Les liaisons de la dernière administration avec l'allié de la compagnie, malgré tous les éclaircissemens qu'on leur avoit donnés sur cet objet, étoient encore, en quelque sorte, inintelligibles pour eux. Ils étoient d'avis que la correspondance du résident à la *Durbar*, & celle du commandant des troupes, encore en campagne, avec le gouverneur, sur l'affaire en question, étoient absolument nécessaires pour leur procurer les informations dont ils avoient besoin. Ils fondèrent leur demande sur les ordres exprès de la compagnie. Les directeurs, dans leur lettre générale du 23 mars 1770, disoient : « Le gouverneur correspondra » seul avec les puissances du pays ; mais toutes » les lettres avant qu'il les envoie, doivent être » communiquées aux autres membres du co- » mité choisi, & avoir leur approbation ; de » même toutes lettres quelconque qu'il pourra » recevoir en réponse, ou dans le cours de sa » correspondance, seront également soumises à » la considération du comité choisi. » Ils sou-

tinrent que le chef du conseil n'avoit point le droit de correspondance avec les ministres ou les affaires du gouvernement, sans la participation de ce conseil, & encore moins celui de refuser la communication d'une correspondance que ses membres exigeoient.

La conséquence de ces débats fut que M. Middleton fut rappellé de la *Durbar*. On donna en même tems ordre au colonel Champion, après bien des altercations, de le remplacer, d'aller trouver le *Vizir*, & de lui demander le paiement des arrérages dûs à la compagnie, pour les secours qu'elle lui avoit fournis contre les Rohillas, & de ses autres engagemens. On lui donna le pouvoir de se relâcher dans ses demandes, en cas qu'il le jugeât convenable, & d'accepter vingt *lacks*, après avoir pris des arrangemens pour le reste, à des termes qu'il jugeroit à propos, pourvu que le dernier paiement ne passât pas un an. Sur le refus du *Vizir*, il devoit se retirer avec les troupes. On reçut avis dans cet intervalle que la guerre, comme on l'a vu ci-devant, étoit terminée, & cette nouvelle occasionna quelque changement dans les instructions données au colonel Champion.

Dans le cours de ces longs débats, on parla souvent & avec beaucoup de liberté de la manière dont le gouverneur-général avoit traité le roi Shaw-

Allum; on imputa plus d'une fois indirectement, à des principes qu'il n'avoit pas avoués, la détention du tribut, ainsi que la manière dont il avoit disposé de Corah & d'Allahabad. Il se justifia d'avoir suspendu le paiement du tribut, en disant qu'il auroit pu tirer, s'il l'eût voulu, de grands avantages d'une connivence particulière relativement au traité. Le roi, (il le présume) auroit accepté toutes les conditions qu'il lui auroit proposées, & l'auroit encore remercié de ce qu'il auroit bien voulu les accorder à sa majesté. (1).

Il étoit certainement au pouvoir du gouverneur-général de préférer ses propres intérêts à ceux de ses commettans, en supposant toutefois le prince Indien assez bas pour seconder ces desseins. Mais justifier l'oppression par la foiblesse de l'opprimé, ou se justifier d'une injustice, en donnant pour raisons qu'il étoit en notre pouvoir d'en com-

---

(1) Le gouverneur-général, dans sa lettre à la cour des directeurs par le navire l'Anson, en date du 25 Mars 1775, donne, en ces termes, ces raisons curieuses: « C'est moi seul qui ai arrêté le paiement du tribut, & » on me l'a souvent reproché. Il étoit certainement en » mon pouvoir de le continuer, & de faire mes arrange- » mens avec le roi pour en garder ce que j'aurois jugé à » propos pour ma part; il m'auroit encore remercié du » reste. »

mettre une plus grande, c'est réduire le droit naturel à des principes de tyrannie, & en appeller directement du tribunal de l'équité à la décision de la force. Un *Jury* Anglais n'absoudroit pas un homme convaincu de vol, parce qu'il diroit pour s'excuser qu'il n'a pas commis de meurtre. C'est cependant par de semblables argumens que le gouverneur-général prétend justifier son marché avec Sujah-Dowlah, pour les territoires d'un prince dont il avoit déjà aliéné le tribut. « Ce ne fut point, dit-il, le manque des » *Sunnuds* de Shaw-Allum, qui renversa les pro» jets long-tems prémédités du duc de Choiseul; » & leur possession n'accélérera pas non plus les » desseins des Marattes contre nous. Le glaive » nous a donné la possession du Bengale, & » c'est par le glaive que nous pouvons la con» server; si nous la perdons, Dieu veuille que » cela n'arrive jamais, celui qui nous succédera » fondera ses droits sur la même charte na» turelle. »

En 1774 les troupes furent principalement employées contre différentes petites principautés situées sur les frontières du Bengale, & qui avoient jusqu'alors été indépendantes des puissances voisines. Dans quelques-unes, les *Rajahs*, ou les princes, furent subjugués & obligés de donner des otages pour garans de leur obéissance

future; dans d'autres, les paysans furent chassés de leurs habitations, les villages brûlés, & les moissons entièrement détruites. Le conseil de Patna ayant donné ordre à un bataillon des troupes de la compagnie de saisir ou d'expulser le *Rajah* Tuttah-Shaw, le lieutenant Scott, qui le commandoit, fut si exact à suivre ses instructions, qu'il poursuivit ce malheureux prince jusques dans les états d'Oude, & fit trois des sujets du *Vizir* prisonniers de guerre. Le capitaine Crawford, d'après des ordres d'une nature à-peu-près semblable de la part du chef de Burdwan, entra dans le Patcoom au commencement de Décembre de la même année, avec six compagnies de Cipayes, prit la capitale, la rasa, & pour rendre le poste tenable, détruisit ses environs. Les Indiens, dans un accès de désespoir, s'assemblèrent pour défendre leurs foyers. Il les joignit dans peu de jours, & les dispersa sans beaucoup de peine. Tous ceux qui survécurent, hommes, femmes & enfans, se retirèrent dans les montagnes, & laissèrent le district sans habitans. Cet officier actif avoue de sang froid dans ses dépêches, qu'il eut l'art de semer des dissentions parmi les chefs pour pouvoir les réduire & les extirper avec plus de facilité. La cause de ces excès fut l'ambition de subjuguer un peuple brave & guerrier, qui avoit, depuis

un tems immémorial, maintenu sa liberté dans ces montagnes couvertes de bois, qui forment une grande partie de la division occidentale du Bengale. Ces malheureux n'eurent plus d'autre moyen de se venger, que de faire des incursions soudaines dans les districts voisins qui n'étoient pas défendus. Ils furent conséquemment proscrits comme des brigands, & on procéda contre eux par tous les moyens que justifient les loix de la guerre. Puisqu'il n'étoit pas possible de les réduire, on jugea, dans le véritable esprit du gouvernement du Bengale, qu'il étoit conforme *à la justice & à la saine politique* de les exterminer. Les principes *de justice & de saine politique*, adoptés & suivis par tous les tyrans & les usurpateurs qui ont ravagé & désolé la terre, ont toujours été l'esclavage, l'expulsion, le carnage & l'extermination. C'est sur ces principes que le despotisme élève encore son trône dans tous les coins de la terre, & l'ambition ses trophées. La multitude a toujours eu la fureur de vouloir être conduite : cette fureur a été la source abondante de toute cette puissance usurpée, qui, dans tous les siécles, lui a servi si peu & l'a tant fait souffrir.

Au commencement de l'année 1775, Sujah-ul-Dowlah, *Vizir* d'Oude, dont la santé étoit depuis quelque tems chancelante, mourut, & fut

fut remplacé par son fils Miza-Ammany, autrement, Asoph-ul-Dowlah : celui-ci ne possédoit point les talens de son père, qui, pour la force d'esprit & du corps, avoit à peine son égal parmi ses compartiotes. Cet allié puissant de la compagnie avoit tout d'un coup passé des plaisirs aux affaires, & avoit acquis assez de connoissance dans le civil & dans le militaire. Sa fortune fut longtems variable & équivoque. Il vit de bonne heure qu'il étoit de son intérêt de s'attacher les Anglais. Leur esprit d'entreprise & leur activité, convenoit à l'inconstance de son caractère. Il avoit un extérieur agréable, & un abord spécieux & insinuant ; mais il étoit au fond perfide, poltron & vindicatif. Les différens traités, entre lui & les serviteurs de la compagnie, prouvent que, quoiqu'il leur fût inférieur dans le champ de bataille, il avoit l'avantage dans presque toutes les négociations. Sa mort donna lieu à plusieurs changemens dans l'alliance de la compagnie avec le jeune *Nabab*. Les membres du conseil suprême prétendirent que les conditions spécifiques de leur première alliance avec le *Vizir* expiroient avec lui, & qu'il étoit de leur devoir de tirer tous les avantages possibles d'un renouvellement d'amitié avec son fils. M. Bristow, qui avoit succédé à M. Middleton à la résidence de Fizyabad, partit au commencement de Février

1775, & dans l'espace de quelques mois, convint avec le *Nabab* de lui garantir les provinces de Corah & d'Allahabad ; que les subsides stipulés pour le service de la brigade seroient augmentés, & que la compagnie auroit à perpétuité la souveraineté & la possession des districts sous Cheit-Sing. La majorité se félicita beaucoup des avantages essentiels que ces acquisitions donnoient à la compagnie. Cette mesure n'auroit point obscurci le lustre de leur règne, si cette circonstance eût été la seule dans laquelle on les eût vu sacrifier les droits essentiels de la justice à la capacité de leurs commettans. La seule objection du gouverneur-général, fut qu'il ne croyoit pas que ces prétentions pussent jamais être entiérement réalisées. On discuta longuement ce sujet dans le conseil, mais finalement la mesure fut approuvée.

Ces dissensions, qui avoient transpiré en Angleterre avant l'arrivée des dépêches régulières, animèrent vivement les amis & les partisans des différens particuliers intéressés à la fin de cette contestation. Alarmés des suites de ces procédés violens, les directeurs en firent le rapport aux propriétaires. Il y eut différentes assemblées, & les deux partis y montrèrent beaucoup d'adresse & de finesse. L'objet n'étoit plus le bien de la compagnie, ou de la nation, mais de savoir le

quel des deux partis remporteroit la victoire. On peut voir leurs avis en substance dans la lettre générale des directeurs, en date du 15 Décembre, dans laquelle ils condamnent les principes de la guerre des Rohillas, & approuvent le rappel de M. Middleton ; parce que, d'un côté, ils sont mal satisfaits de cette politique, & de l'autre, ils sont d'avis que le conseil avoit droit de lire les lettres du résident & de délibérer sur ces lettres.

La discorde qui régnoit dans le conseil suprême se communiqua bientôt aux naturels du pays. C'étoient des rapports & des bruits qui se reproduisoient eux-mêmes avec d'autant plus de facilité, qu'ils excitoient par-tout la plus grande curiosité. Les maisons des membres de la majorité furent tout-à-coup assaillies par une foule de plaignans, qui les importunoient de leurs instances répétées chaque jour. On découvroit quelque trait d'oppression, dont le gouvernement antérieur avoit été coupable ; il se trouva même chez ce peuple timide & pusillanime, des gens assez courageux pour porter plainte contre quelques-uns des premiers officiers de l'Etat. Les marchands Noirs, dans Dacca, accusèrent M. Richard-Barwell d'un enchaînement de cruautés dont le récit fait horreur. Il leur avoit, disoient-ils, extorqué des sommes immenses par mena-

ces, en les mettant au pilori, en les emprisonnant, & les forçant, par famine, à souscrire à ses exactions. Il les avoit fait mettre aux ceps dans la saison la plus rigoureuse de l'année, au milieu d'une plaine, où leurs têtes & tout leur corps étoient à découvert; où couchés sur la terre nue ils avoient autant à souffrir de l'humidité du sol que de l'inclémence de la saison. Pour surcroît de cruauté, ils avoient souvent subi ce traitement en plein midi, lorsque la chaleur brûlante du soleil étoit plus insupportable. Les malheureux ainsi tourmentés n'étoient point des jeunes gens ni des hommes du peuple endurcis aux fatigues & aux travaux du peuple; mais des vieillards infirmes & des hommes d'une profession respectable, qui, pendant trente ans, avoient servi sans reproches, & s'étoient montrés partisans des intérêts de la compagnie. Ainsi l'inspection de la majorité se porta avec exactitude & persévérance sur tous les départemens de l'Etat, & sur toutes les fonctions de l'administration. Un des reproches faits à M. Hastings, & ce n'étoit pas le moins grave, c'étoit d'avoir anéanti les propriétés territoriales dans tout le royaume du Bengale. Les anciens *Zemindars* qui avoient joui de leurs biens, transmis depuis un tems immémorial du père au fils, s'étoient vus tout-à-coup dépouillés; leurs terres avoient été, à la lettre,

vendues à l'encan & abandonnées au plus offrant.

Ce système fut condamné, comme un trait de tyrannie. Les principaux du pays avoient conséquemment été forcés de disputer leurs terres à une foule combinée d'usuriers, ou, renonçant à leurs champs, de se contenter d'une maison & de la pension qu'il plairoit au gouvernement de leur accorder. Rien n'étoit plus propre à aliéner l'esprit des Indiens, & de leur ôter toute confiance dans le gouvernement. Les propriétaires perdirent en un instant leur influence sur les autres naturels, en perdant leurs *Zemindaries*. Les serviteurs de la compagnie Angloise, *dont les pères n'étoient pas dignes d'être compagnons des chiens de leurs troupeaux*, comme le disoit un de leurs chefs indigné, entrèrent audacieusement dans leurs terres patrimoniales. Cantoo-Baboo, le *Banyan* ou intendant Indien de M. Hastings, eut en mains deux contrats, en son nom & en celui de son fils, d'une somme de plus de trois millions six cens mille livres par an. Le même favori fut possesseur, on ne sait encore par quel moyen, de fermes qui lui rapportoient annuellement à-peu-près autant. Toute la Zemindarie de Baharbund fut donnée au fils de cet intendant, enfant de dix à douze ans, quoique le gouverneur-général en parle comme d'un homme important. Enfin, la majorité déclara formellement

qu'elle ne vovoit aucune espèce de péculat, dont l'administration antérieure ne se fût rendue coupable. Bien plus, les preuves leur parurent assez fortes pour convaincre tout homme impartial, que le gouverneur-général s'étoit approprié les quatre septièmes de la pension dont la compagnie étoit chargée pour le *Phousdar* ou commandant de Hughly, quoiqu'elles ne fussent peut-être pas suffisantes pour le faire condamner dans une cour de justice. La pension étoit de soixante-douze mille roupies; ils affirmèrent que M. Hastings en avoit au moins la moitié, & que le dernier Phousdar n'avoit été renvoyé de sa place que pour n'avoir pas voulu souscrire aux conditions qu'on vouloit lui faire.

Ainsi le gouverneur-général, malgré ses fréquens appels à son intégrité & à la pureté de ses intentions, fut formellement accusé de la vénalité & de la corruption la plus grossière. On produisit à l'appui de ces accusations, des témoignages de gens respectables & de distinction. La *Rannie* de Bekr-Dwan accusa son *Duan*, ou trésorier, d'avoir donné des sommes immenses à des serviteurs de la compagnie pour parvenir à ce poste important & lucratif. Quand cette affaire fut portée devant le conseil, & que l'on en vint à l'examen des faits, le gouverneur-

au lieu de défier ses accusateurs de

prouver ce qu'ils avançoient, & de se reposer sur cette intégrité qu'il faisoit sonner si haut, usa de son privilège, & refusa de se soumettre à être confronté dans une cour dont il étoit président; mais il se retira dédaigneusement avec son ami M. Barwell. Cependant, la majorité crut qu'il étoit de son devoir de mettre la vérité au grand jour; & l'agent de la *Rannie* produisit des comptes de quinze mille roupies données à M. Hastings, & de neuf mille roupies données à d'autres membres du conseil. Bridjoo-Kishore, qui avoit acheté sa place par des présens, nia l'authenticité de ces preuves de péculat; mais son secrétaire affirma positivement que l'état des sommes étoit exact, qu'il avoit été fait d'après les ordres exprès du trésorier, & qu'il avoit représenté cette affaire précisément & à la lettre comme elle s'étoit passée.

L'infortuné Nuncomar, dont la triste fin ne sera jamais oubliée de ses compatriotes, eut la témérité de produire des accusations de cette nature contre M. Hastings, & même de venir en personne soutenir ses assertions. Mais comme le *Rajah* étoit sur le point d'être entendu, & d'établir par des preuves évidentes la vérité des faits qu'il avoit avancés, le gouverneur-général, qui jugea la dignité de sa place au-dessus de toute considération humaine, rompit tout-à-coup la

séance, &, se retirant avec M. Barwell, protesta contre toutes les mesures que la majorité pourroit prendre en son absence. Cependant les membres du conseil, en dépit de cette opiniâtreté de M. Hastings à se prévaloir d'une prérogative qui n'étoit pas encore décidée, persistèrent à faire ce qu'ils croyoient devoir au pu- public & à la justice : Nuncomar fut donc appellé, & strictement interrogé. Il détailla avec exactitude, fermeté, & simplicité les différentes sommes qu'il avoit lui-même payées au gouverneur-général, & nomma ceux qui avoient eu part à ces affaires secrettes. Il produisit aussi une lettre qui lui avoit été adressée, avec le sceau & la signature de Munny-Begum, dans laquelle elle déclaroit que le gouverneur-général avoit aussi reçu d'elle une douceur pécuniaire assez considérable. Les preuves qu'il apporta de toutes ces négociations extraordinaires, parurent très-authentiques & satisfaisantes.

Il se tramoit pendant ce tems-là contre Nuncomar des intrigues auxquelles lui ou ses amis ne s'attendoient guère. Il étoit, ce semble, décidé que M. Hastings feroit, d'une façon ou d'autre, bientôt & sévèrement vengé du zèle que Nuncomar avoit montré à le poursuivre. Tandis que cette affaire étoit encore devant le conseil, le *Rajah* fut accusé d'une conspiration contre

M. Hastings, de concert avec Joseph Fowke, François Fowke & Roy Rada-Churn, (1) & on

(1) On pourroit rapporter plusieurs exemples, pour prouver avec combien de cruauté nos compatriotes se jouent de l'extrême délicatesse des Indiens : on n'oubliera jamais dans l'Inde l'histoire tragique de Commaul-o-Deen, & la honte dont elle couvre notre politique existera aussi long-tems qu'on en conservera le souvenir. Durant ces violentes altercations entre la majorité du conseil & le gouverneur-général, cet homme fut engagé, par les intrigues d'un parti, à accuser Joseph Fowke, François Fowke, Mahal-Rajah Nuncomar, & Roy-Rada-Churn, d'une conspiration contre Warren Hastings, écuyer. L'accusation parut si confuse & si contradictoire, que le jugement fut porté en faveur des défendans. Commaul-o-Deen devant beaucoup d'arrérages au gouvernement, ceux qui le composoient, ce semble, eurent assez de crédit pour exciter contre lui les officiers du département des finances. Il fut mis en prison ; mais la cour suprême prenant le parti de l'opprimé, il fut sur le champ relâché par un *habeas corpus*. Le lendemain il fut encore emprisonné, & remis de la même manière en liberté. Il envoya alors chercher son fils à Hughly, pour conduire ses affaires, pendant qu'il étoit lui-même occupé de ces tracasseries. En remontant la rivière pour venir à Calcutta, le jeune homme fut malheureusement noyé. Ce désastre inattendu, joint à ses autres embarras & à ses souffrances, réduisirent le malheureux père à un si grand désespoir, qu'il devint un objet de pitié pour ses anciens amis & ses connoissances. Peu de tems après il disparut, & depuis on n'a jamais entendu parler de lui.

instruisît son procès. Le *Jury* le déclara non-coupable; mais on tenoit en réserve une accusation plus sérieuse & plus intéressante contre ce chef malheureux. On l'accusa d'avoir fait un faux billet, antidaté de plusieurs années auparavant. Il fut, pour ce délit, poursuivi au criminel devant la cour suprême, condamné par une loi *ex post facto*, & pendu, quoique le crime qu'on lui supposoit, ne fût pas réputé capital par les loix du pays où il avoit été commis. Le peuple vint en foule voir cette exécution, & ils ne virent pas ce spectacle sans horreur & sans consternation. Les Européens n'avoient point encore montré aux habitans pacifiques du Bengale des scènes aussi terribles. On regarde, dans tout l'Indostan, les privilèges des *Brames* comme sacrés. Ils ont le droit de commuer la peine de mort, & en sont exempts eux-mêmes, parce qu'on peut appeller à la loi commune du pays, de toute espèce de châtiment corporel. Nuncomar étoit à la tête de ce collège sacré, que les Hindoos respectent jusqu'à l'idolâtrie. Sa mort ignominieuse étoit donc plus choquante dans l'Inde que si on condamnoit en Europe un seigneur de la plus haute distinction, un prince du sang, ou même une tête couronnée, à périr par la main du bourreau. Au moment où il fut jetté, tous les Indiens, au nombre de plusieurs milliers, se sau-

vèrent, comme à un signal donné en désordre, grimaçant de désespoir, & poussant des cris de surprise & d'horreur. Leur retraite fut si soudaine, qu'avant même que le *Rajah* eût expiré, on n'appercevoit plus autour de la potence que le Sherdf, ses gens, & quelques spectateurs Européens.

Certaines circonstances de cette affaire attirèrent l'attention de toutes les personnes sensées des deux nations, & intéressèrent même leur sensibilité. Un homme de rang & de distinction mis à mort pour un crime qui n'étoit pas capital suivant les loix de son pays, & puni en vertu d'ordonnances étrangères & postérieures au délit; le procès intenté précisément au moment critique où Nuncomar se présentoit pour convaincre le gouverneur-général de la prostitution la plus honteuse de son autorité; la sévérité extrême & & l'animosité avec lesquelles le procès fut instruit, sans égards aux droits & aux décences qu'un usage antique & général a rendu sacrés; l'ardeur de M. Hastings & de ses partisans à exposer, noircir, décrier & avilir le caractère d'un particulier sans défense & déja dégradé; & cette profusion d'invectives grossières qui accompagnent toutes les justifications de ce procédé, jusqu'à présent offertes au public, sont autant de prémices d'après lesquelles tout juge impartial

pourroit conclure ; que, dans ce procès politique, le gouverneur-général & la cour suprême (1)

---

(1) Dans un écrit de la majorité, en date du 11 Avril 1775, cette cause importante étoit encore devant la cour suprême ; on trouve les détails suivans :

« Maha-Rajah Nuncomar, que le gouverneur appelle » un *mécréant*, étoit, il y a quelque tems, son meilleur » ami ; le gouverneur le consultoit en toutes occasions ; » il l'avoit protégé contre les *protestations* réunies de » MM. Graham, Lawrel & Dacres, qui étoient étroitement » liés avec Mahommed-Reza-Cawn ; le gouverneur » l'avoit protégé, quoiqu'il fût alors que Nuncomar » s'étoit, comme il le dit *aujourd'hui*, rendu coupable » d'un faux. Nous avons lieu de croire que l'intention du » gouverneur étoit de le faire *Banyan* du général Clavering, » afin d'environner le général, ainsi que nous, » de ses créatures, & de nous tenir dans une parfaite » ignorance du véritable état du gouvernement. Par cette » finesse, & d'autres petites intrigues de cette nature, » conformes aux principes de la politique Asiatique, dans » laquelle le gouverneur-général est si versé, il se flattoit » probablement d'embarrasser & de circonscrire des gens » peu accoutumés à de pareils artifices. Se voyant trompé » par le gouverneur-général, Nuncomar fit bientôt usage » des moyens que ses liaisons avec le gouverneur avoient » mises en son pouvoir, pour satisfaire son ressentiment. » Quels que soient les motifs qui ont fait agir Nuncomar, » ses dépositions ont pleinement dévoilé la conduite de » l'honorable gouverneur-général, & les moyens dont » il s'est servi pour faire l'immense fortune qu'on dit qu'il

n'ont point agi unanimement. La justice, cette constante sauve-garde des propriétés & de la vie

---

» possède, plus de quarante *lacks* de roupies, qu'il doit » avoir amassées en deux ans & demi. »

La réponse du gouverneur à la protestation mentionnée ci-dessus, est intitulée : *Extraits des procédés du comité de circuit à Cossimbuzar*, en date du 28 Juillet 1772. La dispute provint de la nomination du fils de Nuncomar à la place de *Dewan* dans la maison du *Nabab*, & d'intendant de ses finances. MM. Dacres, Lawrel, & Graham proclamèrent contre cette nomination; ils prétendirent que c'étoit nommer à cette place Nuncomar lui-même, dont la conduite politique étoit criminelle à plusieurs égards. Le gouverneur défendit les motifs qui l'avoient déterminé à la nomination, par un écrit assez long, dans lequel on trouve ces paroles remarquables : « M. Hastings pense » qu'il est juste de faire une distinction entre un manque » de fidélité & une offense commise contre notre gou» vernement par un homme qui ne lui devoit rien, qui » n'avoit pas même joui de sa protection; mais qui, au » contraire, étoit serviteur & ministre d'un maître dont » il devoit naturellement chercher à augmenter l'impor» tance & à rétablir l'autorité, par le moyen de secours » étrangers, & par la diminution du pouvoir de la com» pagnie. Il n'a jamais été accusé d'infidélité envers le » *Nabab* Meer-Jaffier, dont la politique constante, depuis » son avènement au *Nizamut* jusqu'à sa mort, correspond » si exactement avec les artifices de son ministère, qu'on » peut aussi-bien les attribuer au maître qu'au serviteur. » Quoique le ministre fût personnellement intéressé au » succès; l'objet immédiat de l'un & de l'autre étoit,

des hommes, lorsqu'elle est administrée avec impartialité, fut, dans cette occasion, convertie en un lâche instrument de la tyrannie : au milieu du tumulte de l'ambition effrénée, les prétentions les mieux fondées de l'innocence sont foibles & inutiles. Les souffrances de Nuncomar excitèrent vivement la sensibilité des Indiens. C'étoit une insulte faite aux coutumes, aux loix, à la religion de toutes les nations de Gentoo. Le fait sur lequel on lui avoit intenté un procès criminel, avoit, quelque tems auparavant, subi un examen civil, & la question ne pouvoit être décidée, qu'en prouvant l'authenticité du billet qu'on l'accusoit d'avoir fabriqué. Dans un cas si nouveau & si extraordinaire, pourquoi ne suspendit-on pas l'exécution de la sentence jusqu'à ce qu'on connût le bon plaisir de sa majesté Britannique ? Mais il ne fut pas accordé au

---

» sans contredit, l'aggrandissement du *Nabab*. Les marques distinguées de faveur & de confiance que Meer-Jaffier continua jusqu'au dernier moment de sa vie de donner à Nuncomar, prouvent évidemment l'opinion qu'il avoit de ses services & de sa fidélité. La conduite de Nuncomar dans l'administration suivante, semble avoir été dictée par les mêmes principes ; bien plus, s'il nous est permis de parler favorablement de quelque mesure contraire aux intérêts de notre gouvernement, loin d'être criminelle, sa conduite fut plutôt digne d'éloges. »

Rajah un seul instant de répit, quoiqu'il fût en ce moment sous la protection du conseil, & prêt à prouver, en sa présence, que le gouverneur-général avoit trahi la confiance de ses commettans, en recevant de l'argent des vassaux de la compagnie. Toutes ces circonstances réunies prouvent trop évidemment que le procès & la mort de Nuncomar ne furent qu'une mesure politique, tendante à effrayer les Indiens assez osés pour accuser de corruption ou d'autres délits quelques sujets Britanniques, élevés à des postes importans. L'effet de cette politique si fatale à la sûreté des individus, fut de rendre plus réservé & plus dissimulé ce peuple timide & patient, n'osant plus se plaindre publiquement ni laisser voir son ressentiment. Il ne fut plus tenté de démasquer la fraude, l'extorsion & le péculat; mais il tâcha de se soustraire à l'oppression par les voies publiques de l'intrigue. Tels furent les commencemens de ce systême obscur & insidieux de duplicité, systême téméraire & trompeur, qui étoit destiné à pervertir tous les départemens de notre gouvernement dans l'Inde, à envelopper d'un voile ténébreux les négociations les plus intéressantes entre les serviteurs de la compagnie & les princes du pays, & à nous plonger dans un abîme d'embarras dont

nous ne pouvions être délivrés que par une combinaison d'accidens inattendus.

Tout ce grand systême parut dans les relations que l'on envoyoit en Angleterre, sous une forme mystérieuse & inintelligible. Néanmoins toute l'influence & les menées du gouverneur général ne purent concilier la bonté & la bonne-foi Anglaise avec ce plan d'intrigues. L'inflexible probité d'un Clavering & de ses collègues de la majorité, commandoit tellement le respect & la confiance, qu'il eût fallu pour anéantir ou pour diminuer cette confiance, l'extinction de toute vertu publique. La situation de M. Hastings devint alors désespérée. Ses projets étoient supprimés, & sa prérogative resserrée dans des bornes étroites par cette majorité opiniâtre; & de plus, la haine des naturels, qu'il s'étoit attirée par sa sévérité, rendoit sa place extraordinairement désagréable. A proportion que son pouvoir baissoit, il étoit traité avec moins de distinction & de respect. L'animadversion systématique à laquelle toutes ses actions furent soumises, jettèrent du dégoût & de l'ennui sur les fonctions de sa charge. Il passa toutes les heures de loisir à arranger les matériaux de sa défense publique. Ce fut dans ces circonstances qu'il conçut & exécuta une expérience politique, qui ne cede point aux plus

célèbres

célèbres maximes de Machiavel, & qui surpasse, de beaucoup, tous les subterfuges de nos hommes d'état modernes. C'est un grand bonheur lorsqu'un homme monte à un poste important, si la situation des affaires qu'il doit administrer correspondent avec ses talens & avec ses principes; mais très-peu de personnes sont capables de s'accommoder ainsi à toutes les vicissitudes de la vie humaine.

Les délits imputés à l'administration de M. Hastings, lui avoient attiré le blâme de la cour des directeurs, & ce blâme étoit unanimement confirmé par celui des propriétaires. On avoit même *arrêté* de demander à sa majesté le rappel de M. Hastings. Cependant, on assembla une autre cour générale à cette occasion, & la cause du gouverneur fut ouvertement soutenue par une majorité considérable, qui conservoit la plus haute opinion de son habileté & de la droiture de ses intentions. Cette majorité parut disposée à acquiescer à tout ce qui avoit été fait, sans s'embarrasser de pousser cette affaire plus loin. Elle ne jugea pas à propos d'attaquer directement l'*arrêté* des directeurs en présentant requête à sa majesté; mais elle se contenta de voter simplement dans la ballote ce qu'on délibéreroit de nouveau sur cet objet. Il s'ensuivit que l'affaire demeura en suspend pendant quelques mois.

A-peu-près dans ce tems-là, M. Lauchlin-Macleane fut envoyé des Indes en Angleterre, en qualité d'agent du *Nabab* d'Arcot & de M. Hastings. Le 10 Octobre 1776, le gouverneur-général, par la médiation de cet agent, informa la cour des directeurs du dessein qu'il avoit de se démettre de sa place, & la pria de lui nommer un successeur dans le conseil suprême. Une requête si formelle, si importante & si inattendue, causa des doutes aux directeurs; ils hésitèrent & voulurent connoître à fond par quelle autorité M. Macleane agissoit. Il allégua qu'il ne pouvoit point produire devant toute la cour les lettres de créance dont il étoit chargé, parce qu'elles contenoient un mélange de choses particulières & secrettes; mais qu'il étoit prêt à les soumettre à l'inspection de trois des membres qu'il plairoit à la cour de choisir. On nomma donc un comité, pour examiner l'authenticité & la validité d'une requête si contraire à toute la teneur de la conduite ministérielle de M. Hastings. Les personnes chargées de cette commission furent, l'orateur, le vice-orateur, & Richard Beecher, écuyer. Ils trouvèrent que les instructions de M. Hastings, dans un écrit donné à M. Macleane, portoient qu'il ne vouloit plus du gouvernement de Bengale, qu'à certaines conditions spécifiées dans cet écrit, conditions

auxquelles la cour probablement ne souscrivit pas. Ce rapport fut confirmé par M. George Vansittart, qui étoit présent lorsque M. Macleane avoit reçu ces instructions : & M. Stwart certifia aussi que M. Hastings lui avoit déclaré qu'il avoit donné des instructions de cette nature à M. Macleane.

Cette enquête circonspecte des directeurs venoit probablement de ce qu'ils craignoient d'être accusés de s'être rendus complices d'une évasion de l'acte du parlement, parce que M. Hastings, en résignant sa commission, échapperoit aux conséquences attachées par la loi à la démission. Jusqu'ici il n'avoit été soutenu que par une majorité de la cour générale ; mais si, en conséquence de la requête à sa majesté & au conseil il avoit été renvoyé, rien ne pouvoit le rétablir. Une clause de l'*acte de règlement* de l'année 1773, l'excluoit pour toujours du service de la compagnie ; connoissant cette particularité critique, le rôle qu'ils jouoient étoit très-prudent : ils acceptèrent donc formellement sa décision. M. Wheeler fut nommé pour prendre sa place, & présenté à sa majesté, qui lui donna son approbation. La mesure étoit complette, & la charge dont M. Hastings s'étoit démis étoit légalement remplie. Tous ces procédés ayant été annoncés dans le Bengale, le général Clavering, comme

doyen du conseil, avoit certainement droit de succéder à la place du gouverneur-général.

M. Hastings ne s'est jamais soumis, dans aucune partie de sa conduite politique, à ces obligations que tous les autres hommes regardent comme indispensables. Dans cette occasion il prit la résolution hardie de désavouer son agent, de nier sa lettre, & de renoncer à ses amis. — Quand le général Clavering lui dit de rendre les clefs du fort William, & des trésors de la compagnie, il refusa fermement de le faire, assura que sa place n'étoit pas vacante, & déclara qu'il étoit résolu de maintenir son autorité par ce qu'il appelloit tous les moyens légitimes. Cette opiniâtreté produisit un schisme dans le conseil. Le général Clavering soutint son droit, & qu'il en avoit été légalement & formellement revêtu par ses supérieurs. Il fut fortement appuyé dans ces prétentions par son ami M. Francis. Le colonel Manson étoit mort quelques mois auparavant; M. Barwel se rangea du côté de M. Hastings. Ces deux partis s'assembloient séparément; alors le gouvernement fut double, & tout fut dans le plus grand désordre. Toute autorité fut, pendant un tems, suspendue; & ces dispositions devinrent si animées, qu'elles auroient fini par une guerre civile, si les juges de la cour suprême, à qui on s'en rapporta, ne les avoient

arrêtées, en décidant « que la résignation étoit non-valable, & que M. Hastings avoit encore légalement la possession de sa place, quoique ses supérieurs l'en eussent dépossédé à sa propre requête, & lui eussent nommé un successeur. » Il étoit assez extraordinaire qu'on ne se fût pas apperçu de la nullité de cette résignation en Angleterre, où étoient tous les renseignemens & tous les actes pour autoriser la résignation, où étoit alors l'agent qui avoit formellement exécuté ce projet, où résidoient les témoins qui pouvoient parler de cette résignation avec connoissance de cause, & où la compagnie & le ministère ne pouvoient manquer des avis nécessaires pour savoir ce qui étoit ou ce qui n'étoit pas conforme aux loix. Malgré toutes ces considérations, les juges de l'Inde, sans avoir égard à l'approbation de sa majesté, eurent la hardiesse d'annuller la nomination, & déclarèrent illégales les prétentions du premier membre du conseil après M. Hastings, si en vertu des papiers qui leur avoient été communiqués, il prenoit en main les rênes du gouvernement actuel.

Cette décision vint fort à propos & mit fin aux dissentions, quoiqu'elle n'appaisât pas les esprits des membres du Conseil. M. Hastings saisit avec ardeur l'avantage apparent que cette détermination lui donnoit, pour fixer une espèce d'op-

probre sur le parti opposé, en proposant plusieurs arrêtés violens, tendans à les expulser de leurs postes dans le gouvernement & dans le service de la compagnie.

Toute cette affaire fut conduite, depuis le commencement jusqu'à la fin, avec un art inconcevable. La décision des juges, (leur politique connue) parut sans doute partiale à ceux dont les sentimens n'étoient pas tout-à-fait les mêmes que ceux du gouverneur-général. Les procédés violens du conseil suprême, après l'exemple de modération que donna le général Clavering, en renonçant à des prétentions si bien fondées, fit prendre aux juges une apparence de candeur, qui sied si bien à leur profession. Ils déclarèrent qu'ils étoient d'avis, « que les deux » partis restassent dans la situation où ils étoient » avant la réception des dernières dépêches, » soumettant à une décision en Angleterre, » leurs prétentions respectives; & qu'ils oubliassent toutes ces prétentions jusqu'à ce que cette » décision fût arrivée d'Angleterre dans le Bengale. »

Les conséquences de tous ces procédés furent conformes aux principes qui les avoient produits. — Quoique M. Hastings déclarât que la requête de Macleane étoit une fausseté des plus insignes, cependant il ne parla pas de cet agent comme

d'un imposteur. Les directeurs promirent de prendre ces objets en considération, & s'en tinrent, à ce qu'il paroît, à cette promesse. Les membres du conseil qui s'acquittèrent consciencieusement de leur devoir, en obéissant aveuglément aux ordres de leurs commettans, reçurent, comme à l'ordinaire, de stériles applaudissemens, mais point d'appui.

Fin du Tome premier.

TABLE

Des Sommaires contenus dans ce Volume.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

Fin de la Table du Tome I.

